

Ayuntamiento de Madrid

0

Des. e.

R
853

2621

//

24-8

Britain.

TRAITTE
DES DROITS
DE LA REYNE
TRES-CHRESTIENNE
SVR DIVERS ESTATS
de la Monarchie d'Espagne.



Suivant la Copie
DE L'IMPRIMERIE ROYALE
A P A R I S,
M. DC. LXVII.
Ayuntamiento de Madrid

Fk



Peu de temps après que la
feuë Reyne Mere eut
rendu à la memoire du
Roy Catholique son Fre-
re, & à la Reyne sa veuve, tous les de-
voirs & toutes les civilitez qui sont
ordinaires en ces occasions, Elle en-
voya appeller le Marquis de la Fuente
Ambassadeur d'Espagne, & luy fit en-
tendre de sa propre bouche, que par-
my toutes les douleurs d'une maladie
mortelle, dont elle se sentoît attaquée;
Elle s'estimeroit heureuse neant-
moins si Elle pouvoit mourir avec
cette consolation, de voir la Paix des
deux Couronnes assurée pour ja-
mais, contre tout ce qui la pourroit
alterer: Que sur ce motif & sans au-
cun autre interest que celui du repos

public , Elle desiroit de tout son cœur
que l'Espagne se portast à faire raison
au Roy son Fils de quelques Estats
qui luy estoient échus dans les Pays-
Bas du chef de la Reyn^e son Esponse ,
parce que le refus d'un droit si natu-
rel & si legitime causeroit necessai-
rement de la division entre les deux
Roys : Mais qu'Elle le chargeoit d'en
écrire à la Reyne sa Sœur , & de la
conjur^{er} de sa part, qu'Elle ne perdit
pas l'occasion d'employer ce peu de vie
qui luy restoit , & qu'Elle luy offroit
pour terminer une affaire si impor-
tante aux Estats du Roy Catholique
son Fils , & à toute la Chrestienté ,
l'assurant que son entremise ne luy
seroit point inutile auprès du Roy
son Fils , dont Elle connoissoit assez
les bontez & la moderation, pour se
promettre qu'à sa priere & en fa-
veur de la Paix, il relascheroit de ses
interests. Le Marquis de la Fuente
se


se chargea d'en écrire, & la réponse qu'il eut après un assez long intervalle fut un ordre précis de déclarer à la Reyne Mere, comme il fit, que la Reyne sa Maistresse ne vouloit, pour quelque consideration que ce pût être, entendre parler d'aucun accommodement sur des pretensions qu'Elle estimoit destituées de toute apparence; d'autant moins que le feu Roy son Mary luy avoit defendu par son Testament d'aliener aucune portion, non pas mesme un seul Village ou Hameau de la Souveraineté des Pays-Bas; Et bien qu'un refus si formel & si positif pût dès lors porter les choses à quelque ressentiment; Toutefois le Roy Tres-Chrestien au lieu d'exercer ses droits suspendit volontiers le dessein de les poursuivre pour quelque temps, dans la creance que la Reyne d'Espagne prendroit le soin de s'en faire mieux instruire. Mais enfin,

voyant qu'une plus longue patience
pourroit nuire aux interets de la
Reyne son Espouse, puisque mesme
l'Espagne s'en estoit déjà prevalüe en
exigeant un nouveau serment de ces
Estats qui luy sont échus; il a fait
publier l'Ecrit qui suit pour infor-
mer toute l'Europe de la Iustice de
ses droits, & fait donner avis au
Conseil du Roy Catholique qu'il mar-
choit pour en prendre possession; en
estat d'asseurer le repos des Sujets qui
luy seront fideles, ou de forcer la re-
bellion de ceux qui ne voudront pas
le reconnoistre pour leur veritable
& legitime Souverain; & en mesme
temps il veut bien que le Public sça-
che que son intention est de posseder
les Estats qui sont échus à la Reyne
dans les Pays-Bas au mesme titre que
le Roy Catholique les a possedez à
l'égard de l'Empire.

TRA I.

7
T R A I T T E'
DES DROITS
DE LA REYNE
TRES-CHRESTIENNE

Sur divers Estats de la Monarchie d'Espagne.

 E n'est ny l'ambition de posseder de nouveaux Estats, ny le desir d'acquiescer de la gloire par les armes, qui inspire au Roy tres-Chrestien le dessein de soutenir les droits de la Reyne son Espouse.

Si la voye du Sang, & la disposition des Coustumes n'appelloient cette illustre Princesse aux Souverainetez qu'on luy re- tient, il n'y auroit ny raison de bien-seance, ny pretexte de Politique qui fust capable de le tenter de la moindre injustice: Car quelque estime qu'il fasse de ces riches Provinces, son honneur luy est encore plus cher, & il aimeroit mieux perdre le titre de Roy que celui de Juste.

Il sçait qu'une conqueste illegitime ne peut accroistre les limites d'un Estat sans diminuer la reputation de son Souverain.

Il ſçait que la veritable grandeur d'un Prince Chreſtien eſt de ſe borner par la raiſon, plûtoſt que de s'étendre par la puiſſance.

Il ſçait enfin que la Juſtice eſt la Reyne des Roys, & qu'il n'y en a point qui ne doive tenir à gloire de luy mettre ſon Sceptre entre les mains, de deſcendre du Thrône pour l'y faire monter, & de luy porter ſon Diademe en hommage.

C'eſt dans cette penſée ſi digne de la pieté du Fils-ainé de l'Egliſe, qu'avant que de faire éclater ſon droit, il en a voulu avoir le ſentiment de toutes les fameuſes Univerſitez de l'Europe, & voyant que toute la Jurisprudence conſpire unanimement en ſa faveur, il a ſujet de croire qu'un accord ſi univerſel eſt comme un Oracle qui le ſollicite & qui l'intereſſe dans la deſenſe d'une cauſe ſi juſte & ſi legitime.

En effet, n'y auroit-il pas de la honte qu'un Roy laiſſaſt violer en ſa perſonne, en celle de ſon Eſpouſe & de ſon Fils, tous les privileges du ſang & de la loy; & comme il ne manque ny de puiſſance pour ſouſtenir ſon droit, ny d'affection pour le conſerver, ny de courage pour l'aſſeurer, ſon ſilence ne donneroit-il pas lieu de croire qu'il feroit tombé dans une eſpece de léthargie contraire au bien de ſes Eſtats & honteuſe à ſa gloire?

Comme Roy, il ſe ſent obligé d'empêcher cette injuſtice. Com-

Comme Mary, de s'opposer à cette usurpation.

Et comme Pere, d'asseurer ce patrimoine à son Fils.

Ce n'est point pour conquerir des Peuples qu'il agit, mais c'est pour se les conserver.

Ce n'est point pour subjuguier des Estats par les armes, mais c'est pour soumettre les Peuples aux droits du sang & de la nature par l'autorité de leurs propres loix.

Il ne desire point que la force luy ouvre les portes, mais il souhaite d'y entrer comme un Soleil bien-faisant par les rayons de son amour, & de répandre dans les campagnes, dans les villes, & dans les maisons particulieres toutes les douces influences de l'abondance & de la paix qui l'accompagnent.

Quiconque l'a veu poser si genereusement les armes dans le plus haut poinct de ses victoires pour le seul amour du repos de la Chrestienté, ne doutera pas qu'il ne luy fust extrêmement desagréable de les reprendre, & de voir rallumer un embrasement qu'il a éteint : Mais après tout, Dieu l'ayant fait Roy pour defendre le bien de ses Peuples, ce seroit une chose injuste qu'il laissast en proye ceux de sa propre Famille, & qu'il se refusast à luy-même la protection qu'il donne aux autres.

A 5

Quel

Quel Tribunal faudroit-il qu'il reclamaſt contre des Sujets qui ſeroient ſourds à leurs propres loix, inſenſibles à l'amour de leur Souverain, & rebelles aux decrets de la Nature & de la Providence, qui diſtribué les Sceptres & les Couronnes : le Ciel n'ayant point eſtably de Tribunal ſur la terre à qui les Roys de France puiſſent demander juſtice, il ne la peut chercher que dans ſon cœur où il l'a touſjours fait regner, ny l'attendre que de ſes armes qui n'ont jamais manqué de la luy rendre : Mais il eſpere de la fidelité de ces anciens Peuples qu'ils feront transportez de joye après une ſi longue éclipse de revoir cette lumiere qui leur eſtoit naturelle.

Ce motif plein d'amour & de bonté pour ces Peuples eſt le ſeul qui a fait naiſtre dans l'eſprit du Roy tres-Chreſtien la penſée de faire publier cet Eſcrit ; car encore qu'il ne doive compte de ſes actions qu'à Dieu ſeul, neantmoins comme l'ignorance de ſes droits leur pourroit laiſſer des impreſſions contraires à leur propre inclination, il a bien voulu informer le public de la juſtice de ſes pretentions, afin que le droit eſtant connu, la victoire commençât par les eſprits, & que l'amour ne fit qu'achever dans le cœur ce que la raiſon auroit commencé dans l'ame.

Vne conduite ſi Royale pourroit-elle manquer du ſuffrage de toutes les Nations du

du Monde, & la peut-on penetrer sans en admirer également & la moderation & la prudence? Si les Peuples se rendent à la justice de ses droits, il triomphera par l'amour sur leurs cœurs, & s'ils manquent à ce qu'ils luy doivent en violant leurs propres loix dans sa sacrée Personne, il aura cét avantage qu'à l'imitation de ce grand Capitaine du Peuple de Dieu, qui ne combattoit jamais qu'à la veuë de l'Arche, & sous les auspices de la Loy qui y estoit renfermée, il aura fait marcher le droit à la teste de ses armes, pour ne vaincre qu'après la justice & la raison. Ainsi de quelque sorte que les choses succedent, son amour ou sa valeur sont assëurez de triompher, & pour blasmer une resolution aussi juste que l'est celle de ce grand Prince, il faudroit auparavant blasmer la Loy de Dieu qui adjuge à chacun le sien, & celle de la Nature qui inspire aux Roys aussi bien qu'aux autres hommes l'amour de leur Famille; en un mot, il faudroit estre ennemy de l'humanité pour favoriser un procedé aussi estrange que celui du Conseil d'Espagne en cette occasion, où pour dépouiller la Reyne des Souverainetez qui luy sont écheuës par le deceds de sa Mere & de son Frere, il a exigé pendant sa Minorité une renonciation à tous ses droits & à toutes ses esperances en cas qu'elle eust des Enfans de son Ma-

riage, c'est à dire, qu'il a changé par cette injuste prevoyance les benedictions du Ciel en des maledictions sur la terre, en stipulant qu'une mesme Princeſſe ne pourroit estre Mere & Reyne tout ensemble, & que la fecondité qui est la source des Patrimoines la dégraderoit des droits de sa naissance, pour ne les conserver que dans la sterilité qui est l'affliction des Mariages aussi bien que la fin des Familles: Mais si cette injuste politique blesse l'honneur du Sacrement, la loy souffre encore davantage dans les autres circonstances de cette renonciation, dont l'injustice est si estrange, qu'on se pourroit presque assureur que le Conseil d'Espagne la desavouëra luy-mesme, lors qu'il la verra depouillée de toutes les fausses couleurs dont il en a voulu couvrir la difformité.

ELISABETH de France, fille du Roy Henry le Grand, de glorieuse memoire, espousa Philippe Prince d'Espagne, & depuis, Roy Catholique I V. du nom, le 18. Octobre, de l'année 1615.

Elle luy porta en dot la somme de cinq cens mil escus d'or, avec plusieurs pierreries de grand prix, qui luy furent stipulées propres. Le Prince son espoux luy donna pour cinquante mil escus de joyaux, outre, cent soixante six mil six cent soixante six escus d'or, qu'il luy constitua en augment.

Cet-

Cette auguste Princeſſe deceda le fixième Octobre 1644. & laiffa deux enfans de ſon Mariage. Le Prince Don Balthazar & l'Infante Marie Thereſe.

Don Balthazar qui eſtoit l'aiſné mourut le 9. Octobre 1646. laiſſant par ſa mort l'Infante ſa ſœur unique heritiere preſumptive de tous les Eſtats de la Monarchie d'Eſpagne.

Elle conſerva ce rang juſques aux ſecondes noces du Roy Catholique ſon pere, qui l'en eſloignerent par la naiſſance de trois enfans maſles : mais les deux premiers eſtans decedez, l'un avant le Mariage de cette Princeſſe, l'autre depuis ; & le troiſième ſe trouvant aujourd'huy l'unique Mâle de la Famille Royale par la mort du Roy leur Pere , elle eſt rentrée dans ſon premier rang d'heritiere preſumptive de la Couronne qu'elle ne conſerve que pour le ceder aux Enfans du Roy ſon Frere , ſi le Ciel luy en donne comme elle le deſire de tout ſon cœur.

En l'année 1656. les deux Couronnes qui eſtoient en guerre témoignerent quelque diſpoſition à ſe reconcilier ; il y eut des voyages, des entreveuës & des conférences ſecrettes entre leurs Miniſtres ſur le ſujet de la Paix ; mais l'ouvrage eſtoit trop vaſte & trop difficile pour eſtre le ſuccès d'une premiere tentative, la choſe ne fut qu'ébauchée pour cette fois ,

& la matière en fut seulement préparée.

Trois ans après, les entreveuës se reiterent, Don Antonio Pimentel vint exprés en France, de la part du Roy d'Espagne. Sa negociation fut secrette avec le Cardinal Mazarin; & l'effet en a esté si heureux, qu'après un grand nombre de Conferences; Ils arresterent enfin tous les Articles, à la reserve de cinq ou six qui estoient de peu de conséquence; & signerent en attendant un Traitté solennel, une suspension generale de tous actes d'hostilitez, le 8. May 1659.

Dés les premieres entreveuës, Pimentel ouvrit la proposition du Mariage de l'Infante avec le Roy Tres-Chrestien, & sa Majesté y fit répondre à la satisfaction d'Espagne: Mais, comme Pimentel ne s'expliqua d'aucune des conditions, & qu'il n'avoit point de pouvoir pour en convenir, les choses demeurerent de la part de France, aux termes d'un aggrément general; le surplus s'estant remis à l'entreveuë des deux premiers Ministres, qui se devoient rencontrer incessamment sur les confins des Royaumes, pour mettre la derniere main à ces deux importants ouvrages de la Paix, & du Mariage.

Le dixième May, le Roy Tres-Chrestien fit expedier ses pouvoirs au Cardinal Mazarin son Plenipotentiaire pour la conclusion de la Paix Generale.

Il n'estoit fait aucune mention du Mariage dans ces pouvoirs, aussi estoit-ce une chose toute distincte, & separée de la Paix. Mais il luy en donna un particulier pour le Mariage le vint-un Iuin suivant, à l'effet d'en regler la Dot, le Doüaire, & les autres conventions seulement, & non point pour faire une renonciation, dont l'acte ne contient aucun mot.

Le Cardinal Mazarin partit de Paris le 24. du mesme mois de Iuin, & prit sa marche vers la frontiere pour s'y rendre, au temps qui avoit esté convenu.

Le lieu des Conferences où devoient s'assembler les Plenipotentiaires des deux Roys, ayant esté choisi dans une petite Isle de la Riviere Bidassoa, qui divise la France del'Espagne, il fut basti un logement convenable à cet effet, où leur premiere entreveuë se fit le trezième jour du mois d'Aoust 1659.

Tandis qu'ils s'occupoient à repasser tous les Articles de la Paix, & à régler les nouvelles difficultez qui s'y formoient de part & d'autre, ils chargerent le sieur de Lyonne de la part de France, & Don Pedro Coloma de celle d'Espagne, de dresser un project des Articles du Mariage sur le pied de cinq cent mil escus d'or sol, pour la Dot de l'Infante.

Le sieur de Lyonne fut infiniment surpris, que Don Pedro Coloma luy proposast

faist d'abord une renonciation de l'Infante à toutes successions escheuës & à échoir en ligne directe & collaterale, & à tous les Estats de la Monarchie d'Espagne, moyennant cette Dot de cinq cent mil escus d'or, en cas qu'Elle eust des Enfans de son Mariage avec le Roy Tres-Chrestien ; Il luy résista avec toute la fermeté & la contention que requeroit l'importance du sujet : Mais la difficulté ne s'estant pû décider entr'eux, elle passa jusques aux deux Plenipotentiaires, qui traiterent la matiere avec grande ardeur, pour soustenir chacun sa prétention par toutes les raisons, qui leur pouvoient tomber dans l'esprit.

Il est fort estrange, mais il est neantmoins tres-veritable que Don Louis de Haro, Plenipotentiaire du Roy Catholique, n'a jamais employé de plus fortes raisons, pour persuader sa proposition que l'extrême injustice de cette proposition, comme il l'avoüoit luy-mesme ingenuëment ; Car bien loin de répondre aux puissantes objections du Cardinal Mazarin, contre cette clause injuste, il ajoustoit pour les fortifier, qu'il n'estoit pas si peu éclairé, que de ne pas sçavoir, qu'une simple clause de renonciation pût détruire les Maximes fondamentales d'une Monarchie, ny rompre le nœud indissoluble qui lie depuis tant de Siecles les Roys d'Espagne avec leurs Sujets, par leurs propres Loix,

Loix, en ce qui regarde la succession des Filles, & qu'il estoit tres-assuré, que si le Ciel affligeoit assez l'Espagne, pour appeller le Prince qui restoit du second lit, & ceux qui en pourroient naistre, il n'y avoit aucun Sujet de la Monarchie, (& les Espagnols plus que les autres) qui nonobstant toutes les renonciations qu'on pourroit exiger de l'Infante ne la regardast après cela comme sa veritable Reyne, parce, disoit-il, qu'outre l'amour & le respect qu'on a pour sa personne, le droit des Sceptres ne tombe point dans le commerce des conventions particulieres, & qu'il n'appartient qu'au Ciel de les distribuer par les ordres du Sang & de la Naissance : Mais qu'après tout, quoy qu'il fust plus persuadé que personne de ces veritez, il n'estoit point assez hardy pour proposer dans les Conseils d'Espagne, le desistement de cette renonciation, estant assuré que s'il l'avoit entrepris, il n'en remporteroit autre succès que d'estre blasmé, d'avoir osé prendre cette liberté contre l'exemple formel du dernier Mariage d'une Infante, avec un Roy de France.

Le Cardinal Mazarin considerant que s'il rompoit sur une clause, dont l'exécution estoit impossible par toutes les regles, on pourroit reprocher à la France d'éloigner la Paix, & par une precaution superflüe de replonger la Chrestienté dans
un

un abyfme, dont elle estoit à demy sortie : il crût qu'il se devoit contenter du folide, & preferer le repos public à une clause inutile : c'est ainsi que la renonciation fut accordée, & le Mariage conclud.

Les choses ayant donc esté arrestées de cette maniere, la clause fut conceuë & redigée en ces termes : *Que Sa Majesté Catholique promet & demeure obligée de donner, & donnera à la Serenissime Infante Dame Marie Therese en Dot & en faveur de Mariage à Sa Majesté Tres-Chrestienne, ou à celuy qui aura pouvoir & commission d'Elle, la somme de cinq cent mil escus d'or, ou leur juste valeur, en la ville de Paris, le tiers au temps de la consommation du Mariage, l'autre tiers à la fin de l'année depuis la consommation ; & la dernière troisième partie six mois après. En sorte que l'entier payement des cinq cent mil escus d'or ou leur juste valeur sera fait en dix-huit mois de temps, & que moyennant le payement effectif fait à Sa Majesté Tres-Chrestienne de cette somme aux termes qu'il a esté dit, la Serenissime Infante se tiendra pour contente, & se contentera de cette Dot, sans que par cy-après Elle puisse alleguer aucun sien autre droit, ny intenter aucune autre action ou demande pretendante qu'il luy appartienne, ou puisse appartenir autres plus grands biens, droits, raisons & actions, pour cause des heritages & plus grandes successions de leurs*

leurs Majestez Catholiques ses Pere & Mere, ny pour contemplation de leurs Personnes, ou en quelque autre maniere, ou pour quelque cause & titre que ce soit, soit qu'Elle le sceust, ou qu'Elle l'ignorast, attendu que de quelque qualité & condition que les choses cy-dessus soient, Elle en doit demeurer excluse à jamais avec toute sa Posterité Masculine & Feminine, ensemble de tous les Estats & Dominations d'Espagne, à la charge neantmoins que si Elle demeure vefue sans Enfans du Roy Tres-Chrestien, Elle rentrera dans tous ses droits, & sera libre & franche de ces clauses, comme si elles n'avoient point esté stipulées.

Le Contract de Mariage fut signé des Ministres le 7. Novembre 1659. jour mesme du Traitté de Paix, & ratifié par les deux Roys, à sçavoir par le Roy Tres-Chrestien le 24. du mesme mois à Thoulouze, & par le Roy Catholique le 1. Decembre suivant à Madrid.

Peu de temps après le Roy Tres-Chrestien envoya sa commission à Don Louis de Haro Plenipotentiaire d'Espagne, pour fiancer & épouser en son nom l'Infante par paroles de present.

La Ceremonie s'en estant faite dans la ville de Fontarabie le quatrième jour de Juin 1660. la nouvelle Reyne fut remise le septième entre les mains du Roy Tres-Chrestien son Espoux par le Roy son Pere
dans

dans l'Isle de la Conference, d'où elle passa le mesme jour à S. Jean de Luz.

De ce moment il semble que le Roy Catholique ait perdu la memoire de tout ce qu'il luy avoit promis; car il est estrange, & presque incroyable, que depuis ce temps-là il n'ait pas payé quoy que ce soit sur les cinq cent mil escus d'or promis en Dot, ny executé aucune des autres conditions du Contract.

Voila le fidel recit de-ce qui s'est passé dans le Traitté de Mariage de leurs Majestez touchant cette renonciation si peu soutenable, dont le Roy Tres-Chrestien est bien-aisé de donner connoissance au Public pour laisser à chacun la liberté d'en juger.

Il ne veut pas imiter en cette occasion l'exemple de Philippes II. Roy d'Espagne, qui pour toute raison de son entreprise sur le Royaume de Portugal, se contentoit de dire qu'il connoissoit la justice de ses pretentions, & que les Roys n'avoient point d'autre Tribunal sur la terre que celui de leur conscience.

Ce seroit faire tort au droit de la Reyne, que de le traiter de la sorte, & offenser sa pieté, que de faire naistre des scrupules contre la justice de ses pretentions.

Toute cause qu'on refuse d'éclaircir se rend suspecte, & il n'y a point de Sceptre que cette grande Princesse voulust acquies-

querir au prix de sa reputation.

Son droit est pur de toute ambition , & exempt du soupçon de toute envie ; Elle n'aura jamais regret de voir la Couronne sur la teste du Roy son Frere, au contraire Elle souhaite qu'il regne heureux , & qu'après de longues années il laisse une Posterité glorieuse , qui remplisse dignement le Thrône de ses Ancestres : Ce sont ses desirs, ses vœux, & sa passion.

Elle demande seulement ce qui luy appartient par la plus étroite rigueur des Coustumes dans les successions de leurs Pere, Mere & Frere communs ; est-il rien de plus juste que cette pretention ?

Elle est Fille , & par conséquent Heritiere ; la Nature est son titre, & la Loy est sa raison ; il ne luy faut point d'autre fauteur que celle du droit commun, ny d'autre éloquence que la voix du sang. Sa cause dans tous les Tribunaux est sans aucune difficulté ; il n'y a que dans le Conseil d'Espagne où elle puisse n'estre pas si favorable : Mais il ne sera pas difficile de faire voir que la renonciation sur laquelle il voudroit se fonder est un déreglement sans exemple , & à vray dire , un pur prestige de politique & d'ambition , qui ne peut surprendre que les foibles ou les ignorans ; Et afin que personne ne croye pas que cette haute confiance procede d'un zele trop passionné pour les interests
d'une

d'une si grande Princeſſe , ou de la protection invincible qui luy eſt aſſeurée, plûtoſt que de la juſtice de ſa cauſe, on la verra icy eſtablie ſur les Loix meſmes d'Eſpagne, & ſur l'autorité de ſes plus celebres Docteurs, afin que l'Eſpagne ſe trouvant condamnée, s'il faut ainſi dire, par ſa propre bouche, Elle acquieſce plus volontiers; ou que reſiſtant, toute la Terre ſoit témoin qu'Elle combat contre Elle-mefme, pour détruire ſon propre ſang & ſes Loix. Or pour le ſuccés de ce Projet deux choſes ſont également neceſſaires; l'une, de faire voir enquoy conſiſtent les droits de la Reyne; l'autre, de détruire la renonciation qui luy peut eſtre objectée; & parce que cette renonciation ſemble faire un obſtacle à l'établifſement de ſes droits, la premiere partie de cét Eſcrit eſt deſtinée à renverſer cette barriere par toutes les nullitez de fait & de droit qui ſe rencontrent dans cette renonciation; & la derniere, à établir les droits de la Reyne par le Contract de Mariage de ſa Mere, par la diſpoſition des Couſtumes, & par l'uſage inviolable qui s'eſt toujourns obſervé à l'égard des Souverains dans l'eſpece meſme des biens qui luy ſont écheus, & qu'Elle demande au Roy Catholique ſon Frere.

Les Renonciations des Enfans aux Succéſſions de leurs Parens ne tirent leur origine

gine ny du droit de Nature, ny de celuy des Gens, ny mesme de la Loy civile; au contraire, la Nature substituant les Enfans à la place de leur Pere, elle les substitué aussi dans leurs biens, & les fait tous également Heritiers. C'est par cette raison que les Romains tres-éclairez dans la Politique, & tres-passionnez pour conserver l'avantage de leurs Familles & de leur Posterité, avoient conceu une telle aver- sion contre ces renonciations, qu'encore qu'ils donnaissent aux Peres la puissance de vie & de mort sur la personne de leurs Enfans, neantmoins ils ne leur ont jamais accordé le droit de les faire renoncer à leurs Successions, persuadez que l'human- ité garantiroit assez la vie du Fils de la cruauté de son Pere, mais que la Justice n'assureroit pas suffisamment sa Legiti- me contre la licence & les desordres des renonciations: c'estoit dans l'esprit de ces grands Hommes une espece d'homicide de traiter de la Succession d'une personne vivante, & convenir avec un Pere qu'on ne luy succederait point, leur à parii comme un monstre dans l'ordre de la Na- ture & de la Justice. Papinien cette gran- de lumiere de leur Jurisprudence quali- fioit ces sortes de conventions d'attentat à l'autorité des Loix^a. Quelques-uns de leurs Empereurs les ont traité de tri- stes & funestes augures à la joye & à la vie
des

a Pater in-
strumento
Dotali com-
prehendit fi-
liam ita do-
tem accepit-
se, ne quid
aliud ex
hereditate
patris spera-
ret, istam
scripturam
jus successio-
nis non mu-
tasse consti-
tit, privato-
rum enim
cautionem
legum au-
thoritate non
censeri. *Leg.
ult. D. de ius
& legitim.*

a Sed nobis omnes hujusmodi pactio-
nes odiosæ esse
evidentur, & plenæ tri-
stissimi & pe-
riculosi even-
tus. *L. 36. Cod. de pact.*
b Ex eo in-
strumento
nullam vos
habere actio-
nem in quo
contra bo-
nos mores de
successione
futura inter-
posita fuit
stipulatio
manifestum
est, cum
omnia quæ
contra bonos
mores vel in
pactum vel
in stipulatio-
nem dedu-
cuntur nul-
lius momenti
sint. *L. 4. Cod. de inut. stip.*
c Pactum
quod dotali
instrumento
comprehen-
sum est, ut
si pater vita
fungeretur æqua portione ea quæ nubebat cum fratre
hæres patris sui esset, neque ullam obligationem contra hæredem
neque libertatem testamenti faciendi mulieris patri poterit auferre.
L. 5. Cod. de pact.

Pactum dotali instrumento comprehensum ut contenta dote quæ
in matrimonio collocabatur nullum ad bona paterna regressum ha-
beret, juris autoritate improbat, nec intestato patri succedere filia
ea ratione prohibetur, dotem sanè quam accepit fratribus qui in po-
testate erant conferre debet. *L. 3. Cod. de Coll.*

samment dotée par son Pere, & que sans estre induite par force ou par fraude elle fasse serment d'exécuter la renonciation qu'elle fait à sa succession, elle est obligée de l'entretenir, pourveu que cela ne porte point de prejudice à un tiers *a*.

Mais pourroit-on pretendre sans blefser l'honnesteté publique que cette Decretale se pût appliquer sur des Royaumes & des Souverainetez, qui sont des choses inestimables, puis qu'elle ne s'est mesme authorisée entre les particuliers que sous de restrictions si estroites, qu'il est facile de juger que l'usage qui s'en fait est plutôt la tolerance d'une chose defendue, que l'exécution d'une loy approuvée; Car si sous pretexte de faire renoncer une fille, on luy donne moins que sa legitime *b*; Si le pere qui stipule la renonciation, ne constitué la Dot de son bien *c*; Si elle n'est proportionnée à sa condition, & acquitée de son vivant *d*; Si on comprend dans la renonciation des droits écheus *e*; Si on la pousse au delà de la personne des freres *f*; Si tous ceux à la succession desquels elle se fait, ne parlent dans

B

le

tis, unde si filia de suis propriis bonis fuerit dotata non est exclusa. Benedict. Cap. Renutius.

a Ex dignitate, ex facultatibus, ex numero liberorum. L. Si filia D. de leg. & fidej. c. 3. Ludovicus R. in leg. 1. §. Si quis. Ita D. de verborum oblig. e Alex. cons. 29. vol. 3.

f Salicet. in L. Pactum dotale Cod. de pactis. Covarr. in caput Quamvis 3. part. §. 3. n. 4.

a Quamvis pactum patri factum à filia dum nuptui tradebatur, ut dote contenta nullum ad bona paterna regressum haberet, improbet Lex civilis: si tamen juramento, nec dolo, nec vi præstito firmatum fuerit, ab eadem omnino servari debet, cum non vergat in æternæ salutis dispendium, nec redundet in alterius detrimentum. Sex. Decr. lib. 1. tit. de pact. *b* Loy XI. du tit. 4. de la sex. partid. Covarr. sup. cap. Quamvis §. 3. n. 3. *c* Filia dotata non excluditur duntaxat nisi à successionem dotantia.

a Non ambigo, imò factor planè pactum istud absque consensu ejus cui succedendum est minimè confirmari juramento, quia contractum sit bonis moribus. *Idem part. 3. n. 6. in cap. Quamvis de pact. in sex. b* Cum non redundet in alterius detrimentum. *Cap. Quamvis de pact. in sex. c* Si tamen juramento nec dolo, nec vi præstito firmatum fuerit. *Cap. eodem in sex. d* Adde Decretalem istam effrenem esse & exorbitantem, ut ea de causa extendi extra propriam facti speciem non debeat. *Raph. ad leg. 38. de verb. oblig. e* Iuramentum vinculum iniquitatis esse non debet, & contra legem naturæ inductum nullius est momenti. *Quest. 22. Ca. 4. cap. Pœnentes, de jurej.*

le Contract^a ; Si elle porte prejudice à un tiers^b ; Si l'Enfant n'est pas en pleine liberté, ny le Pere en bonne foy, & qu'il y paroisse le moindre vestige de dol ou de contrainte^c : En tous ces cas la renonciation est nulle, parce qu'on ne s'étudie qu'à rétablir les choses dans l'ordre du droit commun & dans les loix de la Nature dont cette Constitution les a tellement dévoyées, que les plus celebres Docteurs l'ont traitée d'exorbitante^d. En effet, il est estrange, qu'encore qu'elle reconnoisse que le droit civil soit contraire : elle ne laisse pas de l'abroger : comme s'il appartenoit à la puissance Ecclesiastique, de disposer en une chose purement temporelle, qui ne regarde que l'ordre des successions : Mais il est encore bien plus estrange, qu'elle ne se fonde pour valider un Contract, qui d'ailleurs est nul, que sur la consideration du serment, quoy que chacun sçache que le serment ne puisse estre un lien d'iniquité, pour faire executer une disposition injuste, & que s'il s'emploie pour serrer le nœud de l'obligation, il n'en forme neantmoins jamais le premier engagement^e.

Aussi selon le sentiment des plus éclairés dans l'Histoire, & dans la matiere Ecclesiastique, ce Pape qui a introduit un Droit

Ayuntamiento de Madrid

Droit nouveau contre le droit Romain, sous le pretexte specieux de la Religion du serment, estoit un Legislatteur interesse, qui s'est proposé apparemment de faire valoir toutes les renonciations, afin d'appuyer celle qui avoit esté faite à la Papauté par le simple & le vertueux Pierre Moron, qui étoit son predecesseur, & qui fut nommé Celestin V. Ce qui luy donna la pensée de vuidier la question qui estoit fort disputée, & de faire la Constitution qu'il attribua à Celestin, que le Pape pouvoit irrevocablement renoncer au Pontificat, parce qu'il craignoit que Celestin ne reprist sa place.

a Cap. Quoniam, de Renunc. in sex.

Quoy qu'il en soit, l'usage de cette Constitution est un pas tres-glissant pour la justice & la pieté des peres, & toute personne qui projette des renonciations dans sa famille, doit penser qu'il marche dans un chemin fort estroit, que la nature & la loy ont bordé de precipices, & qu'il prepare pour ainsi dire un poison, lequel peut estre salutaire, s'il est bien corrigé; mais dont le venin n'estant pas suffisamment temperé ne peut qu'allumer le feu de la guerre, & de la division dans sa famille. En un mot, il faut toujours que dans une renonciation la justice, la prudence, l'amour & la bonté du pere regnent, en sorte que si l'enfant souffre du prejudice on voye qu'il procede plutôt de l'impuissance, que de la volonté du pere, & qu'à tra-

b Hinc excitantur odia fraterna, & de pecuniæ vilis incremento facinus parricidiale componitur. D. Ambros. lib. 2. de Jacob. & vita beata, cap. 2. in principis...

a Si filia habens penes patrem bona materna, renuntiet hereditati paternæ cum juramento hac apposita pactione ut pater ei det mille aureos pro dote, erit intelligenda hæc conventio in hunc modum, quod mille aurei sunt dandi ex bonis paternis, non ex maternis.

Covarr. to. 1. relect. cap.

Quamvis, in sex. part. 3.

§ 4. de pact. & renunt.

Luc. conc. 10. Iason in L.

Quoniam, D. de inoff. test.

Bart. in L. 1. Cod. de legit. hered.

Math. de Aff. sup. Constitut. Neapol.

Paul. Cass. conf. 5. part. 2.

Alexand. conf. 29. vol 1.

Bened. in cap. Renutius, in verb. Duas habens uxores. Petrus Anchar. conf. 8.

b Leg. Si quando §. Et generaliter, Cod. de inoff. test. Leg. Quoniam novella, Cod. eodem. Legitima bonorum portio jure naturæ inducitur est. Leg. vet. de bonis damnatorum.

vers son action on life dans son cœur le regret qu'il a de ne le pouvoir reparer, & la passion qu'il auroit d'y pouvoir apporter du remede.

Or examinant la renonciation de la Reyne sur ces principes, qui sont puisez dans les plus pures sources de la raison, il sera facile de faire voir que c'est un assemblage pour ne pas dire un veritable cahos de toutes sortes de nullitez.

C'est un principe indubitable dans la matiere des renonciations, que la fille qui renonce doit estre dotée par celuy qui stipule la renonciation *a*. * La raison est, que la legitime estant deuë aux Enfans par le droit de Nature dans la succession de leurs Parens, un Pere qui feroit renoncer sa Fille sans la doter de quelque somme qui luy tint lieu de Legitime, pecheroit contre l'amour & la charité du sang, qui est la plus sainte de toutes les obligations, & le plus indispensable de tous les devoirs *b*. C'est pourquoy la premiere chose à examiner dans une question de renonciation, c'est de voir s'il y a une Dot ou non; de quels biens elle a esté constituée, & quelle en est la proportion avec la fortune & la dignité des personnes : Car si la renonciation

tion estoit gratuite, ou que le prix en fust extrêmement disproportionné, la Loy s'éleveroit d'abord contre cette injustice par laquelle un Pere feroit fraude à son sang, en degradant son propre Enfant de la qualité d'heritier. Ainsi pour raisonner solidement sur la renonciation de nostre Princeſſe, il faut avant toutes choses estre certain de la qualité de sa Dot, & fixer ce point comme une verité souveraine qui doit regner dans toutes les parties de cet Escrit *b*.

La Dot de la Reyne devoit estre composée de deux sortes de biens; à ſçavoir, de quelque liberalité conſiderable du Roy son Pere, & des Succeſſions qui luy estoient échueſ par le decés de la Reyne sa Mere & du Prince Balthazar son Frere: Comme Fille d'un ſi Puissant Roy Elle ne pouvoit pas moins eſperer que cinq cent mil eſcus d'or, puis qu'en 1615. ANNE D'AUSTRICHE lors Infante d'Eſpagne fut dotée d'une pareille ſomme, & comme heritiere unique de sa Mere & de son Frere on ne pouvoit s'exempter de luy reſtituer les cinq cent mil eſcus d'or que la deſſunte Reyne avoit portez en Dot, cinquante mil eſcus de Pierrieres ſtipulées Propres, pluſieurs Loyaux en eſpece reſervez par le Contract de Mariage aux Enſans qui en naiſtroient, & nombre de Souverainetez dans les Pays-Bas, à cauſe

a Si in renunciatione filia decipitur ultra dimidiam justipretii, agere poterit ratione hujus lationis reparandæ ex Lege ſecunda Codicis de reſcindinga venditione. *Covarr. in cap. Quamvis loco citato.*
b Vt dote contenta nullum ad bona paternæ regressum haberet. *Cap. Quamvis, de pact. in sex.*

d'un droit de dévolution qui sera cy-après expliqué.

Mais tant s'en faut que le Roy Catholique ait rien ajousté de ses biens à ceux de l'Infante pour la doter, qu'au contraire Il luy a retenu tous ses droits Maternels sans aucune recompense ; Il luy a promis cinq cent mil escus d'or qu'il n'a pas payez, & moyennant cette somme, qui n'est pas la vingtième partie de ses droits ; Il luy a fait quitter la Succession de sa Mere ; Il la fait renoncer à sa Succession future & de toute leur Posterité ; il stipule qu'Elle & ses Descendans à l'infiny seront exclus de la Couronne de Castille & de tous les Estats qui sont & pourront jamais estre sous la Domination d'Espagne ; il luy fait abandonner tous ses biens écheus & à écheoir pour quelque cause preveuë ou non preveuë que ce puisse estre pour une somme si modique ; enfin il la fait renoncer à tout ce que la Loy du Sang, celle de l'Estat, & les Coustumes luy peuvent deferer à titre universel ou particulier.

C'est ainsi qu'il dote sa Fille, non seulement Il ne luy donne rien du sien : mais encore Il luy retient son bien, non seulement Il luy oste l'esperance du bien qui luy peut écheoir : mais Il luy oste mesme celui qui luy est écheu, non seulement Il la prive contre les vœux de la Nature de
toute

toute succession future dans sa race : mais contre les Loix fondamentales de son Estat, il l'exclud & sa Royale posterité du Throsne, & de toutes les Souverainetez d'Espagne, que pourroit-on s'imaginer de plus estrange?

Il n'y a personne qui ne sçache, que c'est une coustume de tous les Siècles, que les peres & les meres qui mettent leurs enfans hors de leur puissance, soit en les emancipant, ou en les mariant, sont obligez de leur communiquer une portion de leurs biens, pour les ayder à fonder de nouvelles familles, & à pousser pour ainsi dire, des branches de leur nom sur la terre. Ce devoir est de nature, de Religion, & de Politique tout ensemble, & tellement indispensable, que si les parens y manquent, les Loix donnent une action contre eux aux enfans, pour les y contraindre ^a. Tant il est vray que cette obligation a sa racine dans les Loix aussi bien que dans le sang & dans le cœur des peres. C'est pourquoy le Pape Boniface VIII. qui le premier a introduit les renonciations, n'a pas seulement desiré qu'il y eust une Dot; mais il adjouste par sa Constitution que pour la validité d'une renonciation, il faut mesme que la Fille declare & proteste par serment, qu'elle est satisfaite & contente de sa Dot, sur les biens de son Pere ^b. Et de vray, s'il n'eust adoucy la rigueur de sa

a Qui dotem dare nolunt ex constitutione Divorum Severi & Antonini per provinciales præfidesque provinciarum coguntur in matrimonium collocare & dotare. Leg. Qui liberos, de ritu nupt.

b Quamvis pactum patris factum à filia dum nuptui tradebatur ut dote contenta nullum ad bonam paternam regressum haberet, improbet Lex civilis, &c. Cap. Quamvis, de pactis in sen.

Decretale par ce temperament, jamais elle n'eust esté receüe en aucun endroit du monde ; car quel excès d'injustice seroit-ce à un pere , de ne point doter sa fille en la mariant , & neantmoins de l'exclurre pour jamais de sa succession future , & de tous ses biens. Mais quand on a considéré qu'une Dot honneste pouvoit tenir lieu de legitime , alors on s'est persuadé que le pere avoit à peu près remply son devoir en la dotant convenablement à sa naissance , & à sa qualité. Tellement qu'à vray dire, la Dot sur les biens du pere qui stipule la renonciation, en est le fondement unique, & celle-cy ne peut non plus subsister sans l'autre, qu'un Mariage sans consentement, ou qu'un Sacrement sans forme : c'est la condition essentielle, sous laquelle les renonciations ont esté introduites ; Quiconque n'y satisfait point selon sa qualité & sa puissance , Pere ou Mere , Souverain ou Sujet, riche ou pauvre, il commet une nullité irreparable parce que cét usage estant derivé d'un droit pur positif , contre les vœux & les sentimens de la nature , il le faut reserrer étroitement dans ses bornes, & pour peu qu'il s'en dévoie l'anneantir , comme une chose odieuse que la Loy condamne , si elle n'est accomplie en sa forme individuelle , par un assemblage exact de toutes les conditions qui luy ont esté prescrites dans son origine ^a. En effet,

si une

^a Non debet renunciatio robur habere, nisi cum-
 Etis quæ casum specialem inducunt observatis. Berengar. Fernand.
 pact. de non succed.
 Et L. 44, §. Cautio, Digest. de verb. oblig.

si une renonciation pouvoit estre valable sans cette Dot, pourquoy le Pape auroit-il inferé dans sa Decretale, que pour la faire valoir, il faut que la Fille soit contente de la Dot que son Pere luy constitué. Certes, il n'y auroit rien de plus indigne dans la nature que de voir un Pere oster toutes choses à sa Fille, sans luy rien donner, & s'il est vray que les parens puissent estre contrains de doter leur fille, lors qu'elle est en âge nubile ^a; Combien moins se peuvent-ils dispenser de luy constituer une Dot lors qu'ils la font renoncer, puisque la renonciation emportant une décheance, & une privation absoluë de tous les droits, elle est d'un prejudice infiny à celle qui la souffre, au lieu qu'un simple défaut de Dot ne fait presque point de tort à la Fille, parce qu'elle retrouve dans la succession de son Pere & de sa Mere, ce qu'ils ne luy ont pas avancé en faveur de Mariage.

L'obligation de doter est si essentielle ^b, qu'encore que la Fille eust du bien d'ailleurs, le Pere ne laissoit pas d'estre tenu de luy constituer une Dot sur le sien ^c. Car enfin, seroit-il juste qu'un Pere qui ne contribuë rien de ses biens au Mariage de sa Fille, la pût faire renoncer à sa succession, sous pretexte qu'il luy restituë celle de sa Mere; Lors que la Loy impose aux parens la necessité de doter, on ne peut

B 5

dis-

*a Dist. Leg.
Qui liberos,
D. de rit.
nupt.*

*b Leonis nov.
21. & L. 1.
Cod. de Dot.
prom.*

*c Non exclu-
ditur per re-
nunciatio-
nem, nisi à
successione
dotantis, un-
de si de pro-
priis bonis
filia fuerit
dotata non
est exclusa.
Bened. cap.
Rainutius, in
verbo, Duas
habens ux.*

a Pater dotavit filiam de bonis uxoris, numquid ista filia habebit regressum ad bona paterna? Respondeo quod sic, quia ista cum effectu non est à patre dotata.

Bald. in L. Neque mater, Cod. De Iur. Dot.

b Profectitia dos est quæ à patre vel à parente profecta est, vel de bonis ejus. *L. Profectitia D. de Iur. Dot.*

disconvenir qu'elle n'entende parler d'une Dot effective qui procede de leurs fonds & de leurs biens ^a; puisque ce ne seroit pas doter une fille, que de luy fournir son propre bien, ou la liberalité d'autrui en Mariage. L'obligation de la Dot estant une charge de nature sur les biens du Pere, il ne s'en peut acquitter que sur ses biens; & il faut que la Dot soit une partie aussi réelle de sa fortune, que la fille est une veritable portion de sa substance. C'est pourquoy quand on demande en droit ce que c'est que la Dot, le Jurisconsulte répond que c'est cette portion de biens que les parens distrayent & separent de leurs fonds, pour establir leurs enfans dans le Mariage ^b. De sorte, que là où il n'y a point de liberalité, il n'y a point de Dot; si un Pere paye à sa Fille ce qu'il luy doit, il s'acquie d'une debte, s'il luy restituë ses biens en espee, il se décharge d'un dépost, & s'il se met en peine de la faire jouyr pleinement de tous ses droits maternels, il luy rend un bon office; Mais en toutes ces choses il n'exerce ny grace ny bien-fait qui puisse remplir les devoirs & les droits du sang. Ce n'est point donner du sien, que d'acquitter ou de promettre ce que l'on doit: c'est le payement ou le renouvellement d'une debte déjà contractée, la question s'estant autresfois formée de sçavoir si le legs que faisoit un debiteur à son creancier

cier de ce qu'il luy devoit estoit valable, on a decidé que non, à moins que le legs ne continst quelque chose de plus que la dette ^a. Il en est de mesme du mary qui legueroit à sa femme la Dot qu'il luy doit restituer ^b, & c'est ce qui a fait dire à un celebre Docteur, que la Comtesse de Naf-fau Fille du Duc de Lorraine n'avoit rien receu en Dot de son Pere, quoy qu'il luy eust donné la somme de cent mil livres, parce qu'il l'avoit fait renoncer, moyen-nant ce prix à la succession de sa Mere, qui en valoit davantage ^c. Benedicti dit enco-re en termes plus formels, que l'effet de la renonciation ne se peut jamais appliquer que sur les biens de celuy qui a constitué la Dot ^d. Et il ne se peut rien de plus ex-prés que ce qu'en a écrit Berengarius Fer-nander, en son Traitté de la renonciation, où il resout qu'une Fille qui n'a esté do-tée par son Pere que des biens qui luy estoient échus du chef de sa Mere ou de son Frere decedez, ne peut estre excluse de la succession paternelle, quelque renon-ciation & quelque serment qu'elle ait fait, parce que la Decretale de Bonifa-ce VIII. ne s'entend que de la succession de celuy qui a donné la Dot de son bien ^e.

B 6

Et

^a Si nihil plus est in le-gato quam in debito, quia nihil amplius habet per le-gatum. *Instit. de Legat.*

^b Si quis.

^c *Instit. eo-dem §. seg.*

^d Ex quo se-quitur quod dicta Dos centum mil-lium non est profectitia à patre, quia propriè non est de bonis & facto pa-tris. *Mol. Conf. 52.*

^e n. 29.

^f Filia dota-ta non ex-cluditur duntaxat, nisi à succes-sione dotan-tis, unde si filia de suis propriis bo-nis fuerit dotata, à suc-cessione pro-priorum pa-rentum non videtur ex-clusa. *Cap.*

Raimuthis, in verb. Dnas habens ux.

num. 174. ^e Licet enim per instrumentum constet de renuntiatione facta, quia tamen fit Lege resistente juramentum non obest, neque da-tur illi juramento robur ex capite *Quamvis*, quia sequitur de renuntia-tione facta, illi à quo filia dotem congruam accepit, cum renuntia-tionis fundamentum potissimum est ex receptione portionis con-gruæ. *Tracl. de Renunt.*

Et certes il faut avouer que c'est avec grande raison que cette Decretale n'autorise pas la renonciation exigée par un Pere qui n'a point fourny de Dot sur ses biens ; car presupposant, comme il est certain, que la renonciation d'une Fille à la succession de son Pere n'est admise contre la disposition du Droit Civil, & l'équité naturelle, que par cette consideration que la Dot qu'elle en reçoit luy tient lieu de Legitime dans sa succession, comment pourroit-on soutenir qu'une renonciation se deust appliquer à une autre succession qu'à celle de la personne, qui en fournissant la Dot, a donné sur ses biens la Legitime qu'il estoit obligé de conserver à sa Fille ; aussi le Docteur Balde a dit fort nettement que si un Pere ne dote sa Fille avec effet, c'est à dire, de sa substance & de ses propres biens, il ne la pouvoit faire valablement renoncer sous pretexte qu'il luy restituoit les droits qui luy estoient échus d'ailleurs, parce que fournir une Dot du bien d'autrui, c'est prester un simple ministère à sa Fille plutôt que la doter ; ou pour mieux dire, c'est faire la fonction d'un Procureur, & non pas celle d'un Pere^a. Le Grand Covarruvias a confirmé cette Doctrine en des termes si précis, & dans une hypothese si formelle, que tres-assurement le Conseil d'Espagne doit avoir quelque honte de se voir condamner dans

^a Statutum
per verbum
dotare jus si-
gnificat non
actum nudi
ministerii.

In dict. L.
Neque mater,
Cod. de jur.
Dot.

dans son propre Tribunal par le plus sage de ses Evesques & le plus sçavant de ses Iuriconsultes : C'est au Traitté qu'il a fait sur la Constitution de Boniface VIII. où après avoir ébably l'espece d'une Fille qui a renoncé en pleine majorité & sous la foy du serment à la succession de son Pere, duquel toutesfois elle ne recevoit rien en Dot, sinon ses droits maternels, il se propose à luy-mesme la question de sçavoir si cette renonciation est valable, attendu que le Pere n'a rien contribué de ses biens à la Dot, & resout enfin tres-solidement qu'il y a une injustice si énorme dans le procedé d'un Pere qui fait tout quitter à sa Fille, jusques à l'esperance mesme, sans luy rien donner de ses biens, qu'une telle renonciation ne se peut, ny ne se doit souffrir, adjoustant que l'espece de la Decretale ne convient point à cette hypothese, parce qu'on ne la doit entendre que d'un Pere qui dote de ses propres biens la Fille qu'il fait renoncer, & non point lors que la Dot luy est fournie ou constituée des biens qui procedent d'ailleurs que de sa liberalité⁴. Ancharanus qui vivoit presque au siecle de la Decretale en a parlé dans ce sens, & ne feint pas de dire qu'on ne pourroit sans inhumanité expliquer autrement cette Constitution, assurant que le Pere ou la Mere qui font renoncer à leur succession sans doter la Fille de leurs biens, commet-

⁴ *Filia etiam major renuntians hæreditati paternæ & futuræ recepta dote ex bonis maternis, licet juramentum præstiterit, poterit ex causa gravissimæ læsionis agere ad pacti rescissionem: etenim nemo negare potest, quin in hoc casu gravissima & admodum enormis læsio contigerit, nec in hac specie locus est decisioni hujus capituli, cum in eo tractetur de filia renuntiante hæreditati paternæ recepta dote à patre ex bonis ipsius patris. 1. Rel. part. 3.*

¶ Supervenit l'us Canonicum, quo jure filia potest cum patre pacisci ut dote contenta nullum habeat regressum ad bona paterna, nisi juramentum fuerit præstitum vi vel dolo, ut est casus in capite *Quamvis de pactis in sexto*, super quo capite scribo & dico ponderandum textum in duobus, quo ad nostrum propositum; primum, in quantum dicit dote contenta, ex quo probatur quod illud caput

tent un dol⁴. Mais pardeffus tous, l'Illustré Montalve autresfois Ministre d'Estat du Roy Catholique, & Auditeur du Royaume de Castille, a décidé en faveur de la Reyne tous les poinçts qui peuvent tomber en nostre question dans une espeece qu'il s'est proposée à luy-mesme si conforme à celle qui se presente, que hors les noms & les qualitez on pourroit asseurer que c'est la mesme chose.

Vn Pere, dit-il, ayant une Fille d'un premier lit, laquelle estoit heritiere de son Ayeul & de sa Mere decedez, la marie en minorité pendant un second Mariage qu'il a contracté dont il avoit des enfans, & la dote d'une certaine somme pour tous ses droits, moyennant laquelle il la fait renoncer & son Espoux aussi aux successions échueës & à écheoir, avec serment de n'y jamais rien demander ny pretendre; mais nonobstant ce serment la Fille estant devenue majeure, elle reclame contre sa renonciation : Sur quoy ce grand Personnage

debet intelligi quando filia renuntians recepit in bonis patris vel matris illud quod succedit in loco Legitimæ, id est, dotem, ut notat Bartolus, Cyrus, &c. Quando verò non recepit dotem in bonis renuntians jus civile remanet incorrectum, illud caput quod venit ad correctionem juris civilis in tali casu non loquitur nec debet ad eum extendi: nam cum hæreditas parentum debeatur filiis naturali voto per renuntiationem meram nihilo percepto esset valde inhumanum & rigorosum, hoc casu valere, &c. Ex illis infertur quoad hæreditatem maternam, ex cujus bonis nihil percepit, non valere renuntiationem etiam juramento vallatam, quod dictum caput *Quamvis*, in hoc casu non loquatur, & ita consului, & dixi quod erat dolus re-
ipia. *Com. in Leg. Fer. lib. 1. tit. 2. L. 8.*

nage fait naistre toutes les difficultez qui se peuvent imaginer de part & d'autre, & après les avoir examinées par les Loix Civiles, par celles d'Espagne, par l'esprit de la Decretale, par l'usage, & par l'équité naturelle, il determine enfin que cette renonciation est une iniquité qui ne se doit aucunement souffrir ^a. Ce que tous ces Docteurs ensemble ont puisé dans les plus pures sources du Droit Civil, où l'on apprend que toutes les conséquences de la Dot ou de la Donation se rapportent toujours à la succession particuliere de la personne qui a constitué la Dot ou fait la Donation, & ne s'appliquent point sur d'autres biens, lesquels estans estrangers à celui qui a doté, ne peuvent ny ne doivent luy acquerir la décharge d'aucune obligation naturelle ou civile ^b.

*a Comment.
in Leg. Fori,
lib. 1. tit. 2.
L. 8.*

*b Leg. Per
illam, Cod. de
Collat.*

Et c'est sans doute sur ces Principes que tous les Docteurs qui ont traité la matiere se sont fondez pour porter encore leur proposition plus avant; car ils tiennent unanimement que la Dot qui sert de base à la renonciation, non seulement doit estre fournie des biens du pere, mais que si mesme elle n'estoit proportionnée à la fortune, & à la dignité de sa famille, quoy que constituée de ses biens, la renonciation ne laisseroit pas d'estre nulle; la raison qu'ils en rapportent est, que le pouvoir de faire renoncer, estant contre le droit

a Reipublicæ interest mulieres dotes salvas habere propter quas nubere possunt. *L. 2. Dig. de jur. Dot.*
Dotis causa perpetua est. L. 1. Dig. eodem.
b *Leg. 11. tit. 4. de la sexta partida.*
c Si læsio gravissima contigerit, renuntiatio nulla est ex omnium Doctorum sententia, quorum ea est concors ratio, quod jurans non videatur in tantam læsionem consensisse, præsertim quia ita gravis læsio non potest absque vero dolo alterius contrahentium contingere. *In cap. Quamvis, part. 1. §. 3. n. 3.*

droit de Nature, aussi bien que contre le droit Civil, il en faut user avec beaucoup de reserve, & prendre garde que sous le titre & la couleur de renonciation, l'on ne fasse point une veritable exheredation par une Dot trop foible ou trop disproportionnée, ce qui seroit tres-dangereux : Le public ayant un singulier interest, que les femmes soient honnestement dotées, parce que les inconveniens qui peuvent naître de la pauvreté de ce Sexe, contrebalancent à peu près dans une juste police, les avantages que l'on pourroit esperer de la richesse, & de l'abondance des masses *a*. Ainsi l'on ne peut pas douter, que pour la validité de la renonciation la Dot ne doive estre constituée des biens du pere : mais on en doutera beaucoup moins encore, si l'on considere qu'en Espagne, le Pere ou la Mere ne peuvent pas mesme faire renoncer leur fille pour une Dot qui soit moindre que la Legitime qu'elle auroit eüe dans leur succession *b*. Covarruvias atteste cet usage fort clairement, quand il dit, que toute renonciation pour laquelle l'enfant n'auroit point reçu sa Legitime entiere, contient un dol réel qui l'annulerait de plein droit *c*. Georgius Nattan, l'un des plus celebres Jurisconsultes de son siecle a écrit, que ny la consideration de l'âge, ny la Religion du serment ne pouvoient autoriser une renonciation, dans la-

laquelle la fille reçoit moins que sa Legitime, à cause du dol qui s'y rencontre ^a.

Enfin, il est inutile de citer l'autorité des Docteurs, puis qu'il y en a une Loy expresse en Espagne, qui declare nuls toute sorte de Contrac̃ts, où les parens n'ont pas conservé la Legitime franche & entiere à leurs enfans, parce que ce droit estant comme un preciput & un apanage de la filiation, il est affranchy par la loy, & le Pere qui l'oste ou qui le retranche, fait pour ainsi dire un larcin à la nature ^b.

Voilà les raisons pour lesquelles la renonciation est nulle, si le Pere n'a formé la Dot de son bien, elles sont appuyées sur deux fondemens tres-solides, l'un est que la fille qui ne reçoit rien pour sa Legitime, souffre une lésion enorme, qui degenerate en un dol réel, lequel annulle de plein droit toutes sortes d'actes où il se rencontre, & l'autre, que le Contrat de Mariage estant un traité d'affection, de sincerité & de bonne foy; le Pere qui s'en prévaut pour retenir à son enfant les droits de sa naissance, commet une injustice contre son propre sang: de laquelle il ne seroit pas raisonnable qu'il profitast à la confusion de la Nature & des Loix. Tellement que le Roy Catholique, n'ayant rien donné ny mesme promis de ses biens à l'Infante: mais au contraire, luy retenant tous ses droits Maternels; il n'y a ny couleur

^a *Limita hanc Decretalem non habere locum ubi puella renuntiavit hereditati paternæ cum juramento, si interveniat deceptio ultra dimidiam; nam ibi cessat justitia, cum sit evidens iniquitas, & dolus reipsa ita rescindit contractum sicut dolus ex proposito. In cap. Quamvis.*

^b *Dist. L. tit. 4. de la sexta partida.*

^c *L. 2. Dig. de except. doll. L. Si superstit. de dolo.*

leur ny artifice qui puisse jamais garantir une nullité si irreparable, & si odieuse tout ensemble.

Donc, puis qu'il est evident que le Roy Catholique n'a rien donné ny mesme promis du sien, les cinq cent mil escus n'estant qu'une partie des droits qui appartiennent à la Serenissime Infante, par le decés de la Reyne Elizabeth sa Mere, & du Prince Don Baltazar son Frere; il faut conclure que de ce seul chef, la renonciation contient une nullité irreparable: mais quoy que cette nullité soit à la teste de toutes les autres, elle n'en est pourtant la premiere que par le rang, celles qui suivent n'estant ny moins fortes, ny moins confiderables.

La seconde consiste, en ce que les cinq cent mil escus d'or promis en Dot, ne sont point encore acquitez, quoy que les delais accordez par le Contract soient expirez, il y a long-temps.

C'est une verité incontestable que les termes du payement ayant esté marquez par le Contract de Mariage, le Roy Catholique y a deü satisfaire ponctuellement à peine de nullité de la renonciation; car les premiers principes de Droit enseignent, qu'il y a cette difference entre les termes préfinis par la Loy, & ceux qui le sont par les Contracts, qu'à l'égard des premiers, l'observation n'en est pas si

scrui-

scrupuleuse, l'écheance ne produisant ny la nullité de l'acte, ny mesme aucune peine, qu'après un interpellation qui constituë le debiteur en negligence: Mais à l'égard des autres, le jour du terme est tellement fatal, que sans qu'il soit besoin d'aucune sommation verbale ou par écrit, la peine se commet où la resolution est encouruë de plein droit: la raison de cette difference entre le delay de la Loy & celui des Contracts, est que les particuliers n'estans pas obligez de posseder toute la Science, & la disposition des Loix, il faut qu'ils soient avertis par une interpellation qui leur apprenne ce qu'ils sont obligez de faire, & jusques-là, on ne les peut legitiment accuser d'estre en demeure; au lieu que toute personne qui a fait un Contract, doit estre sçavant de son fait, & se souvenir du jour & du temps qu'il s'est obligé de payer, parce que tous les momens qui l'approchent de ce terme, sont autant de sommations que sa memoire & sa foy luy renouvellent d'acquiter ce qu'il a promis. D'où vient que par un axiôme de Droit on dit en ces occasions, que le jour interpelle pour l'homme ^a.

Ce n'est pas que cette Jurisprudence ait toujours esté si universelle comme elle l'est aujourd'huy; puis que dans son origine elle n'avoit lieu que contre les Tuteurs en faveur de leurs pupilles. Depuis elle

^a Dies interpellat pro homine.

a Cum venditor fundi in Lege ita caverit, si ad diem pecunia soluta non sit, ut fundus inemptus sit, ita accipitur inemptus esse fundus, si venditor inemptum esse voluerit.

L. 2. Digest. de Leg. Com.

b *L. Trajectitia pecuniae, Dig. de oblig. & act.*

L. ad diem, Dig. de verb. oblig.

L. 9. §. ult. Dig. de usuris.

L. 13. Dig. de fidej. lib.

c Magnam legum veterum obscuritatem, quæ protrahendarum litium magnam occasionem usque adhuc præbebat amputantes, sancimus ut si quis certo

elle s'estendit au cas de la Loy commissioire, dans lequel le vendeur qui avoit aliéné son heritage à condition que s'il n'étoit payé dans un certain jour la vente seroit nulle, rentroit de plein droit dans son Domaine sans aucune sommation si l'acheteur ne l'avoit point payé au jour préfix *a*. Mais comme ce qui s'accorde par forme de privilege aux mineurs ou aux vendeurs, est plutôt une exception du Droit commun qu'une Loy generale à l'égard de toutes sortes de personnes, les Anciens Empereurs persuadent que ces Loix estoient plus de justice que de grace, firent nombre de dispositions pour les rendre generales *b*; & parce que nonobstant toutes leurs dispositions, la subtilité des particuliers ne laissoit pas de traverser encore par des distinctions Sophistiques, la justice de ces Loix, l'Empereur Justinien estimant qu'il estoit juste de trancher par une Decision universelle toutes les cavillations qui se faisoient sur ce point, fit une Constitution, qui ordonne nettement que la sommation n'est point nécessaire, lors que par le Contract les parties se sont fixé un jour certain *c*.

Deux

tempore facturum se aliquid vel daturum stipuletur, vel quæ stipulator voluerit, promiserit, & adjecerit quod si statuto tempore minimè hæc perfecta fuerint, certam pœnam dabit, sciat minimè se posse debitor ad evitandam pœnam dicere quod nullus eum admonuit, sed etiam citra ullam admonitionem eidem pœnæ pro stipulationis tenore fiet obnoxius, cum ea quæ promiserit, ipse in memoria sua servare, non ab aliis manifestari sibi debeat poscere. *D. de contr. & com. stip.*

Deux doutes se sont formez sur cette Loy : Le premier, si elle se pouvoit appliquer au Contract, où il n'y a point de stipulation de peine pour en operer la resolution de plein droit : Et le second, si le debiteur pouvoit purger sa demeure par des offres de payer posterieures à l'écheance du terme.

Quant au premier, il est certain que c'est une pure illusion sans aucun fondement ; car la debte principale estant plus juste & plus naturelle que la peine, s'il ne faut point d'interpellation pour la peine qui est odieuse de soy, puis qu'elle l'oblige à payer ce qu'il n'a jamais reçu, & ce dont il n'a point profité ; par quelle raison faudroit-il plutôt une sommation pour le principal, qui est infiniment plus favorable, le debiteur en ayant reçu & tiré ses avantages ? Aussi Cujas sur cette Loy, traite-il ce doute de cavillation, & conclut en des termes tres-energiqes, qu'encore qu'il n'y ait point de peine stipulée, le debiteur ne doit pas moins s'interpeller soy-mesme à l'écheance du terme ^a. Et en un autre endroit, qui est aussi formel, il ajoute ; Que dans les conventions où les parties se sont prescrites des delais la demeure se contracte par le temps, & non point par sommation, qui est absolument inutile en ces occasions ^b. C'est aussi le

^a Ergo moram facit ex eo die ejus non est immemor, aut esse non debet, etiamsi non interpellatur, & non conveniatur, ex quo etiam sequitur si nolumus cavillari, & hoc verissimum esse, non solum si obligationi principali quæ est ad diem, sit subiecta stipulatio pœnalis, sed etiam si pœna subiecta non sit.

^b Quia ubi certus dies præscriptus est solutioni nec ulla interpellatione creditoris opus est, quandoquidem mora fit ex re, id est, ex tempore ipso tardæ solutionis, etiam non interpellante creditore, nimirum quia dies factis interpellat, satis admonet debitorem, & ipse sibi debitor, qui diem non ignorat, verum & æquum sibi denuntiare, & ipse seipsum interpellare debet.

« In contra-
ctu matri-
monii adest
favor dotis,
& prædicta
tantò magis
vera sunt
quando filia
vel gener
aliquid dant
vel faciunt,
ut nuper ha-
bui quæstio-
nem de pa-
tre, qui filia
nubenti,
quam facie-
bat renuntia-
re futurae
successioni
suae opulen-
tæ, promisit
decem millia
in dotem,
quæ nisi sol-
verentur in-
tra trimestre,
dedit & con-
stituit in do-
tem quin-
gentas libras
perpetui, &
non redimi-
bilis redditus
super bonis
suis, non

est dubium quin pactum valeat, quia dictus redditus non solum est
vera dos eo casu sua sponte constituta, sed etiam constituta con-
templatione renuntiationis futurae successioni. *Traët. usur. quæst. 52.
num. 372.*

b *Traët. de mora & ejus effectibus, part. 2. n. 1.* Dies lapsus debitorem
absque alia interpellatione constituit in mora.

c *Traët. de mora, part. 3. n. 4.* In legis commissoriae pacto si non
certa die pretium persolvatur, non est necesse interpellari amplius em-
ptorem, sed est ab emptione discessum, si venditori placuerit.

d *Traët. de mora, n. 52.* Scire igitur debemus, quoties in contractibus
dies adjecta est, moram sine dubio committi die solutionis.

sentiment de du Moulin, lequel traittant
nostre question à fonds, après avoir exa-
miné toutes les raisons de l'affirmative &
de la negative, resout enfin que la demeu-
re ne se peut jamais purger par un Pere
qui n'a pas satisfait à la Dot dans les delais
du Contract, parce que la Dot est un titre
doublement favorable, quand un Gendre
& une Fille l'ont achetée au prix d'une re-
nonciation, qui les prive de toute autre
Legitime sur les biens du Pere *a*. Et dans
ce cas il n'y a point d'autre remede que
de payer la peine, s'il y en a eu une stipu-
lée, ou de remettre les choses dans les ter-
mes du Droit commun, de mesme que
s'il n'y avoit point eu de renonciation.
Marcus Baverius Bononiensis *b*, *Stephanus*
Forcatulus *c*, & *Ioannes Saporta* *d*, sont
de mesme opinion, & si le Conseil d'Espa-
gne resiste à ces autoritez, comme estran-
geres, il ne peut pas dénier que le Livre
de ses Ordonnances ne contienne une Loy
expresse qui est toute conforme à celle-
là,

là ^a, & que Montalve, l'un deses Docteurs, n'ait dit en son Commentaire sur cette Loy, que dans les Contrac̃ts où les parties se sont fixez des termes, le jour de l'écheance interpelle suffisamment le debiteur sans qu'il soit besoin d'aucune sommation de la part du creancier ^b.

Pour ce qui est de la seconde difficulté de sçavoir, si des offres faites après le terme peuvent reparer la demeure, elle n'est pas plus solide que la premiere; car s'il estoit permis au debiteur de purger sa demeure après l'écheance du jour, en vain le temps auroit-il esté préfiny & fixé par le Contract, & il n'y auroit plus de difference entre les obligations avec terme, & les autres qui n'en ont point: mais comme le terme accordé par le Contract au debiteur est une grace de son creancier, il en déchoit absolument, & l'on ne peut obliger le creancier d'en faire une seconde.

C'est ainsi qu'en dispose le Droit Civil dans la Loy *Trajectitia*, qui rejette & condamne absolument les offres posterieures à l'écheance du terme ^c. Cujas sur cette Loy dit, que ces sortes d'offres son tardives, & qu'on ne peut obliger le creancier de les recevoir ^d. Et d'Argentré a estimé qu'en toute sorte de cas & d'hypotese le

a Part. 5. tit. 14. l. 8. Plazos & dias ciertos ponen los omes entre si a que prometen de dar o de fazer algunas cosas unos a otros. E porende dezimos que cada uno es tenuto de dar o de fazer lo quel prometio al plazo que fue puesto para ello. E non se puede escusar que lo no faga ma que el otro no ge lo demande.

b Solutio facienda in termino a Legibus praefixo etiamsi creditor non interpellat debitorem.

c De illo sane potest dubitari, si interpellatus ipse moram fecerit, an quamvis pecuniam possit

ea offerat, nihilominus poena committatur, & hoc rectius. Dist. Leg. Trajectitia, D. de oblig. & act.

d Sera est ea oblatio, nam eo die praeterito non est integrum emptori pretium offerre invito creditore, & poenam evitare.

** Summatio non est necessaria, si dies certa in obligatione est apposita, semper enim dies interpellat: itaque de viribus aut ordine summationis non est recipienda controversia, an congruo loco facta sit, præsupposita die interpellatrice quæ quotidie interpellat.*

In § 17. conf. Brit.

6 Dies pars est obligationis. Tot. tit. Digest. de oblig. Dicit solutionis secuti summa pars est stipulationis. Leg. 1. §. 1. D. de edendo.

jour estant marqué par le Contract, il est infaillible qu'il interpelle suffisamment sans qu'il soit besoin d'une sommation, & qu'il ne faut pas mesme entendre les propositions de ceux qui avancent que la demeure puisse estre purgée par des offres, sous pretexte de quelque sommation faite après l'écheance du terme^a, il seroit inutile d'ajouster un plus grand nombre d'autorité pour confirmer cette maxime. Si neantmoins on veut penetrer plus avant, & considerer la Loy jusque dans sa source qui est la raison, on trouvera deux motifs bien legitimes de cette disposition; l'un est, que le terme inseré dans un Contract pour payer une somme, fait partie du prix qui est plus fort ou plus foible selon la commodité, & les delais accordez pour le payement. De sorte, que qui manque aux termes, manque à la substance & à ce qu'il y a de plus essentiel dans l'obligation^b, & l'autre, que l'action qui naist d'un Contract est de droit étroit: or ces actions ne sont qualifiées *ex stipulatu*, à la difference des autres que l'on appelle *bonæ fidei*, qu'à cause que dans celles-cy, le Juge a la liberté d'y moderer le droit, & selon sa prudence, d'accorder ou refuser du terme: mais dans les premieres, il ne fait qu'appliquer & declarer le droit sans aucun pouvoir d'y déroger ny de le changer, sous quelque pretexte que ce soit. De sorte, que les parties

ties s'estans prescrit un terme par leur convention, le Ministère & la fonction du Magistrat à cét égard, ne peut estre que pour punir la contravention que l'un ou l'autre y fait, & non pour l'étendre au delà de ses termes.

Ces raisons generales qui ont leur application en toutes sortes de Contrac̃ts où le terme est prefix, redoublent s'il faut ainsi dire, leur force & leur vertu dans l'espece d'une Dot, parce que la Dot estant une dette de Nature, le Pere ne doit jamais oublier le moment d'une obligation qui est gravée dans son cœur; & que d'ailleurs ce n'est point une peine ny contre luy ny contre sa famille, que de resoüdre une renonciation quand il a negligé d'y satisfaire; puis qu'au contraire c'est restablir les choses dans l'ordre du sang, & dans la disposition du Droit Civil, qui a tant d'averſion contre ces renonciations.

Mais laissant à part cette faveur que la Dot porte avec soy, & toutes ces puissantes raisons, quiconque se donnera la peine d'examiner les termes ausquels est conceüe la renonciation de la Reyne, & comment les payemens y ont esté reglez par le Contract de Mariage, il sera facilement persuadé que quand elle n'auroit ny la disposition de droit pour Elle, ny le privilege de la Dot, la Loy du Contract ne permet pas de douter que le defaut de paiement

C dans

dans les delais, n'emporte absolument la nullité de la renonciation.

Après que le Roy Catholique a promis de payer au Roy Tres-Chrestien cinq cent mil escus d'or sol pour la Dot ; sçavoir le tiers au temps de la Consommation du Mariage ; Vn autre tiers à la fin de l'année depuis la Consommation ; Et le dernier fix mois après , qui sont dix-huit mois pour le tout. Voicy comment est construite la Clause qui concerne la Renonciation , & de quelle maniere Il s'oblige de payer.

Que moyennant le payement effectif fait à Sa Majesté Tres-Chrestienne des cinq cent mil escus d'or ou leur juste valeur , aux termes qu'il a esté cy-devant dit, ladite Serenissime Infante se tiendra pour contente , & se contentera du susdit Dot , sans que par cy-après Elle puisse alleguer aucun sien autre droit.

Tout est à peser en cét Article , il n'y faut pas mesme negliger l'ordre de la situation dans le Contract.

Par cette clause l'Infante ne se contente pas de la simple promesse que luy fait le Roy son Pere d'une somme de cinq cent mil escus d'or, Elle veut quelque chose de plus solide , & stipule qu'Elle ne se tiendra pour contente de tous ses droits, qu'après le payement effectif des cinq cent mil escus d'or : Elle ne laisse pas aussi à

la volonté du Roy Catholique de payer cette somme quand Il luy plaira ; il est dit qu'Elle ne se contentera que d'un payement, qui en fera fait dans les termes convenus & accordez.

Enfin Elle ne renonce point actuellement par le Contract ; mais Elle promet simplement de renoncer sur la condition expresse, & moyennant qu'on luy payera effectivement dans le temps de dix-huit mois la somme de cinq cent mille escus d'or fol.

Pouvoit-on mieux & plus disertement expliquer, que s'il n'y avoit point de payement effectif de la somme dans les dix-huit mois, la Renonciation seroit nulle : il resulte nettement de ces observations, que dans l'ordre du Contract le Roy Catholique s'est obligé de payer la Dot avant que l'Infante ait promis de renoncer, & que le payement effectif qui a esté stipulé est une condition formelle de la Renonciation. Or, si le Roy d'Espagne a promis de payer avant que la Reyne ait promis de renoncer, & que le payement effectif de la Dot soit la cause & le fondement de la Renonciation, comment fera-t'on marcher l'effet devant la cause, & subsister un acte sans fondement ? Si l'on raisonne par l'ordre de l'écriture, le Roy Catholique ayant promis les cinq cent mil escus d'or avant que l'Infante ait

promis de renoncer , il doit executer le premier.

Si l'on examine la chose par l'ordre de la Nature , le Pere doit donner avant que de recevoir de sa Fille ; Et si l'on en juge par l'ordre de la Decretale , la Dot doit précéder la renonciation. En effet , la renonciation estant au profit du Roy Catholique , & de ses autres Enfans , & le paiement de la Dot estant une charge de ce benefice qu'Il a stipulé pour luy & pour les siens , n'est-il pas des premiers Elemens de la Jurisprudence qu'Il acquite la charge avant que de recevoir le profit , & peut-on douter qu'ayant negligé l'un , Il ne soit déchu de l'autre , selon la pensée de du Moulin , qui veut que l'acquit de la charge précède toujourns la jouissance du profit ^a ?

^a Sive expressè, sive tacitè de intentione disponentis appareat certum onus quibuscunque verbis expressum , prius implendum est, quàm emolumentum accipiatur. *Tit. des Fiefs, §. 20. gl. 7. in verb. en payant.*
^b *Leg. Cum mori. Dig. Quando dies legati &c.*

Il n'est presque pas possible de comprendre que le Roy Catholique ait manqué à la condition du paiement , qui estoit toute la substance , & pour ainsi dire , l'ame de la disposition , & que neanmoins on veuille prétendre que la renonciation dût estre executée ; car qui ne sçait que les conditions des actes , comme les rayons de la lumiere , produisent leurs effets en un moment ^b , & que dès l'instant que le Roy Catholique a manqué à la condition du paiement , ce défaut n'ait levé l'inhabilité qu'auroit pû causer une renon-

renonciation la plus solemnelle du monde, & rendu la capacité naturelle de succeder à la Serenissime Infante, sans qu'il soit au pouvoir du Roy son Pere de la faire revivre; dautant que les Contrac̃ts dépendent du concours de la volonté des Contractans, aussi bien pour leur restablissement, que pour leur origine, & que l'un ne peut arracher à l'autre un droit qui luy est acquis par le defect de la condition ^a.

a Leg. 44.
§. *Conditio.*
Dig. de verb. oblig.

Or que signifient autre chose ces mots, *Que MOYENANT le payement effectif de la somme dans le terme de dix-huit mois, l'Infante se tiendra pour contente, sinon que ce payement effectif ne luy estant pas fait dans le temps accordé, Elle ne se tiendra point pour contente?* Et qui doute que ce terme de MOYENANT en cette occasion ne se convertisse en une condition, & ne produise le mesme effet, que s'il estoit dit, que la Reyne renoncera, si on luy paye les cinq cens mil escus d'or dans les temps qui luy sont promis? Ce terme de MOYENANT regarde ce qu'il y a de substantiel dans l'acte, c'est à dire le payement: & d'ailleurs, il a sa relation au temps futur, puis qu'il est dit, que l'Infante ne se tiendra point pour contente, que moyenant le payement, & par consequent, il fait une veritable condition. C'est une doctrine qui a esté établie par

Bartole, que quand une personne traite de quelque chose, & qu'il remet ses droits à une certaine charge, il importe extrêmement de considérer, si cette charge emporte avec soy une espece de condition. Car en ce cas là le défaut d'accomplissement de la charge détruit entierement toute l'obligation, & l'on juge que la charge emporte une condition, quand elle est conceüe en des termes que l'une ne doit avoir lieu qu'en mesme temps que l'autre; par exemple, si l'on s'exprime en cette maniere, qu'en recevant telle somme, on fera obligé de faire telle chose; car, dit-il, si cette obligation ne regarde que l'avenir, & n'ait pas un effet present, ce que l'on doit recevoir pour cette obligation emporte une condition, dont le défaut détruit tout l'effet du Contract. Du Moulin est de ce mesme sentiment ^a, & après avoir posé l'espece d'un homme qui promet de ratifier quelque vente ou quelque autre acte, moyenant qu'on luy paye une somme dans un certain temps, il dit que cette clause fait une condition, laquelle n'estant pas ponctuellement executée dans le terme, la ratification demeure nulle, parce que ce terme faisoit partie de la condition, n'estant pas mesme necessaire, selon la pensée du mesme Docteur, que l'acte porte qu'au défaut de payer la somme, la convention demeure résoluë, d'autant

^a In Leg. Tu
ex parte. Dig.
de acquir. hæ-
reditate.

tant que toute condition emporte cette resolution de sa nature, & c'est assez qu'elle se trouve implicitement dans les termes du Contract^a. C'est aussi le sentiment d'un tres-habile Autheur moderne, qui a écrit depuis peu en Flandres pour sa Majesté Catholique^b.

On peut encore fortifier tous ces raisonnemens d'une dernière observation sur le mot d'EFFECTIF, qui se rencontre dans la clause, puis que par son energie il marque qu'il n'y a que la réalité du payement qui puisse fonder cette renonciation. Car quel autre effet luy pourroit-on donner? Ce n'est point un terme inutile, ny que l'on puisse dire estre purement de stile; il ajouste quelque chose à la stipulation ordinaire d'un payement, & porte avec foy une certaine vertu qui dénote la volonté déterminée & précise que l'on a eüe, que ce payement fust effectif dans les termes de la convention: On peut mesme dire, qu'il porte une certaine emphase qui signifie une volonté expresse de la Loy, & qui par cette raison doit operer quelque chose au delà de ce que feroit une expression commune & ordinaire. Enfin, qu'est-il besoin de chercher plus long-temps, si la clause de la renonciation est conditionnelle ou non, & si le jour du terme est fatal? N'est-ce pas assez pour toute raison d'observer que le

^a Non sunt de forma, imò etiam non requiruntur hæc verba, *Res sit in vendita vel pro infecta*, vel alia verba primariò & formaliter directæ & resolutive; sed sufficiunt quæcunque verba importantia executionem facti, & præsupponentia resolutionem ipso jure.

^b Potest renuntiatio concipi sub conditione suspensiva actus, verbi causa, *Renuntio successioni paternæ, si intra talem diem summa quæ dotis nomine mihi promissa est, ipsa seu effectivè numeretur: quæ conditione non eveniente caducam fieri renuntiationem, nemo dubitet. Stockm. Traët. de Jure dotul. cap. 20. fol. 145.*

Roy Catholique est mort, & que la Dot n'est point encore payée ? Cette seule considération est si puissante, qu'elle jette aujourd'huy le Conseil d'Espagne dans ce fâcheux détroit, ou de dire qu'une renonciation puisse estre valable sans Dot, ou d'avoüer que celle de la Reyne est nulle, parce qu'elle n'a pas esté dotée. Car dira-t'on que c'est estre dotée, que de n'avoir eü qu'une simple promesse de Dot, sans aucun effet ? Est-ce d'une Dot de parole ou d'escriture que le Statut entend parler, quand il veut que la Fille qui renonce soit dotée ? ou bien est-ce d'une Dot réelle formée des biens & de la substance du Pere ?

Il n'y a pas plus de difference entre l'estre & le neant, qu'entre une veritable Dot & une Dot qui n'est que promise sans aucune execution. Vne Dot promise avant que d'estre executée n'oste rien au Pere, & ne donne rien à la Fille. C'est la réalité qui fait la Dot. Vne promesse de Dot ne donne pas plus de Titre à la Fille qu'elle en avoit par sa naissance pour esperer une Dot. Sans l'effet, une Fille n'est que créancière de sa Dot & n'est point dotée ; sans l'effet elle n'a que l'esperance d'une Dot, & non point une Dot réelle. Jusqu'à ce qu'elle soit payée de sa Dot, elle courra les hazards de la bonne ou de la mauvaise fortune de son Pere : Elle n'a rien de certain

tain ny de solide que le payement actuel.

La numeration forme la Dot, dit la Loy, & non point l'écriture ny la promesse de la payer ^a. Cujas assure que c'est la tradition actuelle, & non point la stipulation, qui la constituë ^b. Et dans le Droit ce n'est ny le jour du Contract de Mariage, ny celui de la Celebration, qui règle les fruits ou les obligations de la Dot envers le Mary, mais le moment du payement ou de la tradition actuelle qui luy en a esté faite ^c. Bartole a pris de là occasion de dire, qu'il y a de certains Contracts qui sont parfaits par le seul consentement, comme la vente; & d'autres qui demandent l'exécution pour estre complets, comme la Dot, le prest & le dépost: car il seroit absurde de proposer qu'une simple promesse, de déposer, de prester ou de doter formast un dépost, une Dot, ou un prest ^d.

Il y en a un bel exemple dans le Digeste, où deux Associez estans convenus qu'ils pourroient Doter leurs Filles du bien de la Societé, l'un des Associez promet une Dot à sa Fille, mais il mourut avant le payement. La question s'est formée de sçavoir si cette Fille avoit la faculté de demander sa Dot entiere & par preciput à la Societé, comme il est certain qu'elle auroit eu droit de la retenir si elle luy eust

^a Dotem numeratio non scriptura dotalis instrumenti facit.

^{Leg. 1. Dig. de dote cast. non num.}

^b Non est igitur dos si eam promissero vel pollicitus fuero, sed si tradidero. Dos sola traditione constituitur, non promissione. *In Leg. ult. Cod. de Rei. ex act. §. Accedit:*

^c In fructibus à viro retinendis neque dies dotis constitutæ, neque nuptiarum observabitur, sed quo primum dotale prædium constitutum est, id est, tradita possessione.

Leg. Dotatæ, §. Dotale, Dig. de fundo Dot.

^d Idem in contractu dotis est, ideo traditione secuta perfi-

C 5

esté

ciabatur contractus. *In L. Inuris Gentium.*

a Verum in proposito largiter interesse videbatur dos numerata esset, an verò promissa: nam si filia datam dotem postea quæ patri hæres extitit, jure suo recepisset, non esse referendam pecuniam societati quam mulier habitura fuit, etsi alius hæres extitisset; quòd si accepto à marito liberata esset, nequaquam imputari posse societati non solutam pecuniam.

L. 8. Dig.

Pro socio.

b Hoc enim & mulieris interest, ut incipiat esse dotata. *Leg.*

71. §. 3. Dig.

gest. De condit. & demonstr.

c Cum igitur statuta non recipiant interpretationem extensivam, statutum quod loquitur in dote data non habet locum in dote promissa. *In L. Iubemus, Cod. de Sacros. Ec.* Verba cum effectu sunt accipienda. *L. Si quis alliam, §. ult. Digest.* Ne quis eum qui in jus vocatur eximat. *Et L. 16. §. ult. Dig. de verb. signif.*

d Quid item si dos data non fuerit, quamvis promissa esset, utique pactum corrumpit, cum dictum caput *Quamvis*, rei traditione, dotis scilicet, fulciatur.

esté payée. Papinien répond que non, parce qu'une Dot promise & non payée n'est pas une Dot *a*. Et en un autre endroit parlant du payement qui doit estre fait de la Dot, il dit que c'est ce payement actuel qui forme la Dot, & que de ce moment seulement la femme commence d'estre dotée *b*. C'est sur ce fondement que Bartole ayant traité la difficulté de sçavoir si lors qu'un Statut a estably quelque droit à cause de la Dot, la disposition devoit avoir lieu quand elle avoit seulement esté promise? Il dit que les paroles n'ayant esté establies que pour donner la connoissance des choses, il faut toujours les expliquer selon leur sens naturel & efficace: D'autant plus que le langage des Loix estant energique, toutes leurs paroles ne sont que substance & realitez, & ne se doivent point appliquer à des fictions; en sorte que l'on fasse valoir une simple promesse de Dot comme une Dot réelle & effective *c*. Berengarius Fernander est de ce sentiment, qu'il n'y a que la tradition actuelle de la Dot qui autorise & fasse valoir la renonciation *d*. Alexandre en ses Con-

seils

feils écrit, que la Loy qui parle de la Dot dans les renonciations se doit entendre d'une Dot consommée, & actuellement payée par le Pere ^a. Socinus ^b, Paul de Castre, Marta, Balde, Raphael, Fulgosius, & tous les autres Docteurs assurent cette verité ^c. Gregoire Lopes qui a commenté les Loix d'Espagne, veut que la Dot ne se forme, & ne se constitue que par la tradition ^d, le mesme Docteur dit que la Loy commissoire a lieu en faveur de la Dot; comme par exemple, si l'on donne un gage pour seureté de la Dot, & qu'on stipule que le gage demeurera, en cas que la Dot ne soit pas payée dans un certain temps; car après le temps le gage demeurera pour la Dot ^e. Balde estime que pour la validité d'une renonciation, deux choses doivent concourir; l'une, que la Fille soit mariée; & l'autre, qu'elle ait effectivement touché sa Dot ^f. Aussi est-il vray que les renonciations n'ayant esté receuë au prejudice des Filles que par cette seule consideration, qu'en touchant quelque chose de present & de certain, elles estoient assurées contre tous les hazards de la mauvaise fortune de leurs parens, qui pouvoient aussi bien diminuer qu'augmenter en biens, il seroit de la derniere injustice qu'elles fussent encore exposées à ce douteux événement, par la discussion qu'elles seroient obligées de faire de la suc-

^a Verba statuti loquentis de filia dotata intelliguntur de filia in qua pater exercuit actum dotandi quantum in eo fuit. *Lib. 2. Conf. 13.*

^b *Consil. 2. n. 5. vol. 1. & 207. vol. 2.*

^c *In Leg. Non sine quod debon. qua liberis, & in L. Titio centum, D. 19. de condit. & demonstr.*

^d Dos incipit à traditione, non à promissione. *In L. 22. 4. part. tit. 11. gl. 2.*

^e Pactum Legis commissorie valet favore dotis in pignore dato, si dos non solvatur viro. *In L. 42. 5. part. tit. 5. gl. 4.*

^f Et sic copulativè requiritur quod fuerit dotata, & dotem recepisset. *In L. Non sine, Cod. Qua lib.*

*a Sup. cap. Fa.
ctum, 63. de
reg. Jur. in
sex. Decius in
L. In ambi-
guis, §. Non est
novum, Dig.
de reg. Jur.
6 Lib. 1. Cod.
de Donat. an-
te nupt.
Multum in-
terest si ea
quæ donat
vir futurus
tradiderit
uxori, &
postea in do-
tem accepe-
rit, an verò
donandi ani-
mo dotem
auxerit, ut
videatur ac-
cepisse quod
non accepit;
prior enim
casu donatio
non impedi-
tur, & res
quæ in ea
causa sunt
dotis effectus,
judicio de
dote peti pos-
sunt: poste-
riore autem
casu nihil
actum est
donatione, &
quod in do-
tem datum
non est, re-
peti non po-
test quod
sponsæ ex le-
ge donatur,
ut tunc dominium ejus adipiscatur, cum nuptiæ fuerint secutæ, sine
effectu est. L. 4. eodem.*

cession de leur Pere decedé sans payer la Dot, & que neantmoins la renonciation subsistast.

Ce qui conduit à une dernière raison puissante, qui est, que le Roy Catholique estant mort sans avoir acquité la Dot, cette circonstance seule annulle invinciblement la renonciation par cette Maxime constante de Droit, que la chose estant venue avant sa consommation, dans un cas par lequel Elle n'auroit pû commencer, Elle ne peut pas estre réparée *a*.

C'est la distinction que tous les Docteurs établissent, que quand une chose est encore imparfaite, & qu'avant que d'estre accomplie, elle tombe dans un estat auquel elle n'auroit pas pû estre commencée, elle devient absolument caduque. Les Empereurs en ont laissé une belle Decision dans cette Loy du Code, qui porte qu'un Mary peut bien donner une somme à celle qu'il doit épouser, pour la recevoir d'elle en Dot, pourveu qu'il la luy ait effectivement payée; mais que s'il n'a fait que promettre de la luy donner, cela est inutile, parce que l'avantage tombe dans un temps où il n'a pas pû commencer *b*.

De sorte, que comme il est certain que si la succession du Roy d'Espagne eust esté ouverte lors du Contract de Mariage, l'on n'auroit pû faire renoncer l'Infante à la

suc-

succession acquise des Estats qui luy eussent appartenu, il est indubitable que se trouvant sans Dot au moment de cette ouverture, la renonciation est aneantie. Tel est le sentiment de tous les Jurisconsultes, & tel doit estre en cette occasion l'esprit de tous ceux qui ont en eux quelque principe de justice naturelle. Car enfin, s'il est vray comme on n'en scauroit douter, qu'une Dot promise & non payée, n'est qu'une Dot imaginaire, & s'il est certain que l'Infante n'ait esté engagée à faire une renonciation que moyennant le paiement effectif d'une Dot, dont il n'y a rien du tout d'acquité par le fait, & par l'omission volontaire des Espagnols, pourquoy la Reyne ayant retrouvé la succession ouverte au temps de la mort du Roy Catholique par ce défaut essentiel de paiement, l'empescheroit-on d'y rentrer? Et qui est celuy qui voudroit s'opposer à un retour si favorable, qui n'est pas moins dans l'ordre de la nature que l'éloignement y estoit contraire & opposé? La seule lumiere du sens commun suffira pour inspirer ces pensées à toutes personnes qui ne veulent que de la raison pour se déterminer: mais pour convaincre les plus opiniaîtres, il se trouve encore deux circonstances sur ce point, qui le tirent assurément hors de toute difficulté. La premiere est, qu'il ne s'agit pas icy d'un

simple retardement de payer une somme au jour préfix du terme convenu, mais c'est un défaut entier du payement longtemps au delà du delay qui avoit esté arresté entre les Contractans : & l'autre, que la condition du payement estant de ces sortes de conditions que le Droit appelle potestatives, à cause qu'il est en la puissance des particuliers de les accomplir, à la différence de celles qui sont fortuites, & dépendent du hazard ; il n'y a pas mesme de couleur à l'Espagne pour s'excuser d'avoir manqué à un payement qu'elle pouvoit & devoit faire ; parce que le défaut que l'on commet par l'inexécution de ces sortes de conditions estant volontaire, il est irreparable, particulièrement dans l'espece d'une Dot qui est le plus juste de tous les titres, & dans l'occasion de rompre une renonciation qui est la plus inique de toutes les conventions, contre laquelle les Loix ont sans cesse reclamé ; ayant toujours les bras ouverts aux moindres occasions, pour recevoir les Enfans dans leurs droits.

Toutes ces veritez ainsi establies ne laissent aucun doute que la renonciation ne soit un acte entierement nul & defectueux. L'on peut ajouter aujourd'huy que le Conseil du Roy Catholique l'a si bien reconnu, que tâchant à couvrir ce défaut de payement, il luy fait dire par son

Testa-

Testament qu'il n'a point payé, parce qu'on ne luy a pas envoyé un acte d'enregistrement au Parlement de Paris, des ratifications de la Reyne : mais c'est une fausse couleur qui ne peut servir qu'à prouver combien ce défaut de payement est considerable, par le propre sentiment d'Espagne; car en premier lieu, il est si peu vray que le payement de la Dot pût estre retardé par cette omission d'enregistrement, qu'il est dit par le Contract, que le tiers de la Dot se payera comptant lors de la consommation du Mariage, & le reste en dix-huit mois; en second lieu, le mesme Contract porte que soit que cét enregistrement se fasse ou non, on le supplée, & il est réputé pour fait; d'ailleurs, les actes qui regardent la seureté & l'assignat de la Dot ne doivent estre envoyez suivant le Contract, qu'à mesure que le Roy Catholique fera le payement dans les termes convenus; & enfin c'est le Mariage qui acquiert la Dot; Ce n'est point cét acte d'enregistrement qui donne la validité au payement des deniers dotaux, puis qu'il ne tend qu'à conserver la memoire des choses passées, sans attribution d'aucun droit nouveau aux conventions du Mariage: aussi le Roy Catholique par son mesme Testament a-t'il ordonné que la Dot soit payée le plûtost qu'il se pourra, nonobstant ce défaut d'enregistrement;

tant

tant il est vray qu'il nel'a pas jugé necessaire : De sorte que cette mauvaise couleur ne peut servir qu'à donner plus de relief au droit de la Reyne Tres-Chrestienne, & à mieux faire connoistre le mauvais procedé de ceux qui sous pretexte de luy faire une liberalité, la dépouillent de tout, & ne luy payent pas mesme le prix d'une restitution qu'ils ont si solennellement promise; Mais quiconque voudra se satisfaire davantage sur cet article, & comprendre d'une seule idée toute l'injustice de la renonciation, n'aura qu'à se remettre dans la memoire le traffic estrange que l'Espagne a fait des droits de son Infante en la mariant, & l'illusion honteuse dont elle a voulu doter le plus auguste Mariage qui soit au Monde.

On expose à l'Infante son propre bien en vente, & après qu'on l'a contrainte d'en acheter une partie par la perte de l'autre, on ne luy donne pas mesme cette foible portion qui luy a esté promise. Se vit-il jamais un commerce plus extraordinaire que celui-cy? où un Pere non content de vendre à sa Fille les droits que la Naissance & la Loy luy déferent, luy veut vendre encore les avantages d'une auguste Alliance que le Ciel luy prepare, au lieu de mettre une Couronne sur la Teste de cette Illustre Princeesse, pour la faire entrer avec tous les appareils de la Majesté, dans le plus noble

noble Thrône de la Chrestienté de deux Sceptres qui la regardent, l'un par la Naissance, & l'autre par le Mariage ; on la force de renoncer à celui de ses Ayeuls, pour emprunter celui d'un Espoux, & d'acheter, s'il faut ainsi dire, une Couronne Estrangere au prix de celle qui luy est Domestique.

Après cela, ne peut-on pas dire que cette renonciation blesse tous les sentimens de la Nature & de la Justice ? & n'est-il pas certain qu'elle est pire qu'une exheredation même, puis que le Roy Catholique ne se contente pas de faire renoncer nostre Illustre Princesse à sa succession & à toutes celles qui luy pouvoient jamais échoir dans sa Royale Famille, sans luy rien donner du sien ; mais encore Il luy retient tous les biens de sa Mere, & comprend dans cette funeste renonciation toutes les successions écheuës ? Ce qui fait une troisième nullité indubitable.

C'est un principe des plus certains dans la Jurisprudence, que les renonciations ne sont permises que pour les successions futures, & n'ont jamais esté estenduës jusques à celles qui estoient écheuës ; la raison est que l'heredité d'un defunt estant une fois passée entre les mains de son successeur, ce n'est plus à proprement parler une succession, mais ce sont les biens propres & particuliers de l'heritier, lequel n'a point

point d'autre voye pour les aliener que celle de la vente , de l'échange , ou de la donation : Aussi la Constitution de Boniface VIII. ne parle-t'elle pas de ce qui est écheu , mais elle s'explique seulement d'une Fille, qui moyennant la Dot que son Pere luy donne, promet de s'en contenter, & de ne rien demander davantage dans sa succession à écheoir ^a. En effet, personne ne peut douter qu'on ne s'est relâché de la disposition du Droit Civil, qui condamne les renonciations , que par la consideration de ce qu'une Fille , laquelle renonce moyennant sa Dot, emporte quelque chose de present & d'assuré , pour l'esperance incertaine que les hazards de la fortune peuvent aussi facilement renverser que faire réussir ; De sorte que n'y ayant rien d'incertain dans un droit écheu , l'alienation ne s'en peut faire qu'en Majorité avec une parfaite connoissance , & cette nature de droit ne tombe aucunement dans l'espece de la Decretale du Pape Boniface VIII. Ainsi que l'a tres-bien observé du Moulin sur le Conseil 29. du troisième Volume d'Alexandre , où il dit qu'il faut faire une grande difference dans les renonciations entre les successions écheuës , & celles qui sont à écheoir ; parce que les premieres sont absolument nulles , au lieu que les autres sont tolerées en quelques rencontres sous les temperamens que la Decre-

^a Ut dote contenta nullum ad bona paterna regressum haberet.

Cap. Quamvis, de pact. in sex.

Decretale a prescrites ^a. Et en un autre endroit sur l'article 305. de la Coustume de Bourbonnois, il s'oustitue que si un Pere decede après avoir fait renoncer sa fille avant que le Mariage soit celebré, la renonciation demeure absolument inutile, parce qu'en ce cas-là la succession estant échue, le droit est acquis à la Fille, & la chose se trouve en un estat auquel elle n'auroit pû commencer ^b. Enfin la renonciation à des droits échus est si peu tolerée, que non seulement elle est illicite entre Majeurs, mais le vice en est tel, que si une renonciation se fait pour un seul prix & sans distinction de sommes à des droits échus & à écheoir, elle infecte celle qui est permise pour des droits futurs, & par contagion fait que toutes les deux sont condamnées suivant l'esprit de cette Loy, qui decide que si deux esclaves ont esté vendus pour une certaine somme sans distinction de prix, & que l'un des deux se soit trouvé mort avant la date de la vente, le contract est mesme inutile pour celui qui survit ^c.

Outre ces raisons generales, il faut encore observer qu'entre les biens échus à la Reyne, il y en avoit qui luy estoient retournés à cause des Secondes Noces du Roy son Pere, par le benefice de la Loy, qui oblige le survivant des Conjointes qui se remarie de restituer aux Enfans du premier

^a Quando agitur de renuntiatione successionis, sedulo distingui debent futura, & jam delata; valet enim renunciatio successionis futuræ, secus in jam delata.

^b Vt mors parentis post tractatum ante celebratas nuptias faciat deficere exclusionem.

^c Si duos quis servos emerit, pariter uno pretio, quorum alter ante venditionem mortuus est, neque in vivo constat emptio. Digest. de Empt. & vendit.

a Leg. *Femina*, Cod. de *secundis nupt.*

b Licet filia renuntiaverit bonis paternis, etiam juramento præstito, poterit tamen admitti, & admittetur ad ista bona, quæ pater in pœnam secundæ matrimonii amittit, quia aliud dicendum est quoties filia bona paterna petierit jure pœnæ & reservationis legalis statuti in favorem filiorum, tunc etenim huic filiæ non oberit renuntiatio paternæ hæreditati etiam jurata.

In cap. Quamvis, §. 3. n. 1. & seq.

c *Consil.* 294.

d *In cap. Rationitur*, in verb. *Duas habens filias*, n. 228.

e *Consil.* 228.

f *Filia ex-*

clusa à successionē patris renuntiatione aut per statutum non excluditur à jure quod acquiritur in pœnam transeuntis ad secundæ vota. *In L. Hac edilefili*, Cod. de *sec. nupt.*

mier Liçt les gains & les successions qui luy sont arrivez à cause de son premier Mariage *a* ; tels qu'estoient en cette occasion, ceux que le Roy Catholique avoit recueillis de la succession du Prince Baltazar son Fils. Or à l'égard de cette espece particuliere de droits, il est tres-certain que le survivant ne se les peut jamais conserver sous quelque pretexte que ce puisse estre ; dautant que ce qui est déferé par le benefice de la Loy, est un preciput tellement sacré pour l'Enfant, qu'il est absolument indépendant de la volonté des parens. Covarruvias le dit ainsi en des termes si précis, qu'on ne peut rien imaginer de plus exprés *b*. C'est aussi l'avis d'Oldrade *c*, de Benedicti *d*, de Decius *e*, & de du Moulin *f* ; Lesquels se fondent unanimement sur ce Principe, Que le bien réservé aux Enfans par la Loy des secondes Nopces, leur vient comme par une espece de fideicommis, que les Empereurs ont introduit en faveur des Enfans du premier Liçt : En effet, ces biens leur appartiennent si specialement par l'autorité de la Loy, & non pas comme heritiers de leurs parens, qu'elle les leur conserve, quand mesme ils ne seroient point heritiers, pour monstrier que c'est son partage & son preciput, & non pas celuy de l'homme qui en dispose de la sorte :

sorte: Ce qui a fait dire à Corrasius que cette espece de biens n'estoit point sujette à rapport dans les partages, & qu'ils ne pouvoient estre diminuez par aucune quarte Trebellianique ^a. Aussi quoy que par la disposition du Droit Civil, le survivant des deux conjoints qui demeueroit en viduité eût le pouvoir de choisir celuy qu'il luy plaisoit de ses Enfans, pour le gratifier de tous les avantages que le predecédé luy avoit faits en faveur de Mariage ou autrement, neantmoins la Loy s'est tellement appliqué à faire que le survivant qui se remarie soit dépouillé sans esperance d'aucun retour de cette portion de biens, qu'elle la luy oste premierement pour la peine des secondes nopces, & ensuite ajoutant encore à cette peine, elle le prive mesme du droit & de la faculté qui luy appartenoit de gratifier de ce bien celuy de ses Enfans qu'il luy plaisoit de choisir, & l'oblige de leur en faire la restitution à tous ensemble ^b. Tant il est vray que le survivant est réputé incapable de le distribuer dans sa Famille, bien loin qu'il se le puisse faire rendre malgré l'intention de la Loy, par une renonciation qu'il pourroit exiger; Car si cela luy estoit permis il eluderoit tres-facilement la peine de la Loy, ce qui ne se peut, parce que les peines legales, à la difference des arbitraires, doivent toujours avoir leur effet.

^a *Lucrum quod filius facit propter transitum ad secunda vota parentis, in Trebellianicæ rationem non venit, cum id filius non habeat ex testamento, sed ex legis providentia & dispositione. Ad L. Filium, Cod. Fam. ercise.*

^b *Nov. 22. Insin. de non elig. sec. nupt. mul.*

Que

Que si l'on ajoûste à tous ces moyens l'estat & la disposition où se trouvoit la Reyne Tres-Chrestienne lors qu'on l'a fait renoncer, sans doute la faveur se joindra à la Justice, & le suffrage de toute la terre à ses justes pretentions. C'estoit une Princeesse sous la puissance du Roy d'Espagne son Pere & son Tuteur, sans aucune connoissance de ses droits, & promise pour Espouse au Roy Tres-Chrestien; pourroit-on croire qu'elle eust en cet estat toute la lumiere & toute la liberté nécessaire pour defendre ses Interests? Le joug de l'autorité Paternelle, joint à celuy de la puissance Royale, la juste passion qu'elle avoit conceuë pour une si Illustre Alliance, son âge, sa qualité, son éducation, le défaut d'expérience, & l'ignorance profonde de ses interests luy laissoient-ils assez de lumiere, de force, de constance, & de resolution pour resister au Roy son Pere, & à toute la Politique d'Espagne, qui ne la consideroit plus comme une Infante du Royaume, mais comme une Reyne de France, de laquelle on vouloit changer les droits? Il luy tenoit les yeux fermez pour l'empescher de voir tant de Couronnes & de Sceptres auxquels on vouloit qu'elle renonçast; & sa volonté captive sous les interests de Castille n'eut pû proferer une seule parole de ses droits qu'elle n'eût devant les yeux, un Roy, un Pere, & un Tu-

teur,

teur, pour la faire rentrer dans le silence, & la remettre sous le joug d'une autorité absoluë. Quoy qu'il en soit, une Mineure pouvoit-elle traiter de ses droits, pouvoit-elle aliener des successions Royales, & des Souverainetez entieres? mais le pouvoit-elle au profit de son Pere remarié, & son Tuteur tout ensemble?

Il est des Elemens du Droit que les personnes qui sont au dessous de l'âge de vingt-cinq ans, n'ont point la libre disposition ny de leurs personnes, ny de leurs biens ^a.

La Loy qui se compose en tout sur le modele de la Nature, n'a pas voulu donner la liberté entiere des biens à ceux auxquels l'âge n'avoit point donné encore toute la maturité du jugement: Elle a pensé qu'il seroit dangereux de laisser un Patrimoine, qui est souvent le travail & la sueur de plusieurs années à un conseil aussi fragile que l'est celuy de la jeunesse; & bien qu'il y ait des mineurs qui par le bon-heur de leur naissance ou d'une sage institution, anticipent le temps ordinaire de la prudence, neantmoins comme le privilege de Minorité est accordé à l'âge, & non point aux personnes, l'interdiction comprend également toute sorte de Mineurs, sans aucune distinction ^b; non seulement pour ce qui regarde la vente de leurs propres par des Contracés volontaires, mais plus encore pour les empescher

a Cum inter omnes constat fragile esse & infirmum hujusmodi ætatum consilium, & multis captationibus suppositum, multorum insidiis expositum.

Lib. 1. Dig. de Min.

b Ideo hodie in hanc usque ætatem adolescentes Curatorum auxilio reguntur, nec antè rei suæ administratione eis committi debent, quamvis bene rem suam gerentibus. *Dist.*

L. 1. de Min.

de

de renoncer à des legs ou à des successions qui leur sont acquises, puis que ces dernières alienations estant plus universelles, & comprenant des droits indefinis, elles sont aussi plus dangereuses que les autres, & par conséquent plus reprouvées dans le Droit ^a. Cela estant ainsi, comment se pourroit-il faire que l'Infante eust valablement aliené tant d'Estats & de Couronnes pendant sa Minorité?

^a Fundum autem legatum repudiare pupillus sine Prætoris autoritate non potest, esse enim & hanc alienationem, cum res sit pupilli, nemo dubitat. L. 5. Dig. de reb. eorum qui subint. &c.

Ce n'est pas qu'on ne sçache que les Enfants des Roys n'ayent souvent des lumieres que les autres n'ont pas, & qu'estans formez d'un Sang plus noble, & nez pour ainsi dire dans la haute region du monde, ils ne soient au dessus des broüillars & des vapeurs qui offusquent la raison des autres: Mais après tout, quand il s'agit d'examiner une question par les regles de la Justice, on ne trouve pas qu'il y ait dans le Droit Civil, ny dans celuy d'Espagne, non plus que dans l'usage d'aucune Nation de la Terre, quelque Loy particuliere qui distingue la minorité des Filles des Roys, d'avec celles du reste de leur sexe; Au contraire on lit dans l'Histoire, Qu'une Duchesse de Bretagne ayant donné ce Duché pendant son bas âge à Charles VIII. Roy de France, la donation demeura nulle à cause de sa Minorité; & qu'elle en fit une autre estant devenue Majeure à Louys XII. son Espoux, qui

la recueillit, & reiunit ce Duché à la Couronne : Et de vray, plus ces testés sacrées sont Illustres & leurs droits precieux, plus le public & les Loix se doivent interesser à les defendre & à les conserver ; Il faut donc s'en tenir au Droit commun, qui interdit absolument aux Mineurs la disposition de leurs biens, & d'autant plus en cette occasion qu'il s'agit de la constitution d'une Dot : Car tant s'en faut qu'il leur soit permis d'aliener pour ce sujet, qu'au contraire la Loy redouble sa Censure & sa severité pour l'empescher^a ; parce qu'elle considere que si l'affection du Mariage venoit à prevaloir dans l'esprit d'une jeune fille, elle sacrifieroit facilement ses interets à son Amour ; & qu'un Tuteur avare la voyant en puissance d'aliener, sous pretexte de la Dot, luy feroit peut-estre acheter son suffrage & la nécessité qu'elle auroit de son consentement pour faire reüssir son Mariage. C'est asseurement de ce fonds de Sageße & de Prudence qu'est tirée cette belle Decision qui annulle un Contract, par lequel une Mineure avoit pris en Dot un certain corps d'heritage au lieu de la quatrième partie de la succession de sa Mere qui luy estoit échue^b. C'est encore de ce mesme Esprit que procedent tant d'autres excellentes Dispositions, qui defendent aux Tuteurs de constituer en Dot à leurs pupilles au de-

^a Si in dote danda circumventus sit alteruter etiam major annis viginti quinque, succurrendum est. L. 6. §. 5. Dig. de Pur. Dot.

^b Quartam hæreditatis suæ matris, communem sibi cum fratribus, mutavit & accepit pro ea parte fundum quasi emptione inter se facta, hunc fundum cum aliis rebus doti dedit, nullius esse momenti, si læsa sit. L. 62. eodem.

D la

là d'une certaine portion de leurs biens, & les restituënt de plain droit quand elles y trouvent la moindre contraven-

*a L. 6. & se-
rè toto tit.
Dig. eodem.*

tion ^a. L'Espagne ne cede point en cecy à la Prudence du Droit Civil, puis que bien loin de permettre au Tuteur de convertir les biens des Mineurs en deniers pour leur en faire une Dot, qu'au contraire elle a fait une Loy expresse, qui leur defend tres-

*b L. 14. tit. 2.
de las dotes,
partida 4.*

estroitement de constituer la Dot sur les Immeubles, quand les pupilles auront des Meubles suffisamment ^b: Enfin la Dot doit estre une chose si pure de dol & de lésion, que le Droit relève mesme jusques aux filles Majeures qui y souffrent en leurs biens, soit qu'elles ayent consenty par l'infirmité de leur sexe, ou qu'elles y ayent esté induites par l'artifice des autres ^c.

*c Dict. L. 6.
Dig. eodem.*

Tant il est vray que la bonne foy doit regner dans ces Contrac̃ts qui servent de Loix à la fortune des familles, aussi bien que de titre à la naissance des hommes. Cependant la renonciation que l'on a tiré de la Reyne, est sans comparaison plus injuste que tous ces exemples que le Droit condamne; car dans l'espece de ces Loix ny la pupille ny la majeure ne souffroit point d'autre prejudice que celuy de s'estre constituée une Dot, qui excendoit la juste mesure de leur bien, mais du reste elle ne laissoit pas d'en profiter, puis que c'estoit pour soustenir les charges du Mariage où elle

elle alloit entrer, & que cette Dot leur pouvoit revenir un jour par la mort de leurs maris, au lieu que l'abandonnement lequel on a fait faire à la Reyne est une pure spoliation de tout ce qui luy appartenoit, qui ne luy demeure ny comme bien dotal, ny comme bien particulier: De sorte, qu'il n'y eut jamais d'exemple d'une renonciation si injuste; sur tout, si l'on considere que cette renonciation a esté stipulée par un Tuteur à son profit, & pour l'avantage de ses autres Enfans d'un second liét: car qui ne sçait pas qu'il y a une obligation plus estroite d'exactitude & de bonne foy en la personne du Tuteur qui l'engage à faire toujours l'avantage de sa Mineure, & à luy remettre tous ses biens sans aucune diminution?

Ce seroit en vain que les Loix auroient inventé tant de sages precautions, pour contenir les Tuteurs dans leur devoir; s'il leur estoit permis de dépouiller leurs mineurs, & de s'emparer de leurs biens par de semblables renonciations: comme il n'est rien de plus necessaire dans la Societé Civile, que les offices de la Tutelle; aussi n'est-il rien dans le Droit enquoy les Loix desirerent plus de pureté que dans ce Ministère, elles declarent nettement que le pouvoir du Tuteur n'est que pour conserver & administrer le bien des pupilles, & non point pour le vendre, & pour les en dépouiller.

a Tutor tunc domini loco habetur, cum tutelam administrat, non cum pupillum spoliatur. L. 7. Dig. pro empt.

b Dist. L. 7. Digest. pro emptor.

D. 2.

Elle.

*a L. 20. §. 1.
Digest. de lib.
legat.*

*b Lib. 3. Cod.
de Transact.*

*c No. 115.
d Ord. de*

1539.

e L. 102. tit.

18. partid. 3.

6 L. 30. tit.

11. partid. 5.

f Sive in mi-

nori ætate,

sive etiam

quavis

quartumde-

cimum æta-

tis annum

pupilli vi-

deantur

transire, ta-

men si tuto-

res adhuc vel

ipsos vel eo-

rum res in

sua potestate

noscuntur

habere,

quancum-

que scriptu-

ram securita-

tis aut alicu-

jus obliga-

tionis aut

transactionis

ipsis tutori-

bus, vel cui-

cunque per-

sonæ factio-

ne tutorum

fecisse repe-

riantur, om-

nia invalida

& exinanita

penitus repu-

tentur, & pupillo de cunctis rebus reddita ratione ab eo quem tutius

est securitatis scripturam procuret accipere. Lib. 4. tit. 3. art. 4.

Elle ne permettent aux Mineurs de décharger leurs Tuteurs sous quelque pre-
texte, ny pour quelque cause que ce soit
de leur administration, qu'après en avoir
receu un compte exact, & tous les Titres
justificatifs de leurs biens *a*.

Elles defendent au Tuteur d'acheter le
bien de son pupille, ou d'en composer pen-
dant sa Tutelle à quelque prix, ou sous
quelque condition que ce puisse estre *b*.

L'Empereur Justinien condamne d'une
nullité absoluë tous les Contrac̃ts de famil-
les où les Peres ont stipulé quelque chose
de leurs Enfans qui leur fait prejudice *c*.

Il n'y a point de Nation qui ne s'en soit
fait quelque Loy particuliere, la France a
une Ordonnance expresse qui declare nuls
tous les Contrac̃ts, & toutes les disposi-
tions que font les Mineurs au profit de
leurs Tuteurs ou Administrateurs *d*. L'E-
spagne en a inferé dans la Compilation de
ses Statuts cinq Articles tres-formels *e*. Et
il y en a une ancienne du temps des Wif-
gots *f*. La Flandre en particulier observe
religieusement une Ordonnance sembla-
ble, faite en la Ville de Bruxelles par l'Em-
pereur Charles-Quint: En un mot, tous
les Peuples conyiennent en cette Jurispru-
dence, & il faudroit des Volumes entiers
pour rassembler toutes les Loix qui sont
con-

est securitatis scripturam procuret accipere. Lib. 4. tit. 3. art. 4.

conformes en ce sujet : Mais peut-on obmettre dans ce nombre infiny cette sage & prudente disposition, par laquelle la Minorité du pupille ne cesse jamais à l'égard du Tuteur, qu'il ne luy ait rendu compte, & restitué tous ses papiers ? Certainement on ne pouvoit mieux marquer l'indignation que merite la negligence ou la prevarication d'un Tuteur, qu'en prolongeant en haine de sa contumace une Minorité au delà mesme de son terme ordinaire, ny mieux le reprimer que de l'empescher de pouvoir jamais obtenir ses décharges, qu'il n'ait premierement satisfait à son devoir : Ainsi la Minorité de la Reyne Tres-Chrestienne, & la qualité de Tuteur en la personne du Roy Catholique, sont deux nullitez invincibles dans le Contract : Mais quand mesme il n'y auroit ny Minorité ny Tutelle, la renonciation n'en seroit pas plus valable, parce que la Reyne n'avoit aucune instruction de ses droits.

Pour faire quelque chose de solide & de legitime, il auroit fallu premierement luy presenter un compte, ou du moins un estat & un memoire de ses biens; il falloit qu'Elle en examinast la recepte & la depence pour en reconnoistre la force & la qualité; il falloit enfin la ressaisir de tous ses titres ^a. Car sans ces pieces comment peut-Elle connoistre, & sans connoissance, comment peut-Elle agir ? Le consentement ne

^a Visis tabulis, certo & deliberato consilio, disjunctis rationibus.
Dig. tot. tit. de adj. Tut.

peut estre sans intelligence, ny l'obligation sans le consentement; la connoissance doit accompagner toutes les actions morales & civiles, elle doit mesme précéder, parce que c'est elle qui porte la lumiere, sans laquelle la volonté n'est qu'une aveugle, dont les mouvemens ne peuvent estre ny reglez ny legitimes; Aussi n'y a-t'il rien de plus commun en Droit que la nullité qui procede du defect de connoissance. Si l'on transige sur l'effet d'un Testament avant que de l'avoir veu, la Loy dit, Que c'est de mesme que si l'on ne transigeoit pas, parce que l'ignorance est une cause de surprise, & non pas le fondement d'une

a L. 12. Digest. de Transact.

b De his controversiis proficiscuntur, neque transigi, neque exquiri veritas aliter potest, quam inspectis cognitisque verbis testamenti. L. 6. Digest. de Transact.

c Liberalitatem enim captiosam interpretatione prudentium fregit. L. 5. Digest. de Transact.

convention legitime *a*. Le Jurisconsulte Gajus s'est expliqué encore plus clairement de cette Doctrine, quand il a dit qu'une connoissance superficielle ne suffisoit pas pour transiger; mais qu'il estoit nécessaire d'en avoir une parfaite de la matiere & des difficultez que l'on traite *b*. Et en la Loy precedente le Grand Papinien appelle ces recompenses qui se donnent pour des choses dont on ne fait pas connoistre la valeur, des liberalitez captieuses, lesquelles ne peuvent jamais exclurre la personne qui les reçoit de rentrer dans ses droits *c*: Témoin cette belle Decision d'un Empereur, qui porte, Qu'une renonciation faite à quelque heredité sans une parfaite connoissance ne dessaisit pas l'heritier

rtier legitime, & qu'on ne luy en doit
point oster la jouyssance ^a. Ce qui doit
avoir lieu principalement à l'égard des fil-
les Mineures, dont on sçait que la con-
noissance & les lumieres sont d'ordinaire
sifoibles dans la conduite de leurs inte-
rests, que les Empereurs ont dit, parlant
de ce sexe, Qu'il ne faut que l'abandonner
à son propre conseil pour le tromper ^b.
D'où un grand Personnage des derniers
siecles a conclu, Qu'on ne luy doit jamais
permettre dans son bas âge d'aliener le
moindre de ses Effets, parce qu'alors ses
lumieres naturelles sont dissipées par des
distractions perpetuelles, qui ne luy per-
mettent pas de connoistre ce que ses yeux
voyent, de comprendre ce que ses oreil-
les entendent, ny d'assister à tout ce qui
se fait en sa presence ^c: Et quoy que no-
stre Princeesse n'excelle pas moins par les
qualitez de l'ame, que par les avantages
de sa Naissance au dessus de toutes celles
de son sexe, neantmoins on conviendra
facilement, qu'il est impossible selon la
nature, qu'elle ait entendu en son Esprit,
agité en son Jugement, resolu en sa Vo-
lonté, ce que c'estoit que succeder ou re-
noncer en la maniere qu'on luy a fait fai-
re, ny qu'elle ait compris l'estendue de
tous ses droits selon la diversité des Loix,
des Provinces, & des Coustumes qui les
reglent.

^a Nam suo
quoque jure
eorum per-
secutionem
habet. L. 4.
Cod. de hered.
vel act. vend.

^b Leg. penult.
Cod. de Spon-
sal.

^c Nov. 2. de
non elig. sec.
nub. mul. &c.
cap. 1. de elect.
subl.

C'est pourquoy le Conseil d'Espagne n'a pas douté d'ajouter par une clause qui ne peut donner que de l'étonnement & de l'indignation, que l'Infante renonçoit à tous ses droits, soit qu'elle en fust informée, ou qu'elle ne le fust pas; comme si un défaut aussi essentiel que celui de connoissance se pouvoit suppléer par un trait de plume, étant la même chose que s'il disoit, que cette Princesse auroit renoncé valablement, soit qu'elle eust renoncé ou non; que son action seroit legitime, soit qu'elle le fust, ou ne le fust pas; puis qu'il est infailible que celui qui agit aveuglement & sans connoissance raisonnable, est réputé ne faire rien du tout, & ne differe aucunement de celui qui n'agit pas: En effet, de même que nul ne peut renoncer en jugement à ses defenses naturelles, si l'on en croit un celebre Docteur d'Espagne ^a; Ainsi dans un Contract on ne peut renoncer à ses conditions essentielles & naturelles qui sont la Justice, la bonne foy, la liberté, la connoissance, & le consentement, veu que n'ayant l'estre, & ne possédant la nature de Contract que par l'assemblage de ces qualitez, il s'aneantit par leur défaut; & si on prétend le rendre valable & l'affermir en les excluant ou en y renonçant, on prétend sans doute de l'établir en le détruisant; on veut qu'il soit, quoy qu'il ne soit pas; on le presuppse effectif quoy

*a Azevedo
tom. 1. lib. 4.
tit. 17. L. 12.*

quoy que chimeric, legitime quoy qu'injuste, sincere quoy que frauduleux, libre quoy que forcé; & enfin passé avec connoissance & jugement, quoy que fait dans l'ignorance & dans l'erreur.

Il ne restoit pour combler cét aveuglement que d'ajouter que l'Infante renonce, soit qu'elle le veuille ou ne le veuille pas, c'est ce qu'on a fait en ces termes: *Et au cas qu'elle ne fasse la renonciation & ratification en vertu du present Contract & par capitulation, les susdits traittez de renonciation & ratification seront tenus & censez dès à present comme pour lors, pour bien & deuëment faits, passez & octroyez.*

Cestrois lignes du Contract de Mariage en font plus comprendre, qu'un volume d'exageration n'en pourroit expliquer: Car il est impossible de concevoir rien de plus étrange que cette maniere d'agir, pour dépoüiller une jeune Princesse de son Patrimoine, de ses Souverainetez, & de toutes ses esperances: Mais quand cette clause n'auroit pas esté écrite, on ne laisse point de la voir imprimée dans le cœur de l'Infante, & de la lire dans le fonds de son action; Car on ne croira jamais que si Elle eust connu ses droits, que si Elle eust pû ou qu'Elle eust osé les expliquer, Elle se fust laissé dépoüiller si injustement, & qu'Elle eust consenty à une renonciation si funeste à sa Famille & à ses Estats. Eust-Elle

D 5 volon-

volontairement renoncé à tant de Souverainetez qui luy estoient écheuës ? Se fut-Elle proscrite Elle-mesme de la Couronne & du Thrône d'Espagne ? & eust-Elle consenty qu'à son exclusion des Estrangers pussent porter le Sceptre de ses Ayeuls, lors qu'Elle ou ses Enfans y seroient appelez dans leur rang par les Loix de l'Estat ? En un mot, eust-Elle permis qu'on la dégradast des droits de sa Naissance en fraude d'un Mariage qui les luy devoit rendre plus chers, & qui meritoit que non seulement l'Espagne les luy conservast, mais mesme qu'elle les augmentast s'il eust esté possible de le faire ? Le desir de regner qui est le terme de toutes les benedictions du Ciel sur la terre, estoit-il éteint dans cette personne toute Royale ? Combien est-il plus raisonnable de croire que son action est un pur sacrifice d'obeissance, & qui ne void dans sa soumission un mélange de crainte qui n'est que trop suffisant pour rendre son consentement involontaire ? Les sentimens de respect & de veneration dont Elle fut prevenüe, luy inspirerent une vive apprehension de violer les augustes noms de Pere & de Roy tout ensemble, & dans ce mouvement de frayeur qui se cache si subtilement dans les plus secrets replis du cœur, qui se confond si facilement avec celuy d'un profond respect, & qui par un mystere de nature est
sou

souvent d'autant plus puissant qu'il est imperceptible, le respect luy déroba le discernement de ses veritables inclinations ; Elle crût vouloir ce qu'en effet Elle ne vouloit pas, & prit pour un choix volontaire un mouvement qui luy venoit d'un principe estranger. Il ne faut point d'autre preuve de ces veritez que l'enormité de la lésion qu'elle souffre dans cette étrange renonciation. Covarruvias dit fort judicieusement, que pour connoistre si dans le Traitté fait entre un Pere & sa Fille, l'impression de la puissance Paternelle a operé sur la liberté de la Fille, on ne doit consulter que le Contract mesme, parce que si elle y souffre un préjudice considerable, il est infailible de conclure qu'ou elle n'a pas eü toute la connoissance necessaire, ou qu'elle a manqué de toute la liberté qui estoit à desirer ; & que ny en l'un ny en l'autre de ces cas la convention ne se peut soustenir ^a : Mais les Loix d'Espagne passent encore plus avant ; car elles ont toujours tenu l'autorité paternelle pour suspecte dans ces sortes de Contracts, & plutôt que d'exposer un Enfant à recevoir quelque préjudice de son obeissance & de son respect, elles ont deffendu par un reglement general, Que le Pere & la Fille pussent traiter ensemble, sinon qu'elle fust mariée & autorisée de son Mary, ne laissant

^a Metus reverentiae vel obsequii paterni rescindit renuntiationem etiam juramento vallatam, quando læsio est ultra dimidiam, sive major sive minor sit filia, quia dolus presumitur in ea conditione adhibitus, & oppressio quædam saltem reverentiae patris: alioqui non verisimile quod tantæ læsioni filia vel uxor consensisset. In cap. Quamvis, § 4 n. 11.

point d'autre Loy entr'eux que celle de l'Amour, de la Iustice & du Sang. *Quelle pacte*, dit cette Loy, *qu'un Pere ait fait avec sa Fille pour raison de Mariage, soit qu'elle fût veufve ou à marier, & quoy qu'elle ait l'âge de vingt-cinq ans, que le pacte en demeure nul : Mais si elle estoit déjà mariée, & que son Mary l'eût autorisée, que le pacte tienne en ce cas là.*

*a. L. 8. tit.
11. lib. 1.
Fer.*

Après cela que le Conseil d'Espagne dise tout ce qui luy plaira, ses subtilitez sont desormais inutiles contre des principes & des veritez si clairement établies ; & ce n'est plus par autorité ny par impression qu'il faut agir sur la volonté d'une jeune Princeesse ; Mais c'est par justice & par raison qu'il faut persuader tous les esprits de l'Europe.

Si l'on examine nostre Renonciation par le Droit Civil, constamment les renonciations n'y sont point receuës, & on les y rejette comme des injustices & des outrages faits à la Nature.

Si on l'examine par le Droit Canon, la Decretale de Boniface VIII. ne les autorise que pour les successions futures dans le cas d'une Dot constituée par le Pere sur ses biens, & lors qu'il n'y a point de grande lésion, de force, ny de dol, & que la chose ne porte point de préjudice à un tiers, comme il arriveroit dans l'alienation des Souverainetez.

Si on

Si on l'examine par le Droit d'Espagne, il n'y a point de Loy particuliere qui approuve les renonciations, au contraire celle qui vient d'estre citée les condamne formellement, & le Droit commun du Royaume estant le Droit Civil, il s'y faut arrester lors qu'il n'y a point dans l'Estat d'Ordonnance contraire.

Si on l'examine par la qualité des personnes, le Roy Catholique estoit Tuteur, ou du moins legitime Administrateur de l'Infante; il estoit remarié en Secondes Nopces ayant des Enfans de ce dernier Mariage, & la Reyne Tres-Chrestienne estoit tout ensemble une Pupille, une sujette, & une Fille Mineure qui traittoit avec son Pere, son Tuteur, & son Roy.

Enfin, si on l'examine par les raisons d'équité & de faveur, qu'est-il au monde de plus juste, de plus specieux, & de plus favorable que le droit de la Reyne? Puis qu'une Fille qui demande son Patrimoine agit selon la Nature; une pupille qui demande son bien à son Tuteur agit selon les Loix; & une Princeesse qui veut rentrer dans des Souverainetez que sa Naissance luy donne, agit selon les ordres du Ciel. Ne peut-on pas dire sans exageration qu'il n'y eut jamais exemple d'une renonciation si estrange, puis qu'il ne s'y rencontroit rien de Pere que la suprême autorité, ny d'Enfant que la profonde

obeissance? L'interest y a effacé l'amour, l'ambition y a détruit la Iustice, l'autorité y a suprimé la liberté, le Dol y a caché le droit; Elle blesse la Nature, la Iustice & la Religion, & l'on peut dire mesme avec beaucoup d'apparence qu'elle a blesé le cœur du feu Roy Catholique; Car doit-on douter qu'il ne l'eust executée si elle eust esté selon ses vœux, ou qu'il y eust reconnu quelque justice? La mediocrité de la somme pour la personne d'un si puissant Roy, la facilité du payement en trois termes, la qualité de la debte qui est une Dot, une Legitime, & une restitution tout ensemble ne laissent aucun scrupule, que s'Il l'eust voulu, Il ne l'eust pû tres-facilement effectuer; Mais comme Il n'avoit vray-semblablement accordé cet acte qu'à l'ambition injuste & déreglée de ses Ministres, son cœur de Pere protesta contre sa main de Roy qui le signoit; & ne pouvant plus solennellement le condamner qu'en ne l'executant point, non seulement Il n'a pas payé la somme, mais Il n'a jamais demandé la ratification conjointe du Roy Tres-Chrestien & de la Reyne son Espouse, quoy que cela ait esté stipulé par le Contract; Il n'a point envoyé la sienne, bien qu'Il fust obligé de le faire dans 30. jours; en un mot, Il a affecté de faire connoistre par son silence que la Nature condamnoit en luy ce que la Politique

que avoit tiré de luy, qu'Il desavoüoit comme Pere ce qu'Il avoit fait comme Souverain; Et que s'Il avoit sacrifié cette Illustre Infante comme sa Sujette, Il la vouloit delivrer comme sa Fille. Ce Prince a eü regret d'une condition si injuste, & d'avoir par un baiser de Paix jetté les semences d'une guerre intestine dans ses Estats. La Nature qui avoit esté assoupie s'est reveillée; quoy qu'il en soit, Il a cherché le remede à un si grand mal, & n'en ayant point trouvé d'autre que celui de ne donner pas ce qu'Il avoit promis, pour dégager la Reyne de tenir ce qu'il luy avoit fait jurer, il a mieux aymé que sa parole se trouvast defectueuse que sa volonté injuste, & a esté bien aisé de laisser à ses Ministres ambitieux cette nuée chimerique, & ce vain fantôme pour contenter l'excès de leur convoitise à la décharge de sa conscience & de son devoir.

Reste-t'il donc encore quelque chose à quoy le Conseil d'Espagne se puisse ou se veüille arrester?

Il ne peut pas dire que le Roy Catholique ait doté la Reyne sa Fille, puis qu'on fait voir qu'il ne luy a rien donné, & qu'au contraire, on luy retient en la mariant tous ses droits Maternels, & ceux qui luy estoient écheus par la mort de Don Baltazar son Frere.

Il ne dira pas aussi que c'est une renon-
ciation

ciation executée & consommée ; car on luy répond que les cinq cent mil escus d'or promis n'ont pas mesme encore esté payez , & que d'ailleurs la promesse qui en a esté faite n'est point une liberalité , mais la restitution d'une partie des deniers Dotaux & des conventions Matrimoniales de la defunte Reyne Elizabeth Mere de l'Infante.

Ainsi la seule question qui reste est de juger s'il est plus licite de dépouiller les Souverains que les autres ; & si le Ciel en les comblant par une effusion sacrée de tous ses privileges , peut souffrir qu'on les abandonne plutôt que le commun des hommes aux injustices & aux desordres de la terre.

Mais si la premiere partie de cette question est capable de donner de l'indignation contre le procedé d'Espagne , il ne se peut que la seconde n'en laisse encore davantage : Car enfin qu'une Mineure ait esté dépouillée de tous ses biens par son Tuteur ;

Que la Fille unique d'un Puissant Roy n'ait pas esté dotée de quoy que ce soit par son Pere ;

Qu'un Père remarié luy ait osté tous ses droits Maternels pour en combler ses Enfants du Second Liét ;

Qu'il l'ait excluse pour jamais & sa posterité , du Trône de ses Ancestres ;

Qu'il

Qu'il ait préféré des Estrangers à son propre Sang dans la succession de la Couronne ;

Qu'il l'ait exheredé sans cause ;

Qu'il l'ait fait renoncer sans connoissance, sans liberté, & sans Dot, tous ces excès sont grands : Mais après tout, ils ne sont qu'une partie des moyens de la Reyne contre cette étrange renonciation : Car il luy reste de faire voir que dans ses prétextes elle contient une illusion toute visible, dans sa forme une nullité manifeste, dans la qualité des biens qui en sont la matiere, une impossibilité morale ; & enfin dans ses clauses fondamentales un déreglement, pour ne pas dire une inhumanité sans exemple.

L'ESPAGNE a fondé la renonciation, & l'exclusion de l'Infante sur quatre prétextes differens.

Le premier, est le bien de la Paix generale, dont elle dit que cette renonciation fait partie.

Le second, l'égalité qui se doit rencontrer dans cet Auguste Mariage.

Le troisieme, l'avantage commun des deux Royaumes.

Et le quatrieme, pour empescher la jonction des deux Estats, qui sont trop grands pour estre gouvernez par un seul Monarque.

Ces prétextes sont à la verité fort
spe-

specieux, mais ils n'ont qu'un peu d'apparence sans aucune solidité; Car il n'y en a aucun qui dans son application ne fasse voir un sens tout contraire à ce qu'il porte dans ses paroles.

Nul ne peut douter que la Paix ne soit un si grand bien, que tout ce qui luy a servy de fondement ne doive estre regardé comme une chose sainte & venerable: Mais pourroit-on bien croire qu'un ouvrage si précieux ait esté l'effet d'une injustice aussi grande que celle de cette renonciation?

En verité l'on ne pouvoit donner un plus foible prétexte à cette exclusion, que celui de dire que c'estoit pour entretenir la Paix des deux Nations, puis qu'au contraire ces sortes de clauses qui tendent à rompre l'ordre naturel & legitime dans la succession des Couronnes, sont des sujets & des semences eternelles de division.

Il ne faut pas estre fort instruit dans les Histoires, pour sçavoir qu'il n'y a jamais eü de guerres plus funestes que celles qui se sont excitées pour soutenir les droits de la Nature contre des pactions de cette qualité: Car enfin celui qui s'entend appeller au Thrône par la voix du Sang, & celle des Loix de la Patrie, n'écoute pas volontiers le discours d'une injuste renonciation contraire aux vœux de la Nature, & de l'Estat, & ne voulant pas
ceder

ceder un rang si legitime, c'est ce qui a
toujours allumé le feu des guerres Estran-
geres & Civiles dans les entrailles des
Royaumes, au lieu que la Couronne
estant déferée selon l'ordre de la succe-
sion naturelle, toutes choses demeurent en
paix; Cét ordre estant la source des bene-
dictions du Ciel sur les Estats, & le con-
traire celle de toute sorte de maledictions;
puis que Dieu ayant une fois prononcé
que les Roys regnent par luy, on ne peut
rien entreprendre contre l'ordre que sa
Providence a éably dans la distribution
des Sceptres sans violer l'une des premie-
res & plus saintes Loix de l'Vnivers.

Quoy qu'il en soit, la Justice & la Paix
estant selon l'Oracle de la parole Sainte
deux sœurs qui s'embrassent sans cesse; c'est
un aveuglement extrême de croire
que l'injustice puisse estre la Mere ou Fil-
le de la Paix.

*¶ Iustitia &
pax osculatio
sunt.*

En effet, il est si vray dans cette occa-
sion, que la Paix & le Mariage qui con-
tient la renonciation sont choses entiere-
ment differentes; que le pouvoir donné
aux Plenipotentiaires pour traiter de la
Paix ne parle aucunement du Mariage ny
de la renonciation, & que mesme celuy qui
a esté expédié pour le Mariage est d'une
datte assez éloignée du premier; celuy-cy
estant du vingt-un Iuin 1659. & l'autre
du dixième May précédent; Ce qui mar-
que

que que le Mariage n'a esté qu'incident à la Paix, de laquelle on le peut justement nommer le premier & le plus noble effet, mais non pas la cause, puis qu'il supposoit de toute necessité une Paix, & une reconciliation précédente. Aussi les Traitez de la Paix & du Mariage sont des actes separés qui ont chacun leur forme différente, encore qu'ils soient signez le mesme jour; les ratifications en ont esté pareillement différentes, & le Serment des deux Roys fait le six Juin 1660. en presence l'un de l'autre, ne parle que du Traitté de Paix, sans qu'il contienne un seul mot des Articles du Mariage, tant il est vray qu'il n'en fait point partie, & que c'est un Contract qui a ses conventions séparées de l'autre.

Ce seroit peu si les deux Traitez n'estoient differens que par leur forme, mais il est constant qu'ils le sont encore plus dans leur substance, soit qu'on en considere le fonds, soit qu'on regarde la qualité des personnes.

Les personnes qui traittent de la Paix sont les deux Monarques qui agissent pour le bien & l'intérest de leurs Estats, les personnes qui traittent du Mariage sont Louis XIV. Roy Tres-Chrestien & Marie Therese d'Autriche, Infante d'Espagne, qui sont les deux seules parties contractantes, le Roy Catholique n'y estant inter-

intervenu qu'en qualité de Pere, & de Legitime Administrateur de l'Infante.

Le sujet des Traittez à l'égard de celui de la Paix, est l'extinction d'une grande guerre entre deux Couronnes ; A l'égard de celui du Mariage, c'est à la verité une Alliance de deux Testes Couronnées. Mais c'est pourtant un Mariage particulier de deux personnes qui n'est distingué des Mariages communs, que par la grandeur & la Majesté : L'Eglise n'ayant point d'autre Sacrement pour ces Augustes Conjoints, que pour le reste de ses Fidels, ny mesme les Loix civiles d'autres formules pour serrer le nœud de leur Alliance, & affermir la Loy de leurs conventions, que celles dont elles se servent entre les personnes ordinaires.

C'est pourquoy la Paix que le Roy Tres-Chrestien a fait avec le Roy Catholique, est une chose toute differente de l'Alliance qu'il a contractée avec luy ; il a fait la Paix pour son Estat, & il s'est marié pour luy-mesme ; l'une a esté un Contract public du Droit des gens, & l'autre un Contract particulier du Droit Civil, l'une s'est fait entre les deux Royaumes, & l'autre entre les deux personnes.

D'ailleurs, lors qu'on dit par l'Article 33. du Traitté de Paix, que le Mariage est le précieux gage de sa durée, quelle autre chose signifie le terme de Mariage en cette

occa-

occasion, sinon l'union toute sacrée qui se fait de ces deux Illustres personnes par le lien du Sacrement? Car si l'on vouloit donner un autre sens à cet Article, & dire que la Paix doit couvrir l'injustice de tout ce qui a esté exigé sous le prétexte du Mariage, il en naistroit une estrange absurdité; A sçavoir, que le Roy Catholique qui stipuloit comme Pere n'eust voulu consentir à la Paix, qu'à la charge de retenir à son profit tous les biens de sa Fille, ce qui est contre la Justice naturelle aussi bien que contre les premieres regles de l'honnesteté. Ce n'est pas qu'on disconvienne que pour le bien public on ne puisse quelquefois laisser ou ceder aux ennemis celuy des particuliers en les indemnisant: Mais qu'un Roy, un Pere, & un Tuteur tout ensemble puisse dire, que pour le bien de la Paix Il retient le bien de sa propre Fille, qui est aussi sa pupille, ou celuy des autres Sujets, ce seroit exercer les dernieres injustices de la guerre sous les apparences de la Paix: De sorte, qu'en cette occasion le Roy Catholique n'ayant pas quitté au Roy Tres-Chrestien le bien & les Estats de la Reyne en faveur de la Paix, au contraire, les retenant pour luy-mesme, & pour ses Enfans du second Liét, c'est faire injure à tous les sentimens de Justice & de Religion.

Mais après tout, est-il rien de plus distinct

stinct & de plus séparé que les articles de la Paix avec ceux du Mariage ?

Les Articles de la Paix estoient pour les choses qui formoient le sujet de la guerre, c'est à dire, pour fixer les conquestes du Roy Tres-Chrestien, pour régler les limites des deux Royaumes, pour terminer les differens des deux Estats, & pour asséurer les interets des Princes & des Potentats qui devoient entrer dans la capitulation ; au lieu que les Articles du Contract de Mariage sont pour arrester une Dot, pour établir un Doüaire, pour régler les termes des payemens & des assignats, qui sont toutes choses fort differentes des Articles de la Paix. La guerre ne se faisoit pas pour régler la Dot ou le Doüaire de l'Infante ; il n'estoit point question de sçavoir si Elle jouiroit de ses droits ou si Elle en seroit excluse ; Pourquoy donc ce qui n'estoit point dans les motifs de la guerre feroit-il partie de la Paix ? Quel interest avoit l'Infante dans la guerre ou dans la Paix pour éteindre l'une, & acheter l'autre au prix de son exclusion ? Elle n'avoit point de part à la guerre que comme Fille & Sujette du Roy d'Espagne, c'est à dire, dans l'interest commun de sa Nation. Ainsi quelle raison de vouloir que son Patrimoine tourne au profit du Roy son Pere ? Et enfin pourquoy cette Paix qui couronnoit les conquestes de la France auroit-Elle :

Elle dépouillé Celle qui en devenoit la Reyne? Si l'on eust prétendu que la renonciation & l'exclusion de l'Infante dût faire une partie de la Paix, la chose auroit bien mérité pour sa consequence d'y estre exprimée, à l'exemple de ce qui se fit dans le Traitté de Madrid, où l'on voit que les Articles du Mariage qui s'y arresta entre le Roy François I. & Eleonor Reyne Doüairiere de Portugal & Sœur de l'Empereur Charles-Quint, furent entierement inferez dans le Traitté de Paix. Mais l'Infante n'est point nommée dans celuy-cy; il n'y est parlé en aucune maniere de sa renonciation; & cependant on veut que cette exclusion soit une partie de la Paix. Il ne se peut rien de moins raisonnable, ny même de plus honteux aux Espagnols que cette proposition; car s'il est vray que les Articles du Mariage fissent partie de la Paix, qu'ils avouënt donc qu'ils sont les infracteurs de la Paix, puis qu'ils n'ont point encore payé la Dot qui est le principal & le plus important de tous les Articles du Mariage.

C'est ainsi que le premier prétexte imaginaire se détruit, & réfléchit mesme contre ses Autheurs dans le sens de leurs propres paroles: Mais pour en parler plus équitablement, on doit dire que la Paix ayant esté arrestée entre les Ministres, ils ont crû ne la pouvoir sceller d'un Sceau plus

plus sacré que de cet Auguste Mariage , & que la Reyne Tres-Chrestienne a esté envoyée du Ciel en France comme cette sacrée Colombe de l'Arche avec un rameau d'olive qui annonçoit la reconciliation , puis que l'Alliance de ces deux Augustes Espoux a esté un signe de Paix sur la terre , de mesme que l'Arc en fut le monument précieux pour les hommes dans le Ciel , lors que Dieu retira les eaux du deluge. Mais comme il y a toute difference entre le signe & la chose representée , il faut conclurre qu'elle est aussi toute entiere entre la Paix & le Mariage.

Le prétexte de l'égalité n'est pas plus solide que celui de la Paix pour appuyer la renonciation.

Le Conseil d'Espagne dépoüille la Reyne de tout, & ne luy donne rien ; il luy retient le bien de sa Mere , & la fait renoncer à tout ce qu'Elle peut esperer de son Pere , il l'exclut & toute sa Posterité pour jamais de la Couronne de Castille & de tous ses Estats presens & futurs ; voilà ce qu'il appelle égalité.

L'égalité vouloit que si le Roy Tres-Chrestien faisoit la Serenissime Infante Reyne d'un grand Estat , Elle apportast aussi en Dot du moins l'esperance de quelque Couronne ; & que si la Posterité qui doit naistre de cet heureux Mariage

réunissoit le Sang des deux plus Augustes Maisons du Monde, Elle ne fust pas excluse d'en pouvoir réunir quelques Estats.

L'égalité vouloit que comme le Roy met la Couronne de France sur la teste des Enfans qui descendent de la Tige d'Espagne, la Reyne son Espouse ne fust pas privée de transmettre à ses mesmes Enfans du moins le droit successif des Couronnes de ses Ancestres.

Mais où est l'égalité dans la fortune entre ces deux sacrées Personnes ; dont l'une possède avec une plénitude de bénédictions ce que le Ciel a créé de plus riche, de plus beau, de plus puissant & de plus précieux sur la terre ; & l'autre par l'injustice de ses proches ne jouit pas du plus petit de ses Estats, ny de la moindre partie de tant de Tresors qui luy appartiennent par les successions Royales de son Pere, de sa Mere & de son Frere. Est-ce égalité que d'oster les biens à qui la Loy les déferre ? Est-ce égalité que de dégrader une Illustre Princesse de tous les droits & de tous les privileges de sa Naissance ? ou plutôt ce que l'Espagne appelle égalité n'est-il pas un véritable abisme d'inégalité & d'injustice ?

C'est encore une illusion toute évidente d'avoir pris pour troisième prétexte le bien commun des deux Royaumes ; Car si l'Espagne profite de son costé en retenant

nant tous les Estats & tous les biens de la Reyne, n'est-il pas certain que la France pert du sien tous ces mesmes Estats qui ont deû former la Dot de cette Illustre Princeſſe? C'est donc l'avantage de la Couronne de Castille, mais c'est le desavantage de celle de France? l'on ne doit pas appeller le bien commun des deux Royaumes ce qui n'est que l'utilité de l'un & le préjudice de l'autre : Mais c'est ainſi que le Conseil d'Eſpagne accomode les mots à ſes intereſts, il qualifie égalité ce qui eſt la plus eſtrange des inégalitez, & appelle profit pour la France ce qui luy porte un préjudice manifeſte; n'auroit-elle pas parlé bien plus juſte, & dit beaucoup plus vray, ſi au lieu d'appeller cette renonciation le bien commun des deux Estats, elle l'eût nommé le préjudice & le desavantage commun de deux Royaumes : car ſ'il eſt certain qu'il n'y a que la Juſtice & les droits de Nature qui puiſſent lier & entretenir la concorde entre de ſi puiſſans Monarques, que peut produire une renonciation qui viole tous les Droits du Sang, & les Loix fondamentales de l'Eſtat dans la ſucceſſion du Sceptre, ſinon des guerres & des calamitez fatales au repos de toute la Chreſtiente, à moins que par une action de Juſtice ceux qui en ſont les Autheurs n'en détournent promptement les funeſtes effets?

Il faut maintenant venir à l'inconvenient

nient prétendu de la jonction des deux Couronnes, qui est le dernier de ces prétextes imaginaires, qu'on ne touchera que pour ne rien laisser sans réponse, & afin que toute l'Europe soit informée que l'Espagne s'est méprise jusques dans ses prétextes mesmes, car (graces au Ciel) il ne s'agit point icy de cette jonction, puis que le Roy Catholique vit & qu'il vivroit éternellement, si la Reyne Tres-Chrestienne est exaucée.

Certes, on peut dire avec beaucoup de raisons, que si les trois premiers inconveniens ne sont point considerables, le quatrième l'est encore moins que les autres; En effet, est-il supportable qu'au mesme temps & dans le mesme acte qui joint les deux Nations par le lien du Mariage en la personne de leurs Souverains, on dise que les deux Couronnes sont incompatibles, & qu'il en faut empêcher la jonction? Ce ne sont ny les Provinces, ny les Villes qui sont l'incompatibilité des Royaumes, l'antipatie n'est que dans le cœur: quand les corps & les esprits sont unis, les Villes & les Provinces obeissent, & il est absurde de dire que deux Couronnes ne peuvent estre jointes lors que les Testes qui les portent le peuvent estre, & le sont en effet: Mais dans le vray ne sçait-on pas qu'il n'y eust jamais deux Nations plus unies dans les siècles passez?

Le

Le puissant secours des François pour délivrer l'Espagne des Sarrazins qui la ravageoient, & cette noble confederation par laquelle Charles V, Roy de France surnommé le Sage, & Henry II, Roy de Castille, duquel sont descendus les Roys d'Espagne, qui tiennent aujourd'huy le Sceptre, jurèrent une sainte Alliance entre eux non seulement de Roy à Roy, & de Royaume à Royaume, mais encore d'homme à homme, en sorte, que par tout où les Espagnols se trouveroient avec des François, ils seroient obligez de s'assister, & de se défendre fraternellement; ne sont-ce pas des monumens éternels de l'étroite correspondance des deux Nations?

Veritablement les Estats en sont fort vastes & fort étendus; mais leur grandeur fait-elle un obstacle à la Nature pour empêcher qu'elle ne les puisse rejoindre par le lien du Sang, & la raison s'y pourroit-elle opposer si le Ciel y disposoit les choses?

Il n'est point une voye plus legitime de s'accroistre dans le monde que celle des successions; & cette voye n'a point de canal plus naturel que celui des Alliances. Ce n'est pas d'aujourd'huy que les deux Maisons Royales ont contracté des Mariages ensemble; dès l'année mil cent cinquante deux Louys VII. Roy de France épousa D. Isabelle Fille d'Alphonse

Cinquième Roy de Castille : En l'année mil deux cent un , Louys Huitième Fils de Philippes Auguste fut marié avec Blanche Fille d'Alphonse VIII, Roy de Castille : Et en mil cinq cent trente , François Premier s'allia avec Leonnore d'Autriche sœur aînée de l'Empereur Charles-Quint, sans qu'en aucun de ces Mariages on ait stipulé ny renonciation ny exclusion. La première fois qu'on a vû paroistre cette injuste condition a esté dans le Contract de Mariage d'Anne d'Autriche, Mere du Roy Tres-Chrestien heureusement regnant , avec le feu Roy de glorieuse memoire Louys XIII. Mais outre que ce qui ne s'est jamais fait qu'une fois ne porte jamais aucune consequence, & ne peut pas établir une Coustume , il y avoit alors une raison qui cesse en cette occasion , à sçavoir , qu'il se faisoit un double Mariage entre les deux Couronnes ; l'un d'Elisabeth de France avec Philippes , depuis Roy d'Espagne ; & l'autre d'Anne d'Autriche avec Louys XIII, Roy de France : Et comme la Fille de France qui passoit en Espagne ne pouvoit jamais prétendre au Sceptre de son Pere à cause de la Loy Salique qui en exclut les femmes, les Espagnols qui souhaitoient une égalité entière dans cette Alliance, desirerent aussi que celle d'Espagne qui passoit en France renonçast au Thrône de ses Ancestres : Ce qui

qui ne fut neantmoins accordé que sous de grandes protestations, quoy qu'Anne d'Autriche n'eust aucun bien écheu, & que mesme le nombre de ses Freres & de ses Neveux fut si grand, qu'il estoit moralement impossible qu'Elle pût arriver à la Couronne; comme en effet, il ne luy est rien écheu depuis son Mariage; Au lieu que la Reyne Tres-Chrestienne avoit des Souverainetez, & beaucoup d'autres droits acquis lors qu'on a exigé d'Elle sa renonciation: De sorte que tant s'en faut que cét exemple unique & solitaire puisse autoriser ce procedé d'Espagne, qu'au contraire la singularité du double Mariage qui se contractoit, & le defaut d'aucun bien écheu font une exception qui confirme la Justice des anciens exemples: Mais après tout, quiconque fera reflection que par la clause d'exclusion de la Reyne, Elle & toute sa posterité tant masculine que feminine sont rejetées de la Couronne & des Estats de Castille, il découvrira facilement que le prétexte de la jonction des deux Estats n'est qu'une faulx couleur; car les Filles de France ne succedant point au Thrône de leur Nation, il ne falloit donc pas les exclure de celuy d'Espagne, puis qu'en leurs personnes l'on n'avoit point à craindre la jonction des deux Couronnes.

Après avoir monstre l'injustice de la

renonciation dans ses prétextes, il suit d'en faire voir la nullité dans sa forme.

C'est une chose presque inconcevable qu'une renonciation aussi importante que celle dont il s'agit, & qui est l'ouvrage de la plus delicate Politique du Conseil d'Espagne, se trouve neantmoins faite sans aucun pouvoir en la personne de ceux qui l'ont arrestée.

Le Roy Tres-Chrestien en a donné deux au Cardinal Mazarin, l'un pour la Paix qui est du 10. May 1659. & l'autre pour le Mariage en date du 21. Juin suivant.

Le Roy Catholique en a aussi donné deux à Don Louys de Haro aux mesmes fins de la Paix & du Mariage, tous deux du cinquième Juillet 1659.

Or il est constant que nul de ces pouvoirs ne contient aucun mandement de faire une renonciation de la part d'Espagne, ny de la consentir de celle de France; toute l'autorité des Plenipotentiaires est limitée à régler la Dot, le Doüaire, les Assignats, & les termes du payement; il n'y est fait aucune mention ny directement ny indirectement de la renonciation non plus que de l'exclusion, & par conséquent la nullité en est toute évidente, puis que selon l'opinion de tous les Docteurs, il n'y en a point de plus invincible que celle qui procede du défaut de pouvoir.

On

On n'estime pas que pour sauver ce vice le Conseil d'Espagne voulût dire que les Procurations des deux Ministres estoient generales pour faire tout ce qu'ils jugeroient de convenable : Car ce seroit tomber dans un paradoxe évident pour defendre une faute inexcusable, puis qu'il est des premiers principes que toutes les clauses generales d'une Procuration n'ont jamais leur rapport qu'aux choses mentionnées dans la Procuration, c'est à dire, pour estendre ou expliquer les clauses de pareille nature, & non pas pour y en inferer d'autres toutes nouvelles & non préveuës^a. Aussi sur ce Principe les Loix enseignent qu'un mandataire dont la Procuration contient une libre & generale disposition ne peut neantmoins aliener aucune chose s'il n'en a un pouvoir special^b. Elles disent encore qu'il ne peut transiger au préjudice du mandataire, ny faire aucune remise, ou mesme déferer le Serment sans un mandement exprés^c, par cette excellente raison du Pape Clement V. qu'il ne seroit pas juste qu'on envelopast dans le replis d'une clause generale des choses plus importantes que celles qui seroient expliquées en particulier dans le corps de la Procuration^d. Felinus a dit la mesme chose en termes plus energiques^e. Covarruvias assure que ces clauses generales

E 5

qui

^a Quando tacita sunt graviora & ponderosiora expressis.

^a Verba generalia debent restringi ad naturam & limites materiam subjectam.

^{Mol. in Conf. Pa. tit. 1. §. 1.}

^{gl. 1. n. 25.}

^b Procurator totorum bonorum cui res administrandæ mandatæ sunt, res domini neque mobiles neque immobiles vel servos alienare potest sine speciali mandato. *L. Procurator, Dig. de Procur.*

^c Mandato generali non contineri etiam transactionem diminuenti causam interpositam. *L. Transactionem, Cod. de Transact.*

^d Cum sub generalitate tali graviora non veniant vel majora quam in ipsa procuracione sint expressa. *Clem. non potest.*

a In his quæ
solent grave
dispendium
damnumve
mandanti af-
ferre, prædi-
cta clausula
generalis
quæ potius
ex Tabellio-
num stilo
quam man-
dantis vo-
luntate ex-
primitur non
habet eam
vim ut spe-
ciale manda-
tum inducat.
Var. resol. lib.
x. cap. 6. n. 3.
b *Ad L. 19.*
tit. 5. part.
des sept part.
c Generali
mandato
quærendi
mariti filię
non fieri nu-
ptias rationis
est, itaque
demonstrari
patri perso-
nam nu-
bentis neces-
se est. *L. Ge-*
nerali, dig. de
ritu nupt.

qui ne sont presque que de stîle ne sup-
pléent jamais un pouvoir special dans les
choses importantes *a*, Montalve & Gre-
goire Lopes, les deux plus fameux Com-
mentateurs des Loix d'Espagne, y sont ab-
solument conformes *b*. Enfin, c'est le sen-
timent universel que les clauses generales
ne s'estendent jamais au delà des choses
ordinaires & naturelles au sujet de la Pro-
curation, & moins encore dans les Con-
tracts de Mariage qu'en tous autres, à cau-
se de leur grande consequence dans le pu-
blic *c*. C'est pourquoy la renonciation de
la Reyne emportant une alienation ou
plûtost une abdication si prodigieuse de
tant de Souverainetez écheuës, & de Sce-
ptres à écheoir, la pudeur ne permet pas
qu'on puisse croire qu'une alienation si
estrange & si préjudiciable, qui emporte
une exclusion absoluë & éternelle de tout
ce qui appartenoit ou pouvoit jamais ap-
partenir à une grande Princeße, ou à la
Royale Posterité, n'ait pas eû besoin d'un
pouvoir special; Car enfin, les renoncia-
tions n'estant point des conventions ordi-
naires de Mariage comme sont la Dot &
le Douaire, ny mesme des clauses qui re-
gardent l'union & la Societé des Espoux
entre eux, mais des pactions qui remon-
tent plus haut à des droits acquis, & qui
s'estendent plus avant à des successions de
Royaumes & de Couronnes qui peu-
vent

vent écheoir, dont la privation porte un préjudice infiny à ceux qui la souffrent; comment pourroit-on se persuader qu'un mandataire pût faire des choses si exorbitantes, & tellement au delà de l'estendue du droit & de la raison, en vertu d'une clause generale qui ne parle en aucune maniere de renonciation ny d'exclusion? puis qu'il est indubitable selon toutes les maximes, que le Procureur ne peut jamais affoiblir ny diminuer l'interest de celuy pour lequel il agit sans un ordre tres exprés & tres special ^a.

A la bonne heure que les Ministres ayent fixé la Dot, réglé le Douaire, & limité les temps du payement; toutes ces choses étant de la Nature & de la qualité des conventions du Mariage, ils les ont pû estendre ou restreindre à leur volonté en vertu du pouvoir general; Mais qu'ils ayent eü la faculté en vertu de cette clause d'exclure une Fille des droits de sa Naissance, une Souveraine de ses Estats écheus, & une Infante d'Espagne de l'esperance du Thrône de ses Ayeuls contre les Loix fondamentales du Royaume, c'est en verité une prétention toute extraordinaire & entierement insoustenable. En effet, bien loin qu'ils ayent pû stipuler sans pouvoir exprés une si monstrueuse renonciation, il n'y a personne qui voulust soustenir qu'ils eussent pû sur le fondement de cette Procuration ge-

a In causa mandati etiam illud vertitur ut interim nec melior causa mandantis fieri possit, interdum etiam melior, deterior numquam. L. 3. Dig. Mandati.

nerale, disposer de la moindre Place frontiere des deux Estats, quoy que le prix & la consequence en soit infiniment au dessous de nostre renonciation, qui est le comble de toutes les alienations qu'on puisse imaginer.

En un mot, toute la doctrine des Procurations aboutit à distinguer celles qui sont generales pour de certaines choses, comme en cette espece les Procurations des deux Ministres estoient generales pour le Mariage, d'avec celles qui sont generales & indefinies pour toutes matieres; Car à l'égard des premieres qui ne le sont que pour quelque sujet, toute la generalité du pouvoir se reduit dans ce qui est des dépendances de la matiere; par exemple, si c'est pour Mariage, cela se borne à la Dot, au Doüaire, au Préciput, & aux autres conventions ordinaires, au lieu que la generale & indefinie s'estend à toute sorte de sujets avec ce temperament, neantmoins que le Procureur ne fera que des choses communes & ordinaires; Car si sous prétexte d'une Procuration generale il vouloit vendre, donner, aliener ou échanger, il ne le pourroit faire suivant la disposition vulgaire de Droit, parce que ces choses qui ont trait & consequence à un préjudice certain, requierent toujours un pouvoir special, le commerce des Procurations n'ayant esté introduit dans la Société civile que pour l'avantage &

& la commodité de ceux qui ne veulent ou qui ne peuvent traiter en personne, & non pas pour leur en faire souffrir du préjudice.

Ainsi le pouvoir estant l'ame de tous les actes civils, & les Ministres n'en ayant point eü de suffisans pour faire la renonciation, puis qu'ils n'en avoient point de special, il est infaillible de conclurre qu'elle est nulle d'une nullité toute irreparable; car s'il est vray que le consentement ne s'exprime que par la Procuration, comment peut-on comprendre que la Reyne ait renoncé si Elle n'a point consenti?

On dira peut-estre qu'Elle a couvert toutes choses par sa ratification, & qu'après ceia on ne peut plus accuser le défaut de pouvoir en la personne des Ministres, ny le manque de consentement de la part de la Princeesse: Mais tant s'en faut que la ratification prétenduë couvre les nullitez de l'acte, qu'au contraire c'est un second ouvrage de l'injustice d'Espagne, qui est aussi nul que la renonciation mesme, & qui d'ailleurs seroit absolument inutile, quand il se trouveroit le plus solennel qui püst estre désiré: Car c'est un Principe de Jurisprudence que la ratification confirme bien la verité de l'acte, mais qu'elle n'en repare aucunement les défauts & les imperfections. Barthole dit fort élégamment que l'effet de la ratification est d'approuver le fait & non point la

a Effectus
ratihabitio-
nis est, ut quis
videatur ap-
probare fa-
ctum non
qualitatem
facti: unde si
esset malefa-
ctum posset
agi. *Ad Leg.*
Pompon. Dig.
de neg. gest.
b An ratiha-
bitio æqui-
paretur man-
dato, sic di-
cas, aut illud
quod fuit fa-
ctum ante
mandatum
potuisset ali-
quo jure va-
lere, & tunc
ratihabitio
retrotrahi-
tur, & man-
dato compa-
ratur; aut
non potuisset
aliquo jure
valere, &
tunc ratiha-
bitio non
comparatur
mandato,
nec facit re-
tro acta vale-
re, quia rati-
habitio non

confirmat quæ sunt nulla, & quæ non habuerunt sua essentialia. *Ad L. Observare, Dig. de Off. Procons.* *c* Si ergo actus est nullus, non cadet ibi ratificatio; neque enim actus potest reconvalescere per ratificationem, quando est reprobatus à lege. *d* Lib. 5. *conf.* 78. *e* Confirmatur res invalida, si ejus perfectioni obstat solum dissensus habentium ratum, alioqui si alia obstarent, non confirmaretur ratihabitio. *Tract. de Broc. memb.* 3. *n.* 7. *f* Quod vulgò ajunt ratificationem retrotrahi, intelligunt, nisi actus ab initio nullus sit. *Artic.* 96. *conf.* Bret. *g* Ratihabitio non validatur id quod nullum est. *Lib.* 15. *tit.* 21. *h* Innovatio nihil juris tribuit, sed solummodo vetus conservat. *Ca.* 1. *de consuet. vel inut.*

qualité du fait *a*. Balde assure de mesme que tout Acte qui est défectueux dans sa forme ou dans sa substance n'est point réparé par la ratification qui survient *b*. Felinus tient fort expressément qu'il ne sert à rien de ratifier un Contrat que la Loy réproouve, à cause des nullitez qui s'y rencontrent *c*. Alexandre est d'un sentiment conforme *d*; Damascus autorise cette verité en des termes encore plus formel que les autres *e*. D'Argentré expliquant ce qu'on dit ordinairement dans le Droit, Que la ratification équipole à un mandement, & porte un effet retroactif, dit que cela se doit entendre pourveu que l'acte ratifié ne soit pas nul dans son Principe *f*. Et le Docteur Azevedo a écrit sur les Ordonnances d'Espagne que la ratification ne rétablit jamais les nullitez d'un Acte qui est imparfait dans son origine *g*. En un mot, après la ratification on ne peut pas douter de la verité de l'Acte, c'est à dire, qu'il n'ait esté: Mais il est toujours licite d'en examiner la qualité pour connoistre s'il est valable ou s'il ne l'est pas *h*.

C'est

C'est pour cela que si une convention est usuraire ou simoniaque, quelque ratification que les Parties contractantes en fassent, elle ne peut jamais demeurer legitime.

Si une exheredation est injuste, fust-elle confirmée par cent ratifications autentiques, elle ne se fait jamais valable.

Si l'on mesle dans un Contract quelque chose qui blesse le droit public, toutes les ratifications du Monde ne le rendront pas legitime.

Si une élection est nulle par l'absence de ceux qui y doivent assister, elle ne devient point solennelle par leur ratification ^a.

Enfin toute la confirmation ne change rien à la validité de l'Acte qu'elle confirme, & ne corrige point le vice qui est attaché à sa substance ^b.

Et de vray, que fait autre chose la ratification dans un Acte, sinon qu'elle y influë le consentement de celui qui n'y avoit point parlé ? Mais si cét Acte desire pour sa perfection quelque autre chose que ce consentement, la ratification n'adjoustant point à l'Acte la formalité qui luy manquoit, comment sans reparer le défaut repareroit-elle la nullité ?

En matière de ratifications il faut toujours distinguer de deux sortes d'Actes ; les uns ne desirent pour leur perfection

que

^a Electio
quæ fuerit
irrita, ipso
jure per subsequen-
tem
consensum
non potest
esse rata.

Cap. Auditis,
de Elect.

^b Dist. cap.
1. de confir.
ut illi vel inut.

que le consentement sans autre formalité, & produisent une obligation naturelle sur le seul fondement de la bonne foy ; & les autres requierent outre le consentement quelques solennitez particulieres, & ne peuvent produire aucun effet civil s'ils ne sont revestus de certaines formalitez que la Loy a prescrites.

A l'égard des premiers dont toute l'essence consiste dans le consentement, il est sans doute qu'une ratification accomplie par le consentement qu'elle y porte toute la perfection du Contract. Par exemple, qu'un Majeur ratifie l'obligation qu'il a faite en minorité, l'Acte est efficace, puis que le seul consentement suffit pour faire valoir une obligation; mais pour ce qui est des autres, lesquels requierent outre le consentement quelque formalité, il en est tout au contraire, la ratification y estant absolument inutile, quand les formalitez de la Loy ne s'y rencontrent pas.

Il n'en faut point de plus puissante demonstration que ce qui se passe tous les jours dans les Donations ou dans les Mariages; car si une Donation est nulle faute d'acceptation, mille ratifications ne la valideront pas ; Tout de même si un Mariage est clandestin, une infinité de ratifications ne feront point capables de le rétablir.

La raison est, que la Loy desirant dans les Donations une acceptation, & dans les Ma-

Mariâges une publication de Bancs, la présence des témoins & le suffrage des Pârens, outre le consentement des Parties ; Si ces formalitez manquent, l'Acte n'a jamais subsisté un moment dans son essence, & il n'y a point d'autre remede que celui de faire une Donation nouvelle, & de celebrer un nouveau Mariage.

C'est sur ce principe que Balde a établi pour maxime, que lors que la Loy où le Statut desirerent un mandement pour la forme, la ratification ne supplée pas au défaut du mandement ^a. Barthole remarque que le manquement d'une formalité prescrite par la Loy est irreparable, & qu'elle ne se couvre jamais par l'équipolence d'une ratification ^b. Azevedo est de mesme sentiment ^c. Gomes sur la Loy 60. de Torrenum. 6. estime avec plusieurs autres qu'il cite, que dans les Actes où l'autorisation du Mary ou du Tuteur est nécessaire, elle doit précéder, & que le défaut ne s'en rétablirait point par une ratification postérieure ^d. Covarruvias rejette absolument toutes ces ratifications lors que l'Acte n'est point revêtu dans sa forme ou dans sa substance de tout ce que la Loy a desiré ^e. D'Argentré observe, que si la

^a Si statutum dicit quod processus procuratoris non valeat sine mandato, ratihabitio non sufficit, quia licet ratihabitio æquiparetur mandato, tamen fallit ubicumque res requirit mandatum pro forma.

^b Ad L. Executores, Cod. de execut. rei jud.

^c Ratificationem in totum tollimus ad validitatem actus, tota enim substantia actus pendet à constitutione præcedenti, nec ratificatione idem pollebit.

^d Lib. 14. tit. 13.

^e Paulus de Castro & communiter Moderni tenent quod si licentia consensus, vel

authoritas alicujus requiritur pro forma & solennitate actus requiritur quod præcedat, & non subsequatur. ^e Si dicas ex regulis Juris ratihabitioem æquipollere mandato, responderi satis poterit eam regulam procedere in universum quoties specifica decisio minimè requiritur: etenim non est satis argumentatio ex ratihabitioem, quæ mandato per æquipollens non in specie comparatur, nec idem est cum mandato.

Coustume desire pour faire qu'un exploit soit valable, qu'il y ait un mandement special de datte qui precede l'exploict, le defect n'en peut estre reparé par quelque mandement posterieur ou quelque ratification que ce puisse estre ^a. Et cela se confirme par l'exemple de l'incompetence d'un Juge; Car si un homme qui n'en a point le caractere ou la commission speciale a fait quelque acte de justice au nom de l'Officier, son entreprise ne peut estre couverte, & il n'y a point de ratification du Juge naturel qui puisse rendre cet acte legitime ^b. Le motif de tous les Docteurs est, que la ratification n'équipolant à la Procuration que par une fiction, jamais la fiction ne s'applique pour suppléer une formalité ou un caractere que la Loy requiert ^c. De sorte que n'y ayant jamais eu de renonciation plus nulle que celle de la Reyne, tant par les moyens qui en ont esté touchez, que par ceux qui le feront dans la suite; & la Decretale qui a introduit les renonciations imposant au Pere qui stipule la renonciation, pour la formalité & la substance de l'acte, que la Dot qu'il donne soit composée de son bien, que la Fille l'ait receüe, & qu'elle mesme declare qu'elle en est contente, il seroit de la derniere absurdité de prétendre que tous ces defects essentiels eussent pû estre couverts par une ratification

^a Si supervenit defectus ex legis dispositione, rati habitio impeditur, quia in his quæ respiciunt nullitatem ipsius actus durius agitur cum lege quam cum homine.
^b Corruit ex defectu solennitatis, supplere autem defectum solennitatis substantialis non dependet à facultate Iudicis, ideo non potest ratificare.

Innoc. in cap. Prudentium, de off. Leg.

^c Quoties statutum mandatum requirit, toties ratificatio non sufficit, quia ratificatio re vera non nisi fictum mandatum est, cui statuti verba non applicantur.

tion qui ne les repare pas : Mais après tout, comment cette ratification reparerait elle les nullitez de la renonciation, puis qu'elle est aussi nulle que la renonciation mesme, & que par la maxime vulgaire de Droit, cent actes nuls n'en pourroient pas faire un bon ?

Deux choses establiſſent principalement la nullité de la ratification.

La premiere est le defaut d'autorisation en la personne de la Reyne.

La ſeconde, que les pretenduës ratifications ſont des actes ſolitaires & ſeparez, que la Loy a touſjours condamnez dans les Contracſts de Mariage.

Pour comprendre facilement ces nullitez, il ſe faut ſouvenir que la Reyne n'a point ſigné la Procuration de Don Louys de Haro, ny meſme ſon Contract de Mariage, les Miniſtres ont ſeulement ſtipulé par ce Contract, qu'Elle paſſeroit deux Actes avant la celebration du Sacrement, l'un pour la renonciation aux ſucceſſions, & l'autre pour l'excluſion des Eſtats ; & qu'après la celebration Elle feroit conjointement avec le Roy Très-Chreſtien ſon Eſpoux deux ratifications conformes aux deux Actes précédens de renonciation & d'excluſion : Cela ſuppoſé, il reſte d'examiner ſi ces ratifications ont eſté faites, & en quelle forme elles l'ont eſté.

Conſtamment l'on n'a point veu en France

France aucun de ces Actes de ratifications, l'ordre vouloit qu'on les mit au bas de la Minute du Contract de Mariage, & que dans l'expedition qui a esté envoyée au Roy Tres-Chrestien elles y fussent inférées; cependant il n'y en a chose quelconque.

On ne doute pas neantmoins que la Reyne estant encore en Espagne, le Conseil n'en ait tiré tels Actes qu'il luy a plu devant & après le Mariage du Roy Tres-Chrestien, c'est pourquoy l'on veut bien supposer la verité d'une partie de ces Actes pour passer plus promptement à l'examen de la forme que le Conseil y a gardé; & bien que cela paroisse assez difficile, parce que les Actes ne sont point representez, il est pourtant aisé d'en faire connoistre la nullité: Car de quelque maniere qu'ils ayent esté passez, il est certain que la Reyne n'ayant point esté autorisée du Roy Tres-Chrestien, ny pour ceux qui ont précédé, ny pour ceux qui ont suivy la Benediction Nuptiale, la nullité en est toute évidente.

Quant aux Actes qui ont esté passez entre le Contract de Mariage & la Benediction Nuptiale, sans doute l'autorisation du Roy Tres-Chrestien y estoit indispensablement necessaire: Car dès lors qu'une fille de quelque naissance & qualité qu'elle soit, a esté promise & engagée par des

Arti-

Articles avec celuy qu'elle doit épouser, elle ne peut plus passer aucun Acte important qui fasse consequence, soit pour sa Dot, soit pour sa succession, soit pour ses autres conventions, qu'elle ne soit autorisée de luy pour le passer. C'est l'effet de la vertu des promesses du Mariage qui est si grande, que la fille accordée entre par avance sous la puissance de son futur époux, & la signature des Articles est une préparation si proche au Sacrement, qu'elle fait déjà l'estat & la consistance des biens, en attendant que l'Eglise fixe plus indissolublement l'union des corps & de l'esprit. En effet, les Accords, ou pour parler en langage plus vulgaire, les Fiançailles estant des promesses de Mariage à futur, du moment qu'elles sont une fois accomplies, ce Mariage a un effet retroactif pour toutes choses, jusques à l'hypothèque mesme des conventions matrimoniales, laquelle se donne à la femme, non seulement du jour de la Benediction Nuptiale, mais de celuy de la passation du Contract; tant il est vray que les Loix présument que le Contract estant la premiere disposition au Mariage, l'intervalle du temps qui se passe depuis son commencement jusques à sa fin n'y doit point faire d'interruption, au contraire que c'est un Acte continu dont l'execution rallie les deux extremitéz.

Aussi

a Lex Iulia
de fundo do-
tali pleniùs
interpretan-
da est, ut
etiam de
sponso idem
juris sit
quàm de
marito.

*L. 4. Dig. de
fundo dot.*

b *L. Non sine,
Cod. de bonis
quæ lib.*

c *Ca. 1. Conc.
Ancy.*

Aussi en termes de Droit y a-t'il plu-
sieurs cas dans lesquels le pouvoir du Ma-
ry & du Fiancé sont égaletz *a*, & les choses
données pendant les Fiançailles, & depuis
le Mariage, traittées de la mesme manie-
re *b*. C'est peut-estre dans cette veuë que
les Evangelistes ont souvent confondu le
mot d'Epouse avec celuy d'Accordée ;
& que par les anciens Conciles l'hom-
me accordé avoit la mesme action pour
vanger le rapt commis en la personne de
sa Fiancée, que le Mary celuy de sa Fem-
me *c*.

Quoy qu'il en soit, dès l'instant que le
Contrat de Mariage est signé la femme
passe sous la puissance de l'homme : Mais
il est vray que leur union ne devient in-
dissoluble que par l'autorité de l'Eglise,
lors qu'elle scelle & qu'elle estraint de la
sainteté du Sacrement le nœud des pa-
ctions Civiles que les parties avoient ar-
restées ensemble : d'où l'on peut facile-
ment conclurre que l'autorisation est de
necessité entre les Fiancez, & que par con-
sequent les ratifications qui pourroient
avoir esté faites par la Reyne depuis les
Articles arrestez, quoy que précédentes la
Benediction Nuptiale, sans la participa-
tion du Roy Tres-Chrestien, sont nulles
par le defect de cette formalité Essentielle:
Mais ce mesme defect d'autorisation
forme une nullité encore bien plus sensi-
ble

ble & plus indubitable dans les Actes que l'Espagne a pû tirer de la Reyne, depuis la celebration du Mariage : Car il n'y a point de Loy plus universelle ny qui soit plus religieusement observée en France, que celle qui déclare nuls tous les Actes & les Contrats de la femme non autorisée de son Mary ; Jusques-là qu'une femme majeure qui auroit épousé un mary mineur, seroit incapable de contracter & d'aliener sans l'autorité de son Mary, quand même elle seroit séparée de biens d'avec luy, tant il est vray que cette Loy y est inviolable : C'est pourquoy l'ordre estant que les femmes après la ceremonie des Noces quittent leurs Païs, leurs parens, leurs domiciles, leurs noms, pour prendre comme une nouvelle vie, & fonder une autre Famille sous les Loix de leurs Marys ; Il est certain que l'estat, la puissance, & les actions de la Reyne se sont deus mesurer dès l'instant de la Benediction Nuptiale par cette Loy du Royaume, & bien qu'elle fust encore en Espagne, lors qu'on a tiré de sa Majesté des ratifications, neantmoins la vertu du Sacrement qui agit indépendamment des lieux, avoit fait son impression sur sa sacrée Personne, des l'instant de la Benediction Nuptiale, en rompant les liens de la puissance Paternelle, pour la faire entrer dans ceux du Mariage ; De sorte que la capacité d'agir & de

contracter estant toute personnelle, & non pas réelle, elle s'est deu régler par les Loix de la Personne de la Reyne, qui sont celles de France, où son Mariage l'avoit destinée, & non point par celles d'Espagne où elle ne demeueroit plus que comme dans un domicile de passage qui la conduisoit en France. Mais après tout, ce principe estant fondé dans le Decret qui soumet la femme à la domination de l'homme dès la naissance du Monde, le Roy Tres-Chrestien ne recuse point de Loy pour juger de cette nullité, celles d'Espagne mesme ne luy sont point suspectes puis qu'elles établissent, que la Benediction Nuptiale affranchit la Fille de la puissance de son Pere ^a.

*a L. ult. tit. 1.
lib. 1. L. 1.
tit. 9. lib. 3.
des Loix de
fore. L. 47.
Torre L. 8.
tit. 1. nov.
recopil.*

*δ Cum dos
filix nomine
detur opti-
mum est pa-
ctum cum
utroque ge-
nerum fa-
cere.
L. 7. Dig. de
part. dot.*

Quant aux Loix Romaines, non seulement elles veulent l'autorisation de la femme, mais mesme elles defendent expressément que ny les Fiancez ny les Espoux ne puissent rien faire separément l'un de l'autre concernant la Dot, l'augment de Dot & les autres conventions du Mariage à peine de nullité: C'est ainsi que les Jurisconsultes s'en sont expliquez, quand ils ont dit, que toutes pactions faites à part, soit par le Beaupere, soit par le Gendre, ou par la Femme sont nulles ^b. Il y en a un exemple notable dans le Code, où il se void qu'un Mary ayant consenty en faveur de son Espouse par un Acte particulier,

ticulier, qu'un heritage qu'elle avoit apporté en Mariage ne fust pas censé Dotal; L'Empereur ne laissa pas de luy permettre de le retenir comme Dotal, parce que cet Acte estant particulier, il n'estoit point respectivement obligatoire au point qu'il püst servir à la Femme ou nuire au Marry^a. En effet, s'il estoit vray qu'une Accordée püst par un Acte solitaire, & sans la participation de son futur Espoux disposer de ses biens, tel se Fianceroit à une Fille riche qu'il épouserait pauvre à son insceu, & contre ses esperances; ce qui est d'une consequence infinie, autant pour l'honneur & la concorde du Mariage, que pour la fortune des Conjointes. Si bien qu'il n'estoit rien de plus raisonnable que comme leurs Majestez estoient également interessez en ces ratifications, Elles les donnassent conjointement; Aussi le Contract de Mariage porte-t'il qu'elles seront données en commun & non pas separément, le Conseil d'Espagne ayant bien reconnu luy-mesme que ces sortes d'Actes estans separez, ils sont inutiles: & de vray, il n'oublia pas cette solennité dans la renonciation que l'on fit faire en 1615. à la Reyne Elizabeth, lors qu'Elle fut mariée au Roy Philippes IV. Car encore que cette renonciation ne fust pas fort importante, parce qu'en France les Filles ne succedent point à la Couronne,

^a L. Dotale,
Cod. de fundo
dota.

F neant.

Ayuntamiento de Madrid

neantmoins quand l'Aкте de renonciation fut fait Don Inigo de Cardenas Ambassadeur d'Espagne y fut present, & y intervint de la part de son Maître, pour faire que ce fust un Aкте qui obligeast de part & d'autre : Mais enfin, la Reyne estant encore Mineure au temps du Mariage, constamment Elle ne pouvoit agir toute seule, & il falloit qu'Elle fust autorisée ou de son Epoux ou de son Tuteur. Or Elle ne l'a point esté du Roy Tres-Chrestien, & Elle ne le pouvoit pas estre aussi du Roy Catholique son Tuteur, puis que la renonciation qu'il faisoit faire estant à son profit, & de ses Enfans du second lit, & de leurs Descendans, il auroit esté acceptant & stipulant tout ensemble, ce qui est condamné par toutes les Loix^a. Tellement qu'il n'y eût jamais une nullité plus évidente que celle de ces ratifications par le defect d'autorisation qui s'y rencontre: Car encore que le Roy Tres-Chrestien ait ratifié en particulier son Contract de Mariage, par lequel il est dit, Que la Serenissime Infante renoncera, il seroit sans apparence de vouloir faire équiper cette ratification particuliere à une autorisation tacite de la Reyne pour les ratifications qu'Elle peut avoir faites; La raison est, qu'une formalité aussi essentielle que l'autorisation ne se supplée point par équipolence, & que d'ailleurs

^a Regula est
Iuris Civilis
in rem suam
authorem
tutorem fieri
non posse.
L. 1. de auth.
& conf. tut.
& cur.
L. 1. L. Pu-
pillus, & L.
Quod dicimus,
Dig. eodem.

l'autorisation devant informer l'Acte, & donner la capacité à la Femme, il faut de toute nécessité qu'elle précède à moins d'une nullité irreparable, comme toutes les Loix & les Docteurs en conviennent ^a.

On peut ajoûter que le Roy Tres-Chrestien n'ayant jamais veu aucune renonciation de la Reyne son Epouse, puis que le Contract de Mariage contient seulement qu'Elle renoncera, ny connu en ce temps-là les droits que comprenoit cette renonciation, il est impossible selon toutes les regles qu'il ait fait une ratification valable, parce que l'essence d'une ratification est que celui qui la fait sçache en détail, & connoisse tres-specifiquement la substance & le contenu de l'Acte qu'il approuve, lequel mesme luy doit estre représenté, afin qu'il ne fasse rien que dans une tres-parfaite connoissance ^b; Ce qu'il estoit bien éloigné de pouvoir faire, vû que jamais aucun de ces Actes n'a paru en France, & que les Espagnols les tiennent encore cachez, comme des

F 2

ou-

^a Si licentia consensus vel autoritas alicujus requiritur pro forma & solennitate actus, requiritur quod præcedat licentia, & non subsequatur, quia requiritur ad legitimandam & authorisandam personam. *Gomes ad L. 60.*

Torr. Quando consensus requiritur à principio certo & determinato tempore, pro forma actus ratificatio postea superveniens non ratificat actum.

Felici. cap. Nonnulli de rescript.

Purgatio

moræ non admittitur per ratificationem, quia nullum subiectum requirit ratificatio in quod agere possit propter præexistentiam nullitatis. *Argent. Conf. B. art. 96.*

^b Nec sufficit ad perfectionem ratificationis haberi scientiam actus in genere, sed debet habere ratificans scientiam in specie etiam omnium qualitarum, alias quis non dicitur habere rei scientiam. *Crar. conf. 60.*

Ad hoc ut ratificatio sibi vendicat locum, oportet ut ille qui vult habere ratum sciat & cognoscat, & comprobet quod factum est, alias nemo quod ignorat approbat & ratum habet. *Lancelot. Tr. de attent. cap. 1. n. 72.*

ouvrages de tenebres : Mais enfin , s'il est certain que le Roy Tres-Chrestien n'a pû renoncer de son chef aux droits échûs & à écheoir de la Reyne , ny les aliener , dirat'on qu'il fasse valoir par sa ratification survenante une renonciation qui est nulle , & qui emporte l'alienation de tant d'Estats & de Souverainetez qui appartiennent à son Epouse ? Sa ratification vaudroit-elle contre la règle de Droit plus que celle de la Reyne mesme qui luy sert de fondement ^a ? Et n'est-il pas des Maximes que la ratification d'une personne ne nuit jamais à un tiers ^b , particulièrement lors que ce qui a esté fait concerne l'avantage d'un autre qui en profite , & que celui qui ratifie n'en tire point de bénéfice ^c ? Comme il arriveroit en cette conjoncture, où sa Majesté sans en tirer aucun profit , feroit valoir par sa ratification en faveur des Espagnols une renonciation si prodigieuse & si préjudiciable à la Reyne son Epouse, à Monseigneur le Dauphin & à toute la France.

Il est presque inutile après ces considerations de répondre à l'objection du Serment que l'on a tiré de leurs Majestés Tres-Chrestiennes , pour dire qu'encore que les renonciations & les ratifications fussent nulles , neantmoins ayant juré qu'ils les executeroient , leur Religion y est engagée , & qu'ils ne s'en peuvent dispenser.

^a Cum principalis causa non subsistit , ne ea quidem quae sequuntur locum habent. *L. 29. §. 1. Dig. de reg. Jur.*

^b Stante praesentis iudicio tertii minimè huiusmodi fictio retrotractionem operabitur. *Gomes in L. 9. Terr.*

^c Si insulam hereditariam fulsero , cum te haeredem putarem tuque ratum habueris , an sit adversus te actio , sed non fore ait , cum hoc factum meo alter sit locupletatus , & alterius re ipsa gestum sit negotium.

dispenser : Car qui ne sçait que l'une des premieres Maximes du Droit Canon est, que le Serment n'est pas un lien d'iniquité qui puisse faire executer ce qui n'est pas juste ; il est le ministre de la verité & non pas de son contraire, il preste secours à la bonne foy, mais il n'aide jamais à la surprise ^a.

Ce seroit un extrême desordre si les conventions des hommes ne se mesuroient plus par les principes essentiels de la Loy & de la raison, mais par la clause estrangere & accidentelle d'un Serment, dont la mauvaise foy ne manqueroit jamais de se faire un azile contre l'autorité des Loix : Aussi les plus pieux Empereurs de l'antiquité ont esté les premiers qui ont condamné tous ces vains scrupules, par lesquels l'injustice se mettoit au dessus de toutes les règles, lors qu'ils ont détruit l'obligation du Serment dans les choses injustes ^b. Le Droit Ancien des Digestes est rempli de semblables Decisions : Les Loix d'Espagne mesme enseignent, qu'il y a plusieurs occasions dans lesquelles le Serment n'est point obligatoire :

F 3

Par

^a Juramentum non ob hoc fuit institutum ut esset vinculum iniquitatis. *Cap. Inter cetera 22. quest. 4.*

L. Juris Gentium, §. Et generaliter, Dig. de pass.

L. Si quis inquilinos. §. ult. Dig. de Leg. 1.

L. Non dubium, Cod. de Leg.

Cap. Non est obligatorium, De Reg. ju. in sex.

^b Si ex falsis instrumentis transactiones vel pactiones initæ fuerint, quamvis iurandum de his interpositum sit etiam civiliter falso revelato, eas retractari præcipimus. *L. 42. Cod. de Transact.*

Indubitabilis juris est non numeratæ pecuniæ exceptionem locum habere, & in talibus nominibus vel fornoribus vel aliis cautionibus quæ etiam sacramenti habent mentionem: quæ enim differentia est in ejusmodi exceptione sive iurandum positum est sive non tam in fornoratiis cautionibus quam in aliis instrumentis quæ eandem exceptionem recipiant. *L. ult. Cod. de non num. pec.*
L. Qui iurasse, Dig. de iurejur.

a L. Fin. Dig. Qui satisfacere cog.

b L. 28. tit. 11. part. 5.

c L. 28. tit. de las juras.

d Quando ejus observantia vergit in detrimentum omnium rerum jurantis vel majoris partis, item si sit prestitutum contra jus publicum.

Gom. ad L. ult. tit. 11.

sept. part. & Montal. eodem.

e Quod non implevit major pietas fuit. Aug.

f In malis promissis rescinde fidem.

Ca. 5. Conc. Tel.

Si aliquid fortè non incautius jurare contigerit quod observatum in pe-

jorem vergat exitum liberè illud salubri con-

silio mutandum meminerimus.

Cap. 6. eodem.

injusta juratio suorum bonorum sit injustè jurantibus expoliatio.

Ca. Inter cetera 22. quæst. 4.

Ayuntamiento de Madrid

Par exemple, si un Mineur souffre une lésion énorme *a* ; Si l'on faisoit jurer de ne point demander les choses qui appartiendroient au Roy ou à l'Eglise *b* ; Si le Souverain avoit promis quelque chose contre le bien de son Estat *c* ; Si le Serment est contre le Droit public *d*. Montalve l'un des principaux Docteurs de la Nation écrit, Que si la convention emportoit la ruine de tout ou de la plus grande partie des biens de celui qui a juré, il n'y auroit aucune obligation de l'exécuter, quoy que conceüe sous la foy du Serment : Enfin l'Eglise n'a-t'elle pas loüé David de ce qu'il n'avoit pas accompli le Serment qu'il avoit fait pour la perte de Nabal *e* ? Et bien loin qu'Elle autorise par le Serment les stipulations injustes, Elle commande mesme de les rompre & de s'en dégager *f*.

En effet, ne seroit ce pas le plus vain & le plus léger de tous les scrupules de croire que Dieu, qui est le Juge des Sermens, voulust qu'on les fist prévaloir à la Justice pour exécuter des choses injustes qu'il défend & qu'il condamne ? Il n'y a donc plus ny considération de Serment, ny prétexte de ratification qui puisse garantir la nullité qui procède du défaut de pouvoir en la personne des Ministres ? Mais

outre

Nec enim sacramentum ad hoc fieri debere, ut

injusta juratio suorum bonorum sit injustè jurantibus expoliatio.

Ca. Inter cetera 22. quæst. 4.

outre cette premiere nullité dans la forme, il y en a une seconde qui n'est pas moins considerable; A sçavoir, que le Conseil d'Espagne a esté si prévenu de passion pour ses interests, qu'il a compris dans la renonciation la succession du jeune Prince, qui estoit né au temps du Contract de Mariage, sans le faire parler ny signer dans l'Acte; quoy que cela soit absolument indispensable, soit par la raison de son bas âge, ou par quelque autre prétexte qu'on voulust imaginer; Car on ne peut revoquer en doute que ce ne soit une nécessité dans les renonciations, que celui ou ceux à la succession de qui elles se font, soient parties dans le Contract, parce qu'il n'est point permis de traiter en quelque maniere que ce soit de la succession d'un homme vivant, s'il ne legitime l'Acte par son consentement exprés; C'est la disposition formelle du Droit Romain ^a, & c'est le sentiment universel de tous les Docteurs: mais comme il est inutile d'apporter beaucoup d'autoritez pour confirmer des principes, l'on se contentera pour monstrier que celui-cy a son usage & son approbation tres particuliere en Espagne, de citer l'autorité de Covarruvias, lequel tient ce procedé si injurieux aux bonnes mœurs, qu'il traite de turpitude aussi bien que d'iniquité la conduite de ceux qui font des pactions sur la succession

*a L. Pactum,
Cod. de Pact.
& L. Pactum
quod dotali,
Cod. de Cod.*

cession d'une personne vivante sans son exprés & formel consentement, & ne veut pas que la Religion du Serment ny quelque autre considération que ce puisse estre l'autorise ^a. Et de vray, il n'est rien de si pernicieux ny de si dangereux dans le public que ces sortes de pactions, puis que c'est par une espece de vœu prématuré anticiper les funerailles d'un homme vivant, & luy donner peut-estre contre ses affections un autre heritier que celui que la Nature & la Loy luy destinent.

Que peut-on dire après cela de cette vaine & odieuse renonciation ? Ou il faut que le Conseil d'Espagne en reconnoisse publiquement la nullité, ou qu'il en defende honteusement la surprise ; c'est à luy de voir s'il est plus honneste qu'il se condamne luy-mesme, ou qu'il soit condamné de toute la Terre : Mais leurs Majestez Tres-Chrestiennes cherissent si passionnément la Paix, qu'ils aimeroient encore mieux devoir à la pudeur de ce Conseil, qu'à leur propre puissance le rétablissement de leurs droits ; Quoy qu'il en soit, toute l'Europe sera témoin que leurs premieres attaques se font par la raison, qu'ils prouvent leur droit avant que de le poursuivre, & qu'en un mot, leurs Armes ne viendront jamais qu'au secours de leur Justice.

De ces nullitez qui resultent de la forme,
il

^a Certum est pactionem futuræ successionis factam absque consensu ejus de cujus hæreditate agitur non confirmari juramento, quia turpe sit ac contrarium bonis moribus pactum fieri super viventis hæreditate absque ejus consensu. *Sup. caput Quamvis, de pact. ju. in sex. part. 2. §. 2. n. 8.* Non ambigo, imo fateor planè pactum istud absque consensu ejus cui succedendum est minimè confirmari juramento, quia contrarium sit bonis moribus. *Idem part. 3. n. 6. eodem.*

il faut passer à celle qui naist de la matiere, c'est à dire, de la qualité des biens auxquels la Reyne a renoncé, & faire voir tant par la raison que par les exemples & par les autoritez des Loix des Iuriconsultes, & de tous ceux dont le suffrage peut estre de quelque poids en cette nature d'affaires, que les Souverainetez sont tellement inalienables, qu'on n'y peut renoncer, sinon dans une Assemblée solennelle d'Estats, & du consentement de tous les Peuples.

Le nœud qui attache la posterité Royale au Sceptre, & qui luy impose une obligation comme naturelle de le recevoir chacun à son rang dans l'ordre de la succession du Prince, est un lien si fort & si ferré, que nul de ceux qui viennent à naistre dans ce rang, ne peut s'en tirer de sa propre autorité ny s'exempter, par luy mesme d'obeir aux ordres de la Patrie, qui l'appellent aux fonctions du Gouvernement & de la Royauté.

La raison est, que la Loy fondamentale de l'Estat, ayant formé une liaison reciproque & éternelle entre le Prince & ses descendants d'une part, & les Sujets & leurs descendants de l'autre, par une espece de Contract qui destine le Souverain à regner, & les Peuples à obeir, nulle des Parties ne peut seule, & quand il luy plaist, se délivrer d'un engagement si solennel, dans lequel ils se sont donnez les uns aux autres

tres pour s'entr'aider] mutuellement ; L'autorité de regner n'estant pas moins une servitude en sa maniere que la necessité d'obeir en est une, puis qu'il est constant que ceux qui naissent d'une condition privée ne sont pas plus obligez par leur naissance à servir l'estat & à obeir, que les Princes du Sang Royal le sont par la leur à commander & à regner chacun à leur rang : De sorte que comme ils ne sont entrez dans cette Vnion & dans cette Alliance de Prince & de Sujets, que par la voye d'un consentement mutuel, il est certain qu'ils n'en peuvent sortir que par la même voye d'un commun consentement.

Un celebre Docteur a dit, qu'il n'est permis à personne de ceder un droit que les Loix luy donnent, autant pour la consideration d'un tiers, que pour celle de luy-mesme ⁴.

a Quod Lex mihi dedit non tam mea causa quam aliena, ei frustra renuntio. Cnj.

Kinscot Chancelier de Brabant a laissé par écrit, que non seulement le Duc ne peut renoncer ou faire préjudice aux droits de sa Souveraineté, mais mesme qu'il n'en peut pas aliener le moindre Domaine, ne fust-ce qu'un simple & leger droit de peage ; L'alienation ou diminution du Domaine est réprouvée, dit-il, par les Loix de presque tous les Royaumes & Principautez du Monde : Car de mesme que suivant la Loy *Iulia de fundo dotali*, la Dot ne peut estre alienée par le Mary ;
Ainsi

Ainsi le Patrimoine Royal ou celui de la Couronne Ducale est comme une Dot indivisible que la Republique a apportée au Prince, pour luy ayder à en soutenir les dépenses & les charges; de maniere que non seulement il n'est pas en son pouvoir de renoncer aux droits souverains de son Empire, mais mesme d'aliener la moindre partie de son Domaine.

Le Droit Canon enseigne, qu'un Evêque ne pourroit point de sa propre autorité se dépouiller de sa Dignité Episcopale, ny délier le nœud du Mariage Spirituel qui le conjoint à son Eglise.

Il est des Elemens du Droit Civil que le Proconsul ne pouvoit pas de son seul mouvement abdiquer l'autorité qui luy avoit esté confiée ^a. Et la raison veut, que le Prince estant le Chef de son Estat, il ne puisse non plus se soustraire à ce Corps Politique pour lequel il est formé, que la teste aux membres du Corps naturel sur lequel elle doit regner.

^a Abdicand
se non amit-
tit impe-
rium.

*L. Legatus,
Dig. de off.
Proc.*

En effet, seroit-il juste que l'Estat qui n'a rien de plus précieux que la personne de ceux que le Ciel a destinez pour le gouverner, en pût estre privé sans sa participation? Et peut-on douter qu'il n'ait un singulier interest d'examiner les motifs qui inspirent à un Prince la pensée de se dépouiller de sa Dignité, pour connoistre si ce n'est point l'ignorance ou l'indiscre-

tion, la force ou les intrigues de quelque faction, la reverence ou la crainte de l'autorité qui agisse? Et si en un mot, l'on ne prétend pas luy ravir un Maistre plus habile, plus vertueux, plus autorisé, & plus propre à gouverner que celui qu'on luy veut substituer?

« *Negotium regni est negotium universitatis, & ideo non potest Rex de regno disponere sine consensu majoris partis nobilium regni. Card. Zarab. cons. 37.*

Quand la Reyne Berenger se démit de sa Dignité Royale pour en revestir Ferdinand son Fils, ce fut dans une plaine Assemblée d'Estats qu'Elle convoqua à Valladolid.

Quand Charles-Quint Empereur voulut renoncer à la Principauté des Pays-Bas en faveur de Philippes son Fils, il en assembla tous les Estats pour leur faire agréer son dessein.

Et quand Henry de Brabant fut sur le point de ceder son Duché à Jean son Cadet, non seulement il y eust une convocation d'Estats, mais on se crût encore obligé d'en faire part à l'Empereur, qui selon l'Histoire ne donna son approbation qu'après une enqueste fort particuliere, & un meur examen de la maniere en laquelle le tout s'y estoit conduit.

Il seroit trop long de rapporter tous les exemples qui sont conformes au sujet dont ils s'agit; on s'est contenté de trier ces trois, parce qu'ils sont tres-naturels au sujet; la proposition estant d'ailleurs si certaine, qu'elle n'a pas besoin d'estre confirmée.

firmée. Et certes on ne peut comprendre par quelle Politique le Conseil d'Espagne pourroit aujourd'huy soustenir contre l'honneur de la Couronne, & l'autorité de ses Loix fondamentales, qu'il ait esté en la liberté du Roy Catholique de faire renoncer l'Infante aux Souverainetez qui luy estoient écheuës, & à l'esperance de toutes celles qui luy pourroient échoir : Car si un Prince a le pouvoir de faire renoncer ses Enfans aux droits du Sceptre, & de les en exclure en faveur mesme des estrangers de la famille, comme on a fait en cette occasion, il sera donc vray de conclure qu'il a droit d'avancer ou reculer leur rang à la Royauté sans garder l'ordre de la naissance, ou de partager entre eux le Royaume à sa volonté? puis que c'est bien davantage de le faire entièrement sortir de sa Maison par la voye d'une renonciation, que de le conferer dans sa Famille à son choix, ou de le diviser entre ses Enfans selon ses affections : Mais passant encore plus avant, il sera vray de dire sur ce mesme principe, que le Prince pourra faire renoncer les Masles aussi bien que les Femelles au droit de regner, n'y ayant point d'autre difference en Espagne entre les sexes, pour ce qui concerne la succession au Thrône, sinon qu'en égalité de degrez, les Masles y sont appelez avant les Filles, la distinction n'estant

que dans le rang & non pas dans le droit. Cependant l'Espagne a-t'elle une Maxime plus inviolable que celle qui se trouve consacrée dans son Histoire par tant de fameux exemples, qui apprennent que les Enfans du Souverain ne viennent pas à la Couronne par un droit qu'ils tiennent de luy, mais par un sacré Fideicommis de la Loy de l'Estat, qui les appelle necessairement après leur Pere à la Royauté ; & qui par une chaisne infinie & perpetuelle substituant toujours le vif au mort, produit elle seule tout le Titre & tout le Droit de la succession des Sceptres indépendamment de la volonté du defunt.

On apprend dans les Annales de cette Nation, qu'elle n'a jamais pû ny voulu souffrir qu'il se fît aucun changement dans l'ordre de la succession Royale sous quelque prétexte que c'ait esté.

Don Ferdinand Roy de Castille & de Leon entreprit de partager le Royaume entre ses Enfans ; il assigna à D. Sancho qui estoit l'aîné, le Royaume de Castille ; à D. Alphonse son second Fils, le Royaume de Leon ; à D. Garcia le plus jeune, le Royaume de Galice, & en marqua toutes les bornes : Il donna à l'aînée de ses Filles la Cité de Zamore, & à l'autre celle de Toro : Mais la Loy fondamentale de l'Estat plus puissante que toutes ces dispositions particulieres prévalut en faveur du Fils aîné,

ainé, & le maintint malgré ces partages dans la Totalité des Estats.

Le Testament de D. Alphonse IX. Roy de Leon n'eut pas un meilleur succès : Car encore qu'il eût institué ses deux Filles heritieres en son Royaume de Leon, neantmoins D. Ferdinand son Fils, qu'il en avoit exclu, y fut maintenu par le suffrage de tous les Estats.

Le Conseil d'Espagne ne peut ignorer qu'on proposa, il y a environ deux siecles, dans une Assemblée des Grands de la Nation, de changer l'ordre de la succession Royale, & d'y introduire la Loy Salique de France en faveur de Ferdinand Roy d'Arragon, Mary d'Isabelle Reyne d'Espagne actuellement regnante; Cependant ny les brigues d'un Roy si puissant qui avoit fait ouvrir la proposition, ny le tacite consentement de la Reyne, ne pûrent fléchir l'Assemblée contre l'ancienne forme de succeder qui demeura inviolable.

L'Histoire des Pais-Bas écrite par Meteren, rend témoignage qu'en l'année 1598. le Roy Philippes ayant fait connoître qu'il les vouloit donner en Fief ou en Arrierefief à l'Infante Isabelle sa Fille, tous les Peuples y resisterent vigoureusement, & témoignerent qu'ils n'estoient point comme des esclaves, que l'on pût mettre en revenu ou à prix en les alienant ainsi, quand il plairoit à leur Souverain.

San-

Sandonal Evesque de Pampelonne rapporte dans la vie de l'Empereur Charles Quint, qu'en l'année 1516. le Roy Catholique Ferdinand estant tombé malade à Madrigalejo, il manda trois des principaux de son Conseil Royal, ausquels il dit en grand secret, qu'il avoit toujours eû beaucoup de creance en eux, & qu'à present qu'il se voyoit près de la mort, il les prioit & leur enjoignoit instamment qu'ils eussent à luy donner conseil de ce qu'il avoit à faire pour le gouvernement des Royaumes de Castille & d'Arragon, duquel par un Testament qu'il avoit fait à Burgos, il avoit chargé l'Infant D. Ferdinand son petit Fils, qui estoit tout élevé & nourry aux coustumes & aux mœurs de la Nation d'Espagne, parce qu'il croyoit que le Prince D. Charles son Frere aîné ne viendrait point en ces Royaumes, & ne s'appliqueroit pas à les gouverner comme il estoit à propos. A quoy, dit l'Historien, ces trois fidels Conseillers luy répondirent avec beaucoup de prudence, qu'inutilement il avoit changé l'ordre de la succession Royale par son Testament, parce que la Loy de l'Estat ne permettoit pas qu'il pût rien faire contre l'ordre de la naissance au préjudice de Charles qui estoit l'aîné. Ce que Ferdinand ayant ouï, il leur dit les larmes aux yeux qu'il approuvoit leur conseil, & fit un autre Testament, par lequel

quel il supprima le premier, & institua Charles son aîné conformément à la Loy de l'Estat.

Ce fut à peu près dans ce mesme sentiment, que Jean Galeace Duc de Milan, se voyant dans le déclin de la vie, & presque à son dernier soupir, fit venir tous ses Enfants au pied de son lit, & après les avoir attentivement considéré, il s'écria contre la dureté de la Loy, qui le forçoit de laisser pour successeur de ses Estats Jean son Fils aîné; qui estoit d'un naturel fort stupide, au préjudice de Philippes Maria son Cadet, jeune Prince, que la nature & la vertu avoient comblé de toutes sortes d'avantages pour commander; Tant il est vray que la volonté des Peres est impuissante contre l'ordre des successions dans les Souverainetez, lesquelles se déferant par droit de Sang, & non point par voye d'heredité, il suffit d'estre Enfant sans estre heritier, & c'est la Loy seule qui dispose du rang & du sexe dans la famille du defunt: Mais pourroit-on fermer tous ces exemples par quelque chose de plus memorable, que ce qui se passa environ l'année 1356. touchant la succession du Duché de Brabant?

Buken qui en a écrit les Annales raconte que l'Empereur Charles estant venu à Mastric, le Duc & la Duchesse l'allerent saluer, & qu'ensuite Ieanne qui estoit

la

la Duchesse fit un accord avec l'Empereur, par lequel Venselin son Mary & Elle declarerent que s'ils decedoient sans Enfans de leur Mariage, ils appelloient à la succession du Duché & de toutes leurs Principautez, le plus prochain Heritier de la Maison & Famille de Luxembourg, & en excluoient Marguerite de Brabant Comtesse de Flandre, Sœur de Ieanne la Duchesse; Ce que l'Empereur, le Duc & la Duchesse firent agréer, & autoriser du suffrage de tous les Estats: Mais nonobstant ces précautions Venselin & sa Femme estant morts sans Enfans, lors que l'Heritier de Luxembourg se présenta pour recueillir le fruit de la disposition, les Estats mesmes qui avoient signé furent les premiers à s'y opposer, & protestant qu'il n'y avoit ny volonté de Souverain, ny desir de Peuples, ny consentement d'Estats qui pût sans cause nécessaire changer l'ordre de la succession de la Souveraineté, pour en exclure celuy ou celle que la Loy du País appelle au Thrône; ils installerent Antoine de Bourgogne Petit-Fils de Marguerite dans la Souveraineté, & ne voulurent point reconnoistre d'autre Duc malgré tous les efforts & toutes les brigues de la Maison Imperiale de Luxembourg.

Aussi voit-on que tout se rallie pour combattre ces sortes de renonciations; la
Nature

Nature ne les peut souffrir, car les Royaumes ne venant point au plus proche par heredité, mais par droit du Sang, nul n'y peut renoncer par quelque Acte que ce soit, parce que les droits du Sang sont des droits de la Nature inseparables de la personne, inalienables & incessibles par renonciation ou par quelque autre voye que ce puisse estre ^a. La Justice y resiste aussi, d'autant que la succession aux Royaumes est un droit tout public, qui regarde particulièrement l'interest des Sujets; Dieu n'ayant pas donné les Couronnes aux Roys pour l'amour d'eux-mesmes, mais bien pour le gouvernement & la conduite des Peuples qui ne peuvent pas se passer d'un Chef: Tellement que les pactiions n'estant jamais receuës contre ce qui regarde le droit public, il n'est rien de plus nul par toutes les Loix que ces renonciations ^b. La Religion ne les peut souffrir, puis que le droit du Sceptre & de la Couronne n'est pas comme ces possessions venales qui tombent dans le commerce, & qui sont sujettes à toutes les vicissitudes que produit l'interest ou l'inconstance des particuliers: Mais c'est une espece de Sacerdoce, de Vocation & de Mission toute sacrée, qui forme un lien spirituel conjugal & indissoluble du Prince ou de la Princesse avec son Estat, & qui comme une portion précieuse de la Divinité qui c'est écou-

a L. Iura sanguinis, de Reg. in.

L. Ius agnationis, de Pacl.

L. Tutela, de cap. minut.

b L. Ius publicum, de Pacl.

L. ult. de suis & legit. haredibus.

a Falsissimum est quod Reges possint hæredem & successorem in regno eligere quem velint omisso filio primogenito vel alio legitimo successore, quod est contra omnia jura & consuetudinem omnium nationum inviolabiliter observatam. *Part. 2. q. 1. num. 57. & 58.*
b In præmio Codicis.
c In L. Legatus, Dig. de off. Proconsul. d' *Illustr. contror. lib. 1. cap. 3. n. 8.*
e Rex non potest variare Leges & condiciones primogenituræ in præjudicium successorum, nec facere quod alius pro alio succedat.

écoulée du Ciel en Terre, conserve toujours l'immutabilité de son principe, n'ayant point d'autre sphere pour son mouvement que celle du Ciel où la main de Dieu l'a attachée, c'est à dire, la personne à laquelle il a communiqué cette Souveraineté, qui fait partie de Luy-mesme: Enfin toute la Jurisprudence de France, d'Espagne & d'Italie, & en un mot de toute la Terre condamne ces renonciations aux Souverainetez.

Le Docteur Palæus en son Traitté qu'il a fait des Majorasques d'Espagne, dit, que ce seroit la derniere de toutes les absurditez de penser que le Roy pût rien changer entre ses Enfans dans l'ordre de succeder à la Couronne, puis que mesme il ne pourroit changer ny alterer la moindre chose dans la succession des Majorasques, dont la Souveraineté est le premier *a*. Butrigarius *b*, Barthole *c*, Vasquius *d*, Covarruvias, s'en expliquent en mesmes termes *e*. C'est aussi l'avis des Canonistes, & si l'on en desire sçavoir une raison bien solide, c'est qu'en une chose aussi précieuse & aussi importante que l'est dans le monde le droit de commander aux hommes, il est bien plus avantageux de ne reconnoître que Dieu seul pour le Maître Souverain, & le Dispensateur absolu d'une Couronne par la voye du Sang & de la Nature, dont il est l'Auteur, que de la remettre

mettre en la disposition particuliere d'un homme susceptible de toutes les passions, qui sont capables de troubler le jugement & la volonté.

Il est donc constant que ny le Roy d'Espagne ne pouvoit point stipuler cette renonciation, ny la Reyne Tres-Chrestienne ne la pouvoit accorder, l'un troubloit l'ordre de la Nature & de son Estat, en renversant celuy de la succession Royale, & l'autre renversoit toutes les maximes des Souverainetez, en alienant par sa renonciation des droits qui estoient entierement inalienables.

Mais comme si cette renonciation devoit estre un amas & un assemblage de toutes les nullitez imaginables qui peuvent tomber dans un Acte de cette qualité, non seulement le vice se trouve dans la matiere & dans la forme: Mais il n'est pas jusques au stile & aux clauses du Contract qui ne portent leur injustice & leur defect singulier.

Entre autres clauses, il y en a deux qui sont capables de donner la derniere indignation aux plus indifferens, & aux Partisans mesmes du Conseil d'Espagne.

La premiere est, celle qui porte que l'Infante & sa Posterité demeure excluse à l'insiny du Royaume & des Estats d'Espagne, & que s'il arrivoit mesme que la ligne Royale vint à manquer, une Famille Estran-

Estrangere luy feroit préférée, parce qu'il est convenu, dit le Contract, *Que la Serenissime Infante Marie Therese & les Enfans procréez d'Elle, soit Masles ou Femelles, & leurs Descendans, premiers ou seconds, trois ou quatriémeNex cy-aprés, en quelque degré qu'ils se puissent trouver, voire à tout jamais, ne puissent succeder ny succedent aux Royaumes, Estats, Seigneuries & Dominations qui appartiennent & appartiendront à Sa Majesté Catholique, &c. encore que la succession du Roy Catholique, ou de Ses Serenissimes Princes & Infantes, & d'abondant des Masles qu'il a & pourra avoir pour ses legitimes Successeurs eust manqué & defaillily; parce qu'en aucun cas, ny en aucun temps, ny en quelque maniere qui püst advenir, ny Elle, ny Eux, ses Hoirs, & ses Descendans n'ont à succeder, ny prétendre pouvoir succeder, nonobstant toutes Loix, Coustumes, Ordonnances & Dispositions en vertu desquelles on a succédé en tous lesdits Royaumes, Estats & Seigneuries, ausquelles on déroge.*

Certes, il ne faut point d'autre preuve que le texte mesme de cette clause, pour faire connoistre qu'elle procede de la pure ambition du Conseil d'Espagne, & non pas d'une volonté libre du Roy Catholique; Car si l'on en croit les Loix, il n'y a que le dernier déreglement qui puisse inspirer dans l'esprit d'un Pere une resolution aussi funeste, que l'est celle de préférer des Estran.

Estrangers à son propre Sang dans la possession de ses Biens, & plus encore dans la succession d'un Sceptre, dont l'éclat ne doit servir qu'à l'enflammer plus ardemment pour empêcher qu'il ne sorte de sa race. En effet, l'Ecriture Sainte témoignant que la Royauté est le dernier trait de pinceau, par lequel la main toute puissante du Createur, a marqué l'homme d'un excellent & précieux caractere de Divinité, comment peut-on comprendre qu'un Pere efface luy-mesme cette marque glorieuse, par laquelle son Sang participe de si près à la puissance Divine, & qu'il éteigne de sa propre main dans sa Famille ce flambeau de Gloire & de Puissance, dont la lumiere est un rayon sensible de celle de Dieu-mesme? L'Histoire blâme avec justice ces parens emportez, qui ont dit, que s'il estoit permis de violer le droit, c'estoit seulement pour faire regner les siens: Mais à parler veritablement des choses, ce sentiment, quoy que tres inique, est neantmoins beaucoup plus excusable que celui d'un Pere, qui au mépris de toutes les Loix du Ciel & de la Terre, chasse ses Enfants du Thrône de leurs Ancestres pour y placer des Estrangers. Quand un Pere écrit contre son Sang, il faut plutôt croire, dit la Loy, qu'il se soit mépris de la main que du cœur, & l'on doit laisser ce qu'il a fait pour suivre ce qu'il a dû faire.

a L. Cùm.
acutissimi.
Cod. de fideic.

L'Empe-

a Ne videatur testator alienas successiones propriis anteponere.

L. eadem, Cod. de fideic.

b Impius enim videtur pater, qui suorum curam non habet.

c Eo casu minime renuntiatio nocet, imo filia dimittitur omnino ab intestato contra voluntatem patris, nam etiam in ea pactione de hæredibus foeminis & masculis intelligendum sit, non tamen est præsumendum paciscentes de cæteris intellexisse, imo tantum de his qui fuerint descendentes à patre, cum alii maxima cum injuria præferantur filiis.

L'Empereur décide dans l'une de ses Constitutions qu'il faut toujours présumer contre l'écriture pour la piete de l'Ayeul, lors qu'il se trouve quelque chose dans la lettre qui ne s'accorde pas avec l'Amour qu'il doit à ses petits Enfans ^a, & la raison que la glose en rend, est que la charité Chrestienne ne permet pas de croire, qu'il ait esté assez dénaturé pour préférer dans sa succession des Estrangers à sa Famille ^b. Mais Covarruvias encherit encore par-dessus ces sentimens, lors qu'il s'écrit contre la dureté d'un Pere, qui n'ayant qu'une Fille unique, la fait renoncer à sa succession au profit de ses heritiers indéfiniment; Ce grand Personage concluant qu'encore que le Pere confirme par son Testament la renonciation, neantmoins elle ne doit point estre executée, parce que c'est une injure trop grande à la Nature, que de préférer des heritiers collatéraux à sa propre Fille ^c; Mais qu'auroit dit cet Illustre Prelat, si on luy eust proposé l'espece d'une clause par laquelle un Pere eust appelé non seulement des heritiers collatéraux, mais mesme des Estrangers à l'exclusion de ses Enfans? Il est sans doute qu'il eust fulminé contre cette inhumanité particulièrement entre des personnes toutes sacrées, & dans le cas d'une succession d'Estats & de Souverainetez, que l'on sçait mesme estre affranchies de la

de la volonté des Peres par une espece de substitution legale qui les attache au sang selon la prerogative du sexe & le rang de la naissance independamment de toutes sortes de Contracts, de Testamens, & de dispositions particulieres.

Nicetas rapporte au commencement de son Histoire, que l'Empereur Alexius Comnenus se voyant extraordinairement importuné sur la fin de ses jours par l'Impératrice sa femme, pour obtenir de luy qu'il préférast dans la succession de l'Empire Nicephore leur Gendre à leur propre Fils, il ne pût s'empescher de luy faire enfin reproche d'un dessein si contraire à la Loy du Sang & de l'Estat, en ces mots; O femme, ne cesseras-tu jamais de me persecuter contre l'ordre de la nature & de la raison? & que ne considere-tu avec moy, que si je faisois une chose si contraire à l'humanité & aux mœurs de ma Nation, que de préférer mon Gendre à mon Fils dans la succession du Thrône, je serois avec justice la fable de tout le monde, & meriterois d'estre reputé un fol & un insensé? C'est pourquoy une clause aussi estrange que l'est celle-cy, meriteroit mieux d'estre effacée que combattue, puis que le discours semble superflu, où la loy du Sang prononce & se fait entendre si clairement dans le cœur de tous les hommes; Et de vray, comment

O mulier;
& Imperii &
lecti mei par-
ticeps, num
tandem per-
suadere mi-
hi, & conari
desines, ut
ordo lauda-
biliter à Ma-
joribus insti-
tutus pertur-
betur, sed
potius me-
cum conside-
rato an ullus
unquam ex
superioribus
Romanorum
Imperatoribus
cum
filium ido-
neum Impe-
rio haberet,
eo neglecto
generum
præculerit, &
num toti
Romano Im-
perio risui
sim futurus,
& pro infano
habendus, si
in delibera-
tione succes-
sionis germa-
no filio repu-
diato Mace-
donem in so-
lio colloca-
ro?

G pour-

pourroit-elle subsister contre la nature & l'essence mesme de l'Acte par lequel on la veut faire valoir ?

Chacun sçait que les renonciations n'ont esté admises qu'en faveur & pour la conservation des familles , afin d'empêcher qu'elles ne s'affoiblissent par la division des biens qui en font toute la force & le soutien.

Sans cette faveur il n'y auroit ny préciput, ny droit d'aînesse, ny renonciation, les filles & les masles estant également Enfans , la Loy ne distingueroit point dans les biens ceux que la nature n'a point distingués dans la naissance.

C'est cette pure raison de Politique, dit un celebre Docteur, qui a introduit l'usage des renonciations contre l'équité naturelle, & qui a fait que l'on ait sacrifié l'intérêt particulier des filles au salut & à la conservation generale de leur famille. Cela estant ainsi, avec quelle pudeur pourroit-on soutenir qu'il fust permis à un Pere de convertir à la ruine de sa famille, un pouvoir qui ne luy est accordé que pour la conserver, & de stipuler par une renonciation que des estrangers se-
ront préferés dans sa succession à ses propres Enfans: C'est éteindre & supprimer sa famille & non pas la conserver que de tenir ce langage ; C'est aller contre l'essence des renonciations, & non pas en user
que

que de les appliquer à une fin toute contraire à celle de leur Institution : En un mot, ce n'est plus une renonciation, mais c'est une veritable exheredation, quand on appelle des estrangers au préjudice de son propre Sang : Aussi n'y a-t'il point d'exemple hors de ce siecle, ny par écrit ny dans la tradition, qui ait jamais porté les renonciations au delà des freres, & si mesme les sœurs y estoient comprises, ce seroit une nullité absoluë, parce que les renonciations ne se font, & ne se tolerent jamais qu'en faveur des masles pour conserver la famille, tant s'en faut qu'elles se soient étenduës jusques à des estrangers. C'est la Doctrine de Salicette, Gaspard Bastia, & de Covarruvias Docteurs Espagnols. Antoine Faber President de Savoye, Guy Pape & d'Argentré sont aussi de mesme sentiment ^a; & l'on peut dire que c'est le vœu commun, & l'usage de toutes les Nations : En effet, pourroit-on bien s'imaginer dans nostre espece, que l'ainée d'une Maison Royale ait jamais pensé à ceder le droit d'ainesse à une de ses puisnées, & son action ne peut tout au plus passer que pour une acte de pure obeyssance filiale, qui ne luy doit pas nuire à la ruine & à la confusion du droit naturel & Civil de tout le monde : Car enfin le courant des successions se faisant par le canal du Sang, il en est de mesme

a In L. Paulum dotale, Cod. de Pail. 9. 192. tract. de non melior. dot. fil. cap. 6. In cap. Quamvis, part. 3. §. 3. n. 4. Cod. de Pail. dot. decis. 22. In §. 224. Conf. Brat. tit. de dot. §. 1. n. 8.

que des fleuves dont on peut à la verité détourner le cours en quelque endroit, mais jamais il n'est possible d'en changer le liét entierement; & si la main de l'homme l'avoit entrepris, la nature par des torrens & des inondations renverferoit tous ses travaux, comme elle fait dans le fil des successions, tous les desseins & les projets temeraires de ceux qui les veulent tirer entierement de la ligne du Sang, qui en est le liét & le canal naturel: c'est pourquoy ces injustes & irregulieres pactions ne peuvent estre regardées que comme des Cometes & des signes de mauvais augures sur les Estats de ceux qui les ont exigées, n'estant pas possible qu'une personne du Sang Royal, laquelle se void appellée au Thrône par la voye de la nature & par les Loix de l'Estat, se rende à une exclusion si injuste pour faire place à des estrangers.

La seconde de ces deux clauses porte, Que la Reyne ne renonce à tous ses Estats, à tous ses droits, & à toutes ses esperances, qu'en cas qu'Elle ait des Enfans de son Mariage: Mais que n'en ayant pas & demeurant veufve sans Enfans du Roy Tres-Chrestien, Elle les conserve en leur entier.

Si jamais il y eût rien de si estrange contre la nature, & contre la raison dans un Contract de Mariage que cette condition,

on le laisse à juger à toute personne qui a quelque sentiment d'humanité.

Le Mariage n'est établey que pour les Enfans ;

Les premieres successions du monde n'ont esté introduites que pour les Enfans ;

Toute la prévoyance des Ayeuls est pour les Enfans ;

Ils stipulent en leur faveur des Propres, des Substitutions, & des Doüiaires; En un mot, la Nature & la raison donnent tous leurs vœux pour les Enfans : Ils sont selon le langage de l'Ecriture toute la Benediction du Mariage ; ils sont la felicité & la force des Estats. Autresfois les femmes steriles estoient notées, & les secondes avoient des privileges; qu'est-il besoin d'en dire plus, les Enfans sont la joye du Ciel & de la Terré : N'y aura-t'il que dans le plus Auguste Mariage qui soit sous le Ciel, où la Mere & les Enfans soient en malediction, où la fecondité devienne odieuse & la sterilité favorable ? Si la Reyne donne un Fils aîné à l'Eglise, cet Enfant sacré est exheredé avant mesme qu'il ait veu le jour, & ce qui est de plus étrange, sa Mere en haine de sa fecondité sera depouillée du Sceptre & de la Couronne où elle a un droit naturel ; mais si cette grande Princesse demeure sterile, elle joiyra pour sa recompense de toutes ses Souverainetez. Quelle est cette fu-

a Ipso jure rescinditur quod fraudandæ Legis gratia esset adscriptum, Legem enim utilem Reipublicæ, sobolis scilicet procreandæ causâ latam adjuvandam esse interpretatione. *L. 8.*

§. Si quis, Dig. de condit. inst.

b Quoties sub conditio. ne mulieri legatur, si non nupserit, & ejusdem conditio sit ut titio restituat si nubat, commodè statuitur & si nupserit, legatum eam petere posse, & non esse cogendam fideicommissum præstare.

L. Quoties, Dig. de condit.

& demonstr.

& L. Sed si hoc, §. Cum vir uxori, Dig. eod.

c L. Adigere, Dig. de Iure Patron. L. 1.

Cod. de jud.

vid. tel.

neste précaution par laquelle le Roy Tres-Chrestien ne puisse estre Pere, que son Espouse ne soit desheritée, la Reyne Tres-Chrestienne ne puisse estre Mere qu'elle ne perde les Sceptres de sa race, & qu'il ne leur puisse naistre un Enfant qu'il n'oste par le premier instant de sa naissance une Couronne à celle qui luy donne la vie *a* ?

Il n'y a point dans le Droit de clause qui soit plus vitieuse que celle par laquelle on empesche l'honnesteté ou la liberté des Mariages ; delà vient qu'en un legs fait à une personne sous condition de ne se point marier, la condition n'est pas obligatoire ; Mais comme si elle n'estoit point écrite, le legataire reçoit ce qui luy est legué, & conserve la liberté entiere de se marier *b*.

Il y a une infinité d'autres dispositions semblables *c*, mais dont aucune dans l'espece qu'elle propose n'approche de l'injustice de cette clause ; Car pourroit-on bien s'imaginer quelque chose de plus contraire à l'intégrité des mœurs, que d'obliger une femme à souhaiter de ne pas laisser de posterité en luy proposant une récompense en cas qu'elle devienne veufve sans Enfans du Mariage qu'elle contracte ? Et sans doute que non seulement par la morale Chrestienne, mais mesme selon les règles de la Philosophie Payenne, il est plus

plus tolerable d'empeschier la liberté du Mariage, que de faire naistre de la repugnance, ou d'apporter de la difficulté à la procreation des Enfans, par des conditions de cette qualité ^a.

Aussi dans le Droit voit-on beaucoup d'hypotefes, dans lesquelles les heritiers ou les legataires sont obligez de restituer, en cas qu'ils meurent sans Enfans : Mais la condition contraire, c'est à dire, de restituer au cas qu'il y ait des Enfans du mariage ne se trouve écrite en aucun lieu, parce que les Iurisconsultes n'ont pas mesme osé penser à une condition si deshonneste, & qui fust si ouvertement contre la pureté des mœurs ^b.

Et de vray, n'est-ce pas une espece de prodige dans la Nature aussi bien que dans la Loy, de dire que par un Contract de Mariage qui ne se fonde que sur l'esperance des Enfans, l'exheredation de la Mere ne soit stipulée qu'en cas qu'elle eust des Enfans ?

Que l'on parcoure toute l'Antiquité Chrestienne & prophane, que l'on repasse exactement sur les mœurs de tous les Peuples de la Terre, il ne se trouvera point d'exemple hors ce siecle approchant de cette espece.

Les plus grands ennemis du Mariage, & qui l'appelloient le principe du mal, n'ont mesme jamais passé jusques à cet

^a Displicuit sententia, non enim voto mulieris opponi tam ominosa interpretatio debuit.

L. Cum tale, Dig. de condit. & demonstr.

^b Inhonestum visum est vinculo pœnæ matrimonii obstringi. *L. 134. Dig. de verb. oblig.*

excès, que d'oster à la Mere les privilege & les droits de sa Naissance, par la raison qu'elle eust des Enfans.

Cependant c'est aujourd'huy l'effet que l'on veut donner à cette clause & à cette condition si estrange.

C'est par ce seul raisonnement que l'on veut dépouiller une Illustre Princeesse de son Patrimoine, & de toutes ses esperances.

On a bien veu quelquesfois des Reynees affligées, à cause de leur sterilité; l'Histoire fournit mesme nombre d'exemples où l'on void qu'Elles ont perdu la Couronne, pour n'avoir pû la soustenir par la naissance de quelque Enfant. Mais que la seule raison de leur fecondité les ait déthrônés, c'est ce qui blesse également les principes de la Justice & de la Religion.

Ce sont les Enfans qui assurent les Sceptres dans les Familles.

La force de la Mere, & sa gloire, dit l'Ecriture, est la naissance d'un Fils.

La Reyne seule entre toutes les femmes de la Terre, perdra-t'elle ses droits par la naissance d'une posterité que le Ciel ne luy donne que pour les remplir, & les conserver?

Cette injustice est plutôt faite à la Nature, & à la dignité du Sacrement, qu'à la personne de la Reyne; Ce n'est que la qualité de Mere, & celle de Fils qui sont offensées,

fées, & non point les personnes ; Si cette Auguste Princeſſe n'estoit point Mere, Elle conſerveroit ſes avantages, & Elle ne les perd que par la benediſtion que Dieu a donné à ſes vœux. Le Sacrement qui a fait ce Mariage, la Nature qui l'a rendu ſecond, & le Ciel qui en benit les fruits ſeront les ſeules cauſes de cette prodigieuſe exheredation. Sa peine eſt un effet de la Grace, ſa privation une ſuite du plus legitime effet de la Nature : Chose eſtrange ! que la ſecondité qui donne des ſucceſſions aux autres luy en oſte, & que l'on puniſſe dans ſon Mariage ce qui fait le vœu de tous ceux du Monde !

Le Conſeil d'Eſpagne permettra qu'on luy diſe qu'il ne pouvoit jamais tomber dans une erreur ny plus honteuſe ny plus groſſiere, puis que détachant meſme du ſujet toutes les refleſtions qui viennent d'eſtre touchées, il eſt conſtant que la clauſe contient en ſoy des abſurditez qui ne ſe peuvent aucunement excuſer.

Ce Conſeil voudroit-il bien expliquer en quelle main euſt paſſé le Royaume d'Eſpagne, ſi le defunt Roy Catholique fuſt decedé ſans Enfans Maſles, avant que la Reyne euſt eu des Enfans de ſon ſacré Mariage ? La Couronne fuſt-elle demeurée en ſuſpens, ou bien l'Infante du ſecond lit l'auroit-elle priſe à la charge de la reſtituer dans l'échéance du cas ?

Difons plus ; s'il arrivoit ouverture à la Couronne pendant le bas âge du Roy Catholique que Dieu conſerve, & que la jeune Infante, qui eſt aujourd'huy l'Imperatrice l'eût recueillie, eſt-ce que le cas de la clauſe arrivant la Reyne iroit détrôner ſon Epoux, ou peut-eſtre leurs Enfans qui ſeroient en paisible poſſeſſion du Sceptre ? Et ce Prince cederait-il la place de Roy pour reprendre le rang de Sujet, après avoir receu les hommages & les ſermens de fidélité de tous les Eſtats de la Monarchie ? Mais enfin quel ſera le moment qui remplira ce vuide dans le droit de la Couronne ? Et quand eſt-ce qu'elle ſe fixera ſur une Teſte certaine contre le cas de la reſtitution, puis que noſtre Auguſte Mariage ayant obtenu du Ciel la benediſtion des Enfans, il eſt incertain juſques au dernier ſoupir de la Reyne, ſi la Mere ſurvivra ſes Enfans, ou les Enfans leur Mere ? A-t'on jamais rien veu de ſi eſtrange dans le Monde que ce vuide ou cette poſſeſſion precaire, pour ainſi dire, dans la ſucceſſion du Sceptre ? Et pourroit-on rien comprendre de plus dangereux, que les effets de cette funeſte ſpeculation, qui par une malheureuſe prévoyance renverſe tous les droits de la Nature & de l'Evangile dans le plus illuſtre & le plus ſacré Mariage qui ſoit ſous le Ciel, qui commet les deux plus grands Eſtats de la Terre

Terre dans des guerres & des divisions éternelles, en rompant les liens du Sang & de la Justice entre leurs Souverains, qui ne peut pas permettre qu'une femme puisse succéder à l'heritage de sa Famille qu'elle n'ait perdu son Mary & ses Enfants; qui veut qu'une Mere soit desheritée par autant de Fils & de Filles qu'elle en mettra au Monde, & qui reduit enfin une grande Princeesse à pleurer toute sa vie ou la sterilité de ses Nopces qui l'empescheroit d'estre Mere d'un Roy de France, ou la fecondité de son Mariage qui l'empescheroit d'estre Reyne d'Espagne?

Si c'estoit un Ennemy vainqueur, qui abusant de sa victoire eust imposé cette inique condition à une Princeesse captive, ny les droits du Triomphe, ny la misere du Vaincu, ny la licence des Armes ne pourroient servir d'excuse à cette indigne oppression: Mais que ce soit un Pere qui l'ait stipulé contre sa Fille, un Tuteur contre sa Pupille, un Roy contre sa Sujette, c'est une prévoyance qui viole toutes les Loix de l'humanité. Car enfin la Reyne se trouvant depouillée par cette clause de toutes choses, jusques à l'esperance mesme, n'est-il pas vray que ce langage est plutôt le stile d'une rançon exigée d'un Ennemy vaincu que d'une Dot promise à une Fille mariée? N'est-il pas

vray que la fureur de la guerre nel'auroit pas à beaucoup près privée d'autant de biens qu'on luy en oste sous le prétexte d'un Traitté de Paix? Mais enfin, n'est-il pas vray que le Roy d'Espagne a fait par le Contract de Mariage de sa Fille, ce que le plus injuste Ennemy auroit honte de proposer par un Traitté de Capitulation entre des Peuples Estrangers?

Cruelle Politique d'Espagne qui punit la fecondité d'un Mariage qui a annoncé la Paix à toute la Chrestienté, & par la Paix le Salut à tous ses Estats!

Toutel'Europe sçait que la Couronne de Castille plioit sous les Armes de France au temps de cette Auguste Alliance, & que si le Ciel par l'heureuse conjonction de ces deux Astres n'eust influé les douceurs de la Paix, elle n'estoit plus en estat de soustenir la guerre; Cependant comme si ce précieux Mariage leur estoit funeste, sa sterilité sera couronnée parmy Eux, & ils en dégraderont la fecondité.

Qui ne sent en soy-mesme que nostre Illustre Princeesse eust pû dire avec beaucoup de Iustice au defunt Roy son Pere, pourquoy consentiez-vous à mon Mariage si vous en craignez la fecondité? Ou si vous la desiriez, pourquoy la punissiez-vous?

Souffrez que la Nature rende à la Posterité d'un Glorieux Monarque par les Loix

Loix du Sang ce que la Paix luy a fait quitter par les Loix de l'Amour, & qu'il recouvre dans les fruits d'un Mariage, à titre de Succession, ce que peut-estre il posséderoit sans le Mariage à titre de Conqueste.

Mais puis que les choses ne sont plus en estat qu'elles puissent s'adresser au Roy Catholique, pour luy demander le rétablissement de ses droits, que pouvoit-Elle faire de plus juste, de plus Chrestien & de plus moderé que d'en exposer la justice aux yeux de toute la Terre, afin que l'injustice d'une si estrange renonciation qu'on l'a obligé de faire estant connue, ceux mesmes qui en sont les Autheurs fussent contraints de la desavoüer ? Car enfin l'on se persuade que si le Conseil d'Espagne eût envisagé d'abord toutes les difformitez qui se trouvent dans cette renonciation, il ne se fust jamais porté dans une si fâcheuse extremité: Mais aujourd'huy que le voile qui les luy cachoit est levé, & que chacun peut les considerer à decouvert, où est-ce qu'il pourroit trouver la moindre apparence de Justice pour y asseoir une defence tant soit peu colorée ? N'a-t'on pas fait voir que dans ses prétextes, il n'y eût jamais une absurdité plus grande ? Dans la constitution de Dot, la fraude y est manifeste, dans le payement l'illusion est visible, dans la forme la nullité

qui procede du defaut de pouvoir est irreparable , dans la matiere des Souverainetez écheuës & à écheoir n'estoient pas susceptibles de renonciation.

Dans ses clauses l'une est un déreglement de nature qui préfere des étrangers au propre Sang ; & l'autre une profanation du Sacrement , qui punit la fecondité dans le Mariage.

Dans la qualité des parties , c'est la puissance absolue d'un Roy , d'un Pere , d'un Tuteur remarié , qui agit contre l'obeissance aveugle d'une sujette , d'une fille , d'une pupille , sans connoissance de ses droits , & sans conseil.

Dans les Loix Romaines , c'est un Acte illicite.

Dans les termes de la Decretale de Boniface VIII. c'est un Acte nul.

Dans les Loix d'Espagne , c'est une contravention à toutes les Maximes fondamentales de ses Estats.

Dans l'opinion de ses Docteurs , c'est une clause absolument insoutenable.

Enfin dans le Texte Sacré , c'est une desobeissance formelle à la Parole & au Commandement de Dieu , qui a réservé à sa Toute-Puissance le droit de distribuer les Sceptres sur la terre , avec tres-expreses défenses aux hommes d'apporter aucun changement dans l'ordre que sa Providence y a établi ^a. *Quand vous serez en-*

^a Deuter. 17.

trez, dit-il à son Peuple, dans la Terre que je vous donne en heritage, & que vous en ferez paisibles possesseurs, alors si vous dites en vous mesmes, Nous aurons un Roy qui nous gouverne comme en ont les Nations qui nous environnent, gardez-vous bien d'en prendre un autre que celuy que le Seigneur vostre Dieu aura choisi d'entre vous, & vous n'en pourrez reconnoistre aucun qui ne vous soit joint de proximité de Sang.

DROITS EN DENIERS ET EN DOMAINES.

CETTE SECONDE PARTIE seroit fort courte & tres-facile à traiter, s'il n'estoit question que d'établir les Droits de la Reyne par la disposition des Coustumes qui les doivent régler: Car après avoir levé l'obstacle de la Renonciation, il ne resteroit que d'appliquer la disposition du Droit commun, lequel estant tout public, n'auroit presque pas besoin d'estre confirmé: Mais comme il ne s'agit pas moins de convaincre l'opiniaftreté du Conseil d'Espagne que son injustice, qui n'osant plus opposer une si honteuse Renonciation, publie déjà par avance que les Coustumes sont inutiles & sans effet dans la succession des Souverains, pour tâcher de faire perdre à cette grande Princeſſe par la foiblesse des Loix le droit qu'Elle se feroit conservé par
l'autho-

l'autorité de la Nature; Il semble qu'il feroit injuste d'abandonner à ces vaines subtilitez la puissance des Coustumes, après avoir si fortement soutenu celle du Sang contre tant de mauvais artifices. C'est pourquoy pour satisfaire jusques aux moindres scrupules, on s'est proposé de prouver l'autorité de la Loy, avant que de la citer, & de diviser sur ce plan le chef qui concerne l'établissement des Droits en trois points.

Dans le premier, on traittera de l'autorité des Coustumes sur les biens des Souverains dans leur succession.

Dans le second, on expliquera en détail les droits de la Reyne, & on les prouvera tant par le Contract de Mariage de leurs Majestez Catholiques ses Pere & Mere, que par les Loix municipales.

Et le troisiéme fera voir par des raisons, par des autoritez, & par des exemples que le Roy Catholique n'a pû déroger aux Coustumes dans le Contract de Mariage de l'Infante, ny en changer aucunement les dispositions à son préjudice.

I. POINT.

Il y a bien de la difference à faire entre la Loy & la Coustume; car encore que la Loy semble plus puissante, toutefois elle n'a pas sa disposition si austere, & la Coustume qui paroît inferieure procede néanmoins avec plus de rigueur; La raison est que la Loy sort d'une pleine puissance

sance du Prince, qui pour établir le Droit ne prend conseil que de soy-mesme: C'est pourquoy elle plie quelquefois, & fléchit selon que le sujet se trouve intéressé contre l'équité en quelque cas, que ny le Souverain ny la Loy n'ont point préveu: Mais la Coustume au contraire estant une Loy qui est requise par le Sujet, & accordée par le Prince, il est constant que l'un & l'autre ont volontairement renoncé à l'autorité de la pouvoir changer, parce qu'elle est faite en forme de stipulation, & revestue d'une espece de Contract, qui estant une fois parfait, doit avoir son estre immuable, & le Roy aussi bien que chacun des Sujets est présumé avoir stipulé, ce qui est ordonné par les Statuts.

Ce n'est pas qu'on doute que les Roys n'ayent la puissance de faire & d'abroger des Loix, ce droit est sans difficulté l'un des plus beaux Fleurons de leur Couronne; on ne doute pas aussi qu'il n'y ait certaines Souverainetez dont les succeSSIONS ont leur forme & leur Loy particuliere distinguée de celle des Coustumes ordinaires, telle qu'est en France la Loy Salique, en Pologne & en plusieurs autres Estats du Septentrion la voye de l'élection; enfin l'on ne doute pas que toute Souveraineté n'ait ses attributs particuliers, puis qu'il n'y en a point qui ne soit indépendante, inaliénable & indivisible: Mais il ne s'agit pas
main-

maintenant de la puissance des Princes sur les Loix, ny de la Royauté vivante & animée qui agit & qui gouverne, non plus que de la Souveraineté vacante, pour ainsi dire, qui doit passer d'une Teste à l'autre, & qui en cet estat n'est pas une puissance active pour faire des Loix, mais un droit, un heritage, une succession passive, qui doit avoir des règles pour estre recueillie; on n'examine pas aussi si la Coustume locale réglera la succession dans les Estats où il y a une Coustume & un Usage particulier pour la succession à la Souveraineté; car on avouë que les Usages singuliers fondez pour l'ordinaire dans la perpétuité de quelque ancienne tradition sont des Loix saintes & sacrées, pour lesquelles on ne peut avoir trop de reverence, & qu'il est juste que toutes les Coustumes leur cedent; en un mot, on ne traite point de la Souveraineté comme Souveraineté, mais comme heredité, & comme succession qui se doit déferer par la mort du dernier Souverain, & il faut voir si en cette qualité, supposé qu'il n'y ait point d'Usage & de Loy singuliere dans l'Estat qui la déferre au legitime Successeur, ce n'est pas la Coustume locale qui en dispose & qui la régle.

Personne ne doute que ce ne soient les Coustumes qui régulent le degrez de Parenté dans la Famille des Roys aussi bien que

que dans celles des Sujets. Ce sont les Loix municipales qui appellent ou qui excluent les Enfans du Souverain selon la difference de leur sexe & de leur âge ; ce sont elles qui y réglent les Minoritez & les Majoritez ; ce sont elles qui y disposent des Tutelles & des Inventaires qui qui s'y font ; En un mot, ce sont elles qui forment les heritiers, & il n'y en a point d'autres que ceux à qui elles en communiquent le nom, le droit & les effets : Si donc elles sont assez puissantes pour faire les Roys heritiers, par quelle raison ne pourroient-elles pas régler une succession qu'elles donnent ?

Les successions des Souverains se fondent comme les autres sur les liens du Sang ; elles descendent en la ligne directe, ou passent en la collaterale ; elles sont attachées à la suite d'une mesme famille, & marchent sur les mesmes lignes & par les mesmes degrez que les autres.

Si l'on demande pourquoy les Enfans succedent aux Peres dans les Souverainetez, pourquoy les bastards en sont exclus, pourquoy la ligne directe est préférée à la collaterale, pourquoy les plus proches precedent les plus éloignez, pourquoy la representation y a lieu, & pourquoy la prerogative des masles y est receuë ? On ne peut répondre autre chose à toutes ces questions, sinon que la Coustume l'ordonne

donne ainsi : & cependant le Conseil d'Espagne voudroit aujourd'huy prétendre que cette mesme Coustume fust inutile dans la succession des Souverains.

Il n'y a que trois sortes de Loix qu'on puisse suivre pour régler les Souverainetez ; ou celle de la Souveraineté mesme, si elle en a une particuliere ; ou celles des Couronnes voisines, ou celles de la Nation.

Pour les Loix particulieres de chaque Couronne, l'on demeure d'accord que si elles en ont il les faut suivre, comme en France la Loy Salique, qui exclut à l'infiny les Femelles de la Royauté ; & dans plusieurs Estats du Septentrion la voye de l'élection.

À l'égard de celles des Souverainetez voisines, elles ne peuvent de rien servir pour une autre, parce que comme les Couronnes sont indépendantes les unes des autres, aussi leurs Loix n'ont rien de commun, chaque Couronne estant renfermé dans l'étendue de sa circonference, & n'empruntant rien des autres.

Quand donc il n'y a point de Loy particuliere pour une Souveraineté, & qu'il s'agit neantmoins de régler ses droits & sa succession, quelle autre regle peut-on suivre que celle de la Loy & de la Coustume du País ?

Le principal honneur de la Souveraineté consiste dans les hommages que les Coustumes luy font rendre. Son

Son principal revenu procede des cens, des droits, & des tributs que les Coustumes luy établissent.

Sa force & sa puissance réside dans l'union que les Coustumes forment & entretiennent entre le Prince & ses Sujets.

Le bien de l'Eglise, celui des Mineurs, & le Domaine de la Couronne sont réglez par les Coustumes; En un mot, les Coustumes influent sur tous les membres de l'Estat, pourquoy n'influeroient-elles pas sur la Souveraineté qui en est le Chef?

Constamment ou il faut que ce soit la Coustume qui en dispose, lors qu'il n'y a point de Loy particuliere, ou il faut qu'elle devienne comme abandonnée & prostituée aux hazards & à la confusion, sans règle, sans mesure, & sans ordre; ce qui seroit le dernier de tous les déreglemens dans un Estat policé, & chez des Peuples raisonnables: Car plus la fortune des Souverainetez est élevée, & plus elle a besoin de fermes colonnes qui la soustiennent; plus elle est importante, & plus elle doit avoir de certitude aux maximes qui la regissent, plus il est nécessaire qu'elle dure, & plus les régles de sa succession doivent estre fixées & inébranlables.

Il n'y a point de Souveraineté qui ne soit ou élective, ou hereditaire, ou successive.

Les électives ont la Loy de leur Election qui en fait tout le droit.

Les

Les hereditaires sont de veritables Patrimoines qui se déferent & se régrent par les Coustumes, comme les autres successions; Et à l'égard des successives, bien que la maniere de la délation en soit différente, elles conviennent neantmoins dans le surplus des droits de successions avec les autres; Car après tout, quoy que ces hautes dignitez ayent plusieurs attributs particuliers qui les distinguent, comme d'estre indépendantes, inalienables, & indivisibles, elles ont toutesfois beaucoup de choses communes avec tout le reste des biens, en la mesme maniere que les Philosophes disent, que l'homme, le plus excellent ouvrage de la Nature, a la raison qui luy est particuliere, & qui l'élève au dessus de toutes les creatures: Mais qu'il a aussi la vie qui luy est commune avec les animaux, & l'estre avec toutes les choses de l'Univers; Comme donc la sublimité à laquelle la raison élève l'homme, n'empesche pas que pour ce qui est de la vie & de l'estre il ne soit sujet aux infirmités de la partie inferieure; L'on peut dire de mesme que la hauteur de la Souveraineté peut bien faire, qu'en cette qualité elle ait des attributs & des prerogatives, mais qu'estant considerée comme Fief ou comme heritage, elle reçoit les mesmes régles que celles de la succession des Fiefs & des heritages communs: Car enfin dans

ces

ces questions il se faut perpetuellement souvenir que toute Souveraineté est composée de deux parties : A sçavoir , d'un Fief qui en est la matiere, & d'une dignité qui en est comme la forme ; Tellement que pour en bien penetrer la nature & les proprieté , on les doit regarder sous ces differens Aspects, & voir ce que chacune de ces parties porte dans son essence ou dans ses privileges , afin de ne se pas laisser surprendre aux simples apparences , ou au son d'un mot avantageux qui ne peut jamais détruire la nature de la chose.

Or bien qu'il soit vray que la Souveraineté influë dans un Fief ces éminens attributs de l'indépendance , & de ne pouvoir estre divisé ny aliené , qui est-ce qui peut douter aussi que cette forme nouvelle ne change point le fonds , ny n'altère point les qualitez primitives du Fief, qui sont d'estre soumis en tant que Fief à la Loy de son investiture , aux Coutumes & aux Usages de la Nation ? En effet , à bien parler des choses , la Souveraineté n'est qu'un simple accident , qui ne peut jamais détruire la substance qui luy sert de sujet ; Car combien de Fiefs sont aujourd'huy Souverains qui ne l'estoient pas dans leur origine ? ou plutôt il n'y a point de Fief qui soit Souverain par essence , & dans son principe ; cette qualité quoy que tres-sublime

lime n'estant qu'une pure invention de la Politique des hommes, qui soumet à la verité tous les autres fiefs à l'hommage & à la domination de celuy-cy, mais qui ne l'exempte pas des devoirs & des obligations naturelles dont il estoit tenu envers les Loix de la Patrie, ou la Coustume du Pais avant qu'il fust érigé en cette nouvelle dignité ; & c'est pourquoy il faut toujours faire grande difference entre la Personne du Souverain & la Terre de la Souveraineté ; car à l'égard du Souverain son pouvoir vient du Ciel, & n'a point d'autres limites que la justice & la raison : Mais pour ce qui est de la Terre, elle n'est appelée Souveraine que par abus & par une pure fiction des hommes, estant impossible qu'un heritage, qui est une chose morte & inanimée, possède la Souveraineté, qui est un principe de mouvement & de puissance, lequel consiste dans une action & un exercice perpetuel du commandement absolu sur les Estats : De sorte que c'est manquer au sens commun mesme de prétendre qu'une Souveraineté venant à vacquer par la mort du Souverain, la Coustume n'eust point de droit ny d'autorité sur cette masse inanimée, sous prétexte qu'elle porte un nom de Souveraineté, comme si l'excellence ou la faveur du nom pouvoit effacer tous les devoirs & les

les obligations de l'estre naturel ; D'ail-
leurs ou le Prince a esté appellé par les
Peuples à la Souveraineté avant que la
Coustume fust établie, ou il n'y est venu
que depuis ; si depuis, on ne peut pas dou-
ter que le Peuple ne l'ait investy de la Sou-
veraineté qu'à la charge de sa Coustume
& de ses anciennes Loix municipales, les-
quelles ayant toujours subsisté dans le
temps de la Souveraineté du Peuple, qui
ne laissoit pas de s'y soumettre quoy que
Souverain, il ne seroit pas raisonnable que
le Prince qui n'est qu'en sa place & dans
ses droits, méprisast ces mesmes Loix, pour
le secours & la protection desquelles il a
esté appellé ; Que si au contraire le Prin-
ce est plus ancien que la Coustume, rien
ne luy peut estre plus glorieux que de s'y
soumettre, & c'est en cela ne le faire dé-
pendre que de luy-mesme, puis qu'il est
certain que dans ce cas la Coustume n'est
qu'une émanation de l'usage particulier
de la famille du Souverain, lequel dans les
commencemens ayant établi une certai-
ne forme de succeder entre ses Enfans,
les Nobles & les Peuples ensuite par suc-
cession de temps se conformant toujours
autant qu'ils peuvent à l'exemple de leur
Prince, ils ont aussi introduit la mesme
maniere de succeder aux Fiefs particu-
liers qu'ils possèdent ; Et c'est cet Usage
qui enfin a établi ce que l'on appelle

H

Coustu-

Couſtume : Tellement que ce n'eſt pas que les Peuples ſe ſoient preſcrit des règles immuables par lesquelles ils veulent donner la Loy à leur Souverain, mais c'eſt au contraire que la Couſtume ayant commencé en la Famille du Prince, & de là s'eſtant répandue dans tout le corps de l'Eſtat par un meſme eſprit qui a regné durant une longue ſuite de ſiecles, le Prince & le Peuple ſe ſont trouvez engagez dans l'obſervance d'une meſme Couſtume, dont la ſource procede de la Souveraineté : Et ſ'il arrive que ces Couſtumes ſe trouvent mieux marquées dans la conduite des Peuples que dans celle du Prince, c'eſt que le Peuple eſtant compoſé d'une infinité de Familles & de Teſtes, les cas qui pouvoient marquer l'application de la Loy ou de la Couſtume ſ'y ſont préſentez plus frequemment, au lieu que la Famille du Prince n'eſtant qu'une ſeule Famille, les changemens & les diverſes eſpeces de ſucceſſions n'ont pû y eſtre que tres-rares ; En un mot, c'eſt toujours la Souveraineté qui eſt la dominante : Mais d'autant que l'obſcurité des temps ou la rareté des événemens fait qu'on ne trouve pas tant d'exemples ny de marques de la Couſtume dans les Familles des Souverains, on la cherche dans les mœurs de la Nation comme dans des ruiſſeaux qui ſont dérivez de cette premiere ſource, eſtant

estant toujours les mesmes eaux qui cou-
lent & qui se répandent par tout. Et de
vray, pour ne pas s'arrester à des exemples
estrangers, peut-on douter que par les
Loix d'Espagne, & selon l'avis de tous ses
Docteurs, les Majorasques n'y soient de-
scendus de la Royauté, & que les mesmes
règles qui conviennent à celle-cy ne s'ap-
pliquent sur ceux-là dans le cas des suc-
cessions? C'est la disposition précise de la
Loy 2. du titre 5. de la seconde partie, &
Molina celebre Docteur de la Nation en
son Traitté des Majorasques a étably pour
Maxime indubitable que les Majorasques
d'Espagne avoient esté instituez à l'exem-
ple de la Royauté, & que les règles intro-
duites pour la succession des uns l'estoient
aussi pour celle de l'autre, parce que le
Royaume estoit un veritable Majoras-
que *a*. *Ioannes Gatierræ* dit la mesme
chose en termes aussi précis, adjoustant
que dans ces occasions il ne faut pas que la
teste & les membres soient gouvernez par
des esprits & des règles différentes *b*. *Covarruvias* est de mesme sentiment *c*.
Mais faut-il une preuve plus forte pour
convaincre le Conseil d'Espagne de l'au-

a Ipsum Hi-
 spaniarum
 Regnum ve-
 rissimum
 S Majoratum
 esse, ac prae-
 S cificum ordi-
 nem primo-
 S genituræ :
 hoc autem
 adeo verum
 est, ut securè
 ac confiden-
 ter dici pos-
 sit non solum
 Hispaniarum
 Regnum ver-
 rum Majora-
 tum esse, imò
 Regnum
 ipsum esse
 caput omni-
 um Hispani-
 arum primo-
 genio-
 rum, ab eo-
 que cætera
 primogenia
 tanquam à
 capite deriva-
 ri, succeden-
 dique ratio-
 nem accipe-
 re, adeo ut si
 de succeden-
 di ordine in
 Hispaniæ
 Majoratibus
 contendatur,
 ea lis sit se-
 cundum Le-
 ges ad Regni

H 2

thorité

Quamvis enim hæc Lex non sit de

dispositio locum habet, & servanda erit in successione cujuscumque Majoratus particularis Hispaniæ, quia non licet membra à capite dissociare. *Cov. quæst. lib. 2. cap. 14. nn. 58. & 59.*
Variorum Resol. lib. 3. cap. 5. n. 8.

e Variarum Resol. lib. 3. cap. 5. n. 8.

Ayuntamiento de Madrid

thorité des Coustumes sur les biens dont il s'agit , que la dérogação formelle & expresse qu'il a stipulée par le Contrat de Mariage à toutes Coustumes contraires? Car si les Coustumes n'affectoient point ces biens-là , pourquoy se feroit-il efforcé par des termes si recherchez , & avec de si grands scrupules à se dégager de ce qui ne l'auroit pas lié? la dérogação présuppose l'obligation , & l'on ne déroge qu'à ce qui oblige : En effet , ne feroit-il pas absurde qu'un Majeur dérogeast par un Contrat aux privileges de la Minorité? qu'un Pere de famille renonçast à l'exception du Senatus-Consulte Macedonien qui n'est introduit que pour les Enfans de famille , & qu'un Mary se départist du Benefice Velleien qui n'a esté fait qu'en faveur des femmes? Puis donc que l'on ne déroge que pour faire cesser l'effet de la disposition , c'est une conséquence nécessaire que la disposition lie & oblige au défaut de la dérogação : Et certes il ne faut pas croire que ce soit par mégarde que le Conseil d'Espagne a fait inserer cette clause ; Car enfin il ne peut pas ignorer qu'en chaque Pays la Coustume est le veritable droit commun , & que cette Coustume est comme l'ame de la Nation qui s'est infusée dans tout le Corps , dont elle est tellement inseparable , qu'on ne peut assez s'étonner qu'on ait osé proposer qu'aux
lieux

lieux où il n'y a point de Loy particuliere, soit par écrit ou par tradition qui déroge à la Coustume locale dans la délation des Souverainetez, ce ne soit point à ces sortes de Coustumes d'en disposer, puisqu'il n'y a pas de principe mieux étably, ny qui soit plus universellement receu dans tous les Pays coustumiers, que celui qui enseigne que les Coustumes en matiere de Fief sont réelles, c'est à dire, tellement inherentes aux Fiefs, qu'elles les suivent & les affectent en toute sorte de mains & de possessions : Mais au reste, s'il est vray que la Coustume locale soit comme l'ame qui inspire, & qui regit la Nation dans la police & la manutention de ses biens, pourquoy le chef ne suivra-t'il pas le mesme mouvement, à l'exemple de ce que quelques Philosophes apprennent que les mouvemens des Cieux entraînent par leur rapidité les intelligences mesmes qui les gouvernent ? C'est assez que comme Roys la succession de leur Couronne ait ses Droits, ses Loix, & ses Privileges, mais le reste de leurs biens demeure sous l'autorité de la Loy dont ils les ont receus. Aussi est-ce une Doctrine de tous les Temps & de toutes les Monarchies, que l'on doit toujours distinguer en leurs Personnes de deux sortes de biens, & de deux sortes d'actions ; Car ils ont le Domaine

Royal , & ils ont leurs biens propres ; ils agissent comme Roys , & ils agissent comme particuliers ; leur Domaine Royal a d'ordinaire ses règles singulieres, soit pour la succession, soit pour la jouissance : Mais leur Domaine particulier a ses ordres comme les autres dans les Coustumes des lieux ; la Royauté qui les anime ne les affranchissant point de cette condition commune, non plus que l'ame raisonnable n'exempte pas le corps de toutes les incommoditez, & de toutes les alterations de la vie sensitive : Il en est de mesme dans leurs actions, qui n'ont pour principe que la seule Royauté, comme sont les purs Traitez de Paix, les Declarations de guerres , ou les reformations generales d'Estats, n'estant pas assujettis en ces occasions aux Loix des Coustumes particulieres; Au lieu que s'ils acquierent des Terres , s'ils en vendent , s'ils reçoivent des legs , s'ils contractent des Mariages , s'ils recueillent des successions , ou s'ils en laissent , ce sont autant d'actions de particuliers qui les rendent sujets aux Coustumes & aux Loix ordinaires. Et c'est sans doute sur ces principes que dans le Droit Civil, si le Prince estoit institué heritier par un Testament imparfait ou inofficieux, la dignité ne garentissoit point la nullité de la disposition ^a.

^a Ex imperfecto testamento legata vel fideicommissa Imperatorem vindicare invencundum est. L. 23. Dig. de Leg. 3.

La querelle d'inofficiosité s'y proposoit contre

contre luy avec la mesme liberté que contre les particuliers ^a ;

La simple pollicitation ne pouvoit luy déferer une heredité ^b ;

La Falcidie, la Trebellianique, & la Vocation affectoient autant les Souverains que leurs Sujets ^c.

Mais pour ne se pas éloigner du point que nous traittons concernant l'autorité des Coustumes sur les biens Souverains, pourroit-on rien imaginer de plus précis & de plus formel que ce qu'en disent en faveur de la Reyne tous les Docteurs Espagnols, & les autres qui en ont parlé.

Albertus Brunus Astensis dit, que la Coustume s'erige en une espece de Contract, qui oblige également le Souverain & les Sujets ^d. *Guillaume de Montferrat* Catelan de Nation a dit en termes encore plus formels, qu'en succession de Souveraineté, la Coustume locale surpasse tout autre droit, parce qu'elle forme une espece de Contract entre le Prince & les Sujets, dont l'exécution est respectivement indispensable. *Ioannes de Terra Rubea* décide nettement que les Royaumes se déferent par la force & la vertu de la Coustume des lieux ^e. *Gregorio Lopes* traite

H 4

nostre

Etā est consuetudo, omnes ad ejus observantiam obligat & astringit. Tract. de succ. nn. 44. 45. & 46.

f. In Regnis, Ducatibus, & similibus Potestatibus successio hereditaria patrimonialis potest per consuetudinem locum obtinere, ut in viam ejus regna deferantur hæredibus. Tract. de succ. art. 1. q. 4.

^a *L. Papinianus, §. Imperator, Dig. de inoff. test.*

^b *L. ult. Dig. Qui testam.*

^c *facere possunt. L. 4. Cod. ad Leg. Falcid.*

^d *Non possunt revocari statuta à Principe, quandoquidem transierunt in contractum. Tr. de reser. tit. An derog. per rescriptum, &c. art. 14. n. 2.*

^e *In successione Regalium dignitatum & feudorum consuetudo vincit jus commune: est enim contractus cujus principium est voluntarium, cum inducatur de communi consensu totius populi, &c. habet finem necessarium: nam postquam indu-*

* Quid autem in consuetudine, an liget Principem? *Vide Andreæ de Ifernina in Rub. de cons. rect. feudi. in qua vult quod obligetur Princeps consuetudine rationabili, maxime, si consuetudo talis sit inducta sciente Principe dominante, & dicit Bald. in cap. 1. §. finali, de his qui feuda dare possunt, quod bonæ & naturales consuetudines ligant Principem. Ad L. 6. tit. 1. primera partida.*

b Si ergo

casus non esset à lege provisos, stare debet Princeps longævæ consuetudini: nam si facit contra bonam terræ consuetudinem non reprobatur à Lege Regni pro tali casu contra iustitiam faceret, quia tenetur ad illius observantiam. *In Spec. Princip. cap. 3. n. 9.*

c Valeat igitur illa Iuris Feudalis regula, ut in causa Regiarum & Feudalium Successionum vetus cujuscumque Gentis Institutum Romanas Leges vincat. *Lib. 1. tit. 13. Feud.*

d Si Principi cadat hæreditas, consuetudo terræ ligat Principem. *Ad §. Ex non scripto Instit. de Iure nat. Gent. & cons.*

e Addit sup. tit. Qui feuda dare poss.

f Ad L. Cum consuetudini, Dig. de Leg.

notre question en propres termes, & résout positivement que les Coustumes affectent les biens du Prince *a*. Montalvi dit la mesme chose sur cette Loy. *Petrus Belluga* tient que dans les cas où il n'y a point de Loy particuliere qui dispose, le Prince doit suivre la Coustume des lieux, & qu'il commettoit une grande injustice de s'en dispenser *b*.

François Hotoman écrit que dans les causes de successions Royales & Feodales, la Coustume doit prévaloir à toutes sortes d'autres Loix *c*. *Ioannes Faber* s'explique clairement que les Coustumes lient & obligent le Prince *d*, Balde & Barbatias *e*, Paul de Castre, Bartole & Alexandre sont de mesme avis *f*: Mais afin que le Conseil d'Espagne ne s'imagine pas que ce soit l'opinion des simples Docteurs, qui établisse cette maxime contre l'intérêt, l'honneur ou les droits de la Souveraineté, qui ne peut estre réglée ny diminuée par de semblables avis: qu'il voye s'il

luy

luy plaist ce que les Empereurs Romains qui sçavoient assèurément tres-bien maintenir le droit de leur Souveraineté, en ont eux-mesmes écrit : Que nostre Procureur, dit l'Empereur, prenne bien garde de rien entreprendre sous nostre Nom, contre la disposition des anciennes Coustumes^a. Et en un autre endroit, Tout est licite au Prince, pourveu que la Loy municipale soit conservée^b. C'est donc une verité constante que par la raison & selon les autoritez, la Coustume des lieux doit estre gardée dans la succession des Souverainetez, lors qu'il n'y a point de Loy particuliere qui y déroge ou qui y soit contraire : Mais les exemples qui appuyent cette verité sont si frequens & si illustres tout ensemble, qu'ils ne peuvent laisser que de la confusion à ceux qui oseroient la contredire.

L'Espagne pourroit-elle repliquer quelque chose de legitime au propre témoignage de l'Empereur Charles-Quint, dans la Pragmatique du mois de Novembre 1549. où il se void que ce Prince ayant conceu la pensée de faire que la representation eust lieu à l'avenir dans la Famille Royale, pour les Souverainetez des Pays-Bas, nonobstant la disposition contraire de plusieurs Coustumes des lieux, qui n'admettoient point ce droit dans les successions, il en assembla tous les Estats, &

^a Si manifestè doceri possit jus aquæ ex veteri more atque observatione per certa loca profluentis utilitatem certis fundis irrigandi causam exhibere, Procurator noster ne quid contra veterem formam atque solennem morem innovetur, providebit.
Cod. de aqua, &c.

^b Hoc ita verum est, si non Lex municipalis Curatori Reipublicæ amplius concedat. *L. 3. §. Pland quod vi aut clam.*

H 5 après

Ayuntamiento de Madrid

après y avoir proposé & fait approuver son dessein ; Il résolut de leur consentement , que désormais on succederoit par représentation dans la Maison du Souverain seulement , dérogeant pour cet effet à toutes Coustumes Locales qui portoient une disposition contraire. Ce qui estant présupposé , reste-t'il apparence de doute , que dans l'esprit de cette Pragmatique la succession de Souverainetez ne soit sujette à la Loy des Coustumes, comme les autres successions ordinaires. Car enfin , pourquoy ordonner que la Coustume ne sera plus executée à l'avenir en ce qui concerne le droit de représentation dans la succession du Souverain , si cette Coustume n'y estoit point observée par le passé , & à quel dessein faire une Loy expresse pour déroger à son autorité sur les Souverainetez, si elle n'y en avoit point ?

Eut-on assemblé les Estats, & se fust-on donné la peine de rédiger une grande Pragmatique pour faire une chose inutile en changeant une disposition qui n'auroit point esté obligatoire ? Et n'est-il pas aujourd'huy indubitable de conclure, que puis qu'il n'a esté dérogé qu'à ce qui regarde la représentation dans la succession des Souverainetez , la Coustume Ancienne demeure toute entiere pour le surplus de ses dispositions sur la succession de ces mesmes Souverainetez ?

Le

Le Conseil d'Espagne en dira tout ce qu'il luy plaira : Mais quiconque pésera cet exemple dans toutes ces circonstances y trouvera dequoy se satisfaire entiere-ment sur la certitude de nostre proposition ; Car à le considerer premierement dans la qualité de son Autheur , on n'en peut en imaginer un plus celebre & moins suspect que l'Empereur Charles-Quint , qui ne manquoit ny de lumiere pour connoistre ses droits, ny de puissance pour souterenir son autorité, ny d'ambition pour la porter jusques à ses derniers termes.

Que si l'on fait réflexion sur la matiere & le sujet de cet exemple , en pourroit-on desirer un plus naturel à la question qui se presente , puis qu'il s'agissoit mesme des Souverainetez des Pais-Bas ?

Si enfin l'on en regarde la forme, il n'en fut jamais un plus solennel, les Estats ayant esté Assemblez , & la chose délibérée par les suffrages des Provinces. Tellement que ce qu'on peut desirer d'Illustre , de fort & d'authentique dans un témoignage public, se trouve en celuy-cy.

Le second exemple se tire des Annales mesmes de Brabant , & n'a ny moins d'éclat ny moins de solidité que le premier , puis qu'il est fondé sur un jugement du Roy Saint Louis , & d'un Legat du Saint Siege , entre Marguerite Comtesse de

Flandre, & ses Enfans du premier liêt.

Le fait estoit, que la Comtesse Marguerite ayant esté mariée deux fois; la premiere avec le Sire d'Avesnes, & la seconde avec le Sire Dampierre, elle eut des enfans des deux liêts; Mais comme elle découvrit pendant son premier Mariage que le Sire d'Avesnes son Epoux avoit esté promeu à l'Ordre de Souûdiacre, Elle fit prononcer par l'Eglise la nullité de son Mariage, nonobstant qu'Elle en eut deux enfans masles vivans, & en contracta un second avec le Sire Dampierre, dont Elle eut aussi des enfans, lesquels Elle voulut estre ses seuls heritiers, prétendant que ses premiers enfans n'estoient point legitimes; ce qui forma un tres-grand differend entre Elle & ses Enfans du second liêt d'une part; & Iean & Baudouin d'Avesnes ses deux fils du premier liêt, d'autre: Ceux-cy souûtenans que la bonne foy de la Comtesse Marguerite au temps de son premier Mariage les rendoit legitimes, & qu'en tout cas la Coustume des lieux portant que tous les Enfans de quelque conjonction qu'ils fussent nez estoient les veritables heritiers de leur Mere, parce qu'il n'y a point de bâtards à l'égard de la Femme; on ne pouvoit sans violer la Coustume leur disputer la qualité d'heritier: Surquoy les uns & les autres se souûmirent au jugement du Roy Saint Louis,

Louis, & du Legat du Saint Siege, lesquels estans entrez en une parfaite connoissance de cause, & considerans que par la Coustume l'Enfant mesme illegitime succedoit à sa Mere, ils adjugerent les Comtez de Hainault, de Valanciennes & Dostrevânt aux Enfans de Sire d'Avesnes; & le Comté de Flandre à ceux de Sire Dampierre, sans rien prononcer sur la question de légitimité, ou illégitimité des Enfans du premier liét qu'ils reserverent au Saint Siege, tant il est vray qu'ils ne se sont fondez que sur la pure & simple disposition de la Coustume, puis que sans sçavoir quel seroit le succès de la question de légitimité, ils ne laisserent pas d'adjuger partie des biens conformément à la Loy municipale aux Enfans du premier liét.

Les mesmes Annales rapportent, que la Coustume de Brabant ayant introduit un droit de Dévolution, par lequel les Enfans dès le moment de la mort du Pere ou de la Mere sont saisis de la propriété de tous les Fiefs qui appartiennent au survivant des deux conjoints; En sorte que de propriétaire qu'il estoit il devient simple usufructier. Il arriva qu'en l'année 1230. se mût difficulté entre le Duc & ses Enfans, pour sçavoir si ce droit de Dévolution pouvoit s'appliquer à l'égard de la Souveraineté, de maniere que la Fem-

me du Duc estant decedée, il ne pût rien aliener de son Domaine au préjudice des Enfans : Lequel differend ayant esté proposé devant Henry Roy des Romains, il jugea avec tous les Princes de l'Empire que ce droit se devoit observer dans la succession de la Souveraineté aussi bien que dans celle des Sujets, & prononça sur ce fondement, que si le Duc entreprenoit d'aliener quelque partie de son Domaine, il seroit libre au Prince son Fils de le revendiquer comme son propre & legitime heritage, en vertu de ce droit de Dévolution, qui oste au servivant & transfere à ses Enfans la propriété de tous les Fiefs qui luy appartiennent.

Guise recite dans ses Annales de Haynaut, que le Comte Baudouin qui fut Empereur de Constantinople, jura solennellement dès l'année 1200. à la face de tous ses Princes & du Peuple, avant mesme qu'il y eust aucune Coustume rédigée par écrit, qu'il observeroit inviolablement en tout temps, comme pouvoit faire le moindre de ses Sujets, les Coustumes de son Estat, & particulièrement celles qui regardent le droit de succession.

Vignier dans son Histoire de Lorraine rapporte, que s'estant meu il y a environ deux siecles un differend fort considerable sur la succession du Duché de Lorraine, l'Empereur Sigismond qui estoit alors

alors au Concile de Basle, le décida à la veüe du Concile, sur les seuls principes de l'usage & des Coustumes de Fiefs, qui estoient observées dans le Pais.

Froissart & Gudelin font mention qu'en l'année 1340. il se forma une noble & Illustre question dans le Conseil du Roy Philippes V I. entre Iean Comte de Montfort d'une part, & Charles de Blois Mary de Ieanne de Bretagne de l'autre, touchant la succession du Duché de Bretagne, que Iean Comte de Montfort soustenoit luy devoir appartenir en qualité de plus proche Masle, par le droit des Fiefs qui exclud les Femelles, & que Charles Comte de Blois maintenoit au contraire estre deferée & appartenir à Ieanne sa Femme, fondé sur la Coustume de Bretagne, qui portoit que les Femelles plus proches succedoient par droit de representation, à l'exclusion des Mâles; ce qui fut ainsi décidé en faveur de Ieanne de Bretagne, conformément à la Coustume, après neantmoins qu'il eust esté fait une enqueste solennelle, pour connoistre l'usage des lieux, & s'en asseurer plus précisément.

Qui ne sçait cette illustre & fameuse contestation qui survint après la mort de Robert Second Comte d'Artois, entre Robert III. Fils de Philippes, & Mahault Femme d'Otton Comte de Bourgogne, pour

pour la succession du Comté d'Artois; Mahault fille de Robert II. & Tante de Robert III. alleguoit la Coustume d'Artois, par laquelle il n'y a point de représentation en directe, & que c'étoit l'héritage de la Reyne Isabeau, dont par conséquent les femmes étoient capables. Robert III. Comte de Beaumont le Roger, Fils de Philippes mort avant Robert Second Comte d'Artois son Pere, disoit que l'Artois avoit esté apporté par Louis VIII. à la Couronne, & fait Domaine Royal, mesme qu'il avoit esté donné depuis en Appanage à un puisné de France: Mais la force & l'autorité de la Coustume qui n'admettoit point la représentation l'emporta par dessus toutes ces raisons: Et par Arrest de Philippes le Bel du 9. Octobre 1309. le Comté fut adjugé à Mahault, sans que ny la faveur de la ligne directe, ny la prérogative du sexe ait pû rien faire obtenir à Robert contre le Texte de la Loy municipale.

Le scrupule extraordinaire qu'apporta Iean d'Avesnes Comte de Haynaut, lors qu'il fut question de recueillir ce Comté dans la succession de Marguerite son Ayeule, ne marque-t'il pas aussi manifestement combien la Coustume a toujours esté reverée dans la succession mesme de la Souveraineté?

Ce jeune Prince estoit petit Fils de la
Com-

Comtesse Marguerite, Mere de Jean d'Avesnes son Pere, lequel estant mort avant sa Mere, Jean d'Avesnes Fils, après le décès de la Comtesse Marguerite son Ayeule, luy succeda à ce Comté en vertu d'une clause particuliere qui l'asseuroit à Jean d'Avesnes Pere & à ses Enfans : Mais parce que ce jeune Prince craignit qu'on n'estimast qu'il y venoit par representation de son Pere au préjudice de la Coustume, qui n'admet point le droit de representation, il eut cette religion pour montrer à tous les Peuples qu'il n'agissoit point contre la Coustume, de faire porter le corps de son Pere, quoy que mort, & de le faire installer dans tous les lieux où il entroit pour prendre possession, disant qu'il en usoit ainsi pour montrer qu'il tenoit le droit par succession de son Pere, & non point par la representation de sa personne dans l'heredité de la Comtesse Marguerite son Ayeule.

On void dans le procès Verbal des Coustumes de Flandres qu'en l'année 1457. le Bon Duc Philippes de Bourgogne ayant esté informé que les Flamans vouloient faire rediger leurs Coustumes par écrit, à l'exemple de ce que Charles VII. avoit fait en France de toutes les Coustumes fixés auparavant, il leur fit entendre que leurs Coustumes ne seroient d'aucun effet à son égard, s'ils ne differoient à en faire

faire la redaction jusques à ce qu'il y eust envoyé des personnes de sa part, pour y représenter & soutenir ses droits.

Enfin cette matiere fourniroit des Volumes entiers, si l'on entreprenoit de la fortifier par tous les exemples qui peuvent y convenir; Mais comme les grandes Maximes se rendent plutôt suspectes qu'elles ne s'autorisent par des confirmations trop exactes & trop scrupuleuses, on impose silence, s'il faut ainsi parler, à une foule innombrable d'autoritez, de témoignages & d'exemples qui se voudroient produire icy de toutes parts & de toutes Nations pour le fait des successions, des Doüaires, des Partages, des Appanages & des Assignats sur des Souverainetez, & l'on se satisfera de conclure tous ces raisonnemens par deux observations singulieres de l'Histoire Romaine; l'une est de l'Empereur Auguste, lequel dans le plus haut degré de sa Puissance Souveraine, se crût neantmoins tellement lié par la Loy Municipale, qu'ayant dessein de disposer en faveur de l'Imperatrice de quelque chose au delà de ce que cette Loy luy permettoit, il alla luy mesme en plein Senat pour y demander & obtenir, comme il fit, d'estre dispensé de la Coustume.

Dion.

L'autre est de l'Empereur Trajan, lequel pour confondre la flaterie de ceux qui luy vouloient insinuer qu'il n'estoit point

point obligé d'exécuter les Coustumes du Pais, monta exprés dans la Tribune, & y prononça cét Oracle qui fait une si belle partie de son Panegyrique dans Pline, qu'il n'avoit jamais connû rien de plus seur, ny trouvé de plus juste ny de plus honneste à un Prince que de se conformer en tout aux Coustumes des Villes & des Lieux de son Empire.

Plin.
Id ego quod
semper tu-
tissimum est
sequendum
cujuscumque
Civitatis le-
gem puto.

Ce qui se rapporte à cette ancienne Loy des douze Tables, qui imposoit à toutes les personnes publiques & particulieres la necessité d'obeir aux Coustumes.

Lib. 12. Tab.
Ritus Fami-
liæ Patriæ-
que servan-
to.

Comme donc le Roy d'Espagne possède plusieurs Estats distincts & separez de sa Couronne, chacun de ces Estats a ses Coustumes différentes, selon lesquelles la succession en doit estre réglée; Car encore qu'ils se trouvent tous en la possession d'un seul & mesme Prince, il ne les possède pas neantmoins comme les parties d'un mesme corps, mais comme un assemblage de diverses choses fortuitement amassées, en sorte que chaque Coustume domine dans son détroit sur tout ce qui s'y trouve compris, en la mesme maniere que la fortune d'un particulier composée de plusieurs heritages épars & répandus en différentes Provinces seroit regie par autant de Loix qu'il y auroit de différentes Coustumes où les choses se trouveroient situées.

C'est

C'est pourquoy après avoir si clairement établi par raisons, par autoritez, & par exemples, que la Coustume règle la succession des Souverainetez, quand il n'y a point de Loy particuliere qui la déferé, il est temps d'entrer dans le détail des droits de la Reyne, & de finir ce premier point de la dernière partie, en priant le Conseil d'Espagne de ne pas reputer à injure ou à mépris, qu'on oppose au Roy Catholique la nécessité d'observer les Coustumes locales de ses Estats particuliers; Car c'est gloire & non pas foiblesse à un Prince de ne pouvoir commettre injustice, en renversant une autorité qui est ou la source ou le ruisseau de la sienne; Parce que toute Puissance estant une émanation du Ciel, elle cesse d'estre puissance quand elle s'employe pour le mal: & de mesme qu'un Pere de famille qui execute dans sa maison les ordres qui y sont establis de longue main; ou qu'un Mary, qui observe les Contrac̃ts & les conventions qu'il a faites avec sa femme, ne diminuënt rien de leur autorité domestique, l'un ne cessant point d'estre Pere, & l'autre d'estre Mary par la religion qu'ils apportent à executer ce qu'ils ont eux-mesmes estably ou approuvé dans la fondation de leur famille; qu'au contraire c'est par cette religion mesme qu'ils remplissent plus justement les sentimens & la fon-

fonction de Pere & de Mary ; aussi le Roy qui se soumet à la Coustume de ses Estats ne fait qu'élever sa Gloire & son Autorité, parce qu'il se doit éternellement souvenir que la Iustice estant l'ame de la Coustume, & n'y ayant point de Souverain qui ne se doive soumettre à la Iustice, il n'y en a point aussi qui ne le doive estre à la Coustume.

LES DROITS DE LA REYNE DROITS:
dérivent principalement du Contract de Mariage de leurs Majestez Catholiques ses Pere & Mere, & se distribuënt en trois especes de biens ; A sçavoir, en deniers, en joyaux, & en fonds ; Chacune desquelles ayant ses considerations particulieres, il est necessaire autant pour l'ordre que pour la décision de les examiner & de les liquider separément.

La Reyne Elizabeth a porté la somme DROITS
de cinq cent mil escus d'or sol en Dot. EN DE-

Le Roy Catholique luy a constitué NIERS.
cent soixante & six mil six cent soixante
six escus aussi d'or sol en augment.

Cette Dot n'est point encore restituée ny l'augment payé, & par consequent, on ne peut douter que la succession du Roy Catholique ne doive à son premier liët, cinq cent mil escus d'or sol d'une part, & cent soixante six mil six cent soixante & six escus d'or sol de l'autre.

Outre le principal de ces deux sommes
l'in-

l'intérêt en est dû; la première étant une Dot, & la seconde un Doüaire, dont chacun sçait les privileges, il faut seulement régler le temps de ces intérêts.

Quant aux deniers Dotaux ils portent naturellement intérêt au profit des Enfants du jour que leur Mere est décédée. Mais on reconnoît qu'en Espagne, le Pere en jouit par droit de puissance Paternelle jusques au Mariage ou à la Majorité de ses Enfants, à la charge de les nourrir & entretenir : C'est pourquoy la Reyne Tres-Chrestienne ne les demande que du 4 Juîn 1660. qui est le jour de la celebration de son Mariage.

Pour ce qui est des intérêts de l'augment de Dot, on n'en fera point icy d'estat, d'autant que ne commençant qu'à la mort du Roy Catholique arrivée depuis peu, la consequence en est trop mediocre pour meriter sa place dans une affaire de cette haute importance, ainsi ces intérêts étant rétranchés, le reste des droits en deniers se trouve monter à la somme de onze cent mil escus d'or ou peu s'en faut, sçavoir cinq cent mil escus d'or pour le prix de la Dot, & cent soixante & six mil six cent soixante & six escus d'or pour le principal de l'augment, cent mille escus en Pierreries données & apportées, & le reste pour les intérêts de ces sommes pendant plusieurs années.

Il s'agit maintenant de discuter quelle part la Reyne peut prétendre dans cette somme.

Pour connoître distinctement ses droits, on la doit considerer en trois qualitez.

Elle estoit heritiere pour moitié avec le Prince Baltazar d'Elizabeth de France leur Mere ;

Elle est heritiere unique du Prince Baltazar son frere ;

Et Elle est enfin heritiere du feu Roy Catholique son Pere.

Comme heritiere de sa Mere il luy appartient moitié de son chef dans le principal & les interests de la Dot.

Comme heritiere de Don Baltazar Elle a l'autre moitié qui en appartenoit à ce jeune Prince son frere.

Et comme heritiere, ou en quelque autre qualité que ce soit du chef de son Pere elle a l'augment entier de cent soixante & six mil six cent soixante & six escus d'or, parce qu'Elle est seule du premier Lit qui l'ait survescu ; tellement qu'en sa personne tous ces droits se rassemblent, & la rendent aujourd'huy creanciere de la succession du Roy son Pere pour la restitution de la Dot & pour le payement de l'augment de la somme de onze cens mil escus d'or ou environ.

Par le Contract de Mariage le Roy Catholique donne pour cinquante mil escus
de

de Pierreries à la Reyne Elizabeth lors sa future Espouse, avec clauses qu'elles demeureront Propres & aux siens.

La mesme clause contient que tous les Joyaux qu'Elle apportera demeureront pareillement Propres pour Elle, ses Hoirs, Successeurs & ayant cause.

Que si au temps du Mariage ou depuis le decés de la Reyne Elizabeth on eust fait Inventaire de toutes les Bagues & Pierres, & qu'on les voulust aujourd'huy restituer en espee, la Reyne Tres-Chrestienne en pourroit esperer pour des sommes immenses : Mais puis qu'on n'a point gardé cette formalité, il est necessaire d'en venir à une évaluation honnestes & raisonnable.

A l'égard des Joyaux qui ont esté donnez par le Roy Catholique, le prix en est fixé par le Contract à cinquante mil escus.

Il n'y a donc que ceux qui ont esté apportez par la Reyne Elizabeth, dont le prix soit incertain ; Mais il est assez facile de le régler par deux ou trois puissantes conjectures, & de faire voir qu'il ne peut estre moindre que de cinquante mil escus.

La premiere est tirée de la dignité des personnes, n'estant pas à présumer qu'une Fille de France que l'on marioit en Espagne ait eu moins en bagues & joyaux.

La deuxieme est, que comme l'on a gardé dans ce Contract toute l'égalité possible,

ble, & que le Roy d'Espagne en donnoit pour cinquante mil escus, il est assuré que de la part de France on en a donné autant.

Et la troisième résulte de ce qu'Anne d'Autriche, dernière Douairière de France, en apporta pour cette somme au Roy Tres-Chrestien, qui l'épousa dans le même temps que la Reyne Elizabeth passa en Espagne; après quoy l'on jugera facilement que le prix de tous ces joyaux tant donnez qu'apportez ne peut estre moindre que de cent mil escus, dont une moitié appartient constamment à la Reyne de son chef; & l'autre moitié comme heritière du Prince Baltazar son Frere avec les interets du jour de son Mariage, parce que ce sont droits successifs qui produisent naturellement interets au profit des Mineurs entre les mains de leur Tuteur.

Voilà succinctement à quoy se réduisent les droits de la Reyne en Deniers & en loyaux; il n'y a plus que ceux en Fonds & en Souveraineté qui soient à examiner: Mais comme ce dernier Article est le plus important, & qu'on a gardé cet ordre jusques à présent dans ce Discours de ne jamais passer d'un point à l'autre, qu'après avoir pleinement satisfait non seulement aux difficultez qui pourroient estre formées, mais mesme aux

scrupules & aux subtilitez qui seroient capables de faire ou de laisser des ombres à la verité, l'on a encore estimé à propos avant que d'entrer dans ce dernier Article, qui pour sa consequence ne doit souffrir le mélange d'aucune objection estrangere, de prévenir deux moyens que le Conseil d'Espagne pourroit opposer contre les droits qui viennent d'estre établis, quoy qu'à vray dire ces deux moyens bien entendus dégènerent en de pures cavillations, qui ne pourroient imposer qu'aux foibles & aux ignorans.

Le premier est qu'on dira peut-estre qu'en Espagne le Pere succede à ses Enfans à l'exclusion des Freres & des Sœurs, & consequemment que la moitié du Prince Balthasar dans les Deniers Dotaux & dans les autres droits de la succession Maternelle appartenoit au Roy Catholique son Pere, & non pas à la Reyne sa Sœur.

Mais en verité cette objection ne scauroit estre faite de bonne foy pour trois raisons.

L. 31. tit. 11. de las Dotes, 4. part. L. 23. ibid. La premiere est, que par les Loix d'Espagne le Pere après la dissolution du Mariage est obligé de garder la Dot aux Enfans qui en sont issus pendant leur Minorité, & de la leur restituer quand ils sont en âge.

L. 1. tit. 11. de las Dotes, 4. part.

La seconde, que les Peres n'y succèdent point aux Propres de leurs Enfans, ny par con-

consequent à la Dot de leur Mere, qui est reputée le propre Patrimoine de la Femme par les Loix du País : Il ajouste que la Dot & les Ioyaux dont il s'agit ont esté stipulez Propres par le Contract pour la Reyne & les Siens ; si bien qu'on peut aujourd'huy qualifier la Dot un double Propre Maternel auquel le Pere ne peut jamais rien prétendre.

La troisiéme est, que supposé mesme que le Roy Catholique eust seul recueilly la succession du Prince Balthasar son Fils, il a esté obligé de la restituer à l'Infante du jour de ses secondes Nopces suivant l'usage formel d'Espagne ^a, qui s'est en ce point conformé, ainsi que tous ses Docteurs l'attestent, à la disposition du Droit Civil, selon lequel le survivant qui se remarie est chargé de restituer tous les avantages qu'il a receu du précedé, & toutes les successions qui luy sont venues par la mort des Enfans, ou de quelques autres parens de la Femme ^b. Ce qui paroît mesme avoir esté réglé de la sorte par la Loy 15 de Torre, laquelle dispose qu'en tous les cas où les femmes en passant à de secondes Nopces, sont obligées de réserver à leurs Enfans du premier liét la propriété de ce qu'elles ont eû du premier Mariage, en ces mesmes cas le Mary qui passe à de secondes Nopces est obligé de réserver la propriété aux Enfans du premier Mariage.

a Covarruv. in cap. Quamvis, de Pañ. in sex. 3. part. §. 3. n. 1.

Oldrade consil. 94. Benedict. cap. Ratinutius, in verbo Duas habens filias, n. 288.

Ioannes Lupus ad L. 12. Torr. de las herencias for. LL.

b L. Famina, Cod. de secund. nupt. L. Edifiali, Cod. eodem.

L'autre des objections seroit de dire que la Reyne ne peut rien prétendre en l'augment de Dot, parce que n'estant dû à la Femme qu'en cas qu'elle survive son Mary, il n'a point eu de lieu en cette occasion, puis que la Reyne Elizabeth est morte avant le feu Roy Catholique son Epoux : Mais la réponse y est aussi facile qu'à la premiere ; Car encore qu'il soit vray qu'en Pays de Droit écrit l'augment n'est point dû ny à la Femme ny aux Enfants, si la Femme ne survit point son Mary, neantmoins quiconque prendra la peine de voir le Contract & de faire réflexion sur les circonstances naturelles du sujet, sera facilement persuadé que le prédécès de la Reyne Elizabeth n'a pas empêché que cet augment n'appartienne à la Fille unique du Mariage qui a survécu son Pere.

La clause se trouve conceüe en ces termes :

Est convenu qu'au lieu de Doüaire, dont on a accoustumé d'user en France, ladite Dame Elizabeth aura pour augment de Dot dudit Mariage, selon l'usage des Royaumes dudit Roy d'Espagne, la somme de cent soixante six mil six cent soixante six escus d'or deux tiers qui reviennent au tiers de ladite somme entiere dudit Dot, pareille évaluation.

Lequel augment de Dot estant ledit Mariage dissolu, & ladite Dame survivante, le-
dit

de la Reyne Tres-Chrestienne. 197

dit Prince d'Espagne son Mary, luy sortira nature d'heritage pour Elle, les siens, & ayans cause, pour en pouvoir disposer soit entre-vifs, ou par derniere volonte, conformement à l'Usage & Coustume d'Espagne, & lors que ledit Mariage sera consommé, sera baillé assignation à ladite Dame de ladite somme de cent soixante six mil six cent soixante six escus deux tiers, pour en joüir ledit cas d'augment de Dot avenant, & ce en la mesme forme & maniere que les deniers & rentes dudit Dot luy seront assignez.

Ce texte ne confond-il pas nettement l'objection, & pourroit-on encore persister honnestement après des clauses si formelles?

Il est dit, que l'augment est accordé pour tenir lieu de Doüaire, dont on a accoustumé d'user en France, & par consequent, il faut, puis qu'il est substitué au Doüaire, & qu'il en doit produire les effets, qu'il en ait les qualitez: Or bien loin qu'il les eust s'il n'estoit donné qu'en cas de survie de sa Femme, il en auroit de toutes contraires; Car il n'y a rien de plus essentiel aux Doüaires de France, que d'estre propres aux Enfans du jour du Mariage, nonobstant le prédecés de la Mere.

La clause ajoustée que cet augment est constitué selon les usages des Royaumes d'Espagne. C'est donc cet Usage qu'il faut considerer, & auquel on se doit rap-

porter : Mais les Espagnols oferoient-ils bien avancer ce Paradoxe contre leur Jurisprudence, que les Enfans n'ayent point d'augment, si leur Mere n'a survécu leur Pere.

Il est constant par leurs Loix & par leurs mœurs, que ce qui est donné par le Mary pour causes de Nopces à la Femme, & qui s'appelle Arrhes, en langage du País, appartient tellement à la Femme & aux Enfans, du jour du Contract de Mariage, qu'il ne se trouve rien de plus clairement établi dans toutes les Ordonnan-

ces ^a.

L. 1. tit. 11. de las Dotes & de las Donat. & de las Arrhas, 4. part.

L. 1. de las Arrhas, L. 3. fer. LL.

L. 23. ibid.

La Loy 87. titre 18. de las Escritturas partid. 3. parlant de la forme de la Donation ou Arrhes que le Mary fait à sa Femme, elle la conçoit en ces termes :

I'octroye en donation pour cause de Mariage à D.M. tel heritage, de maniere qu'Elle & les Enfans que Nous aurons ensemble le puissent avoir & tenir pour en faire comme de leur chose propre. Et la Loy 51. de Toro passant plus avant ordonne, que si la Femme n'a point d'Enfans du Mariage dans lequel la promesse des Arrhes est intervenüe, & qu'elle n'en ait point disposé expressement, les heritiers, & non le Mary, en disposeront ; Tant il est vray que ces sortes de Donations ne peuvent jamais retourner au Mary. C'est pourquoy l'on voit évidemment que ce seroit une

pure

pure cavillation de dire, que sous prétexte de ce que par la disposition du Droit Civil l'augment n'est dû à la Femme qu'en cas de survie, que celui dont est question n'est point dû à la Reyne, parce que sa Mere a précédé : Car estant stipulé par le Contract de Mariage que cet augment est selon l'Usage d'Espagne, pourquoy aller chercher l'Usage de Droit écrit contre celui de leur Nation, dont mesme on s'est fait une Loy par le Contract : Et de quelle grace le Conseil d'Espagne peut-il soutenir cette proposition, puis qu'il ne peut pas desnier que mesme en Espagne le terme d'augment n'y soit absolument inconnu, ne se trouvant vraisemblablement inseré dans le Contract de Mariage que par la fantaisie de quelque Docteur de Droit que l'Espagne a consulté là-dessus, qui s'est servy du mot d'augment plutôt que de celui d'Arrhe, parce qu'il luy estoit plus familier ?

Ioannes Lupus a écrit en termes bien formels, que ce que le Mary donne à la Femme en faveur de Mariage, & qui s'appelle par les Loix Romaines Donation à cause de Noces ou augment de Dot, se nommoit Arrhes en Espagne.

Montalve a dit nettement la mesme chose.

Et Covarruvias encore plus expressément que les deux autres, qualifie toutes

a In his Regnis secundum morem Hispaniæ appellamus eas donationes arrhas quas dantur à viro uxori, vel dari præsumuntur in præmium virginitatis, & pudicitie, & propter multum favent iura istis donationibus sive arrhis. *Rub. de Don. inter vir. & ux. §. 12.* In his Regnis non sunt istæ donationes, sed dantur arrhæ, ut dicit Lex Regni, & sic in effectu istæ arrhæ successerunt loco donationis propter nuptias. *Idem §. 24.* *b* Quod viro uxori dat est donatio propter nuptias, quæ vocantur in Hispania arrhæ. *Ad L. 1. tit. 11. 4. part. 6. ad L. 87. tit. 18. part. 3.*

a Arrhas
 vulgò appel-
 lamus dona-
 ziones factas
 uxoribus an-
 te vel post
 matrimo-
 nium, ut eo
 consummato
 statim eis ac-
 quirantur in
 præmium
 pudicitæ.
*In Lib. 4.
 Decr. part. 2.
 §. 7. cap. 3.*

ces donations que le Mary fait à la Fem-
 me en faveur de Mariage du Titre d'Ar-
 rhes, ajoûtant que les Arrhes sont acqui-
 ses à la Femme dès l'instant de la consom-
 mation du Mariage, parce qu'elles ont
 données pour le prix de la virginité^a.
 Mais quoy qu'il en soit, quand les choses
 s'expliquent d'elles-mêmes les mots sont
 inutiles, & puis qu'on a dit que l'au-
 gment estoit pour tenir lieu de Douaire, &
 qu'il se régleroit selon l'Usage d'Espagne,
 c'est cet Usage qu'il faut suivre unique-
 ment, & non pas s'arrester à un terme
 qui peut bien servir à éclaircir la cho-
 se quand elle ne se manifeste pas suffi-
 samment; Mais qui ne peut jamais
 estre employé pour en détruire la nature
 ny la force, & les effets d'une conven-
 tion solemnelle.

Il est encore dit par la mesme clause,
 que cet augment lors que l'ouverture
 s'en fera par le prédecés du futur Epoux,
 fera Propre à la future Epouse, & aux
 Siens: D'où il resulte necessairement
 que le prédecés de la Femme n'empesche
 pas le droit des Enfans: Car pourroit-on
 coter un seul cas où la stipulation d'un
 Propre ayant esté faite pour la Mere &
 les Enfans, la mort de la Mere fasse dé-
 cheoir les Enfans, puis que cette mort
 les rend encore plus favorables, tant s'en
 faut qu'ils perdent leurs droits par son
 decés?

décés? C'est assez, selon tous les principes de Droit que les Enfans soient nommez dans la condition pour estre reputez compris dans la disposition; & si cela a lieu dans les legs, dans les fideicommiss, & dans les substitutions ordinaires, combien plus fortement le doit-on établir en faveur d'un Doüaire & des Enfans par un Contract de Mariage, qui n'a en veü que la naissance, la subsistance & l'établissement d'une legitime posterité dans les Enfans?

Enfin, l'on ne peut obmettre une derniere consideration importante qui est, que la France & l'Espagne s'estant particulierement appliquées dans ce Mariage, pour faire que ces choses y fussent de part & d'autre dans la derniere égalité, cette intention qui faisoit pour ainsi dire, un des grands Mysteres du Contract se trouveroit frustrée dans l'un des plus essentiels points de toute la convention, puis que les Enfans de la Reyne Elizabeth n'auroient pas d'augment de Dot, leur Mere précédant le Roy Catholique, & qu'au contraire, ceux d'Anne d'Autriche estoient assés d'un Doüaire en France, quand mesme Elle seroit morte avant le Roy Tres-Chrestien son Epoux.

Il reste donc de voir si ce sera une raison assez forte pour opposer à la faveur

des Enfans, au droit commun, à l'usage de la Nation, à l'égalité & à la Religion d'un Contract authentique de dire, qu'en Pais de Droit écrit l'augment n'est dû à la Femme, qu'en cas de survie, & qu'il n'est point stipulé que le prédecés de la Reyne Elizabeth arrivant, ses Enfans jouyront de l'augment.

Certes il n'y auroit que les aveugles volontaires qui se pûssent laisser surprendre à ces injustes subtilitez ; car outre qu'il est honteux d'alleguer l'Usage du Droit écrit contre les clauses formelles d'un Contract de Mariage, & contre les propres Loix du Pais, ne sçait-on pas qu'en cecy il y a toute raison de difference entre le Droit écrit & le Coustumier, puis qu'en Pais de Droit écrit la Femme après la mort de son Mary, ou les Enfans après la mort de leur Mere, retirent la Dot entiere des mains ou de la succession du Mary, au lieu qu'en Pais Coustumier il demeure toujours une partie de la Dot emmeublie au profit du Mary ou de ses heritiers ; & c'est pourquoy comme la Femme regulierement perd une partie de sa Dot, aussi le Douaire ou l'augment qui luy en doit tenir lieu, appartient par le seul Titre du Mariage aux Enfans pour les recompenser en quelque maniere de cette diminution de Dot : Ce qui est si veritable, que quand mesme il n'y a point de

de stipulation de Douaire la Coustume ne laisse point d'en donner à la Femme, ou à ses Enfans, sans entrer en consideration de survie ou de predecés.

Quant à ce qu'on dit, qu'il n'est point stipulé par le Contract qu'en cas de predecés de la Reyne Elizabeth, les Enfans du Mariage jouiront de l'augment, la réponse est qu'il n'estoit pas necessaire de stipuler ce cas puis qu'il estoit dans le Droit commun : Mais au contraire si on vouloit faire cesser ce Droit, il en falloit une clause précise, & le defect de l'avoir exprimé produit un argument invincible pour dire qu'il doit avoir lieu ; Ainsi qui ne void un concours presque universel de toutes sortes de raisons, de droit, de faveur, de Justice & d'équité, pour conserver cet augment à la Reyne Tres-Chrestienne: Mais après tout cette grande Princeesse plus severe contre Elle-mesme, que ne le pourroient estre les plus austeres Arbitres du monde, se contente d'avoir establi ce droit sans en vouloir profiter ; au contraire pour faire connoistre qu'Elle defend plus ses prétentions pour l'amour de la justice que de ses propres interests, & qu'Elle prefere l'honneur de la victoire aux dépouilles du vaincu ; Elle declare que non seulement Elle consent que cet Article ne soit pas compris dans l'estat de ses droits, mais mesme Elle abandonne la

moitié du lit quotidien qui luy appartient en Espagne, l'intérêt des joyaux qui luy sont dûs incontestablement, & renonce à demander aucune legitime en deniers sur la succession du Roy son Pere, afin que toute la terre soit informée par cette conduite que si Elle desire qu'on luy fasse raison de la Dot & des Joyaux de sa Mere, c'est parce qu'une Fille ne peut honnêtement abandonner ce précieux gage de sa Naissance ; & que si Elle demande à rentrer dans les Estats & les Souverainetez qu'on luy retient, c'est d'autant qu'une Princeesse ne peut legitimement résister à cette vocation du Ciel ; & qu'en un mot, Elle se relâchera toujours volontiers quand il ne s'agira que du plus ou du moins : Mais qu'Elle ne peut jamais céder des Droits & des Souverainetez dont la defense interesse également le salut de ses Peuples, son honneur & sa Religion.

DROITS
EN FONDS
ET SOU-
VERAIN-
NETEZ.

Après avoir cy-devant établi par une démonstration certaine & infaillible fondée sur la raison aussi-bien que sur les Loix, les Autoritez, l'Usage & les Exemples, que les Souverainetez se défèrent & se régissent par les Coustumes comme tous les autres Fiefs, lors qu'il n'y a point de Loy singulière dans l'Estat qui les confère ou qui en dispose autrement, il ne reste que de proposer celles que la Reyne prétend, & d'examiner s'il est vray qu'Elle

qu'Elle y ait droit par la disposition des Coustumes.

Pour entrer d'abord en matiere, & satisfaire tout d'un coup à la curiosité du Conseil d'Espagne, le Roy Tres-Chrestien declare qu'il prétend & demande pour la Reyne son Epouse le Duché de Brabant avec tous ses annexes qui seront cy-aprés expliquez, la Seigneurie de Malines, Anvers, la Haute Gueldre, Namur, Limbourg, Dalen, & les autres Places d'au delà la Meuse, le Hainault, l'Artois, Cambray, la Bourgogne, & le Luxembourg; & quoy qu'ordinairement les droits de succession s'exercent plutôt qu'ils ne se prouvent, parce qu'estant fondez sur la Nature & sur la Loy, ils saisissent l'heritier de plein droit, & produisent comme les rayons du Soleil leur lumiere en un instant; neantmoins ce Grand Prince veut bien pour l'amour de la Paix qu'on descende dans le détail, en appliquant les Articles de la Coustume sur chaque chef de ses prétentions; & dautant que le Duché de Brabant est sans contredit le plus noble de tous les Estats en question, puis que mesme sa Capitale a toujours esté le lieu de la residence du Prince, c'est aussi par celui-là qu'il est à propos de commencer la discussion des droits en Fonds.

C'est une Loy tres-ancienne & un Usage BRABANT.
ge inviolable dans ce Duché, que par

la mort de l'un des conjoints les Enfans issus du Mariage sont faits Propriétaires de tous les Fiefs du survivant en vertu d'un Droit qu'on y qualifie Droit de dévolution ; Tellement que si c'est la femme qui précède, non seulement les Enfans sont héritiers de ses Fiefs, mais encore ils deviennent Propriétaires de ceux de leur Pere, qui par ce moyen demeure seulement usufruitier hereditaire de son propre bien.

Si ce Droit est trop dur contre les Peres, ou trop favorable pour les Enfans, on laisse à chacun la liberté d'en croire ce qu'il luy plaira.

Il est pourtant vray de dire en general qu'une Loy qui donne un frein à l'incontinence des secondes Nopces, & qui par de sages précautions arreste ou tempere les déréglemens de ces nouvelles alliances ne peut estre suspecte ny d'injustice ny de dureté : Car enfin, quelque soin qu'on y apporte le second Mariage n'en oste toujours que trop aux Enfans du premier, puis que souvent avec les biens il leur ravit encore le cœur & les affections de leurs Parens : Mais sans entrer plus avant dans ces considerations, c'est assez que la Loy soit écrite pour estre exécutée.

Il faut donc voir s'il y a une Coustume qui contienne cette disposition en faveur

veur des Enfans, & si l'application qu'on en fait à la Reyne est juste. Voicy l'Article :

Si un homme ou une femme ont des Enfans, & que l'un des deux vienne à mourir, par la separation du Mariage la propriété des Fiefs venus du costé du plus vivant passe à l'Enfant ou Enfans nez du mesme Mariage, & le plus vivant n'a plus aux mesmes Fiefs qu'un usufruit hereditaire.

Ce Texte est si clair qu'il n'a besoin ny de glose ny de commentaire ; on ajousterait seulement que la Nation est tellement prévenue en faveur de ce Droit de dévolution, qu'il n'en est point de plus universellement répandu dans les Articles de la Coustume, ny que les Docteurs du Pays ayent plus curieusement exagéré.

L'Article 15. porte, que si une femme devient veufve sans Enfans, elle aura l'usufruit de la moitié des Fiefs qui appartiennent à son Mary ; Mais que si elle laisse des Enfans, elle perd la propriété des siens mesmes, & n'en reserve qu'un usufruit hereditaire ^a, lequel est ainsi qualifié à la difference de l'usufruit simple, parce que celui-cy n'a aucun retour à la propriété, au lieu que l'usufruit hereditaire se reunit à la propriété, quand tous les Enfans du premier lit qui estoient propriétaires sont morts.

Si vir vel uxor quibus liberi super-sunt moritur, ad prolem unam vel plures per separationem thori proprietatis feudorum provenientium ex latere superstitis devolvitur, servato superstiti solummodo eorumdem feudorum usufructu hereditario.

Cap. 1. art. 2. aliàs 22. tit. de suc. feud.

^a Vidua mortuo marito sine legitima prole usufructum simplicem habet in semisse bonorum feudalium mariti, sed suorum feudorum integrum usufructum retinet cum liberi super-sunt. Cap. 1. art. 15.

Et

a Superstes
ex conjugibus in semis-
se feudorum
constante
matrimonio
quæſitorum
proprieta-
tem seu plenum
dominium
habet, &
quantum at-
tinet ad re-
stantem, se-
miſſem iſtius
uſusfructus
ſi neque filii,
neque nepo-
tes ex filiis
invenientur,
ſed ſi iſtius
matrimonii
proles unus
vel plures, vel
eorum liberi
ſuperſint, ad-
veniente tho-
ri ſeparatione,
eo caſu
apud ſuper-
ſtitem con-
jugum in ſe-
miſſe feudo-
rum nudus
uſusfructus,
& pro altero
ſemiſſe, uſus-
fructus hæ-
reditarius
remanebit.
Capp. 16. &
17.

b In Conf.

Mecklin. tit.

16. art. 24. in addit.

c Similiter proprietas cæterorum bonorum devolvitur ad prolem, diſſoluto eo matrimonio quo ſtante bona illa fuere unius vel alterius conjugum juxta conſuetudinem particularem territorii Lovaniensis, Silvæducensis, &c.

Ayuntamiento de Madrid

Et les Articles 16. & 17. du meſme Chapitre portent, que pour les Fiefs acquis pendant le Mariage appartenans pour moitié aux Conjointſ, le plus vivant des deux y aura l'uſufruit ſimple dans une moitié, & l'uſufruit hereditaire dans l'autre moitié, ſçavoir l'uſufruit ſimple dans la moitié qui appartenoit au deſunt, & l'uſufruit hereditaire dans l'autre moitié qui luy appartenoit de ſon chef, & dont la propriété paſſe aux Enfans du jour de la diſſolution du Mariage *a*.

Enfin cét eſprit eſt pour ainſi dire tellement infuſ dans les mœurs de la Province, qu'il a meſme paſſé juſques dans les rotures en beaucoup d'endroits particuliers, ainſi que l'obſervent Criſtiné *b* & Kinſcot *c*.

Mais ſi la curioſité vouloit porter quel-
qu'un plus avant pour ſçavoir ſi ce n'eſt point quelque ancienne Loy qu'un Uſage contraire ait abrogée, ou qui par ſa propre dureté ſe ſoit aneantie d'elle-meſme, comme autrefois celle qui permettoit au creancier de déchirer le corps de ſon débiteur pour ſe payer en chair & en ſang quand il ne le pouvoit eſtre en argent; il eſt tres-facile de le ſatisfaire pleinement, non ſeulement en luy faiſant voir que
tous

tous les Docteurs du Pais, & particulie-
rement les plus Illustres d'entre les Mo-
dernes qui ont écrit dans ce siecle, ont ho-
noré cette Loy, mais encore que les No-
bles l'ont executée dans leurs partages, que
les Ducs l'ont observée dans leurs famil-
les, que les premiers Tribunaux des lieux
l'ont suivie dans leurs Jugemens, que les
Empereurs l'ont autorisée par des déci-
sions solennelles, & enfin que les Roys
d'Espagne l'ont eux-mesmes confirmée
par leurs Edits.

Kinscot Chancelier de Brabant, qui
mourut en l'année 1608, & que l'on peut
nommer justement l'Oracle de sa Nation,
écrit que par la Coustume generale de Bra-
bant la propriété des biens feodaux est dé-
voluë aux Enfans aussi-tost après la disso-
lution du Mariage, soit que ces biens soient
patrimoniaux ou acquests; De telle ma-
niere, dit-il, que les Enfans du second lit
n'y peuvent prétendre aucune chose a.

Cristiné celebre Docteur du Pais a dit,
parlant de ce Droit que la dévolution qui
se fait par la mort de l'un des Conjointes,
arrive par forme de succession anticipée
aux Enfans du premier lit, & que cette
dévolution procede en leur faveur de
ce que les secondes Noces alterent d'or-
dinaire les sentimens de la Nature au
point qu'une seconde Femme non con-
tente de détruire l'Amour des Enfans
du pre-

a Consuetu-
dine generali
Brabantie
proprietas
bonorum
feudalium
devolvitur
ad prolem
dissoluto eo
matrimonio
quo stante
bona ejus-
modi fuere
unius vel al-
terius conju-
gum sive sint
patrimonia-
lia, sive ac-
quisita, ita ut
proles secun-
di matrimo-
nii in succe-
sione paren-
tis qui super-
stes fuit nihil
ex talibus
bonis conse-
quatur. Resp.
65. n. 1.

« Bona superstitis conjugis hic pro media parte matrimonio soluto devolvuntur ad liberos primi matrimonii, quia cum transitur ad secunda vota solet cura eorum negligi, & illecebris secundi matrimonii amor priorum extinguitur, imo in odium plerumque convertitur. *In Conf. Mechlin. tit. 16. art. 24. in addit.* Notandum hic est quod devolutio bonorum quæ sit per mortem alterius conjugum fieri censetur quasi per anticipatio-

nem successionis quoad proprietatem tantum. *Ibid. art. 25.*

« Feuda autem Brabantie matrimonio alterius conjugum morte soluto tam superstitis quam defuncti feuda communibus liberis acquiruntur. *Decis. Belg. lib. 6. de feud. Decis. 62.*

« Ob honorem primarum nuptiarum & favorem priorum liberorum Brabantie moribus inductum esse ut matrimonio post mortem alterius conjugum soluto tam superstitis quam defuncti feuda deferantur communibus liberis, salvo tamen superstiti usufructu feudorum ab ipso profectorum, sive ex hæreditate sibi obvenerint, sive ex industria quækerit. *In Conf. feud. Geldrie & Zutphania, tr. 1. tit. 1. §. 9.*

du premier lit, elle le fait mesme souvent par ses blandices & ses stratagèmes convertir en haine & en aversion ^a.

Le mesme Docteur rapporte en un autre endroit, que pour ce qui regarde les Fiefs de Brabant, le Mariage estant dissout par le decés du Mary ou de la Femme, tous ses Fiefs tant ceux du survivant que ceux du defunt sont acquis à leurs Enfans ^b.

Mais se pourroit-il rien concevoir de plus formel que le témoignage de Frederic de Sande dans un chapitre qu'il a fait exprés des points principaux & indubitables de la Coustume de Brabant ?

Pour la reverence, dit-il, des premières Noces, & en faveur des Enfans qui en sont issus, c'est un Usage receu en Brabant que le Mariage estant dissout par la mort de l'un des deux conjoints, les Fiefs tant du survivant que du defunt sont deferrez à leurs Enfans communs, sauf toutesfois au plus vivant des Conjoints l'usufruit des Fiefs qui viennent de son costé, soit qu'ils luy soient écheus par succession, ou qu'il les ait acquis par son industrie ?

Voilà

Voilà sans doute des Loix & des Autoritez de reste pour établir nostre droit de dévolution ; Examinons encore neantmoins si l'Usage & les exemples ne le soutiennent pas avec toute la rigueur & toute l'austerité que peut desirer une Loy.

Il seroit difficile de trouver dans les Maisons particulieres un exemple plus noble que celui du Comte de Bergues^a, dans la famille duquel procès s'estant meu après son décès sur le partage de ses biens entre ses Enfans, on présupposa pour fondement que l'aisné qui avoit survécu sa Mere, avoit esté saisi par le droit de Dévolution de la propriété des Fiefs de son Pere, & la question qui fut traitée & jugée au grand Conseil de Malines, n'aboutissoit qu'à sçavoir, si cet aisné estant mort avant le Pere, le cadet avoit recueilly cette propriété de la succession de son Frere, ou bien de celle de son Pere, le principe estant toujours demeuré pour constant, selon que le rapporte Cristiné, que l'aisné sans doute avoit eu la propriété en vertu du droit de dévolution.

L'exemple de la Comtesse d'Auvergne n'est pas moins Illustre, & est beaucoup plus recent : Cette Dame ayant esté déclarée depuis peu par la mort de son Pere propriétaire du Marquisat de Bergobson,

a Secundum consuetudinem Brabantiae eorundem pater (sc Comte de Bergues) soluto matrimonio remanebit solum usufructuarius omnium bonorum, & quod proprietas erat devoluta ad omnes liberos, & sic quod proprietas praedicta ratione dictorum bonorum in Brabantia factorum saltem pro majore parte erat devoluta ad dictum Philippum tanquam majorem natum, quam morte sua transmissit ad propinquiores agnatum, &c. Volum. I. Decis. 106. Decret. ann. 1573.

obson, quoy que ce Marquisat vint du chef de sa Mere, la famille mesme des Ducs ne s'est pas cruë affranchie par sa Souveraineté de cette Loy commune & ordinaire des Fiefs de la Province. Il ne faut que jetter les yeux dans le Livre intitulé les Trophées de Brabant, & l'on y trouvera une foule d'exemples, qui justifient que les Ducs depuis le décès de leurs Femmes n'ont jamais disposé d'aucune partie de leur Domaine, soit par donations & échanges, ventes ou fondations sans le consentement exprés de leur Fils aîné, jusques à l'Empereur Charles-Quint mesme, lequel après la mort de l'Imperatrice considerant que Philippes son fils estoit devenu par ce Droit de devolution propriétaire du Brabant, il ne voulut point entreprendre de confirmer les Usages & les Privileges du Pays que de concert avec luy & en sa compagnie a.

a Butken
Trophées de
Brabant, pa-
ges 97. 104.
107. 187.
189. 190.
238. 273. &
448.

Quoy qu'il en soit, c'est un Usage si trivial & si constant dans la Province à l'égard de tous les Fiefs, que le Roy Tres-Chrestien ayant fait proposer sous des noms inconnus le mesme cas qui se presente à l'un des plus celebres Advocats du Pays, il répond nettement, comme il paroit par sa Consultation rapportée en la

mar-

marge b, que la Dévolution estoit un Droit inviolable dans les Fiefs de Brabant, & que la Cause de la Reyne qui luy estoit à la verité proposée sous un autre nom, ne recevoit aucune difficulté. En effet, à considérer les choses depuis la plus haute Antiquité jusques aux derniers Temps, est-il rien qui soit mieux justifié dans les Annales du Duché que cette Dévolution ?

On y void comme par un abrégé de toutes les preuves imaginables ; que les Empereurs & les Princes de l'Empire l'ont confirmé, mesme dans la Maison du Souverain ; & à l'égard de la Souveraineté par deux celebres Illustres Jugemens, qui seuls pourroient suffire pour confondre toutes l'injustice d'Espagne sur cet Article ; le premier est de l'année 1222. rapporté dans un manuscrit en Langue Thioise ou Flamande, & allegué par l'Empereur Henry dans sa Lettre du mesme temps à Henry Premier Duc de Brabant, & par l'Empereur Raoul Premier en sa Lettre de 1273. au Duc Jean Premier.

*b Veu par le
souffigné Ad-
vocat du Sou-
verain Conseil
de Brabant,
& homme de
Fief en sa
Souveraine
Cour Feodale
en Brabant
le susdit cas ;
L'avis est que
par la mort de
la premiere
compagne de
Titius, les
Fiefs succedez
audit Titius
par la mort
de sa Tante,
tant situés
par delà le
Bois de Soing
que par delà
sont dévolus
in massa sive
globo, sur
les filles du
premier lit,
ensuite du 22.
ari. de la Con-
sueume Feoda-
le de Brabant,
observée tant
par delà que
Et par delà ledit
Bois, ayant*

demeuré ledit Titius de ses propres biens seulement usufructier hereditaire ; laquelle dévolution après la mort audit Titius est convertie en succession ; de sorte que led. biens pour deux tiers après la mort de Titius sont succedez à sa Fille aînée du premier lit, ou ses Enfans par représentation, ensemble le droit de prérogative Forteresse, Chasteaux, &c. le droit & pouvoir d'établir moyens, &c. & aux deux autres Filles du premier lit le restant tiers desdits biens, émolumens & revenus, & ensuite du 21. article desdites Coustumes à l'exclusion des Fils & Filles du second lit, & ce à cause que le Droit de dévolution est observé ab intestato inviolablement au regard des Fiefs situés en Brabant, ainsi avisé en Bruxelles le 3. de May 1664.

*à Butken
Troph. de
Brabant.*

Et l'autre de l'année 1230. inferé par Butken dans son Histoire des Trophées de Brabant^a, qui est si juste au sujet, & si illustre, que ce seroit assurément dérober quelque chose à la force de nostre preuve, que de ne pas rapporter icy ce Jugement Imperiale dans toute son estendue, & tel qu'il paroît encore aujourd'huy dans les Archives de Brabant :

HENRICVS
Dei gratia
Romanorum
Rex semper
Augustus,
omnibus ad
quos præsens
Scriptum
pervenerit,
gratiam
suam & om-
ne bonum :
NOTVM fa-
cimus, quòd
cùm Henri-
cus major fi-
lius illustris
Principis
Ducis Lo-
tharingæ
matrem ha-
buerit, & illa
sit mortua,
per senten-
tiam Principi-
pum in Cu-
ria nostra est
judicatum,
quòd si idem
Dux de bo-
nis, quæ pos-
sident aliquid
alienaret, vel in manus vellet transferre alienas, dictus Henricus se
de iisdem bonis posset intromittere, & occupare licenter ad usus suos,
& tenere. Datum Fridbergæ an. gratiæ 1230. proxima Domin. post
festum Pasch. 4. Calend. Maji, Indiçt. 3.

HENRY par la grace de Dieu Roy des Romains toijours Auguste ; A tous ceux qui verront ce present écrit Salut, & tout bien : Nous faisons sçavoir que puisque la Mere de Henry Fils aîné de l' Illustre Prince Duc de Lorraine, C'est à dire de Lorraine Inferieure, qui est aujourd'huy le Brabant, est décedée, il a esté jugé par Sentence des Princes en nostre Cour, que si ce Duc alienoit aucuns des biens qu'il possède, ou qu'il voulust les faire passer en main estrangere, il soit permis à Henry Fils de s'emparer de ces mesmes biens, de les retenir & de s'en servir à son propre usage en toute liberté. Donné à Fridberge l'an de grace 1230. le premier Dimanche après Pasques, Indiçtion 3.

Que si de ces anciens & précieux monumens on veut descendre jusques aux temps qui nous approchent, ou mesme qui nous touchent, pour y chercher des exem-

ayuntamiento de Madrid

exemples de la perpetuité de ce Droit de dévolution, l'Espagne ne nous en donne-t'elle pas de bien précis & de tres-familiers ?

Qui ne sçait dans ces Provinces qu'en l'année 1570. regnant Philippes Second, il fut fait un Recueil sous son autorité de plusieurs Coustumes des Pays-Bas, qui porte dans sa Préface, que l'on n'y a compris que les Coustumes les plus usitées & les plus receuës dans le Pais, parmy lesquelles la nostre se rencontrant, c'est une consequence certaine qu'elle y est receuë & usitée par le suffrage mesme de l'Autorité Royale.

Qui ne sçait aussi ce fameux Edit de l'année 1611. par lequel l'Archiduc Albert ordonne que desormais il aura préférence sur le bien de ses Receveurs & sujets comtables, pour raison du maniment qu'ils auroient eû des deniers publics, nonobstant (porte l'Edit) le Droit de dévolution de propriété, qui par les Coustumes d'aucunes Provinces est introduite en faveur des Enfans par le trépas de l'un des Conjoint, comme ne le pouvant faire qu'avec la charge susdite pour & à concurrence de ce que leur Pere seroit redevable; ce qui marque encore l'autorité & l'usage de ce Droit que l'on opposoit mesme aux privileges du Prince contre l'ordre des hypotecques, auparavant que
cét

a Avons en
outre permis
& permettons
que lesdits
Enfans de
Famille qui
contracteront
deformais con-
tre le gré ou
à l'insceu de
leurs Pere ou
Mere puissent
pour telle in-
reverence estre
par iceux
leurs Pere ou
Mere, & cha-
cun d'eux ex-
heredez & pri-
vez de leurs
successions
& biens, sans
pouvoir aucu-
nement que-
reller l'exche-
redation qui
ainsi sera fai-
te, ny préten-
dre ausdites
successions sous
prétexte de
Legitime,
Dot, Alimen-
tation, ou Dé-
volution Con-
sumiere des
biens protechez
du dernier
vivant des-
dits Pere ou
Mere, qui
pourra priver
son Enfant
ainsi ingrat
& desobeis-
sant du droit

cét Edit ait remis à cet égard les choses dans le Droit commun ; Et n'est-ce pas encore une verité toute publique qu'en l'année 1623. deux ans après la mort de l'Archiduc Albert, le Roy Philippes IV. fit publier un Edit dans les Pais-Bas, par lequel usant de toute la severité qui se doit envers les Enfans qui se marient à l'insceu ou contre la volonté de leurs parens, il confisque, pour ainsi dire, les proprietiez qui appartenoint à ces Enfans ingrats en vertu du Droit de dévolution par la mort de leur Pere ou de leur Mere, & rend ces proprietiez au survivant pour en disposer à sa volonté, sans préjudicier neantmoins au droit des autres, ausquels les biens pourroient estre affectez en vertu de la Dévolution ^a. Certes, il ne pouvoit mieux consacrer nostre Droit qu'il l'a fait par cet Edit, en ne permettant pas qu'il soit prophané par l'ingratitude des Enfans desobeissans, & en le conservant au mesme temps à ceux qui demeurent dans l'ordre de la Nature & des Loix.

Mais qu'est-il besoin d'en dire davantage pour l'autoriser ? il n'y en a déjà que trop pour ceux qui veulent bien estre instruits, & il n'y en aura jamais assez pour ceux qui ne le veulent pas estre, on ne parle point aux sourds, & on n'écrit point pour

& fruit d'icelle, sans prejudice neantmoins d'autres ausquels lesdits biens pourroient estre affectez en vertu de la mesme Dévolution.

pour les aveugles ; C'est assez qu'on satisfasse aux Esprits justes & raisonnables.

Où seroit donc le prétexte pour douter encore que la Reyne estant unique du premier lit, la propriété du Duché de Brabant qui appartenoit au Roy son Pere, ne soit passée en ses mains par le decés de la Reyne sa Mere, & du Prince Baltazar son Frere, en vertu de la Dévolution ?

Toute personne qui ne se veut pas laisser persuader aux Loix, aux Authoritez, à l'Usage & aux Exemples, doit avoüer qu'il est ennemy de la raison ; & en vérité quelque moderation qu'on affectast, il seroit difficile de s'abstenir d'en faire le reproche à ceux qui s'opposeroient à des principes si clairs & à des Droits si certains ; Car enfin, il n'y a ny subtilité ny artifice qui pût ouvrir la moindre evasion au Conseil d'Espagne ; En effet, que pourroit-il objecter que la Coustume des lieux ne condamne, que l'opinion des Docteurs ne détruise, & que le sens commun ne rejette ? S'il dit que le Droit de dévolution ne s'applique que sur les Fiefs acquis, & non point sur les Patrimoniaux, c'est une opposition formelle aux Art. 2. & 16. du premier Chapitre, lequel porte que le survivant n'a que l'usufruit hereditaire de son propre Fief ^a. Aussi le Docteur Sande a-t'il écrit nettement qu'il n'importe point que les Fiefs du survi-

^a Proprietas Feudorum provenientium ex latere superstitis devolvitur, &c. Vidua suorum Feudorum integrum usum fructum habet cum liberi super sunt.

a Servato
superstiti
usufructu
Feudorum
ab ipso pro-
fectorum si-
ve ex hære-
ditate sibi
obvenerint,
sive ex indu-
stria quæsie-
rit. *In Conf.*
Gueldræ &
Zutph. tr. 1.
tit. 1. §. 9.
b Proprietas
Feudorum
devolvitur ad
proles disso-
luto matri-
monio, sive
sint patrimo-
nialia sive ac-
quisita. *Resp.*
65. n. 1.
c Quæ pro-
prietas mor-
te filii vel fi-
liorum de-
nuo devolvi-
tur ad ejus-
dem vel eo-
rumdem li-
beros, & iis
deficientibus
ad fratres vel
sorores.
d Et sic libe-
ris, nepotibus
vel fratribus
aut forori-
bus deceden-
tibus vel de-
ficientibus
ante superstitem parentem denovo cum usufructu consolidatur, ac
proinde ob spem reddituræ proprietatis hæreditarius usufructus voca-
tur. *e* Liberis decedentibus ad nepotes, vel fratres, vel sorores
transmitti. *Lac. sup. cit.*

vant luy fussent Patrimoniaux ou ac-
quests *a*. Et le Chancelier Kinscot l'Ora-
cle des Loix du Pais autant par sa suffisan-
ce que par sa dignité, prononce qu'il n'y
a aucune difference à faire en cecy entre
le Fief propre ou acquest *b*. Ce qui se con-
forme à ce celebre Jugement de l'Empe-
reur Henry, & des Princes de l'Empire
qui a esté rapporté, puis que la Dévolu-
tion y fut executée contre un Duc à qui le
Duché estoit Propre par succession de son
Pere.

S'il dit que la Dévolution n'est qu'en
faveur des Masles, & non point des Femel-
les, c'est un Paradoxe évident contre
l'Art. 2. du premier Chapitre de la Cou-
stume, qui donne ce droit aux Enfans sans
distinction, & plus particulièrement en-
core contre l'Article suivant, où il se lit
que par la mort des Enfans & petits En-
fans, cette mesme propriété qui luy estoit
arrivée par la Dévolution retourne aux
Freres & aux Sœurs *c*. Aussi la Glose sur
cét Article comprend-elle également les
deux Sexes *d*. Et Sande au lieu cy-dessus
cité, dit nettement que la Dévolution pas-
se aux Freres & aux Sœurs *e*: Dequoy
l'exemple mesme de la Comtesse d'Au-
vergne, touchant le Marquisat de Berg-
obson,

obson, donneroit un témoignage bien formel s'il en estoit besoin.

S'il dit que la Dévolution ne s'applique point dans la Famille du Souverain, ny sur la Souveraineté : On luy réplique, que le Jugement de l'Empereur & des Princes de l'Empire est une preuve invincible du contraire, soutenue par une infinité d'autres exemples rapportez dans Butken, & que d'ailleurs c'est une erreur dans les Principes de douter que les Souverainetez ne soient réglées comme les autres Fiefs par les Coustumes, quand il n'y a point de Loy singuliere dans l'Estat qui en dispose.

S'il dit enfin, qu'en tout cas la Fille du premier lit ne peut prétendre les Fiefs par Dévolution quand il y a un masle heritier, quoy que du second lit, & qu'on ne peut faire voir que jamais en Brabant une Fille du premier lit ait exclu un Masle du Second ; On luy répond, que la Loy, le sens commun, & la verité de l'Histoire sont absolument opposez à cette objection, ou plutôt à cette cavillation.

C'est entierement ignorer la nature & les effets du Droit de dévolution, que de proposer qu'un Masle du second lit puisse exclure une Fille du premier dans la succession des Fiefs : Car s'il est certain, comme on ne peut en douter, que par la

Dévolution les Enfans du premier Mariage soient saisis dès le moment que l'un des conjoints est decedé de la propriété de tous les Fiefs du survivant, comment peut-on concevoir que les secondes Noces puissent les dépouiller par la naissance d'un Masle d'une propriété dont la Loy mesme les avoit revestus long-temps auparavant.

*a L. Edit.
Cod. de se-
cund. nupt.
L. Femina,
Cod. eodem.*

Il est ordinaire, & c'est le Droit commun *a*, qu'en faveur des Enfans du premier lit autant que par averfion contre les secondes Noces, la Loy retranche au survivant qui se remarie la propriété d'une partie de ses biens pour la transmettre à ses Enfans par une espece de compensation du préjudice que leur porte le nouveau Mariage : Mais que les secondes Noces ayent jamais osté aux premieres des Droits qui leur sont deferez ou par la Loy ou par le Contract, ny les Enfans de la nouvelle Femme à ceux de la defunte des biens qui leur estoient acquis par le decés de leur Pere ou de leur Mere, c'est ce que jusques à present personne n'avoit encore osé proposer, puis que ce seroit contre la pureté des mœurs aussi bien que contre les sentimens de la Religion élever les seconds Mariages au dessus des premiers, & renverser la fortune de ceux-cy pour en composer le Patrimoine des autres.

En

En verité il seroit à desirer que ceux qui avancent ces sortes de propositions se donnassent le loisir d'y faire quelques réflexions avant que de les produire en public ; Car assurément pour peu qu'ils les méditassent la seule pudeur les retiendrait de les exposer.

En effet, pourroit-on bien s'imaginer rien de plus opposé au bon sens, que de dire qu'un Pere qui est dépoüillé d'une propriété long-temps avant son second Mariage, la conserve neantmoins toute entiere pour la transmettre à l'Enfant Male qui en naistra au préjudice des Enfants du premier lit que la Loy en a revestus dès l'instant de la dissolution de son premier Mariage, & qu'un Droit de dévolution qui n'est introduit qu'en faveur des premieres Nopces contre les secondes devienne le préciput & l'avantage des secondes contre les premieres ?

Il ne faut pour comprendre toute l'injustice de cette prétention, & en mesme temps toute la force du raisonnement qui la doit détruire, que se représenter que le Droit de dévolution estant introduit en faveur des Enfants du premier lit contre ceux du second, il est necessairement impossible que les Enfants du dernier lit en profitent jamais au préjudice de ceux du premier, parce qu'il y a une re-

pugnance naturelle que la peine se convertisse en recompense, & que la Loy puisse estre opposée à elle mesme, pour luy donner un effet tout contraire à son motif, à son sens, & à sa parole.

Et de vray, quelle étrange absurdité ne feroit-ce pas que la Coustume qui a eû pour unique object, en introduisant la Dévolution, ou d'empescher les seconds Mariages, ou de garentir les premiers du préjudice qu'ils en pourroient recevoir, supprimast neantmoins ce mesme Droit en faveur des Enfans d'un second lit, & ostast ce qu'elle auroit donné à ceux du premier par forme de dédommagement contre les secondes Nopces pour le rendre à ces derniers par la plus honteuse de toutes les inconstances à la ruine, au préjudice & à la confusion du premier Mariage?

Certes, il auroit esté bien inutile d'accorder aux premiers Enfans la propriété des Fiefs du survivant, si l'on avoit la pensée de la leur faire restituer aux Enfans qui pourroient naistre d'un second lit, & ce feroit pour ainsi dire, tourner la Loy en ridicule que de luy faire produire des effets si bizarres & si contraires à sa propre prévoyance.

Quand elle a retranché les biens au survivant pour luy oster le desir & la pensée de se remarier, assûrément que ce n'a point esté dans le dessein de les luy rendre

dre lors qu'il seroit actuellement remarié.

Quand elle a donné les mesmes biens aux Enfans du premier lit dans la seule veüe de les proteger contre des secondes Nopces qui pourroient arriver, sans doute ce n'a point esté pour leur arracher ce remede des mains, lors qu'ils auroient effectivement receu la playe du second Mariage.

Quand enfin elle a pourveu à l'indemaité du premier lit avant mesme que le dessein des secondes Nopces pût estre encore dans la pensée du survivant, certainement ce n'a point esté pour révoquer cette indemnité lors que par la naissance des Enfans d'un second Mariage, ceux du premier souffriroient le dommage actuel qu'elle a voulu prévenir : Car enfin quel seroit cét étrange procedé de punir le desir du second Mariage, & d'en recompenser les effets, d'indemniser les Enfans d'un premier lit, lors qu'ils n'ont point encore souffert de préjudice, & de les priver de cette indemnité au moment que ce préjudice se consomme par la naissance des Enfans d'un second Mariage? En un mot, d'introduire une dévolution en faveur des premieres Nopces contre les secondes, & de la détruire en faveur des secondes contre les premieres?

Le Conseil d'Espagne agréera qu'on luy demande quel autre motif il estime que la Coustume puisse avoir eû de revestir les Enfans du premier lit de la propriété de tous les Fiefs, & d'en dépouiller absolument le survivant, si ce n'estoit pour empêcher qu'il ne la pût faire passer par la voye d'un second Mariage au préjudice du premier en la possession d'une nouvelle Femme ou de nouveaux Enfans, & présupposé que tel ait esté le motif de la Loy, comme on ne peut pas en douter, comment est-il possible qu'il s'imagine que ces mesmes Enfans contre qui la disposition est conceüe s'en appliquassent le fruit au préjudice de ceux en faveur desquels elle est faite?

Présupposons s'il luy plaist qu'au lieu que c'est la Coustume qui par le Droit de dévolution donne & confere la propriété des Fiefs du survivant aux Enfans du premier lit, ce soit le Pere ou la Mere qui leur ait donné cette propriété ou par leur Contract de Mariage, ou par une Donation subsequente, est-ce qu'en ce cas ne restant qu'une Fille du premier lit, le Masle d'un second luy raviroit cette propriété de Fief qui luy auroit esté donné par son Pere & par sa Mere? Certes, on ne croit pas qu'il y eut personne qui voulût avancer une absurdité si manifeste : Or quand la Loy a donné elle-mesme, n'est il

pas

pas vray que sa Donation est plus forte, plus legitime, & plus irrevocable que la Donation de l'homme qu'une simple survivance d'Enfans peut révoquer, & qui n'est pas toujours exemte ou du soupçon d'avoir esté suggerée, ou de celuy de foiblesse ou d'imprudence en la personne des Donateurs? Ce qui ne tombe jamais dans les Donations de la Loy, lesquelles par cette raison sont toujours fixes, inébranlables, & indépendantes du caprice des hommes aussi bien que des hazards de la fortune, & particulièrement des effets & des revolutions d'un second Mariage qu'elle ne permet qu'à regret, & dont elle ne regarde les Enfans que comme les fruits d'une legitime incontinence, au lieu qu'elle considere ceux du premier lit, comme les siens propres.

On peut encore ajoûter, qu'il est si peu vray que la propriété des Fiefs du survivant puisse appartenir au Masle du second lit au préjudice de la Fille du premier, que ce n'est point pour l'amour, ny en consideration de ce Masle, que la Loy empesche le survivant de l'aliener & d'en disposer. Car il est constant, que si la Fille du premier lit estoit décedée, & qu'il n'en restast point d'Enfans ny de Descendans, le survivant recouvreroit pleinement la propriété de ses Fiefs qu'il avoit perdus par le Droit de dévolution en faveur de

son premier lit ; Et nonobstant qu'il eût des Enfans du second, il auroit pleine liberté d'en disposer à sa volonté ; Si donc c'est la Fille qui les conserve & qui soutienne la prohibition que la Coustume a faite au survivant d'aliener, y auroit-il apparence que ce fût pour un Masle d'un second lit qu'elle conservast ces Fiefs, & non point pour elle-mesme ? Sur ce fondement il faudroit dire, que le survivant auroit esté interdit d'aliener en faveur de celle qui ne succederoit point, & qu'il auroit eû toute liberté de le faire au préjudice de celuy qui succederoit, ce qui est sans couleur aussi bien que sans raison : C'est pourquoy quand le Chancelier Kinfcot a parlé du Droit de succeder aux Fiefs qui estoient déferrez par dévolution aux Enfans du premier lit, il n'a fait aucune difficulté que ceux du second n'en fussent absolument exclus, décidant affirmativement qu'ils ne pouvoient prétendre aucune chose dans cette nature de biens ^a. Ce que le Docteur Sande n'a pas estimé moins indubitable, lors qu'il a dit que les Fiefs acquis au premier lit par le Droit de dévolution appartenoient aux Enfans communs des deux conjoints, c'est à dire, aux Freres & aux Sœurs Germains, & qu'ils y succedoient reciproquement les uns aux autres ^b. Mais sans s'arrester davantage aux raisonnemens

^a Ita ut proles secundi matrimonii in successione parentis qui superstes fuit nihil ex talibus bonis consequatur.
^b Proprietas devolvitur liberis communibus, & iis decedentibus ad nepotes, vel fratres, vel sorores transmittitur. *Loco cit.*

mens ny aux authoritez, n'est-il pas certain que la Coustume mesme a décidé le cas que nous examinons en faveur de la Fille du premier lit contre le Masle du second?

Si l'Enfant, porte l'Article 3. du premier Chapitre, qui a succédé à la propriété des Fiefs du survivant par Droit de dévolution, meurt sans Enfants, cette propriété retourne à ses Freres & à ses Sœurs.

On voit assez nettement par la disposition de cet Article, que les Enfants du premier lit succèdent reciproquement les uns aux autres, & excluent absolument ceux du second des Fiefs qui leur sont arrivés par le Droit de dévolution; Mais pour en tirer une conséquence qui soit encore plus claire, il est nécessaire de sçavoir que la Coustume distingue de deux sortes de Fiefs entre les Enfants du premier & du second lit.

Les uns sont les Fiefs qui appartiennent au survivant des Conjointes dans le moment de la dissolution du Mariage.

Les autres sont ceux que le survivant a recueillis ou acquis pendant & depuis ses secondes Noces.

Quant aux premiers, les Articles 2. & 3. du mesme Chapitre portent, que la propriété en appartient incommutablement aux Enfants communs du premier Mariage, & que si l'Enfant qui a succédé à cette

propriété décede sans Enfans, ses Freres & ses Sœurs en heritent.

Pour ce qui est des autres qui sont acquis ou écheus pendant le second Mariage, il n'en est pas de mesme, l'Article sixième portant, que les Enfans du second lit n'y peuvent rien prétendre quand il y a un Masle du premier.

Cela présupposé, examinons la prérogative prétendue du Masle du second lit sur la Fille du premier pour les Fiefs qui appartiennent au survivant dans le temps de la dissolution du Mariage.

Il est dit par l'Article 2. que les Enfans du premier lit auront cette propriété par Droit de dévolution ; & le troisième contient, que les mesmes Enfans succedent les uns aux autres à cette propriété ; Comment peut-on concilier la prétention du Masle du second lit avec cet Article ?

Si le Masle excluait la Fille du premier de la succession de ces Fiefs, il ne seroit donc pas vray que les Enfans du premier lit se succederoient les uns aux autres dans cette propriété ; Car cette Fille ne succederoit point à son Frere ou à sa Sœur, & cependant c'est le Texte formel de la Coutume aussi bien que l'Usage, & le sentiment de tous les Docteurs qui ont esté cy-dessus rapportez ; mais il y a mesme nécessité absolue que cela soit de la sorte,
parce

parce que la Dévolution que la Coustume accorde aux Enfans du premier lit est une indemnité qu'elle leur donne contre le préjudice des secondes Nopces, à laquelle par consequent il est impossible que le Masle du second lit succede au préjudice de la Fille du premier, puis qu'en ce cas elle seroit frustrée de l'indemnité que la Loy luy a donnée, celuy mesme contre qui cette indemnité est adjugée la recueilli-eroit, ce qui forme une absurdité & une contradiction invincible dans l'ordre & selon l'esprit de toute la Jurisprudence du Monde: Car mesme, afin que le Conseil d'Espagne ne s'équivoque pas, il ne s'agit point icy d'une comparaison de sexe à sexe pour discuter les prérogatives du plus noble contre le plus foible, mais bien de Mariage à Mariage, pour examiner les avantages que la Coustume a voulu donner aux premieres Nopces par dessus les secondes. En effet, dira-t'on que la Coustume ait voulu réparer moins le desavantage que souffriroient les Filles par le second Mariage que celuy que les Masles en pourroient recevoir, vû qu'au contraire les Loix ont d'ordinaire plus de tendresse & d'indulgence pour ce sexe qui merite d'autant plus de protection qu'il a moins de force, de conseil & de talent, ou pour soutenir ou pour réparer les playes que l'on fait à ses interests?

Passons plus avant, la Coustume a eû si peu d'intention que le Masle du second lit pût rien prétendre sur les Enfans du premier, qu'elle oste mesme à ce Masle les Fiefs écheus pendant le second Mariage au cas qu'il y en ait un du premier; Tant il est vray qu'elle a eu prédilection pour les premieres Nopces contre les secondes: Et certes personne ne doutera que si elle eust voulu que le Masle du second lit eust jamais pû exclure la Fille du premier, elle ne s'en fust expliquée par l'Article 6. dans lequel en ordonnant que le Masle du premier lit auroit mesme les Fiefs du second, il n'estoit rien de plus facile que d'insérer aussi que le Masle du second auroit ceux du premier quand il n'y en auroit point de Masle: Mais comment l'auroit-elle pû faire après avoir si clairement établi par l'Article 3. que les Enfans communs du premier lit Masles ou Femelles se succederoient reciproquement sans que jamais, comme parle le Chancelier Kinscot, ceux du second lit pussent rien esperer ny prétendre dans cette nature de Fiefs arrivée par dévolution au premier lit?

Enfin, ou il faut effacer l'Article 2. de la Coustume qui faist les Enfans du premier lit de la propriété des Fiefs du survivant dès l'instant de la mort de l'un des conjoints, ou il faut avouër que la pré-
ten-

tention du Masle est une injustice toute évidente ; Car en quelle qualité pourroit-il demander de succeder à ces Fiefs du premier lit à l'exclusion de la Fille qui en est issuë ?

Si c'est comme heritier de son Pere, on luy répond que la chose est impossible & en droit & en fait ; car dans le Droit jamais le Pere qui se remarie ne succede aux biens que la Coustume ou la Loy réservent aux Enfans du premier lit, sinon lors que tous ses Enfans le prédécedent ; c'est la disposition tres-expressse du Droit Civil, & l'opinion commune des Docteurs ; la raison qu'en rapporte *Antonius Faber* premier Président de Savoye est qu'en ces occasions il se fait comme un accroissement de la portion de l'Enfant qui decede à celle de l'Enfant qui survit ; Tellement que celui qui n'a point de portion ne peut esperer aussi d'accroissement, de mesme qu'il s'observe dans tous les Pais Coustumiers à l'égard des droits de continuation de communauté, estant certain que les portions du premier lit accroissent aux seuls Enfans qui en sont nez, & que le Pere ny la Mere n'y succedent point tandis qu'ils ont des Enfans du premier Mariage.

Mais dans le fait, comment le Roy Catholique pourroit-il y prétendre comme heritier de son Pere, puis qu'avant mesme
le

le second Mariage dont il est né la Loy avoit depouillé son Pere de cette propriété pour en revestir ses Enfans du premier, & consequemment n'estoit point dans sa succession, mais bien dans celle du Prince Balthazar, suivant l'avis de Guy Pape *Math. de Affl. Rollandus à Valle*, & d'*Antonius Faber*; ce qui mesme est tout conforme à l'Article troisiéme de nostre Coustume, qui dit que les Enfans succedent mutuellement les uns aux autres à cette propriété.

Et s'il veut dire que ce soit comme heritier du dernier Masse du premier lit, outre que cela ne se peut encore dans le Droit, les Freres & Sœurs Germains du premier lit estant toujours préferrez aux demy-Freres & Sœurs du second pour ces sortes de biens, qui sont comme des peines des secondes Nopces; Témoin ce que le celebre Docteur *Merlinus* en a dit si expressément, fondé sur ce que les biens ne sont pas moins donnez aux Enfans du premier lit en haine du survivant qui se remarie, que par aversion des Enfans qui pourroient naistre de ces secondes Nopces. Au fait, la Coustume en l'Article 3. qui vient d'estre rapporté, exclut nettement le second lit; en quoy elle se rapporte à celle de Haynault, qui préfere en termes formels les Freres & Sœurs Germains aux consanguins: Et d'ailleurs seroit

roit il possible dans la nature que le Roy Catholique, qui n'est âgé que de six ans, succedast au Prince Balthazar Fils du premier lit, qui est mort il y en a plus de vingt?

Après cela, il seroit contre toute apparence d'alleguer encore la faveur du Masle d'un second lit contre tant de Droits de la Fille du premier; Car bien qu'on avouë qu'entre Freres & Sœurs Germains le Masle soit préféré dans la succession des Fiefs à la Fille, neantmoins la Coustume par une prudence toute particuliere, ayant distingué les droits & les biens de divers Mariages, il est tres-injuste de vouloir forcer la prudence & l'autorité de la Loy pour confondre de nouveau ce qu'elle a si sagement distingué, la difference des sexes ne produisant son effet, & la Masculinité n'ayant son avantage qu'entre les Enfans du mesme lit.

Ainsi que le Roy Catholique jouisse à longues années Luy & sa Posterité par la prerogative de son sexe de la Couronne d'Espagne, & de tant de Royaumes qui en dépendent; Cette grande Princeesse ne luy envie pas ce bon-heur, puis que la Loy de l'Estat le luy donne: Mais qu'il ne luy envie pas aussi qu'Elle jouisse par la prerogative des premieres Noces sur les secondes du Duché de Brabant, puis que

la Coustume Municipale l'ordonne ainsi, & que la Religion & l'Humanité mesme semblent le desirer ? Car enfin ce n'est pas la seule Coustume de Brabant qui a imposé quelques peines aux secondes Noces en faveur des premieres, les anciens Canons de l'Eglise, les considerant suivant la pensée de l'Apostre, comme un remede à la concupiscence des hommes, les souffroient à la verité, mais en mesme temps ils les punissoient par quelque penitence, & rejettoient, comme on fait encore aujourd'huy, du Ministere de l'Autel ceux qui avoient eû deux ou plusieurs Femmes.

Quoy qu'il en soit, ces secondes Noces ont toujors esté considerées dans tous les Estats comme des intemperances legitimes, contre lesquelles la Justice & la Politique se sont unies pour maintenir l'honneur & les droits des premiers Mariages, soit en retranchant les avantages & la liberté de ceux qui les contractent, soit en traittant leurs Enfans moins favorablement : Et pour ne point s'écarter dans des exemples ou des sentimens tirez des Nations éloignées, qui ne sçait combien de Coustumes en Flandre & dans tous les Pais-Bas ont tenu cette rigueur aux secondes Noces, que de les priver de la Garde-Noble & de la Tutelle de leurs premiers Enfans, ou de les déclarer incapables des donations du premier lit, ou de leur

leur oster les meubles qui leur apparte-
noient par le Titre de survie ou viduité,
ou mesme comme celle de Haynault, de
donner à la Fille du premier lit, à l'exclu-
sion du Masle du second, tous les Fiefs ac-
quis durant le premier ou pendant la vi-
duité du survivant; tant il est vray que
cette prédilection des premieres Noces
est dans le sentiment de tous les Peuples
raisonnables & bien policez.

Quant à ce qu'on dit, qu'il n'y a point
d'exemple qu'en la Maison Ducale de Bra-
bant la Fille d'un premier lit ait exclu le
Masle du second, on se pourroit conten-
ter de répondre qu'il n'y en a point aussi,
que jamais un Masle du second lit ait esté
préferé à la Fille du premier; Mais pour
entrer un peu plus avant en matiere, qui-
conque prendra la peine de consulter la
Table Genealogique de la Maison des
Ducs de cette Province, verra facile-
ment que cette objection est un pur so-
phisme ou une cavillation évidente, puis
qu'il ne se trouve pas que jamais une Fille
& un Fils de divers Mariages se soient ren-
contrez en concurrence pour la Souve-
raineté.

Tous les Ducs de Brabant qui ont eû
plusieurs Femmes avant Philippes II. dont
nous parlerons maintenant, sont Geof-
froy III. Henry I. Henry II. Iean Pre-
mier, Antoine de Bourgogne & Philippes
le Bon.

Or

Or après la mort de ces Ducs mariez plusieurs fois, c'a toûjours esté ou un Fils du premier lit qui a succédé au Duché, ou un Fils du second n'y ayant point eû d'Enfans du premier, comme a esté Jean Second.

Ou un Fils du troisiéme lit, le premier ny le deuxiéme n'ayant point laissé d'Enfans, comme a esté Charles le Hardy Fils de la troisiéme Femme de Philippes le Bon ; Tellement qu'il est également absurde & captieux d'objecter à la Reyne, qu'en Brabant une Princesse du premier lit n'a point esté préférée à un Fils du second.

Mais pour faire voir combien c'est une maxime enracinée dans le cœur & dans les mœurs des Peuples du Brabant, qu'une Fille du premier lit a droit à la Souveraineté nonobstant qu'il y ait un Masle du second, pourroit-on desirer un exemple & plus illustre & plus conforme à ce sujet que ce qui se passa dans les Pais-Bas, sous le Regne de Philippes Second Roy d'Espagne.

Ce Prince avoit des Enfans de deux lits, à sçavoir l'Infante Isabelle, & Cathérine de son premier, & le Prince qui depuis a esté Philippes troisiéme de son second.

Il se sentit obligé par des considérations Politiques de donner les Pais-Bas à l'Infan-

te

te Isabelle, ce qu'ayant fait, & la Donation ayant esté portée dans tous les Estats pour y estre enregistree & executée, ceux de Brabant toujourns jaloux de la conservation de leurs Privileges, & voulant donner des témoignages de leur fidelité aussi bien que de leurs affections à leur Souveraine, craignirent tellement qu'on ne crût que l'Infante Isabelle, à qui ce Duché appartenoit par le Droit de dévolution, ne fut estimée l'avoir recueilly en vertu de la Donation, parce qu'il n'y estoit point fait mention d'autre droit, qu'ils protesterent par écrit, ainsi que le rapporte Meteren dans son Histoire des Pais-Bas sous l'année 1598. que cette Donation ne pourroit nuire ny préjudicier aux Droits & aux Privileges du Duché, & en mesme temps presque tous les Doyens du Pais s'exciterent à l'envie l'un de l'autre, d'établir puissamment & d'exagerer le Droit de dévolution en faveur de l'Infante Isabelle, pour luy faire connoistre qu'elle estoit leur Souveraine par la Loy du Pays, & non point par la liberalité du Roy Philippes Second son Pere. C'est ainsi que ces Peuples non contents d'avoir leur Souveraine naturelle, eurent encore cette delicateffe de contester sur la maniere, afin que la Coûtume de leur Estat se conciliast toujourns avec le Droit de leur Souverain.

*Kinscot, Cris-
stine, Butkens.*

Con-

Ayuntamiento de Madrid

Concluons donc après avoir ainsi levé jusques aux moindres scrupules, que tout parle presentement en faveur de la Reine Tres-Chrestienne, la Loy, le sentiment des Docteurs, les jugemens des premiers Tribunaux, les decisions des Empereurs, & des Princes de l'Empire, les exemples dans la Maison Ducale, les Edits du Roy d'Espagne, & qu'enfin sa Naissance, son Mariage, & sa Vertu ajoustez à tant de Droits, sont les trois plus grands avantages que la Souveraineté de Brabant pût jamais desirer pour l'honneur, la gloire, la richesse, & la fermeté de sa Couronne.

SEIGNEURIE DE MALINES.

LE Droit de dévolution qui se pratique dans la Coustume de Brabant s'observe encore avec plus de vigueur dans celle de Malines, & l'on peut dire que si la premiere n'est point favorable aux seconds Nopces, celle-cy y est mesme tres contraire. Car elles ont cette difference entre elles, qu'en Brabant le survivant quoy que dépouillé de la propriété de ses Fiefs, en conserve neantmoins l'usufruit : Mais à Malines on ne luy en laisse que la moitié, & qui plus est, les Enfans du premier lit Masles & Femelles indistinctement y prennent tous les Fiefs, mesme ceux acquis ou écheus pendant le second Maria-

ge;

ge; au lieu que dans le Duché de Brabant les Enfans du second lit ne sont exclus que par un Masle du premier des Fiefs venus durant les secondes Nopces ^a; C'est pourquoy tous les raisonnemens du Chapitre précédent ont leur consequence infaillible dans celuy-cy, & il n'est plus desormais besoin pour confirmer les Droits de la Reyne sur cette Seigneurie, que de verifier si la Dévolution y a lieu.

Si le Mary ou la Femme, dit la Coustume, meurent laissant des Enfans, la propriété des Fiefs appartiendra aux Enfans, & le survivant des Conjointes aura seulement la moitié des revenus ordinaires, outre & par-dessus les profits extraordinaires & casuels du Patronnage de Fief.

Deux doutes peuvent estre formez contre les inductions que l'on tire pour la Reyne du texte de cet Article.

Le premier, que les Fiefs patrimoniaux n'y doivent point estre reputez compris, puis qu'ils n'y sont point exprimez.

Et le second, qu'il ne faut entendre l'Article que des Fiefs qui appartenoint au précédé, & non point de ceux du survivant.

Il est juste de satisfaire à l'une & à l'autre de ces objections, & l'on ne croit pas le pouvoir mieux faire ny plus efficacement que par le sentiment mesme du celebre Cristiné dans son Commentaire

a Post iteratas nuptias Feuda alteri conjugum legitima successione delata beneficiarii morte solis primi matrimonii liberis deficiunt.

Cristin. lib. 6. Dec. 43. n. 28.

Si vir aut mulier quibus liberi supersunt relictis feudis diem suum obeat, tum ex maritis qui in vita manet usum habebit in omnia commoda accidentaria patronatus feudales, & in arces feudales, necnon semissem in obventiones certas, proprietatem eorum feudorum statim ad liberos devolvitur. *Tir. 1. art. 15.*

sur

Notandum
venit quod
secundum
antiquas
Meklin.

Constitutiones, & ferè
per universam Brabantiam super-
stes altero
conjugum
mortuo usu-
fructuarius
redditur suo-
rum bono-
rum, sive ea
sibi hereditate obvene-
rint, sive in-
dustria qua-
sita sint, eo-
rum proprie-
tate statim
ad liberos
proximos,
vel qui hære-
des futuri
sunt devolu-
ta, qui si ante
eum morian-
tur, proprie-
tas denuo ipsi
cum usufru-
ctu consoli-
datur, & id-
circo propter
spem reditu-
ræ proprie-
tatis hereditarius voca-
tur, &c. In
Conf. Meklin.
tit. 16. art.
24. n. 25.

sur cette Coustume, qu'on appelle avec justice le Chef-d'œuvre de tous ses Ouvrages, ayant esté près de quarante années à le composer.

Il est à observer, dit cet Auteur, qu'à Malines de mesme qu'en Brabant, l'un des conjoints estant decédé, le survivant demeure seulement usufruitier de ses biens soit acquests ou propres, la propriété estant dévolüe aux Enfans ou aux plus proches heritiers, lesquels venant à mourir avant luy, la propriété qui leur estoit dévolüe retourne en sa personne, & se réunit à son usufruit, qui par cette raison estoit nommé hereditaire^a.

Certes une autorité si formelle, & qui procede d'un Personnage si consommé dans la matiere qu'il traittoit, est une réponse qui contient en abrégé tout ce que l'on pourroit apporter dans une réfutation plus estenduë; Car nul ne croira ou qu'il ignorast l'Usage de son Pais, qu'il a appris & recueilly par une si longue experience, ou qu'il ne scûst par l'esprit de la Coustume sur laquelle il a si heureusement travaillé durant tant d'années.

Mais il n'est pas le seul qui en ait parlé dans ce sens, puis que Pierre le Nain, celebre Docteur dans le Pais, avoit dit la même chose long-temps auparavant dans sa Préface de la Traduction Latine des Coustumes de Malines.

Si

Si neantmoins il estoit neccessaire d'appuyer deux authoritez si naturelles, & de rendre encore la demonstration plus achevée, il est tres-facile de faire voir par le parallele & la conference de quelques Articles de cette Coustume, que les Fiefs patrimoniaux sont compris dans la Dévolution plus neccessairement mesme que ceux d'acquests, & que c'est une pure illusion d'objecter que l'Article 15. ne se doit entendre que des biens du précédé, & non pas de ceux du survivant.

La seule lumiere du sens commun inspire assez à tous les hommes, qu'il est bien moins naturel de ravir à un Pere ou à une Mere qui survit, la propriété & la libre disposition de ses acquests, qui sont le fruit de son labour & de son industrie, ou peut-estre de son bon-heur, que de luy oster le libre Usage de ses Propres, qu'il n'a ce semble, heritez de ses Ancestres que pour les transmettre à leur posterité, par ce vœu commun de la nature qui lie les personnes, & les biens d'une mesme Famille, & qui n'en souffre jamais la separation qu'avec violence.

D'ailleurs combien est-il plus raisonnable de conserver aux Enfans les heritages de leurs Ayeuls que non pas les acquests simples de leurs Peres qui sont à peine connus dans la famille, & qui n'y ont jamais fait souche?

L

C'est

C'est pourquoy toutes les fois qu'une Loy a pour but & pour objet la conservation des biens en faveur des Enfans, elle porte premierement sa veuë sur les biens propres, en interdisant aux Peres la liberté de les aliener, ou du moins en ne leur permettant de le faire que jusques à une certaine concurrence, & laissant au reste pour l'ordinaire la liberté des acquests, afin qu'un homme qui a eû la peine de les assembler, ait aussi la joye & la consolation d'en pouvoir disposer à sa volonté; Quoy qu'il en soit, les Coustumes qui introduisent la Dévolution ne le faisant que pour assurer aux Enfans du premier lit les biens de la Famille contre les profusions ou les affections indiscrettes des secondes Noces, il est certain de dire que leur disposition s'applique bien plus necessairement & plus naturellement sur les biens patrimoniaux qui sont à la Famille de longtemps, que non pas sur les acquests qui n'y sont que d'entrer. Aussi nostre Coustume traittant de la Dévolution particuliere des biens allodiaux, ne s'exprime que de ceux qui sont propres, parce qu'en effet c'estoient ceux-là qui avoient plus de part dans son intention, & ne parle point des acquests comme luy estant plus indifferens. De sorte que l'Article de la Coustume de Malines, ny le sentiment des Docteurs qui l'ont com-

commenté, ny la raison naturelle ne peuvent souffrir qu'on dise que les Fiefs patrimoniaux ne soient pas compris dans la Dévolution.

Il n'y a pas moins de cavillation à prétendre que ce mesme Article ne doive estre entendu que des Fiefs, lesquels appartenoient à celuy des conjoints qui est décedé ; Car ne seroit-il pas ridicule que la Coustume eust fait un Article exprés pour dire que la propriété des Fiefs du defunt appartiendrait à ses Enfans, puis que le Droit commun la leur déferoit suffisamment ? Et d'ailleurs, pourquoy auroit-elle fait une classe particuliere des Fiefs, comme si tous les autres biens de quelque nature qu'ils fussent, n'appartenoient pas à ses Enfans ?

Mais quelle auroit esté la pensée de la Loy, pour donner au survivant non seulement la moitié de l'usufruit des biens de ses Enfans, sans mesme le charger de leur nourriture, ny du payement d'aucune debte, mais encore pour luy en laisser le droit de Patronnage entier ; l'autorité sur les Places fortes & Chasteaux qui en dépendent, & universellement la jouissance de tout le casuel, & de tous les droits extraordinaires, qui sont toutes reserves d'honneur & d'autorité, qui marquent que la Loy en dépoüillant le survivant de sa propriété, luy a voulu conserver le

rang, & en un mot, tous les vestiges de son ancienne propriété : Ce qu'elle n'auroit pas fait si sa disposition s'appliquoit sur les biens du précedé ? Car est-il imaginable qu'elle eût privé des Enfans heritiers de leur Pere ou de leur Mere de la moitié de l'usufruit de leurs Propres, & de tous les avantages d'honneur & d'autorité dans leurs Fiefs, pour le donner au survivant, qui le porteroit peut-estre incontinent dans de secondes Noces, à la honte, au mépris, à la ruine, & à la confusion de premieres ?

Enfin la Coustume établissant cette difference entre la Dévolution des Fiefs & celle des Alleux, qu'à l'égard des Fiefs du survivant, la totalité en appartient entièrement aux Enfans du premier lit, dès l'instant de la dissolution du Mariage, & qu'au contraire, ils n'ont que moitié dans la propriété des biens allodiaux. Il faudroit donc dire si l'Article s'appliquoit sur les biens du premier décedé, qu'elle donneroit au survivant l'autre moitié des Alleux qu'elle ne donne point aux Enfans ; & cependant n'est-il pas certain que tous les Alleux aussi bien que tous les Fiefs du précedé appartiennent en totalité aux Enfans ou à ses Heritiers ? Et peut-on douter que ce ne soit pecher contre tous les principes de la raison, aussi bien que contre la nature du Droit de dévolu-

volution, de penser que le survivant pût succeder à cette moitié des Alleux du defunt, puis que ce Droit ne s'estant introduit qu'en faveur des Enfans du survivant, pour empêcher qu'il ne dissipe ses biens par de secondes Nopces, la Loy est bien éloignée de luy en donner de ceux des Enfans du premier lit, pour les porter dans un second? C'est donc une verité invincible que par le benefice de la Dévolution la Seigneurie de Malines est entrée dans les mains de la Reyne, & que mesme le faux prétexte de la prerogative des Masles qui a esté détruit dans le Chapitre de Brabant, cesse en celuy-cy; puis que nostre Coustume préfere les Enfans du premier lit indistinctement à tous ceux du second, jusques dans les Fiefs échus durant les dernieres Nopces, ce qui forme un droit si certain qu'il ne laisse pas mesme de couleur ny le moindre pretexte du contraire.

A N V E R S,

*Intitulé Marquisat du Saint Empire,
& le Comté d'Alost, ou la Flan-
dre Imperiale.*

PLus on avance dans la matiere & plus les raisons aussi bien que les Droits de la Reyne se multiplient.

Jusques à present Elle n'a ébably son ti-

tre sur le Duché de Brabant & sur la Seigneurie de Malines que par la Dévolution que leurs Coustumes ont introduite en faveur des Enfans du premier lit; Mais outre qu'Elle a ce mesme Principe pour prétendre la Ville d'Anvers, puis que la Coustume du lieu admet aussi la Dévolution, Elle s'y trouve encore fondée sur deux moyens principaux, chacun desquels pourroit mesme suffire pour luy conferer le droit tout entier.

Le premier est, que la Ville d'Anvers est un annexe & un membre du Duché de Brabant, auquel elle est tellement incorporée, qu'elle n'en peut estre séparée suivant la règle des unions, qui dans la Morale comme dans la Physique, meslent & confondent tellement les choses qu'elles assemblent, que les deux n'en font plus qu'une, & perdent chacune en particulier leurs qualitez primitives pour ne composer qu'un seul Tout, qui a toujours une partie superieure laquelle domine sur les autres, & qui leur influë, s'il faut ainsi dire, le mouvement & la vie.

La Ville d'Anvers, dit l'Empereur Charles-Quint, & tout ce qu'on pourra justifier estre de ses dépendances demeurera perpétuellement unie & inseparable du Duché de Brabant.

Long-temps auparavant, Philippes le Hardy Duc de Bourgogne avoit fait la

« In perpetuum Ant-verpia & quidquid ad eam pertinere ostendi poterit civitatibus communique Brabantiae Provinciae conjuncta manebit.
Chap. 40. de la Reception de Philippes II. pour Prince des Pais-Bas en 1549.

mesme union dont celle-cy n'est qu'un renouvellement ^a. Mais pourroit-on désirer un plus précieux monument de cette union que ce qui s'en lit dans les Oeuures du Grand Kinscot, où il en parle comme d'un lien indissoluble, qui fait même partie des Loix Fondamentales de l'Etat & du Couronnement des Ducs? *Ioignez à cela*, dit-il, après avoir amplement discouru de plusieurs grandes & éminentes Prerogatives de ce Duché, *que l'une des principales Villes de Brabant, sçavoir Anvers, avec la pluspart de son Territoire où sont situées les Places de Lyre & d'Harental, est honorée de la dignité de Marquisat du Saint Empire, duquel Marquisat nos Ducs ont joüy un si long-temps, que cette mesme dignité est desormais inseparablement unie à ce Duché, suivant les Pactes arrestez aux Couronnemens des Ducs* ^b. Et c'est encore sur le fondement de cette union que le mesme Kinscot ayant allegué que la Dévolution a lieu en tout le Brabant pour les biens Feodaux, & en quelques Villes du Duché seulement pour les Ruraux, il met Anvers au nombre de celles qui dans le Duché n'admettent la Dévolution que pour les Fiefs, supposant toujours que cette Ville est un membre indivisible & indissoluble du Duché.

Le second moyen est, que par une Maxime constante les Fiefs mouvans du

^a Ditionem hanc cujus est Metropolis Antverpia Brabantiae unit Pontheut sub Philippo Audace. Fol. 49.

^b His accedit quod praecipuum Brabantiae oppidum videlicet Antverpia cum magna sui territorii parte, qua comprehenditur Lyranum & Herentalium Marchionatus sit Sacri Imperii quo Brabantiae Duces tamdiu potiti sunt, ut haec Sacri Imperii dignitas à Brabantiae Ducatu juxta inaugurationis pacta inseparabilis esse videatur. Au Premier de ses Sept petits Traitez, imprimez à la fin de ses Réponses.

Brabant, quelque part où ils se trouvent situés, soit dedans ou dehors le Duché, se doivent régler pour la succession selon la Coustume Feudale du Duché: Or il est de toute certitude que la Ville d'Anvers & le Comté d'Alost sont des Fiefs relevant de Brabant, témoin ce qu'en rapporte Jutken touchant la mouvance d'Anvers dans son Histoire de Flandre sous l'année 156, & dans les Trophées sous l'année 1209, concernant le relief du Comté d'Alost. De sorte que si même la Coustume d'Anvers n'avoit point d'Article particulier qui introduisit la Dévolution, celle de Brabant suffiroit à la Reyne, mais l'une & l'autre en contenant une disposition précise, & d'ailleurs ce membre ne pouvant estre séparé de son Corps sans une violence que le droit & la règle des Unions ne pourroit souffrir, il est nécessaire de conclure que ce concours de la Coustume generale avec la particuliere, soutenu d'une relation si intime du membre à son chef, & du Fief inferieur à son dominant, forme un triple nœud, qui serre & qui étroit si puissamment le Droit de cette Princesse sur la Ville d'Anvers & sur le Comté d'Alost, qu'il ne peut estre rompu ny relâché.

HAUTE GUELDRÉ,

*ou Gueldre Superieure, dont la Capitale
est la Ville de Ruremonde.*

CE Pais appartient encore à la Reyne par le même Droit de dévolution qui luy vient de donner le Brabant, Malines & Anvers, puis qu'en celuy-cy, comme dans les autres, la Coûtume introduit expressement la Dévolution, *Pour ce qui regarde,* dit le Livre des Droits de L'outre quartier de Gueldre, *les biens hereditaires soit patrimoniaux ou acquests, le dernier vivant des mariez en demeure seulement possesseur pour l'usufruit, en cas qu'il y ait des Enfans, & la propriété en appartient aux mêmes Enfans.* La Coustume de la Haute Gueldre n'en demeure pas-là, mais elle ajousté comme celle de Brabant en faveur des premieres Nopces, que les Fiefs mesmes qui seront écheus pendant le second lit, doivent estre reservez aux Enfans du premier; Ainsi qu'il se voit en la Glose du fixième Article du premier Chapitre de celle de Brabant. Sande confirme tres-positivement la certitude & la verité de tous ces Usages dans ses Commentaires sur les Coustumes Feodales de Gueldres & de Zutphen.

*Selon l'Usage de certains lieux, dit cét
Auteur, sçavoir en Brabant, dans la Guel-*
L 5 dre

àre Supérieure, & autres, les Enfans nez du premier Mariage sont préferéz à ceux des Mariages posterieurs, tant pour les Fiefs que pour les biens Allodiaux ^a.

^a Quorum-
dam loco-
rum usu
apud Bra-
bantos vide-
licet in su-
periori Gel-
dria, atque
alibi ex pri-
mo matrimo-
nio susce-
pti liberi
posteriores
tam in feudo
quam in al-
lodiis immo-
bilibus præ-
feruntur.

Tr. 1. tit. 3.

§. 1. n. 3.

^b Quod au-
tem Baroni
Tantinbur-
gico Frideri-
co Skenk
visum fuit,
qui in con-
tradictorio
judicio pro-
bata hac
consuetudine
secundum
eam in Im-
perii Consi-
torio se ad-
stipulante
judicatum
fuisse refert.
Idem ibid.

Et il ajoûte peu après au mesme en-
droit, Que le Baron de Tantimbourg
l'ayant ainsi soutenu contre des Enfans
d'un second lit qui luy contestoient ce
Benefice de la Dévolution, il prouva pre-
mierement l'Usage de la Coustume, &
ensuite obtint son avantage par Arrest
contradictoire du Conseil Imperial ^b; si
bien qu'il se peut dire que la Coustume
& les Arrests prononcent aujourd'huy en
faveur de nostre Princesse, & luy adju-
gent cette partie Supérieure de la Haute
Gueldre, que le Roy Catholique son Pe-
re possédoit au moment du décès de la
Reyne Elizabeth sa Mere, & du Prince
Baltazar son Frere.

COMTE' DE NAMUR.

LE Droit de la Reyne sur ce Comté
dérive des Articles 79. & 82. de la
Coustume, dont l'un introduit la Dévo-
lution, & l'autre attribué spécialement aux
Enfans de chacun lit les Immeubles de
leur temps, c'est à dire, au premier lit
ceux que le survivant possédoit quand il
s'est marié la premiere fois, ou qui luy
sont échus ou acquis durant ce Mariage;
&

& au second les Immeubles aussi acquis, écheus, ou apportez du temps des secondes Nopces.

Ces deux Articles ont leur application si juste en faveur de la Reyne, qu'on peut dire qu'il y en a un de superflu, parce que l'autre suffiroit pour fonder son droit. Mais puis que la Loy du Pays nous les presente tous deux, il ne seroit pas raisonnable de rien négliger de ce qui est offert de si bonne part, ny d'entrer dans un Estat par le mépris d'aucune de ses Coustumes; C'est pourquoy on les examinera séparément avec toute la briefveté que le peut desirer l'exposition d'un droit si clair, si naturel, & si invincible tout ensemble.

Quand deux conjoints apporteront biens réels en Mariage (c'est l'Article 79.) & l'un desdits conjoints termine vie par la mort, delaisant Enfans procréez d'eux, la propriété des biens succedera, & se devolvera par & incontinent ledit trespas arvenu ausdits Enfans, sauf au survivant son usufruit en iceux.

Il ne faut point de paroles pour faire valoir une disposition si claire; c'est assez pour bien raisonner de dire, Namur est un bien réel que le Roy Catholique a apporté en Mariage, & par consequent, la propriété en a appartenu aux Enfans de son premier lit, dés l'instant du decés de

la Reyne Elizabeth sa premiere Epouse.

On dira peut-estre que l'Article se doit entendre des biens du precedé seulement, & non point de ceux du survivant: Mais il y a trois réponses à cette objection qui sont également souveraines.

La Premiere, que l'Article disposant de l'usufruit de tous les biens réels & non pas des Fiefs seulement, il est contre le bon sens de croire que la Coustume eût voulu dépouiller des Enfans de la jouissance de tout leur Patrimoine en faveur du survivant, sans mesme le charger ny de les nourrir, ny de les acquiter d'aucune debte de la succession.

La Seconde, qu'il auroit esté fort inutile de dire par cet Article, que la propriété des biens réels du precedé appartient droit à ses Enfans, puis que cela est de Droit commun, & que mesme par l'Article immédiatement precedent la Coustume avoit dit que le mort saisit le vif de sa succession.

La derniere est, que le Droit de dévolution ayant pour object d'asseurer les Enfans du premier lit contre les secondes Nopces, il ne se peut jamais appliquer que contre les biens du survivant, puis que c'est de celuy-là seul qu'on peut craindre un second Mariage, & non point du precedé.

Que si par une autre chicane on vouloit encore

encore objecter que l'Article parle seulement des biens apportez en Mariage, & consequemment qu'il ne peut comprendre le Comté de Namur, puis qu'il est échue au Roy Catholique en l'année 1621, depuis son Mariage par la mort de l'Archiduc Albert; la réponse n'est ny moins prompte ny moins indubitable que l'autre.

Car en premier lieu, le terme d'*apporté* s'entend souvent dans la Coustume autant des biens échus pendant le Mariage, que de ceux qui y ont esté apportez, la démonstration en est évidente dans l'Article 52. conceu en ces termes :

Si la Femme survit à son Mary, Elle aura pour Doüaire coustumier l'usufruit de tous les biens réels Allodiaux ou Cottiers apportez en Mariage par sondit Mary, & aussi des acquests faits ensemble.

Or qui doute que le Doüaire coustumier d'une Femme ne se prenne autant ou mesme plus specialement sur les biens échus au Mary pendant son Mariage, que sur ceux qu'il possédoit auparavant; De sorte, que le mot d'*apporté* en l'espece de cet Article comprend indubitablement les biens échus.

D'ailleurs, il est tres absurde de penser qu'une personne n'apporte en Mariage que ce qu'elle y porte quand elle le contracte; Car puis qu'en effet elle fait entrer dans ce Mariage ou ce qu'elle acquiert

ou ce qui luy échoit pendant sa durée ; D'où vient qu'on ne dira pas qu'elle y apporte ces choses qui n'y sont que par ce qu'elle les y met , ou qu'elles y viennent de son chef ? Et de mesme qu'il seroit fort surprenant de dire qu'on n'apportast dans un lieu que ce qu'on y fait entrer quand on le construit , aussi est-il tres étrange qu'on voulût aujourd'huy soutenir que ces conjoints n'apportent en Mariage que ce qu'ils ont & ce qu'ils y font entrer lors qu'ils le contractent.

De plus, la Coustume ayant disposé par l'Article 54. des acquests dans la succession des conjoints, & ne réglant par celui-cy qui est le 79. que les biens apportez au temps du Mariage, il faudroit donc conclure , que la Coustume n'auroit rien défini sur la succession de tous les biens qui arrivent, & qui étoient aux conjoints pendant leur Mariage, qui est d'ordinaire & presque toujours, ce qu'il y a de plus important dans leur hérité.

Enfin il faut distinguer les sujets, les temps, & les personnes, à l'égard desquels la Coustume se sert du mot d'*apporté* ; En effet, s'il s'agit de régler la succession de l'un des conjoints, il est certain qu'au respect & à l'égard de cette succession, tout ce qui luy appartenoit dans le Mariage, est censé avoir esté apporté dans le Mariage,

riage, sans distinguer les temps, puis que celui de la mort est la dernière Datte, jusques à laquelle la nature par les successions, la fortune par le bon-heur, ou l'industrie par le travail, ont toujours apporté pour former cette succession; Et si par exemple, il est question de régler un augment de Dot entre les conjoints, ou une Donation à cause des Noces, en ce cas le terme d'*apporté* se réfère au commencement du Mariage, parce que la mesure certaine de ces choses se prend de la Dot qui a été apportée, & non pas des biens qui ont été acquis, ou qui sont échus.

Mais pour détruire entièrement toutes ces illusions, il n'y a qu'à lire l'Article 82. de la Coustume, qui est le second de ceux qui forment le Droit de la Reyne sur le Comté de Namur; Car cet Article dispose précisément des biens apportez en Mariage échus ou acquis pendant sa durée, & ne laisse pas le moindre prétexte aux subtilitez d'Espagne.

Item, les Enfants du premier lit succéderont aux biens Immeubles apportez en Mariage, échus ou acquis pendant iceluy Mariage par Pere & Mere, à l'exclusion des Enfants d'autres Mariages subsequens, & semblablement les Enfants du second lit succèdent es biens échus, acquis ou apportez comme dessus audit second Mariage, à l'exclusion des premiers.

a In Feudis enim hoc tempore statuta & consuetudines aliorum locorum generales locum etiam habent, nisi specialiter illis statutis & consuetudinibus contra sit dispositum, prout alias iudicatum fuit in Supremo Consilio Mechliniensi 13. Sept. anno 1590.

b Liberi primi matrimonii succedunt in quaesita tempore illius matrimonii, & filii secundi matrimonii in quaesita durante secundo matrimonio, quod etiam secundum consuetudinem Namurcensem continent quoad feuda, ac proinde si Namurci in secundis nuptiis Feuda aliqua sunt acquisita, licet primogenitus electionem in Feudis habeat, non habebit tamen in Feudis acquisitis stante secundo matrimonio: illa enim ad proles secundi matrimonii pertinent, ut iudicatum intellexi in Consilio Mechlin. 18. Sept. anno 1590.

Il ne resteroit plus au Conseil d'Espagne sinon de dire, que les Fiefs ne doivent point estre reputez compris sous le mot d'immeubles : Mais pour le prévenir & empêcher mesme de former cette objection, on y répondra par avance, que cet Article estant sous le titre qui regarde particulièrement les Fiefs, qu'indubitablement il les enferme, joint que n'y ayant point d'Article sous le titre particulier des Fiefs qui régle le cas dont il s'agit, il est nécessaire selon la pensée de Cristiné, de les conformer à la Loy generale qui dispose des successions *a* : Mais ne seroit-ce pas aller contre le sens commun de dire, que ce Fief qui est ce qu'il y a de plus noble dans les Immeubles, & qui pour ainsi dire, en est le chef, ne soit pas compris sous le mot d'Immeubles? Aussi le mesme Cristiné dans ses Additions sur la Coustume de Malines, tirant en preuve la disposition de celle de Namur en l'Article que Nous examinons, pour en induire qu'à Malines les acquests estoient compris dans la Dévolution, il ne doute aucunement que le mot d'Immeubles qui est dans nostre Article, ne comprenne les Fiefs *b*; & ce qui ruinerait absolument cette objection, c'est le sentiment

timent mesme des plus celebres & fameux Advocats de cette Province, que le Roy Tres-Chrestien a fait consulter sur nostre mesme espece sous des noms empruntez, & lesquels unanimement ont répondu, Que suivant les Articles 79. & 82. de la Coustume de Namur, la Cause de la Fille du premier lit estoit indubitable contre le Masle du second. Après quoy, peut-on douter que la Reyne Tres-Chrestienne ne soit Comtesse de Namur par la Loy du Pais, & par le sentiment de ceux qui en sont les Organes & les plus fidels Interpretes envers les Peuples, qu'on tâche de luy soustraire en imposant à leur ignorance pour les corrompre, jusques dans la fidelité qu'ils doivent à leur Souveraine contre toutes les Loix du Ciel & de la Terre?

DUCHE' DE LIMBOURG

*& Seigneurie de Dalem, Valquem-
bourg, ou Fauquemont, Rodez-le-Duc,
& autres Places du Pays d'au delà la
Meuse.*

IL n'y eut jamais une Union plus intime, ny un nœud plus estroit, que celuy qui attache le Duché de Limbourg & ses dépendances au Duché de Brabant.

Le Prince qui les domine n'a qu'un mesme Sceau pour ces deux Duchez,
quoy

quoy que pour chacune Province des Pais-Bas il ait son Sceau particulier & différent des autres.

Ils n'ont qu'un mesme Chancelier, qu'un mesme Magistrat pour la publication de leurs Ordonnances. Les Graces & les Privileges leur sont départis en commun sous le nom de Duché ou de Pais de Brabant & d'Outre-Meuse, qui comprend celuy de Limbourg.

C'est par la raison de cette Union qu'en 1549. Philippes Second Roy d'Espagne, se fit reconnoistre dans Louvain, capitale de Brabant, pour heritier des deux Duchez de Brabant & de Limbourg, & des Pais d'Outre-Meuse, comme ces Estats ne faisant ensemble qu'une seule & mesme Souveraineté; au lieu qu'en suite il fut reconnu & juré pour Prince dans chacune des autres Provinces en particulier.

C'est encore par la mesme raison que six ans auparavant les Estats de Brabant ayant présenté une Requeste à l'Empereur Charles-Quint, ils y declarerent qu'ils n'entreprendoient aucune affaire que de l'avis commun de ceux de Limbourg, & des Comtez ou Seigneuries de Dalem, Fauquemont, & autres d'au delà la Meuse annexez à leur Duché.

Aussi voit-on en remontant dans la plus haute Antiquité, que les Empereurs
Charles

Charles I V. en 1349. Sigismond en 1424. Maximilien en 1512. & Charles-Quint en 1530. considerent toujourns ces deux Duchez comme n'en faisant qu'un seul dans la distribution qu'ils leur font des Graces & des Privileges qui leur estoient demandez.

Les Annales de Brabant nous apprennent, que le Fils aîné du Duc de Brabant, depuis Jean Premier, portoit le Titre de Duc de Limbourg selon la Coustume des Estats Souverains, où l'on affecte ordinairement à l'aîné la qualité de l'une des Terres ou des Seigneuries incorporées dans la principale Souveraineté.

Et Ruteau a remarqué dans son Histoire de Haynault, que la succession du Duc de Brabant estant incertaine ou litigieuse, alors les Estats Generaux des Duchez s'assembloient pour declarer en commun leur nouveau Duc; parce que, dit cet Historien, ne composant ensemble qu'un mesme Estat, ils ne pouvoient nommer que de concert leur futur & commun Souverain.

Cela estant de la sorte, il n'est pas possible moralement que la Reyne Tres-Chrestienne soit Duchesse de Brabant, & qu'Elle ne le soit pas de Limbourg & ses annexes, qui en sont des parties inseparables; Car il n'est point de moyen d'acquiescer plus naturel, ny moins sujet à envie

envie que celuy qui se fait par la voye de l'Union.

Si la nature unit l'heritage de mon voisin au mien, n'est-il pas certain que par le droit de l'Alluvion je deviens Seigneur & propriétaire de l'heritage d'autrui ?

Si l'Eglise unit deux Benefices ensemble, n'est-il pas indubitable que par cette confusion le Titulaire du principal de ces Benefices jouit aussi des fruits, & des prerogatives de l'autre ?

Enfin n'est-ce pas une règle de l'art aussi bien que de la nature que l'union fasse passer l'annexe dans la condition du principal, puis que si l'on mesle des metaux ensemble, il faut que dans cet alliage l'inferieur cede au plus noble, & que l'argent par exemple demeure comme éteint & confondu dans l'or.

Mais que ceux qui voudroient contester les effets de cette union en la personne de la Reyne, écoutent s'il leur plaist de quelle sorte les Duchez de Brabant & de Limbourg ont toujours esté jugez & reputez inseparables.

Tous ces Estats, dit ce grand Kinscot, (parlant du Brabant, de Limbourg & de ses annexes) selon les Articles arrestez aux Couronnemens & joyeuses Entrées des Ducs de Brabant, sont joints ensemble d'une telle sorte qu'ils ne peuvent faire

re desormais qu'une seule mesme & inseparable Principauté : Ce qui fait, ajouste-t'il, qu'à l'égard des mesmes Estats & de leurs Sujets, le Senat de Brabant a cét avantage de représenter la personne du Souverain ^a.

^a In Brabantie Ducatu qui nedum Lotharingia, ut supra retuli, sed & vetustissimi Ducatus Limburgensis, necnon Marchionatus Sacri Imperii dominium annexum habet cum aliis ditionibus Ultramofanis, quorum connexitas ex inauguratione seu lato introitu Ducum Brabantie est inseparabilis, horumque omnium precipuum est Regis Hispaniarum

En effet, la Duchesse Jeanne & le Duc Venselin son Epoux, n'avoient-ils point dit dès l'année 1355. qu'ils tiendroient le Duché de Limbourg avec les terres de Dalem, Rhodes, Appremont, Wafemberge & Heusdem unies & conjointes inseparablement au Duché de Brabant ^b.

Philippes le Bon Duc de Bourgogne n'a-t'il pas juré dès l'année 1430, qu'il ne separeroit jamais la possession du Duché de Brabant d'avec celui de Limbourg ^c ?

Et enfin l'Empereur Charles-quint & le Prince Philippes son Fils n'ont-ils pas juré & protesté en l'année 1549, qu'à perpetuité le Brabant, Limbourg & les Places d'au delà la Meuse demeureroient unies & inseparables, sans que jamais on les pût diviser ny disjoindre

pour Ducis Lo-

tharingie, Brabantie & Limburgi, Marchionisque Sacri Imperii. Sigillum Cancellario Brabantie concessum, quo omnes Cause Brabantie & Limburgi Ducatum ac Ditiones Ultramofanas earumque subditos concernentes sigillandæ sunt, in quibus Senatus ipsius Principis personam refert. *Tr. 2. de Refr. cap. 1.*

^b *Burkyn dans la vie de la Duch. Jeanne, sous l'année 1355.*

^c Ducatum Limburgi in perpetuum Brabantie annexurum. *Har. fol. 411.*

a Provinciæ
nostræ Lim-
burgensis &
Transmosa-
næ in perpetuum con-
junctæ manebunt cum
Provincia
nostra Brabantia, neque
unquam ab
ea divelli poterunt,
reli-
quas autem
Ditiones
Transmosa-
nas quàm citò commodè
poterimus
redimemus,
easque ita ne
deinceps separari possint
Provinciæ nostræ
Brabantie jungemus,
deinde Brabantie etiam
conjuncta manebit
Grata &
Oien cum iis
quæ ad ea loca pertinent,
aliisque, quæ
etiam ab iis
alienata sunt.
*En l'acte de
Recept. de Philip-
pes II.
chap. 12.*

pour quelque cause que ce pût estre ?
C'est pourquoy une union consacrée
par tant de sermens, & soustenuë de la pos-
session de tant de siecles faisant aujour-
d'huy le droit de la Reyne sur le Duché
de Limbourg & de ses annexes, ne luy
peut estre contestée avec la moindre appa-
rence de raison.

COMTE' DE HAYNAULT.

IL n'importe à la Reyne que ce Comté
soit un Fief ou qu'il soit un Alléu, il ne
luy importe pas mesme de quelle nature
ou de propre ou d'acquest il ait esté en la
personne du feu Roy Catholique son
Pere, parce qu'en toutes les manieres
la Coustume luy est également favorable,
mais neantmoins il est necessaire autant
pour la netteté du raisonnement, que pour
le discernement des moyens qui doivent
estre avancez, de s'asseurer avant toutes
choses de la nature de cette Souveraineté
& de ses differentes révolutions dans la
Maison d'Austriche : C'est pourquoy on
établira d'abord par forme de fondement
que le Haynault est un Alléu, & ensuite
on en tirera les consequences justes & ne-
cessaires pour les avantages de la Reyne,
soit qu'on le considere comme pro-
pre, ou qu'on le regarde comme ac-
quest.

C'est

C'est le langage familier & le sentiment commun de tout le Pays, que ce Comté ne reconnoist que Dieu & le Soleil, c'est à dire, qu'il ne releve d'aucun Prince ^a.

Gudelin fameux Autheur de la Province s'en est expliqué en ces termes dans son Livre des Fiefs ^b.

Cristiné n'a fait aucun scrupule d'emprunter & de repeter ces mesmes paroles; & *Harasus* Historien du Pays rapporte qu'un Empereur faisant solliciter les Estats de reconnoistre que le Comté estoit un Fief masculin de l'Empire, il n'en pût obtenir d'autre réponse, sinon que leur Comté n'estoit point un Fief de l'Empire, & que mesme il estoit si peu Fief masculin, que les Femelles y succedoient tous les jours à leur rang ^c.

Mais quel témoignage plus fidel, plus authentique & plus illustre pourroit-on desirer de cette verité que celuy de l'Empereur Sigismond, lequel ayant prétendu sur un faux donné à entendre, que le Comté de Haynault estoit un Fief de l'Empire auquel les Filles ne pouvoient succeder, fut neantmoins obligé de ceder à la juste resistance des Estats de la Province, qui justifierent la franchise & la dépendance de leur Comté de toute Puissance humaine en une maniere & dans une occasion si expresse pour nostre preuve,

^a Comes Hannoniæ vulgò dicitur tenere suam ditionem à Deo & Sole, id est, à nemine mortaliū. *Cap. 3. n. 9. fol. 12.*

^b *In calce libri de Feudis, art. de Feudis Hannonia.*

^c *Quarum litterarum Imperialium munimini filius Bavarus cum & Hannonia oppida sollicitaret, hoc responsum tulit, Regiones has neque Imperii Feudum esse, nec ad mares solos devolvi. En son Histoire de Brab. sous Jean IV. année 1518.*

que

que le seul recit de l'Histoire est un abrégé de toute la confirmation qui en pouvoit estre désirée.

*Ruteau dans
son Hist. de
Haynault ,
pages 375.
& 376.*

Louis de Baviere Comte de Haynault n'ayant laissé qu'une Fille nommée Iacqueline, Jean de Baviere Evêque de Liege son Oncle picqué de certains mépris qu'il s'imaginoit avoir reçu de cette Princesse, fit représenter à l'Empereur Sigismond qui regnoit alors, que le Comté de Haynault étant réputé Fief masculin en qualité de Fief de l'Empire, Iacqueline sa Nièce ne pouvoit pas y succéder, & que c'estoit à luy comme Masle plus prochain à qui le droit en appartenoit.

Sigismond ancien ennemy du Duc de Brabant que Iacqueline avoit Epousé, ordonna qu'elle seroit excluse du Comté de Haynault, & en investit cet Evêque.

Mais les Estats du Pais au contraire appuyant le Droit de leur naturelle Princesse, répondirent hardiment à l'Empereur, Que le Comté de Haynault ne relevoit ny de l'Empire, ny d'aucune Puissance mortelle, & que les Femelles estoient en possession d'y succéder.

L'Evêque de Liege ne manqua pas de combattre cette indépendance & cette qualité de Franc-Alleu, en repliquant que les Comtes de Haynault avoient autrefois rendu leurs Hommages à l'Evêque de Liege : Mais on fit voir sur le champ que ces

ces exemples ne pouvoient estre d'aucune consequence contre la franchise du Comté; parce que c'estoit la Comtesse Richeler, qui avec Baudouin son Fils, dans une necessité urgente, s'y soumit pour avoir du secours contre Robert le Frison, & qu'au reste cela mesme détruisoit la prétention de l'Empereur qui le soutenoit Fief Masculin de l'Empire: Quoy qu'il en soit, les choses furent parfaitement éclaircies, & le succès répondit au zele & à la fidelité des Estats, puis que Jacqueline fut conservée dans le Comté de Haynault, sans qu'il paroisse que ny Elle ny ses Successeurs en ayent jamais rendu Hommage à l'Empereur, non plus qu'à aucun autre Prince de la Terre.

Tout ce que l'on pourroit ajoûter à un exemple, ou plutôt à une autorité si formelle semble superflu; Neantmoins on ne peut retrancher ce qui se lit dans l'Histoire du Comté de Haynault écrite par Ruteau touchant l'indépendance de ce Comté; parce qu'il seroit difficile de conclure & sceller nostre preuve d'un témoignage plus irréprochable.

Cet Autheur rapporte qu'en l'année *Ruteau sous l'année 1515.* 1515. l'Empereur Charles-Quint, qui n'estoit alors que Roy d'Espagne, & Seigneur des Pais-Bas, ayant voulu se faire informer de l'estat de sa Province de Haynault, on luy fit connoître que le Comté ne

M devoit

devoit Relief ny fervitude quelconque à aucun Monarque du Monde : Après quoy, dit l'Histoire, il ordonna que desormais sa Chancellerie & son Grand Conseil de Malines, n'expedieroient plus aucunes Lettres en son Nom ny de sa part au préjudice de la Souveraineté de la Haute Cour de Mons.

C'est donc une verité constante que le Haynault est un Franc-Alleu ; Il reste de voir quelle consequence la Reyne en peut tirer, & s'il est vray que la Coustume en dispose à son avantage: l'Article 4. du Chapitre 105. est conçu en ces termes :

Les Alleux Patrimoniaux appartiendront aux Enfans du premier Mariage Fils ou Filles, & non aux Enfans du Mariage subsequnt : Mais s'ils échecient collateralement durant un second ou troisiéme Mariage, ils appartiendront aux Enfans desdits Mariages respectivement : Le mesme s'observera au regard des allois acquis, lesquels appartiendront aussi aux Fils & Filles de chacun Mariage ou viduité d'iceluy auquel lesdits acquests seront faits, ou à leur generation.

Ce feroit prodiguer les paroles & abuser de la clarté de cet Article que de vouloir l'expliquer davantage, & de ne pas laisser chacun en faire l'application, il suffit de dire que le Comté de Haynault est écheu au Roy Catholique pendant son premier Mariage par la mort de l'Archiduc

duc Albert arrivée en 1621. Du reste qu'il soit propre ou qu'il soit acquest, il n'importe à la Reyne, puis qu'en l'une & l'autre qualité l'Article le luy donne comme un bien qui est venu en la possession de son Pere durant le Mariage, dont elle est issue.

Mais si le Conseil d'Espagne se voyant sans replique contre une disposition si expresse & si formelle, prend le party de dire que ce Comté est un Fief & non point un Franc-Alleu, ce qu'il ne pourroit faire avec bonne foy après les preuves authentiques qui en ont esté rapportées, la Reyne veut bien encore luy donner la satisfaction qu'on examine ce Comté comme Fief (sans toutesfois se départir de la qualité d'Alleu) afin qu'il connoisse qu'en tous sens & en toute maniere le Droit de cette Princeesse est indubitable.

Il est de toute certitude dans cette Coutume que la Fille du premier lit exclut le Malle du second des Fiefs qui ont esté acquis ou qui sont écheus en Collaterale pendant le premier Mariage.

L'Article 3. du Chapitre 91. porte: *Tous Fiefs acquis par Pere ou Mere constant chacun Mariage ou viduité d'iceluy, appartiendront & échéront aux Enfants du Mariage ou viduité en tel ordre que cy-devant a esté dit.*

Le septième du Chapitre 92. contient: *Tous Fiefs écheus en ligne Collaterale com-*

me en ce cas reputé acquis, doivent appartenir aux Enfans & generation du Mariage durant lequel ils sont escheus.

Et le neuvième du Chapitre 94. est conçu en ces termes: *Quant aux Fiefs écheus en ligne Collaterale ou acquis en premier Mariage, encore que Fille dudit premier Mariage, le Pere n'en pourra faire l'Aliénation, de tant qu'enfans Fils que Filles devront succéder és Fiefs acquis ou écheus Collateralement constant chacun Mariage.*

Si donc le Haynault est un Fief qui ait esté acquest au feu Roy Catholique, ou qui luy soit écheu en Collaterale pendant son premier Mariage, il est incontestable que la Reyne qui est unique du premier lit, n'y succede à l'exclusion du second. Ainsi toute la difficulté de ce point tombe sur la qualité de propre ou d'acquest.

Pour la resoudre nettement, deux choses sont à examiner, l'une, comment ce Comté est venu en la possession du Roy Catholique; l'autre, qu'est-ce que propre, & qu'est-ce qu'acquest dans la Coustume de Haynault?

A l'égard de la premiere difficulté qui est purement de fait, il est nécessaire de répéter icy ce qu'on a déjà effleuré ailleurs, à sçavoir, que Philippes Second Roy d'Espagne a eû des Enfans de deux lits, qui estoient Isabelle & Catherine du premier,

mier, & Philippes Troisième du second.

Ce Prince mariant l'Infante Isabelle à l'Archiduc Albert d'Auſtriche luy donna en Dot tous les Pais-Bas avec cette condition & ſous ces termes exprés, *Qu'avenant que tous les descendans vinſſent à déſaillir Maſles & Femelles procréez de ce Mariage, tellement qu'il n'y reſta perſonne de tous ceux qui ſont appelez à tous ces biens icy, en tel cas ils auront à retourner tous enſemble au Roy d'Eſpagne qui ſera deſcendu de nous, & ſuivant cette donation & conſeſſion nous le faiſons dès maintenant donataire comme luy eſtant donnez.*

Il eſt conſtant que ce Mariage n'a point produit d'Enfans, la diſſolution ſ'en fit par le prédecés de l'Archiduc, lequel eſtant mort en 1621, Philippes I V. Roy d'Eſpagne prit auſſi-toſt poſſeſſion des Pais-Bas en qualité de Donataire de Philippes II. ſon Ayeul. Voicy les termes dont il ſe ſervit lors qu'il en écrivit aux Eſtats de Flandre :

A nos chers & ſeaux les Preſidens & Gens de Noſtre Conſeil Provincial de Flandres, Salut & dilection; Comme il ſoit qu'ayant plû à Dieu de retirer à ſoy le jour d'hier noſtre tres-cher & tres-amé noſtre Oncle le Sere- niſſime Archiduc Albert, Prince & Seigneur Souverain des Pays-Bas & de Bourgogne, Iceux Pays ſoient retournez & dévolus à noſtre Couronne, en vertu des condi-

tions & clauses de retour apposez aux Lettres de la Cession qui en a esté faite par feu de tres-haute memoire le Roy d'Espagne Philippes Second de ce Nom, nostre tres-honoré Seigneur & Ayeul, &c.

On ne peut donc pas douter que le Roy Catholique n'aye recueilly ces Estats comme donataire, puis que luy-mesme l'écrit ainsi: Mais cette verité présupposée, il reste de voir si cette donation a fait un propre ou un acquest seulement en la personne de ce Prince.

La Coustume distingue de deux sortes de donations des Peres ou Meres envers leurs Enfans.

L'une est celle qu'ils font en avancement d'hoirie à leurs Fils ou à leur Fille aisnée en qualité de leur droit & aisné hoir.

Et l'autre est celle qu'ils font à leurs Enfans en autre qualité que de droit & aisné hoir.

La premiere estant une anticipation d'heredité fait un propre dont on ne doit point de droits au Seigneur, parce que c'est une espece de Succession.

Et la seconde estant une pure & absolue liberalité, c'est un acquest pour lequel le Seigneur a des droits, d'autant que cela équipole à une acquisition.

Ces deux especes de donations sont parfaitement distinguées par les Articles premier & deuxième du Chapitre 93. de la Coustume.

Celuy

Celuy qui possede Fief de patrimoine ou acquest, portel'Article premier, pourra auquel estat qu'il soit & sans payer droit Seigneurial, disposer par desheritance au profit de son Fils aisné ou Fille aisnée à faute d'iceluy, de l'un de ses Fiefs, & l'en faire adheriter comme son droit & aisné hoir, jaçoit que ledit homme eust d'autres Enfans puisnez decédez, & que d'iceux fut demeuré generation, neantmoins iceluy ainsi pourveu pourra après le decés du Pere & de la Mere, choisir autre Fief meilleur, en remettant le premier en commun, comme il est dit cy-dessus pour Succession, sans que ledit Fief puisse retourner audit Pere, encore que ledit Enfant alla de vie à trépas sans generation; Le semblable pourra faire une Femme veufue pour Fief qui luy appartiendrait à sujection de payer les dettes du Pere & de la Mere constituez au temps qu'ils estoient puissans d'aliener.

L'Article suivant contient : Mais si le Pere ou Mere donnoit absolument en payant droit Seigneurial quelque Fief à son Enfant en autre qualité que de droit & aisné hoir, & si ledit Enfant alloit de vie à trépas sans generation, ledit Fief retournera au Pere ou à la Mere s'ils sont vivans de tant que don est reputé pour acquest.

Sur ces fondemens il est tres-aisé de faire voir que le Haynault n'estoit qu'un pur & veritable acquest en la personne du feu Roy Catholique; Car on ne peut croi-

re qu'il y eust un homme de bon sens qui voulut dire, que la donation portée au Contract de Mariage d'Isabelle ait esté faite par Philippes Second à Philippes IV. son petit Fils dernier decédé comme à son droit & aîné hoir.

En effet, comment cela se pourroit-il avancer, puis que Philippes I V. n'estoit point au monde, & que mesme son Pere n'estoit pas encore marié.

Pour faire qu'un Pere ou qu'une Mere donnent à un de leurs Enfans comme à leur droit & aîné hoir, la premiere condition essentielle est que cet Enfant soit existant ; Car est-il concevable qu'on luy donne comme aîné, & que neantmoins il ne fut pas encore venu au monde ; Il n'en est pas de mesme que si par un Contract de Mariage les futurs Epoux donnoient à l'aîné des Enfans qui leur naistroit quelque terre ou quelque autre espece de biens, parce que le Contract de Mariage, selon le droit des gens, est susceptible de toute convention, & en sa faveur on présuppose comme existante une posterité qui n'est que dans les vœux & les desirs des Familles : Mais il est question d'un Pere & d'une Mere qui ont des Enfans, & qui dans le nombre choisissent l'aîné pour luy faire un don comme à leur droit & aîné hoir, dira-t'on dans cette hypothese que celui-là soit l'aîné de la Famille,

mille, qui n'est pas mesme encore dans le monde ?

Si quelqu'un estoit assez aveugle pour avancer cette proposition, il ne faut point sortir les termes de l'Article, ny chercher ailleurs que dans son propre Texte pour le confondre.

Il est dit que les Peres & Meres donnant en cette maniere se désaisiront & feront adheriter le Donataire comme leur droit & aîné hoir ; Est-ce qu'ils pourroient adheriter celuy qui n'est point encore, & le vestiront-ils par une saisine réelle de leurs biens avant qu'ils l'ayent revestu de l'estre & de la vie ?

Il est dit de plus, qu'encore que les Peres & Meres eussent d'autres Enfans plus aînez decedez, & que d'iceux fut demeuré generation, neantmoins ils pourront donner au plus âgé de leurs autres Enfans comme à leur droit & aîné hoir ; Est-ce qu'une Coustume qui prive du Droit d'aînesse les Enfans mesme d'un Pere qui estoit l'aîné de la Famille nonobstant le droit de Representation, donneroit le droit d'aînesse à un Enfant qui est encore à naistre, & le regarderoit comme le droit & aîné hoir ? Et cette Coustume ne considerant point les Enfans qui sont morts en la personne de leurs Enfans qui vivent, considerera-t'elle des Enfans mesme qui n'ont point encore receu l'estre ?

M 5

Enfin

Enfin il est dit, qu'encore que l'Enfant donataire allast de vie à trépas sans generation, neantmoins le Fief ne retournera point au Pere ou à la Mere qui l'auront donné; Qui ne voit donc que la Coustume suppose un Enfant qui soit vivant, & qui puisse mourir avant ses parens; & croira-t'on qu'un Pere se voulust mettre au hazard de perdre son bien sans esperance d'y pouvoir rentrer en cas de précédés du donataire, s'il n'estoit animé par une forte affection à son sang, en faveur d'un Enfant qu'il connoit & qu'il chérit tendrement? Mais après tout le motif, la substance, & le stile mesme de la donation, résistent si puissamment à cette objection, qu'il seroit difficile d'imaginer une plus grande absurdité contre la nature & contre la raison tout ensemble.

Quand un Pere ou une Mere donnent à leur Enfant comme à leur droit & aîné hoir, n'est-il pas vray que l'amour du sang les transporte jusques à se dépouiller eux-mesmes pour revestir cet Enfant?

Ils regardent ce cher Fils ou cette Fille bien-aimée comme la premiere benediction du Ciel sur leur Mariage, ou plutôt comme le premier gage de leur amitié conjugale, qui les doit faire refleurir dans leur vieillesse, & renaître après leur mort; en un mot, il se fait dans ces sortes de Donations une certaine effusion de biens

biens & d'amour par laquelle le Pere se transforme en l'Enfant, & l'Enfant au Pere : Mais peut-on dire que celle dont il s'agit ait rien de semblable ou d'approchant en faveur du Roy Catholique ?

Qu'est-ce qu'a fait Philippes I I. dans cette Donation ? A-t'il eû pour premier & principal objet de donner les Pays-Bas à Philippes I I I. son Fils, ou aux Enfans qui luy pourroient naistre ?

A-t'il dit qu'il luy donnoit comme à son droit & aîné hoir, ou au premier Masle qu'il pourroit avoir les Estats contenus en la Donation ? Enfin les a-t'il regardés dans ce Contract comme les Sujets naturels & veritables de la liberalité qu'il vouloit exercer ?

Tant s'en faut que cela soit ; il les met & les range après tous les autres, & mesme ne les distingue point par leurs Personnes.

Il donne premierement à l'Infante Isabelle & à l'Archiduc son Epoux.

Il donne ensuite à tous les Enfans qui pourront naistre de leur Mariage.

Il institué mesme leur Posterité à l'infiny. Et il est vray que par une clause particuliere il adjouste à la fin que si les Epoux decedent sans Enfans de leur Mariage, ou que leur Posterité vint à manquer, en ce cas il donne les mesmes Estats à celuy qui se trouvera lors Roy d'Espagne descendu de Luy.

En verité ne faudroit-il pas renoncer au sens commun pour soustenir après cela que Philippes IV. ait esté considéré dans cette Donation comme droit & aîné hoir, puis que bien loin que ny son Pere ny Luy ayent esté considerez en cette qualité d'aîné hoir, au contraire ils sont mis après tous les autres & les derniers de la Famille?

Ce n'est pas de la sorte qu'on donne à un aîné hoir; il faut qu'il soit l'objet principal & le premier terme de la Donation; il faut que ce soit pour l'amour de Luy & en sa faveur que le Pere se dépouille; il faut qu'il soit le but de la liberalité pour la recevoir directement en qualité de droit hoir, comme parle la Coustume, & non pas le rebut pour n'y venir qu'après tous les autres, & lors qu'il n'y aura plus personne dans la Famille pour la remplir.

On traite de cette façon ou des Enfans qu'on veut exhereder, ou des Estrangers qu'on veut gratifier: Mais un Fils aîné a toujours la place d'honneur dans le Contract aussi bien qu'il doit avoir celle d'affection dans le cœur, & de préciput dans les biens.

Passons plus avant; quand Philippes I. a dit par la Donation qu'au deffaut d'Enfans du Mariage d'Isabelle & de l'Archiduc il donnoit toutes les mesmes Provinces

ces à celuy qui seroit lors Roy d'Espagne descendu de Luy, il n'a point par ces termes entendu necessairement parler de celuy ou de celle qui seroit son droit & aîné hoir du Comté de Haynault; Car il faut bien comprendre que tel peut estre l'aîné hoir pour la Couronne d'Espagne qui ne le sera point pour le Comté de Haynault; la raison est qu'à l'égard de la Couronne d'Espagne le Masle de quelque lit qu'il soit exclut la Femelle: Mais au contraire dans le Haynault la Fille du premier lit exclut tous les Masles du second, & tient lieu de droit & aîné hoir dans tous les Alleux de quelque nature qu'ils soient de propres ou d'acquests, & dans tous les Fiefs acquis ou écheus en ligne collaterale ou mesme donnez en ligne directe, pourveu que ce ne soit point en la qualité de droit & aîné hoir: de sorte que cette Donation estoit un pur acquest en la personne du feu Roy Catholique, & par consequent soit que le Haynault soit considéré comme Fief, ou qu'on le considere comme Alleu, le Droit de la Reyne est également invincible.

On y pourroit encore ajoûter, que l'Infante Isabelle ayant esté faite proprietair du Haynault par le decés de sa Mere premiere Epouse de Philippes Second, en vertu de la Coustume qui saisit les Enfans du premier lit dès l'instant de la dissolution

tion du Mariage, la donation que luy en faisoit Philippes Second n'empeschoit pas qu'on ne la dût considerer dans sa veritable qualité de propriétaire de son chef, & partant que le feu Roy Catholique ayant recueilly cette Succession pendant son premier Mariage.

C'estoit un veritable acquest en la personne du defunt Roy, auquel la Fille du premier lit succede à l'exclusion du Second, selon cét autre Article qui porte, que Fief écheu par succession collaterale est acquest.

Tous Fiefs, dit la Coustume, écheus en ligne collaterale comme en ce cas reputez acquests, doivent appartenir aux Enfants & generation du Mariage durant lequel ils sont écheus.

Mais comme la superfluité des meilleures choses est quelquefois nuisible, & qu'en matiere de preuve l'abondance les suffoque assez souvent plutôt qu'elle ne les fortifie, on se contente d'avoir montré que la Coustume de Haynault appelle la Reyne à sa Souveraineté par tant d'Articles, qu'on ne peut sans la détruire dans ce qu'elle a de plus cher & de plus précieux, resister à un Droit qu'Elle établit si puissamment, & qui est d'une importance si extrême à la liberté, & au repos de ses Peuples.

COMTE' D'ARTOIS.

IL n'y eut jamais un Article de Coustume plus clair ny plus précis, que celuy qui déferé ce Comté à la Reyne tres-Chrestienne, c'est le 28. de celle d'Arras redigé en ces termes :

Que si le survivant des deux Conjointz ayant Enfans de son Mariage ait convolé en d'autres Nopces dont seroient issus d'autres Enfans, iceux Enfans d'iceluy dernier Mariage ne peuvent demander aucun droit par le trépas dudit survivant, des heritages dont il a possédé durant son premier Mariage ; mais appartiennent lesdits heritages ausdits Enfans dudit premier Mariage.

Quelque soin qu'on ait apporté de la part du Roy Tres-Chrestien pour prévoir les objections qui pourroient estre formées contre cet Article, l'on avoué qu'il ne s'en est présenté aucune qu'on ait jugé digne qu'on y répondist par avance ; cette Loy estant si formelle & si generale, qu'elle pourvoit à tout, & ne laisse aucun prétexte ny à la distinction des sexes pour prétendre qu'un Masle du second lit doive estre preferé à la Fille du premier, ny à la difference des biens pour éluder l'objection qui se pourroit faire en disant qu'elle ne parle point des Fiefs, parce qu'en la maniere qu'elle est conceuë le second

cond lit est si positivement exclu par les Enfans du premier, & le terme d'heritage dont elle se sert comprend si expressément les Fiefs & les Alleux aussi bien que les rotures, que ce seroit se donner une fatigue inutile & aux autres, que de prévenir & de refuter des objections, que le seul texte de l'Article rejette & condamne suffisamment.

On se contentera d'ajouter que cette disposition a esté reconnüe si juste, que la Coustume generale d'Artois a passé mesme jusques à cette austerité, d'or donner par son Article 176. du Chapitre 7. que le Doüaire de la seconde Femme, quoy qu'un simple usufruit, ne se pouvoit assigner sur aucun des heritages possédez pendant le premier Mariage; tant il est certain que ces deux Coustumes ont eü en but de fermer toutes les avenues aux secondes Nopces, pour empêcher qu'elles ne puissent ravir le bien des premieres.

Ce qui sert non seulement à confirmer la justice de nostre Article, mais encore pour empêcher que le Conseil d'Espagne n'objecte que la Coustume d'Artois ne contient point en cecy une disposition semblable à celle d'Arras: Car si elle défend mesme au Mary survivant d'obliger les biens de son premier Mariage au Doüaire d'une seconde Femme, quelle demon-

demonstration voudroit-on plus forte de la dévolution qu'elle fait de la propriété de ces mesmes biens aux Enfans du premier lit, veu qu'elle en destituë l'ancien propriétaire, jusques à ne luy permettre pas de s'en servir pour asséoir un Doctaire qui hors la faveur des secondes Nopces est la plus juste & la plus legitime de toutes les dettes qui puissent estre créées sur les biens d'un Mary. De sorte qu'il est vray de dire, que la Coustume d'Artois encherit mesme par-dessus celle d'Arras en faveur des Enfans du premier lit; & bien loin qu'elle y aye dérogré par quelque Article singulier, au contraire elle s'y est tellement conformée dans tout ce qui regarde les partages & les successions, qu'elle n'en dispose aucunement, & n'en contient point mesme de Titre, ayant jugé qu'elle ne pouvoit rien ordonner de mieux que ce qui estoit réglé par sa Capitale ^a, laquelle selon la Doctrine d'Alderant, de Parisius ^b, & de Salvius Iul. ^c doit servir de Règle & de Loy dans tous les cas où celle du plat País n'a pas disposé, ainsi mesme que Crispin l'a si nettement écrit dans son Commentaire sur la Coustume de Malines ^d. C'est pourquoy l'on peut soutenir avec verité, que ce n'est pas une seule Coustume qui

^a Consuetudo Civitatis servanda est deficiente consuetudine subditorum.

^b Lib. 6. de Feud. decis. 56.

^c Consil. 15.

^d Omnes Civitates consuetudinem Romæ sequi,

quæ caput est Orbis terrarum, non ipsa alias Civitates:

Romam autem intelligimus non modò veterem, sed etiam regiam nostram.

^e L. 1. Cod. de vet. jur. civil.

^f Proinde Statuta Civitatis dominantis uti censui in causa Domini de Coubes contra Dominum Baronem de Mortaigne debent observari à subditis in defectum priorum statutorum,

cum illa statuta in defectum priorum debeant illis esse propria, & sic tamquam propria ab illis observari secundum Mascaram Alexandrum, &c.

^g In fine Consil. Mechlin.

^h In fine Consil. Mechlin.

tutorum, cum illa statuta in defectum priorum debeant illis esse propria, & sic tamquam propria ab illis observari secundum Mascaram Alexandrum, &c. In fine Consil. Mechlin.

qui déferé ce Comté à la Reyne, mais qu'il y en a deux qui la font Comteſſe d'Artois, puis que celle de la Ville Capitale & la generale concourent ſi puisſamment en ſa faveur.

DU CHE' DE CAMBRAY,

*Comté de Cambreſis, & Marquiſat du
Chateau de la meſme Ville.*

DE toutes les Couſtumes il n'en eſt point qui traite les premieres Noces avec plus d'honneur, ny les Enfans qui en ſont iſſus plus favorablement que celle-cy.

Elle appelle par excellence le premier Mariage, le Noble Mariage, comme ſi les autres dégéneroient en quelque eſpece d'incontinence qui les dégradast de leur dignité primitive; & elle ne feint pas de dire que le ſurvivant des conjoints eſt aſſervi à ſes Enfans, comme ſi elle vouloit que l'amour de ſon ſang l'enchainast dans les liens d'une honneſte viduité, ou que les rompant ſa liberté ſe changeast en ſervitude ſous les chaines des ſecondes Noces: Quoy qu'il en ſoit, du moment que le Mariage eſt diſſout le ſurvivant ne peut plus valablement vendre, changer, donner, aliener, ny aucunement diſpoſer de ſes heritages que du conſentement exprés de ſes Enfans, & par Autorité de
Juſti-

Justice, les termes de l'Article 20. y sont exprés :

Homme ou Femme ayant Enfant, ou Enfans vivans du précédent Mariage brisé & separé ne peut valablement vendre, changer, donner, ny autrement aliener ses heritages tant Fiefs que main-fermes, ny autrement en disposer, sinon du libre consentement, comparence, & devoir de Loix actuelles & personnelles de tous lesdits Enfans en âge competant, & à ce libres & habils, ou de leus Tuteurs & Curateurs avec legitime Decret de Justice, n'estoit qu'il y ait par les lettres d'acquest ou rapport fait par les deux conjoints condition au contraire, ou que ce soit acquest fait en viduité.

Le 21. porte, Mais si les Enfans desquels le consentement est requis estoient aussi eux-mesmes asservis d'Enfans de Mariage brisez & separez, lesdits Enfans ne seroient habils de consentir, & faire lesdits devoirs de Loy sans le libre consentement, comparence & devoir de leurs dits Enfans, comme dessus.

Et l'Article quatriéme du Titre des Testamens contient ces mots : Une personne asservie d'Enfant de Mariage précédent ne peut par Testament legater plus avant que porte la faculté de ses biens meubles & acquests faits en son veufvé, les Dot & funeraillles déduites..

Si jamais il y eut une substitution legale
des

des biens du Pere ou de la Mere en faveur de leurs Enfans, on peut avancer avec toute certitude que c'est celle que cette Coustume introduit par ces trois Articles au profit du premier lit contre le survivant; Car ce n'est pas comme dans les autres Coustumes que nous venons d'examiner, un simple Droit de dévolution qui saisisse les Enfans du premier lit de la propriété des biens par un simple fideicommiss qui empesche seulement le dernier des conjoints de disposer à leur préjudice, mais c'est une substitution graduelle au profit de la Famille entiere: Si le survivant, dit la Coustume, a des Enfans, il ne peut sans le consentement exprès engager ny aliener aucune chose de ses biens du premier lit, & si les Enfans ont aussi des Enfans, ces mesmes Enfans ne peuvent consentir que du consentement de leurs Enfans; C'est donc une gradation qui suit & qui affecte la Famille par generations, & qui ne lie pas seulement le survivant à l'égard de ses Enfans; Mais encore de ses petits Enfans, puis que le consentement de ceux-cy est tellement nécessaire, que si le Pere & les Enfans avoient consenty sans la participation & le consentement des petits Enfans, la disposition seroit nulle. Or s'il est vray que tous ces consentemens soient effectivement nécessaires par la disposition de cette Coustume,

stume, qu'en resulte-t'il autre chose sinon que les Enfans & les petits Enfans mesmes du premier lit sont saisis par la Loy, & réputez propriétaires dès l'instant de la dissolution du Mariage? Car il seroit tres absurde de desirer le consentement des Enfans, & mesme du Tuteur des petits Enfans au cas qu'ils ne soient point en âge, s'ils n'avoient un droit acquis & formé dans la propriété de la chose.

En effet, quel sens raisonnable pourroit-on donner à ces mots, *d'affervis d'Enfans de Mariage précédent*, si ce n'estoit que réellement & de fait, la Loy leur eût imposé une servitude à l'égard de ces Enfans; Et par quelle autre raison auroit-on osté au survivant la faculté de disposer mesme par Testament d'aucun Immeuble qu'il eust possédé pendant son premier Mariage?

Il faut avoüer que suivant les termes de ces Articles, les Enfans ou petits Enfans qui n'auroient point consenty à une alienation faite par le survivant la pourroient faire révoquer, ou plutôt qu'elle seroit nulle de plein droit, & partant il est nécessaire de conclure qu'ils ont quelque chose de plus qu'une simple esperance dans la succession future. Car il n'est point d'Enfans qui par le droit de nature, & la disposition des Loix ordinaires n'ait esperance sur les biens de ses parens après leur

leur mort, & cependant cette esperance ne leur donne aucun droit d'empescher qu'ils n'alienent à leur discretion : Mais ce qui marque encore icy le caractere d'une substitution plus efficace & d'une volonté plus enixe que la Loy a eüe, que les Enfans du premier lit demeurassent saisis de la propriété, c'est qu'outre leur consentement elle a desiré encore le Decret & l'Authorité de Justice pour autoriser l'alienation, parce que dans la verité le fideicommis que la Coustume introduit par cette disposition est autant au profit de la posterité qui naistra dans la Famille que des Enfans qui vivent ; Et c'est pourquoy pour l'interest de ceux qui sont à naistre, elle a requis le ministere & l'intervention du Juge, afin que cette Authorité purge tous les soupçons qui pourroient proceder ou de la puissance Paternelle, ou de la foiblesse des Enfans, ou de la fraude des Tuteurs.

La seule chose qui pourroit paroistre extraordinaire, & trop dure dans cette disposition, ce seroit qu'elle donne tout aux Enfans du premier lit, & qu'elle ne reserve rien du tout à ceux du second. Mais puis qu'ils ont part dans tous les meubles, & dans les acquests faits en viduité, elle y a sagement pourveu par l'Article 20. du Titre des successions, où elle établit une Legitime à ces derniers Enfans sur les biens

biens en roture qui appartenoint au survivant, dont elle ordonne le partage de telle sorte, que les Enfans du premier lit en ayent la moitié pour Préciput, & que l'autre moitié soit partagé par Teste entre tous les Enfans des deux lits.

Terres, Maisons, ou autres Heritages de mainferme, dit cet Article, portez au premier & noble Mariage au jour d'iceluy écheu sont de telle nature, qu'aux Enfans dudit Mariage il doit succeder la juste moitié tant du costé Paternel que Maternel hors part, & de l'autre moitié, lesdits Enfans doivent partir teste à teste avec les Enfans des autres Mariages subsequens.

Ainsi l'on void une disposition également juste & prudente. Elle donne au premier & noble Mariage tous les biens nobles, & au second la moitié dans toutes les rotures par concurrence avec les Enfans du premier lit, semblable en ce point à celle de Malines qui déferre tous les Fiefs aux premiers Enfans, & ne reserve au second que la moitié des rotures.

Ce qui estant supposé, le Droit de la Reyne est tout manifeste sur la Ville & Duché de Cambray, puis que c'est un bien que le feu Roy Catholique possédoit du temps de son premier Mariage.

Quant à la Citadelle que l'Empereur Charles-Quint y fit bastir en 1543. & dont il donna le Gouvernement en Fief à Philippes

lippes Second son Fils, pour luy & pour ses Successeurs Ducs de Brabant & Comtes de Haynault, de Flandres, & d'Artois, La Reyne succedant à tous ses Estats, on peut dire qu'Elle y a un double Droit, puis que outre celuy de la Coustume Elle y est encore appelée par ce fideicommiss perpetuel en qualité de Duchesse de Brabant, & de Comtesse de Haynault, de Flandre & d'Artois.

COMTE' DE BOURGONGNE

& Duché de Luxembourg.

IL n'y a point de difference en Bourgongne pour le partage des biens entre les Masles & les Filles, les premieres & les secondes Nopces, les Fiefs & les rotures, tout y est égal, le Frere n'a pas plus que la Sœur en quelque espece de biens que ce soit : De sorte, que le Roy Catholique ayant laissé trois Enfans, la Reyne a son tiers dans le Comté, & le Roy d'Espagne avec l'Infante sa Sœur du second lit y ont les autres tiers.

Il n'en est pas de mesme en Luxembourg; Car par la Coustume du Duché le Masle y ayant le double de la Fille, le Roy Catholique doit avoir une moitié luy seul, & les deux Filles chacun un quart seulement. C'est ainsi qu'en dispose l'Article 9 : *Quand des Filles ont des Freres ou Sœurs,*

Sœurs, chacune Fille n'a que la moitié autant que l'un des Freres.

Mais quoy que la Reyne n'ait qu'un quart dans le Luxembourg, neantmoins le Marquisat d'Arlon & le Comté de la Roche luy appartiennent en entier; la raison est qu'ils relevent du Duché de Brabant, & qu'en cette qualité ils sont sujets à la Dévolution en faveur du premier lit, suivant qu'il a esté justifié sous le Chapitre d'Anvers.

C'est pourquoy sur le pied de ces Coustumes le droit de la Reyne est d'un tiers dans le Comté de Bourgongne, d'un quart dans le Duché de Luxembourg, & de la totalité tant dans le Marquisat d'Arlon que dans le Comté de la Roche.

Que si l'on objecte que les Souverainetez ne se divisent pas, on en convient. Mais il faut faire difference entre le Domaine de la Souveraineté & la Souveraineté; car à la verité la Seigneurie directe, qui est le point unique de la Souveraineté, est indivisible, ce qui ne se peut pas dire du Domaine lequel se partage tous les jours, dequoy il ne faut point chercher d'autre exemple que ce que Duchesne en rapporte dans l'Histoire qu'il a donnée au Public de cette Maison Imperiale, où il rapporte sous l'année 1287, des partages qui en ont esté faits pour les personnes de Valeran & d'Elisabeth.

N

beth

beth Enfans de cette Auguste Maison.

Voilà donc en general & en particulier quels sont les droits de la Reyne sur tous les divers Estats de la Monarchie d'Espagne, & de quelle maniere ils luy sont dévolus.

Certes comme le Roy Tres-Chrestien ne les pourroit negliger sans honte, le Roy Catholique ne les pourroit retenir sans injustice.

La France les demande par la Loy du Mariage.

L'Espagne les doit par la Loy du Sang.

Et les Estats y sont obligez par la Loy de leurs Coustumes.

Elle est l'Epouse du premier.

Elle est la Sœur du second.

Elle est la Souveraine des autres, & nul des trois ne luy peut manquer qu'il ne viole ou les obligations d'un Sacrement, ou les devoirs de la Naissance, ou les principes de la fidelité.

Toute l'Europe a les yeux ouverts pour voir comment un Mary si Illustre, un Frere si puissant, des Sujets si fidels s'acquitteront envers une Princesse si Auguste, de Droits si sacrez & si inviolables.

Sans doute qu'un Prince moins modéré que le Roy Tres-Chrestien auroit pû se prévaloir de quelques avantages que luy donnoit la conjoncture des temps pour exercer ses Droits : Mais il a mieux aimé
que

que ses Armes allaissent triompher dans les Pais Estrangers pour le secours de ses Alliez, que de les employer à vaincre pour ses propres interests ; & il s'est persuadé ne pouvoir donner à la Reyne son Epouse une marque plus essentielle de son amour, au Roy Catholique son Beau-Frere une preuve plus sincere de ses affections, au Public un témoignage plus certain de son inclination pour la Paix, & aux Peuples de toutes ces Provinces une démonstration plus indubitable de sa bienveillance, que d'informer toute la Terre de l'équité de ses Droits, afin que ne restant ny prétexte à l'injustice, ny couleur à la rebellion, la Nature & la Loy terminent toutes choses entre les deux Couronnes, & que des Estats si judicieux ne se revoltent pas faute de connoissance contre l'autorité de leur propre Coustume, ny des Peuples si sages contre les Loix du Ciel & de la Terre en refusant leur obeissance & leurs hommages à leur veritable & legitime Souveraine.

C'est dans cette pensée qu'il a voulu que les nullitez de la renonciation fussent connues de toute la Terre.

C'est encore dans cette mesme pensée qu'après avoir prouvé l'autorité des Coustumes sur les Souverainetez, il a voulu qu'on justifiast d'Article en Article chaque chef de ses prétentions par autant d'Articles de Coustume.

Il ne reste plus pour consommer un si juste & si glorieux dessein, que de faire voir que le feu Roy Catholique n'a pu par le Contract de Mariage déroger ny aux Loix de l'Estat, ny aux Coustumes des Provinces, au préjudice de la Reyne sa Fille.

Mais avant que de passer à ce point, qui doit estre le dernier de cét Ecrit, il semble qu'il ne soit pas mal à propos de répondre sommairement à une certaine Pragmatique de l'année 1549, par laquelle les Emissaires d'Espagne supposent que l'Empereur Charles-Quint n'a fait qu'un Corps de tous les Estats des Pays-Bas, lequel est tellement indivisible qu'il ne peut estre possédé que par un seul & mesme Prince, afin que ce scrupule ou plutôt ce fantosme estant dissipé, la Iustice demeure pleinement victorieuse par sa propre force sans qu'il luy soit nécessaire de secours ny de ministere estranger pour se faire obeir.

On ne scauroit rien imaginer de plus contraire à la verité, ny qui soit plus opposé aux vœux de toutes les Provinces des Pays-Bas que cette union, par laquelle le Conseil d'Espagne allegue que l'Empereur Charles-Quint les a toutes rassemblées en un seul Corps qui ne puisse estre possédé que par un mesme Seigneur.

Il est vray que cét Empereur eut la pen-
sée

fée d'en former un Corps de Monarchie qu'il destinoit pour le Prince Ferdinand son frere, mais il trouva une repugnance si ouverte & si invincible dans tous les esprits du Pays, & d'ailleurs la diversité des Loix & des Coustumes, luy parut un obstacle si difficile à surmonter, qu'il y renonça bien-tost.

C'est ce que nous apprenons de l'un des Grands Personnages de nostre siecle, & peut-estre le plus Sçavant qui ait jamais esté dans l'Histoire & dans les Usages des Pays-Bas.

Autrefois, dit-il, Charles-Quint resolut de changer l'Estat du Gouvernement du Pays, & il conceut ce dessein lors que pour fruit de la victoire qu'il avoit emportée devant Pavie, il vit la Flandre & l'Artois affranchies de la Souveraineté des Roys de France: mais il trouva les Mœurs, les Loix & les Usages si contraires à son dessein, qu'il desespera du succès, & en quitta mesme la pensée sans presque avoir osé la proposer.

Certes voila un témoignage authentique, qui est bien opposé à cette pretendue Union, aussi est-il certain que c'est une chimere de laquelle jamais aucuns Auteurs ny Historiens du Pays n'ont parlé, & qu'on avance seulement pour imposer à la credulité de ceux qui ne s'attachent qu'à la superficie des choses.

Car en un mot, si toutes ces Provinces

Quamquam
Carolus
Imperator de
vertendo
statu, com-
ponendisque
in Regnum
Civitatis
serio consul-
tavit, præfer-
tim ex quo
Flandriam
Atrebatum
que ab omni
Francorum
jure libera-
tos victoris
Ticinensis
habuerat
pretium, sed
diversis mo-
ribus, insti-
tutis & Le-
gibus deter-
ritus est, nec
tollere aude-
bat. *Grotius*
Ann. lib. 1.
ne fol. 6.

ne faisoient qu'un seul Corps d'Estat, pourquoy le Roy Catholique en prendroit-il dans ses qualitez tous les Titres separez?

Pourquoy en auroit-il ses Sceaux differens?

Pourquoy la pragmatique n'en diroit-elle pas un seul mot?

Et pourquoy en auroit-il cedé par le Traitté de Munster une partie aux Provinces Unies?

N'est-il pas vray que si toutes ces Provinces estoient incorporées, l'union n'en feroit qu'un seul Corps, & que le Corps n'auroit qu'un seul Titre ou de Royauté ou de Principauté, ou de Duché, ou de Marquisat, ou de Comté.

Mais quand le Roy Catholique les divise luy-mesme par ses propres qualitez, en se disant Duc des unes, Marquis & Comte des autres.

Quand il les distingue par ses Ecussons en conservant pour chacune son Sceau particulier.

Quand enfin il les démembre pour en donner une partie par un Traitté de Paix; toutes ses actions ne sont-elles pas autant de témoignages qui combattent, & qui détruisent cette Union que l'on suppose?

A la verité Charles-Quint s'estant aperceu qu'il ne pourroit jamais réussir dans le dessein qu'il avoit conçu de ne
faire

faire qu'un seul Corps de tous ces Estats particuliers, il se reduisit à chercher les moyens d'empescher qu'ils ne passassent facilement en differentes mains, & comme il reconnût que la diversité des Coustumes, dont les unes admettoient la représentation, & les autres la rejettoient, donnoit une grande ouverture à en separer les possessions, parce que dans celles où la représentation avoit lieu le Neveu excluoit son Oncle, & dans les autres l'Oncle estoit préféré au Neveu, il fit la Pragmatique de 1549. par laquelle du consentement de tous les Estats, il declare qu'à l'avenir dans la succession Royale la représentation auroit lieu tant en directe qu'en collaterale, nonobstant toutes dispositions contraires ausquelles il est dérogé à l'égard du Souverain seulement.

Or n'est-il pas de la dernière absurdité d'induire de cette Pragmatique une union qui fasse & qui rende tous ces Estats indivisibles, puis qu'au contraire elle est un témoignage certain que l'Union n'a pû estre obtenüe? Car qu'auroit-il esté besoin d'introduire la représentation pour en empescher la division, s'ils eussent esté tous unis ensemble, & declarez inseparables entre eux?

De plus, a-t'on encore oüy dire que l'effet de la représentation ny en directe ny en collaterale, ait jamais esté d'assem-

bler les choses, & de n'en faire qu'un Corps qui soit indivisible? Si cela estoit ainsi depuis le temps qu'il y a des successions dans le monde, & qu'on y vient par la representation, tous les heritages seroient devenus inseparables; ce qui montre le peu de fondement qu'il y a dans cette objection. Aussi ce grand personnage qui a écrit l'Histoire des Pays-Bas, & qui sans doute n'ignoroit pas cette Pragmatique, a si peu estimé qu'elle contint une Union, qu'il a dit au contraire, que l'Empereur Charles-Quint ayant desespéré d'en pouvoir faire réussir le dessein, il n'avoit pas mesme osé le proposer en pleine Assemblée d'Estats; De sorte, qu'ou l'Histoire est une fable ou cette union est une chimere: & de vray, on peut dire qu'elle n'a point d'autre estre ny d'autre subsistance que la seule imagination qui la produit; Car il est constant que ny la Pragmatique n'en contient aucune parole dans son dispositif, ny les Autheurs qui ont écrit en ce temps-là, & depuis n'en disent pas un seul mot. Cependant une union si importante auroit assurément bien mérité qu'on en eust formé quelque dispositif considerable pour en faire voir les causes & les raisons à la posterité; Car ceux qui ont la moindre teinture de ces choses, savent qu'il n'est rien dans les Estats que l'on fonde & que l'on cimente
avec

avec plus de précautions que ces fortes d'unions, qui assujettissent pour toujours des choses séparées sous le lien d'une mesme domination, & qui abrogent souvent la forme ancienne de succeder à des Souverainetez, pour en introduire une nouvelle. C'est pourquoy dans les moindres unions qui se font, on ne manque jamais d'y voir des clauses qui abolissent tous les moyens de droit & de fait qui pourroient en causer la separation, & d'y lire ces termes ordinaires d'union perpetuelle & inseparable ou d'autres équipolens qui empeschent le démembrement en quelque temps ny pour quelque prétexte que ce soit.

C'est ainsi que l'Empereur Charles-Quint & Philippes son Fils se sont expliqués dans l'union de Limbourg au Brabant. *Nostre Province de Limbourg, disent-ils, & les Pays d'au delà la Meuse demeureront perpetuellement conjoints à nostre Province de Brabant, & ne pourront jamais en estre separez, &c.*

C'est ainsi qu'ils ont encore parlé de l'union d'Anvers au mesme Duché de Brabant: *Anvers & tout ce qu'on pourra faire voir en dépendre demeurera perpetuellement uny & conjoint aux Villes & à tout le Corps de la Province de Brabant, &c.*

Enfin, n'est-ce pas une absurdité évidente de proposer qu'une Pragmatique fasse

une Union, quoy que son dispositif n'en contienne pas une seule parole, & sans mesme qu'elle abolisse le Droit de dévolution qui la pouvoit ruiner aux premieres occasions, ny qu'on y ait appellé aucuns des Princes Electeurs qui sans doute y avoient interest, puis que parmy ces Estats il y en a qui relevent de l'Empire?

Mais après tout, faut-il un plus puissant témoignage de la supposition, pour ne pas dire de la fausseté de cette union, que ce que Philippes II. luy-mesme a déclaré dans l'Acte de confirmation des Privileges de Brabant, où il dit expressément que les seuls Estats qui seroient unis à perpétuité avec le Brabant estoient Limbourg, Anvers, & ceux d'au delà la Meuse? Car il est certain que s'il y avoit eû une union generale & perpetuelle de tous les Estats entre eux, cette expression n'auroit esté ny veritable ny necessaire; & ce mesme Prince en dottant l'Infante Isabelle de tous ces Estats, luy auroit il defendu, comme il paroist par le Contract, de les séparer ny diviser sans son consentement s'ils eussent esté inseparables & indivisibles par la Pragmatique de 1549. Certes, ce seroit faire trop d'honneur à une chimere que de la combattre plus long-temps, & l'on s'assure qu'il n'y a point d'homme judicieux qui n'estime qu'une objection si foible ne devoit point estre

estre opposée à l'autorité de tant de Coustumes si fortes & si précises.

Mais, comme il feroit inutile d'avoir élevé la puissance de toutes ces Loix municipales, & fondé les Droits de nostre Princessse sur les dispositions, si la déroga-tion que le Roy Catholique a fait par le Contract de Mariage à toutes les Loix de son Estat & Coustumes contraires à ce qu'il stipuloit, estoit legitime & valable, il reste de détruire cette déroga-tion, & de monstrier que les Roys par un Attribut mesme de leur Souveraineté, & par la propre excellence & perfection de leur sacré Caractere, sont dans une bien-heureuse impuissance de ne pouvoir détruire les Loix de leurs Estats, ny renverser au préjudice du Droit public les Coustumes particulieres de leurs Provinces.

C'EST ny imperfection ny foiblesse dans une autorité suprême que de se soumettre à la foy de ses promesses, ou à la Justice de ses Loix.

QUE LES
ROYS
SONT
SUJETS
AUX LOIX.

La necessité de bien faire & l'impuissance de faillir, sont les plus hauts degrez de toute la perfection; Dieu mesme, selon la pensée de Philon Juif, ne peut aller plus avant; & c'est dans cette Divine impuissance que les Souverains qui sont ses Images sur la terre, le doivent particulièrement imiter dans leurs Estats.

Un Roy qui obeit à sa propre Loy ne

reconnoist que sa propre Authorité.

Ce ne sont point ses Sujets, mais c'est sa Justice qui le lie.

Sa volonté est sa chaisne, luy-mesme est sa nécessité.

Il n'y a point d'action qui soit plus digne de la Majesté Royale que de mettre son Sceptre entre les mains des Loix, & de vivre sous leur Empire.

La sagesse d'un grand Prince consiste principalement à former de bonnes Loix; Sa Puissance à les faire observer par ses Sujets, & sa gloire à s'y assujettir luy-mesme; tant il est vray que l'obeissance que l'on se rend à soy-mesme ne déroge point au commandement que l'on a sur les autres, & que la véritable Souveraineté consiste à faire des Loix si Souveraines, qu'elles obligent le Souverain mesme, avec cette différence qu'elles regnent sur les Peuples par l'autorité & sur sa personne par sa seule Justice.

*à Digna vox
Majestate
Regnantis
Legibus alli-
gatum se
Principem
profiteri
adeò de au-
thoritate Ju-
ris nostra
pendet au-
thoritas, &
re vera ma-
jus Imperio
esse submit-
tere Legibus
Principa-
tum.*

En Effet, comme le plus grand honneur des Princes est que Dieu qui regne sur les Peuples par les Roys, les ait voulu choisir pour le représenter sur la terre, & pour rendre par leurs sacrées Personnes sa Puissance & sa Justice visibles aux hommes, ainsi qu'il rend par le Soleil sa lumière & sa fécondité sensibles aux créatures; Peuvent-ils se mieux conformer à leur original qu'en souffrant que les Loix appli-

appliquent toutes leurs actions au bien & au salut de leurs Estats, comme cette infinie puissance permet que les hommes appliquent son concours à tout ce qui se fait dans le Monde ?

Un Ancien disoit à l'Empereur de son temps, que la mesure de sa Puissance estoit celle des Loix : Et Seneque qui est accusé avec justice d'avoir trop flatté l'humeur cruelle & ambitieuse de son Prince, n'a pas laissé de luy dire, que plus la Puissance de Cesar estoit absoluë, & plus elle devoit estre soumise aux Loix.

*Cæsari cum
omnia licent
propter hoc
minus licet.*

En un mot, la Justice doit estre le terme de toutes les actions de l'homme, & c'est sortir des bornes de la Royauté, qui n'est établie que pour la faire regner, que de porter le Sceptre au delà des Loix.

Il fustit pour la Grandeur & la Majesté d'un Roy qu'il n'obeisse qu'à foy-mesme; & luy reprocher qu'il se soumet à sa Loy, ce seroit luy reprocher sa Justice & sa raison, & le faire cesser d'estre Roy de sa personne pour le faire devenir Roy des autres.

Ce n'est pas qu'on ne sçache que les Roys ne soient exemts de toutes Loix penales & caducaires, mais à l'égard des autres l'obligation de les entretenir fait partie mesme de la Royauté; c'est ce que porte la Loy douzième des Ordonnances d'Espagne en termes si clairs & si précis, qu'il

a Guardar
deve el Rey
las Leyes co-
mo a su onrra
& a su fe-
chura porque
rescibe po-
der & razon
para fazer
justicia. Ca si
el non las
guardasse
verníe contra
su fecho &
venir le y en
ende todos
daños, lo uno
en desatar
tam buena
cosa como
esta que
ovíessen fe-
cha, lo otro
que se torna-
rie a daño
communal
del pueblo
& abiltarie
assi misino &
serie su man-
damento &
sus Leyes
menospre-
ciadas. L. 12.
tit. 1. part. 1.
des Loix

d'Espagne

intitules, Los siete partidas del Sabio Rey Alphonso el Nono.

b Debet Rex servare Legem tamquam suam facturam, & ejus honorem custodire: nota ergo quod tenetur Rex servare suam Legem, quia divino motu est prolata. Regulariter tamen Regibus Leges etiam positivæ suæ regionis subesse non videntur, sicque eas mutare non possunt sine populi consensu. *Traitté des suc. l. 1. §. 6. n. 4. & dans ses Controv. Illustr. liv. 1. chap. 2. n. 18.*

est impossible de résister à sa lumière non plus qu'à sa justice. Le Roy, dit cette Loy ^a, doit chérir la Loy comme son propre Ouvrage.

Alphonse de Montalve a dit dans son Commentaire sur cette Loy, qu'elle est descendue du Ciel, & que tout Souverain est obligé de garder ses Loix & les Coustumes de son Estat comme sa propre Religion, son honneur, & le plus précieux Ouvrage de sa Puissance absolue ^b.

Ferdinandus Vasquius fameux Iurisconsulte Espagnol, a dit en deux endroits de ses Oeuvres, que les Roys d'Espagne estoient soumis aux Loix & aux Coustumes de la Nation, enforte qu'ils ne les pouvoient alterer ny y déroger sans le consentement exprés de tout le Peuple.

Petrus Belluga Iurisconsulte de Valence dans son Miroir des Princes parlant des Coustumes qu'il appelle Fores, dit que le Roy n'y peut toucher sans le même consentement universel de tout le Royaume,

me, & que pour une necessité tres-prefante ^a.

Covarruvias assure qu'il seroit hon-
teux que la teste & les membres ne s'ac-
cordassent pas dans l'exécution des Loix
qui ont esté faites pour tout le Corps, &
que bien que les Sujets n'ayent pas droit
de contraindre leur Prince par la force à
l'exécution des Loix & des Coustumes, ils
ont neantmoins droit de l'y obliger par la
raison ^b: D'autant que si le Souverain
n'est pas tenu directement de sa Loy, il en
est tenu indirectement comme faisant
partie de l'Estat, & du tout pour lequel el-
le a esté composée.

*Antonius Conf. Neptinus c, Laurentius
Syllanus d, Ludovicus Romanus e, Festus f,
Iacobus Novellus g, Isidorus Hispalensis h,*
sont tous de ce sentiment, & Molina l'un
des plus celebres Docteurs de la Nation,
écrit qu'il seroit tres-absurde d'alleguer
que le Roy d'Espagne pût changer par
un effet de Puissance ordinaire ou abso-
lue la moindre chose dans les Loix &
les Coustumes qui ont esté faites pour

^a Dico quod
Fori seu
Constitutio-
nes generales
non possunt
tolli dimi-
nui, neque
aliquid eis
addi vel de-
trahi, & quod
fortius est
non possunt
etiam decla-
rari, nisi in
casu eviden-
tis necessita-
tis & utilita-
tis, & etiam
de assensu &
voluntate
totius gene-
ralis Regni.

*In Spec. prin-
cip. de public.
Fororum.*

^b Etli non vi
coactiva, ta-
men vi qua-
dam directi-
va quæ Prin-
cipem ratio-
ne ad rectum
dirigit hu-
manæ con-
suetudini
etiam à se-
ipso latæ
la seipsum sum-
mittere te-

netur: turpe enim apud Principem Reipub. caput est quod non con-
veniat ejus communitati. *De Comm. cum exc. part. 1. §. 1.*

^c *Tract. de potest. & excel. reg. part. 5. art. 44.*

^d *Tract. de Feud. 1. n. 18.*

^e *Consil. 352. n. 22.*

^f *De Col. cap. 4. n. 43.*

^g *De Iure, n. 95.*

^h *Lib. 3. Sent.*

« Esse nam-
que absurdif-
simum asse-
rere quòd ex
eo quòd Ma-
joratus ex
Principis fa-
cultate insti-
tutus fuit ,
possit Prin-
ceps filio pri-
mogenito
absque legi-
tima causa
successionem
Majoratus
sibi in spe
debitam au-
ferre, atque
illam in fi-
lium secundo
genitum
transmitte-
re, atque om-
nes primoge-
niorum leges
conditiones
ac substitu-
tiones revo-
care, ideòque
dici potest ne
id etiam ex
plenitudine
potestatis fa-
cere posse in
quo Principis
potestas
non minui-
tur, sed au-
getur. *Tr. de
Asa. lib. 1.
cap. 8. n. 31.*

la succession des Majorasques ».

Cela estant ainfi, il ne faut que jetter les yeux sur la Clause dérogative qui est inserée dans le Contract de Mariage de la Reyne pour en connoistre l'injustice & l'absurdité; elle porte, *Que la Renonciation sera executée nonobstant toutes Loix, Coûtumes, Ordonnances & dispositions, en vertu desquelles on a succédé en tous lesdits Royaumes, Estats & Seigneuries, & nonobstant aussi toutes les Loix & Coûtumes de la Couronne de France, qui au préjudice des successeurs en icelle, s'opposent à cette susdite Exclusion aussi bien à present comme au temps à venir, & au cas qu'ils auroient long-temps différé lesdites Successions; à toutes lesquelles considerations ensemble, & à chacune en particulier d'icelles, leursdites Majestez dérogent en ce qu'Elles contrarient lesdites Successions, ou empeschent le contenu en ce Contract, ou l'accomplissement & execution d'iceluy.*

Cette Clause aussi bien que les autres n'est qu'un ramas & un assemblage de termes de Docteurs qui ont parlé des Dérogations, mais qui n'operent rien en effet, quoy qu'elles semblent dire beaucoup.

Les deux Roys déclarent qu'il dérogent aux Loix de leurs Estats : Cela se peut-il soutenir ? Qui ne sçait que l'ordre de leurs Successions est une Loy fondamentale & éternelle, qui compose la forme, la durée, & la felicité de leurs Royaumes, à laquelle

à laquelle ils ne peuvent non plus toucher qu'à leurs Couronnes mesmes, non point par foiblesse ou par impuissance, comme il vient d'estre observé, mais parce qu'ils ne peuvent pas se détruire eux-mesmes, & qu'il y auroit de la contradiction d'estre tout-puissant, & de se pouvoir aneantir?

En tout cas, si quelquefois il y avoit nécessité de venir à ces sortes de Dérégations, sans doute elles ne se pourroient jamais faire qu'avec la participation de tous les Peuples à cause du tres-grand interest qu'ils ont de conserver le Souverain, que la Nature & la Loy leur donnent. Or le Roy Catholique a-t'il pris le consentement de ses États pour déroger à une Loy sous laquelle sa domination est établie? A-t'il le suffrage de toute sa posterité, à laquelle il est chargé de restituer sa Couronne par un fideicommiss éternel, dont chaque Roy n'est que le dépositaire? Il n'a jamais esté dit qu'un possesseur de fideicommiss pût se décharger de l'obligation de conserver le dépost à ceux qui y sont appelez, en faisant une disposition par laquelle il declare qu'il déroge à la Loy de fideicommiss; & si cela est vray dans les Substitutions particulieres, combien l'est-il davantage dans celles des Royaumes?

Mais ce seroit une Jurisprudence bien
nou-

a Princeps
rescribendo
etiam cum
clausula ge-
nerali dero-
gatoria non
tollit tales
Leges nisi
fiat mentio
specialis il-
lius Legis.

b Dubium
est an debeat
dici nonob-
stante tali
Lege nomi-
natim an suf-
ficiat quod
dicatur Lege
aliqua non-
obstante, &
glossa vide-
tur velle
quod fiat
mentio gene-
ralis, & ideo
puto quod
non suffice-
ret si dice-
ret aliquo
nonobstante,
vel aliqua
Lege nonob-
stante, quia
istud est ge-
neraliter lo-
qui. *Ad Leg.*

ult. Cod. Si

contra. ju.

c Quando

Imperator

concedit ali-

cui aliquod

rescriptum

quod sit con-

tra Legem

aliquam,

debet specificando dicere nonobstante tali Lege, aliàs videtur quod non valeat. *Ad eorundem L.*

nouvelle qu'une dérogation de cette qua-
lité qui est toute generale fust pour abo-
lir & faire cesser la disposition de tant de
Loix & de Coustumes si expressees & si
speciales, quand mesme elle auroit esté
faite dans un sujet qui en fust suscepti-
ble; Car c'est une Maxime de tous les
temps & de toutes les Iurisprudences que
ces dérogations generales ne font que de
stile, & ne servent jamais pour détruire
une Loy particuliere s'il n'en est fait ex-
presse mention.

Belluga que nous avons déjà cité, dit au
mesme lieu, que la dérogation du Prince
ne fait jamais cesser l'effet d'une Loy, si
cette Loy n'est specialement nommée *a*.

Bartole tient positivement que toute
dérogation generale est absolument inu-
tile, & qu'à moins de specifier tres-exacte-
ment la Loy *b* à laquelle on déroge la clau-
se n'est que de stile, & demeure sans effet.

Balde a esté de mesme sentiment.

Stephanus de Federicis établit pour Ma-
xime que jamais une dérogation generale
apposée dans un Statut ou une Loy ne
peut suppléer une dérogation speciale
quand cela fait préjudice au Droit com-
mun.

Felinus en a traité la question fort au
long, & demande une dérogation ex-
presse *c*.

Aussi

debet specificando dicere nonobstante tali Lege, aliàs videtur quod non valeat. *Ad eorundem L.*

Aussi la Loy a-t'elle voulu que nonobstant ces déroga-
tions l'on s'attachast tou-
jours à la Constitution generale qui estoit
faite pour l'utilité publique ^a. Et c'est
pourquoy la Glose sur l'Autentique *Hoc*
inter liberos, Codice de Testamentis, par-
lant au sujet d'un second Testament qui
n'en peut pas revoquer un premier quand
le premier est en faveur des Enfans, si
le second ne contient une revocation for-
melle & une observation exacte des so-
lennitez, elle adjouste que la mesme cho-
se se doit observer à l'égard des déroga-
tions qui sont inutiles, si la Loy à laquel-
le elles se font n'est specialement nom-
mée ^b. De sorte que la clause du Contract
de Mariage de la Reyne ne specifiant ny
le Droit de dévolution, ny aucune autre
Coustume particuliere de toutes celles qui
établissent ses Droits, elle est nulle par
tous les principes, & cette nullité paroistra
encore bien plus indubitable si l'on fait
reflection qu'on ne peut pas abroger
une Loy, ny y déroger par un Contract
de Mariage, parce que les choses se
détrui-

^a Imo si in
generali
Constitutio-
ne esset clau-
sula deroga-
toria, nonob-
stantibus ali-
quibus privi-
legiis debet
quatenus
possibile est
restringi, ut
minùs tol-
lantur privi-
legia, in qui-
bus ergo ca-
sibus per ge-
neralem
clausulam
nonobstante,
vel per gene-
ralem Con-
stitutionem
non videtur
esse deroga-
tum privile-
giò, multò
minùs Iuri
communi,
cùm facilius
tollatur pri-
vilegium
quàm jus
commune.
Tr. de Interp.
Leg. part. 2.
n. 21. & seq.
^b *Cap. Nouvel-*
le, de Rescript.

^c Omnes cujuscumque majoris vel minoris administrationis universæ
nostræ Reip. Iudices noverint, ut nullam sacram administrationem
quæ generali Iuri vel utilitati publicæ adversa esse videatur in disce-
pationem cujuscumque litigii patiantur proferre, sed generales sacras
Constitutiones modis omnibus non dubitent observandas. *L. ult.*
Cod. Si contr. Iur. vel. util. pub.

Et sic est argumentum de rescriptis contra Legem inductis, ut
non valeant nisi dicatur nonobstante tali Lege, & est propter so-
lennitatem.

détruisant dans l'ordre judiciaire en la mesme maniere qu'elles se composent, il n'y a qu'une Loy qui en puisse abroger une autre, & jamais il ne fut dit qu'un Contract quel qu'il soit aye eu cette vertu, puis qu'au contraire la perfection du Contract est qu'il soit selon la Loy.

En effet, on ne dira pas que le Mariage que fait un Roy soit un effet de sa puissance souveraine, c'est un Acte, comme nous avons déjà dit, qui luy est commun avec les autres hommes, & par lequel il entre aucunement en participation de la société civile en se soumettant à la Loy de la Dot, du Douaire & des autres conventions ordinaires; D'où vient qu'on peut dire de ces Mariages ce qu'Arnohe disoit de ceux des Dieux, qu'ils faisoient leurs conditions ainsi que les hommes.

Uxores
enim Dii ha-
bent, atque
in conjugalibus
foedera con-
ditionibus
veniunt an-
teā quaesitis.
Lib. 4. adv.
Gentes.

Mais enfin une dernière raison invincible contre cette dérogation est, que le Roy Tres-Chrestien & le Roy Catholique la font aux Loix des Estats qui appartiennent à la Reyne, quoy qu'ils n'eussent ny droit ny autorité de le faire; Car s'il est vray que cette Princeesse ait esté saisie de la propriété de tous les Estats dont nous avons parlé par le décès de la Reyne Elisabeth sa Mere, & du Prince Baltazar son Frere, de quel Droit le Roy d'Espagne son Pere auroit-il pû par une convention particuliere déroger aux Loix d'une Souverain-
verai-

veraineté qui ne luy appartenoit plus? Il ne luy restoit que la qualité de Pere, d'Administrateur, & d'usufruitier, mais la propriété appartenoit à la Reyne sa Fille; de quelle autorité donc en a-t'il pû changer la Loy, & y déroger? Un Tuteur, un Garde, un Administrateur peut-il déroger aux Loix des Estats de son Mineur? Un usufruitier qui est obligé de rendre les choses entieres au propriétaire, peut-il abolir les premiers droits de la Seigneurie dont il jouit? Il ne faut que les seuls principes de la lumiere naturelle pour établir ce raisonnement. D'ailleurs, a-t'on jamais oüy parler qu'on dérogeast à des droits acquis, ainsi que l'estoient ceux de la Reyne? Les dérogations regardent l'avenir, & elles se font pour empescher que des clauses ou des Loix n'ayent leur effet dans de certains cas que les parties prévoient: Mais qu'après une succession recueillie en vertu d'une Loy qui la defere on fasse une dérogation pour empescher que celui ou celle qui est heritier ne le soit pas, c'est une proposition qui choque le sens commun, particulièrement lors que la dérogation se fait contre le Droit public, auquel on sçait qu'il n'est aucunement permis de déroger, & beaucoup moins quand il s'agit de renverser les Loix qui defèrent la succession des Souverainetez, parce que ces Loix en sont comme les destinées

stinées éternelles & immuables, auxquelles les Roys ne peuvent non plus résister que les Dieux de l'Antiquité, selon lequel qu'uns, à celles dont ils estoient eux-mêmes les Auteurs.

Qu'on ne dise donc point que le Souverain ne soit pas sujet aux Loix de son Estat, puis que la proposition contraire est une vérité du Droit des Gens que la flatterie à quelquefois attaquée : Mais que les bons Princes ont toujours défendu comme une Divinité Tutelaire de leurs Estats : combien est-il plus légitime de dire avec le sage Platon, que la parfaite félicité d'un Royaume est qu'un Prince soit obéi de ses Sujets, que le Prince obéisse à la Loy, & que la Loy soit droite & toujours dirigée au bien public ?

Il est vrai que les Roys sont les Auteurs des Loix dans leurs Estats : Mais c'est pour cela même qu'ils sont obligés de les conserver, & qu'il ne leur est pas permis de les détruire.

La Loy est une vive expression de la Majesté du Souverain, le plus subtil Esprit de sa Puissance, & le Sceptre animé des Roys.

C'est cette Couronne incorruptible qui leur fonde une seconde Monarchie spirituelle dans le cœur de leurs Peuples.

Elle est ce Diadème invisible qui porte leur puissance par tout où la raison peut entrer, & qui sans l'embaras de tous ces pom-

pompeux appareils de la Royauté, sans Armées & sans Vaisseaux remuë tout un Estat par des ressorts Divins, qui font qu'un Roy sans sortir de son Thrône soit present & sensible dans toutes les Villes de ses Estats, & dans tous les cœurs de ses Sujets, que son Amour, sa Justice & sa Bonté penetrent imperceptiblement les Terres & les Mers pour se faire adorer dans les lieux où sa Personne ne peut estre veüe, & que dans le plus haut point de son calme & de son repos sa Puissance comme une vertu toute Celeste, ne laisse pas de remplir ses Ennemis de terreur, ses Alliez d'esperance, & ses Peuples de douceur, d'Amour & de Bonté.

Aussi est-ce ce premier Thrône de Justice que le Roy Tres-Chrestien s'est voulu eriger dans les Pais-Bas, sur le fondement & la base de leurs propres Coustumes.

Il pouvoit laisser ses raisons à suppléer & faire agir sa Puissance : Mais il a mieux aymé établir son droit, & attendre que contraindre la fidelité des Peuples.

Il pouvoit d'abord remplir les Provinces de ses Armes ; Mais il a mieux aymé remplir les Esprits de ses raisons.

Ny l'indignité du mauvais traitement fait à la Reyne, ny l'iniquité de la renonciation du Contrat de Mariage, ny l'injure faite à la France sous prétexte du Traité de Paix n'ont pû ébranler sa modération.

Une

Une Fille aînée de la Famille Royale d'Espagne, rayée du nombre des Enfans de la Maison comme si Elle n'estoit jamais née, parce qu'Elle devenoit Françoisé par son Alliance.

Sa fecondité en malediction, & sa Royale Posterité en mépris.

Une Princesse dégradée de tous les Droits de sa naissance, en cas qu'Elle ait des Enfans du plus auguste Mariage qui soit sous le Ciel.

Des Enfans exheredez de la succession de leur Mere, par la seule haine de leur Nation, quoy que l'une des plus Nobles qui soit sur la terre.

Les Droits du Sang & du Mariage violez en la personne d'un puissant Roy, par la seule consideration de sa qualité, bien que la plus éminente du Monde.

Et par dessus toutes choses, l'Espagne se faisant des remparts dans un Traitté de Paix contre la nature, pour empêcher que jamais elle ne se pût rallier à la France par les liens du Sang, estoient sans doute des motifs assez forts pour inspirer de la colere ou de la vengeance contre les Auteurs de toutes ces funestes & malheureuses précautions.

Mais ce grand Prince a crû que sa premiere victoire dans ce combat devoit estre sur son propre ressentiment par la vertu, la seconde sur les Provinces par leurs Cou-
stumes,

stumes, & la troisieme sur les cœurs par l'Amour & par la Iustice.

Fasse le Ciel que de si justes intentions aient tout le succès qu'elles meritent, & que la fidelité des Peuples réponde à la bonté toute Royale du Prince !

Comme il n'ayme rien davantage que la Paix, ce luy seroit un sensible déplaisir de voir le Patrimoine sacré de son Epouse devenir le champ de la Rebellion, & le Theatre de l'infidelité.

En effet, que peut-on imaginer d'honneste & de legitime qu'il ne fasse ou qu'il n'ait fait, pour empescher ces Peuples de tomber dans ce précipice ?

Il leur mene luy-mesme leur Souveraine l'Olivier en une main, & la Loy en l'autre, pour prendre possession de cet heritage sacré, se peut-il rien de plus paternel & de plus favorable ?

Il les fait instruire de tous ces droits avant mesme qu'il en demande la jouissance, se peut-il rien de plus juste & de plus genereux ?

En un mot, peut-il mieux agir en Pere de la Patrie, que de soutenir que leurs Loix sont inviolables, qu'on n'y peut déroger sous quelque couleur que ce soit, & que le Souverain & les Peuples y doivent estre également soumis ?

Que si après tout cela ils sont insensibles à leur Princeesse, à leur Religion,

gion, à leur honneur & à leurs intereffs.

S'ils aiment mieux la guerre que la Paix, le trouble que le repos, la force que la douceur; & pour tout dire, le Roy Tres-Chrestien pour ennemy que pour Pere; C'est alors que ce Grand Prince les voyant gemir sous le poids de leur infidelité, leur pourra dire justement avec le Prophete Elie; Ce n'est pas moy qui ay mis le trouble dans vos maisons, c'est vostre rebellion qui a allumé cet incendie, que le sang de vos enfans & de vos freres, que les larmes de la veufve & de l'orphelin, que la profanation des Temples, & que toutes les fureurs de la guerre que vous avez excitée rejallissent sur vos infidelitez.

Mais il ne croira pas facilement que des Estats si sages & si moderez se précipitent volontairement dans cet abîme infiny de malheurs: Car enfin, s'il est vray que la reünion de ces Provinces à la France assure une Paix éternelle entre les deux Couronnes, & qu'au contraire la separation y laisse une semence immortelle de troubles & de divisions; quel prodige de fureur ne seroit-ce pas, que des Peuples qui doivent rendre graces au Ciel de ce qu'il fait aujourd'huy cette reünion par la plus douce de toutes les voyes, & en la personne d'une Princefle la plus parfaite du monde, s'opposent neantmoins à ses Decrets par une rebellion toute sacrilege, &

& qu'ils aimassent mieux laisser à leur Posterité une succession de guerre éternelle, que de la faire heriter d'une Paix bien-heureuse dans les Ordres de la Providence?

Jusques icy l'Histoire a consacré par des Eloges admirables l'amour & la fidelité toute particuliere de ces Peuples envers leur Souverain.

On y voit en l'honneur éternel de la Nation, que Gilbert leur premier Duc estant decédé, ils ne voulurent jamais reconnoistre pour Seigneur le Frere de l'Empereur Otton qui les en prioit, & malgré toutes les forces & toutes les brigues de l'Empire, ils chasserent cét Estranger pour faire regner Henry qui estoit le Fils de Gilbert.

C'est là mesme où l'on voit encore que la Duchesse Alcide ayant présenté aux Estats Jean son Cadet pour successeur de la Couronne au lieu de Henry son Fils aîné, ils luy resisterent en face soutenant qu'elle ne pouvoit détruire par sa prédilection le Droit que Dieu & la Nature avoient donné à Henry, & qu'ils le defendroient jusques à l'effusion de la dernière goutte de leur sang.

C'est enfin dans ces mesmes monumens où l'on apprend que l'Empereur Vencelin ayant sollicité les Estats de reconnoistre son Fils pour successeur de Jeanne leur Duchesse, & luy faire le Serment de fide-

lité en conformité d'un Contract qu'ils avoient eux-mêmes agréé, il n'en pût obtenir d'autre réponse, sinon qu'il y seroit pourveu après le decés de Jeanne ; mais que du vivant de leur Souveraine, ils ne feroient jamais Serment à un autre quelque promesse qu'on eût exigée d'eux.

Seroit-il donc possible que tous ces Eloges de fidelité pour les Peres se convertissent en malediction sur l'infidelité des Enfants, & qu'à l'opprobre aussi bien qu'à la ruine de leur Patrie, ils violassent aujourd'huy tous les droits du Sang & de la Loy en la personne de leur Souveraine ?

Ils peuvent se conserver une Paix éternelle, & la fixer pour jamais entre les deux Estats ; aimeroient-ils mieux choisir la guerre & se livrer avec leur Posterité à l'infamie & aux miseres d'une rebellion capitale ?

Ils doivent par toutes les Loix du Ciel & de la Terre reconnoître & honorer leur Souveraine ; aimeroient-ils mieux en confondant tous les sentimens de la Nature & de la Religion, vivre sous le Gouvernement d'un simple Lieutenant d'Espagne, priver pour jamais de la veüe de leur Souverain, que de se soumettre à une Princeesse que la Nature leur a fait naître, que le Ciel leur envoie, que leurs Loix appellent, que le Roy Tres-Chrestien amène à leur porte, & que toutes les vertus du Monde

de leur rendent aussi sacrée par son merite qu'Elle leur doit estre par sa naissance ?

Ils ont interest de se rapprocher du cœur & de l'ame de leurs Estats pour en recevoir le secours & les influences necessaires ; aimeroient-ils mieux demeurer éternellement attachez à l'Espagne, de qui la Nature les a entierement divisez , que de se réunir à la France dont ils sont membres naturels, & à qui le Ciel les réunit par les liens du Sang, après n'en avoir esté separez que par les artifices & par la violence ?

En un mot , ils sont obligez de se procurer la Paix & à leur Posterité ; aiment-ils mieux estre le Theatre éternel de la guerre des deux Couronnes , & demeurer plutôt les Esclaves d'Espagne que de devenir les Enfans de la France ?

Ceux qui violent leurs Coustumes jusques dans le point de la Souveraineté qui en est l'unique fondement.

Ceux qui violent leur liberté jusques à les mettre comme des Esclaves dans le commerce des Contrac̃ts & des Renonciations.

Ceux enfin qui violent tous les Droits du Sang & de la Religion seront-ils préferrez à une Auguste Princesse qui ne fonde son droit que sur l'autorité de leurs Loix & sur la defence de leur propre liberté ?

Encore un coup le Roy Tres-Chrestien

ne peut croire que des Peuples si sages tombent jamais dans un aveuglement si prodigieux.

Il croira bien plus volontiers que si la Reyne se relâchoit au point de dissimuler l'injure & l'oppression du Conseil d'Espagne, ces Provinces que l'on veut soustraire à la domination d'une si Illustre Heritiere ne demeureroient pas insensibles à l'intérêt de leur Souveraine offensée, & de leur liberté opprimée.

Mais puis que les choses sont dans une autre disposition, & que cette Princesse est aujourd'huy à leur porte qui leur tend les bras pour les recevoir comme ses fidels Sujets, Il s'assure que ces Peuples n'oublieront pas dans une si heureuse conjoncture que les Roys de France estoient leurs Seigneurs naturels avant mesme qu'il y eust des Roys de Castille, & qu'ils aimeront mieux rentrer dans le sein de cette ancienne Patrie qui leur sera un Port assuré de Paix & de Benedictions, que de faire naufrage dans une rebellion dont la fin ne pourroit estre que tragique à leurs Estats, & funeste à leur reputation.

F I N.

res
fi

la
er
a-
re
re
e-
ur

ne
le
nd
els
u-
n-
rs
y
e-
te
f-
le
la
rs

1200027426

Ayuntamiento de Madrid

R 853

BIBLIOTECA HISTORICA MUNICIPAL



1200027426

Ayuntamiento de Madrid

J. H. Ha

Ayuntamiento de Madrid